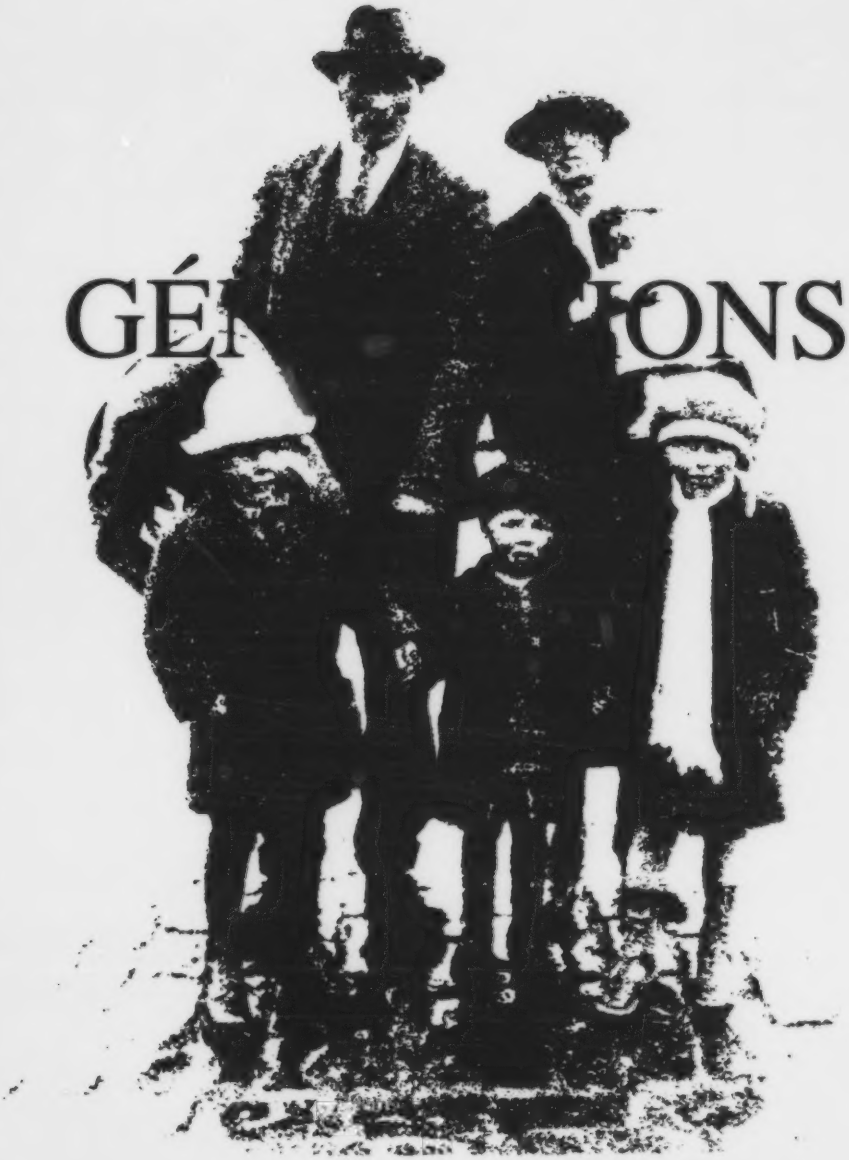
Le pays doux-amer

GÉ ONS



Histoire des peuples du Canada

Le pays doux-amer

Histoire des Hollandais au Canada 1890-1980

Herman Ganzevoort

Multiculturalisme et Citoyenneté Canada
Multiculturalism and Citizenship Canada

92-03804/

© Ministère des Approvisionnements et Services, 1991

Tous droits réservés. L'utilisation non préalablement autorisée par l'éditeur de toute partie du présent document reproduite sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit — reproduction électronique ou mécanique, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou gardée en mémoire dans l'ordinateur, constitue une infraction à la Loi sur les droits d'auteur.

N° de Cat. : Ci44-13/1991F

L'édition originale en langue anglaise de cet ouvrage a été publiée en 1988 par McClelland and Stewart Ltd. Toronto sous le titre
A Bittersweet Land
The Dutch Experience in Canada, 1890-1980

Catalogage canadien avant publication
Ganzevoort, H. 1942-
Le pays doux-amer
Histoire des Hollandais au Canada, 1890-1980

(Générations, Histoire des peuples du Canada)
Publié par le secteur du multiculturalisme.
Bibliographie : p. 145
Comprend un Index
ISBN 0-662-96900-6

1. Hollando-canadiens - Histoire : I. Canada.
Multiculturalisme et Citoyenneté Canada. II. Titre.
III. Série

FC106.D9G36 1988 971.0043931 C87-095159-9
F1035.D8G36 1988

En vente au Canada par l'entremise des
librairies associées et autres libraires
ou par la poste auprès du
Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada Ottawa (Canada) K1A 0S9

Table des matières

Présentation / *vi*
Préface / *1*

Première partie : La vaguelette, 1890-1918
UN : La décision d'émigrer / *5*
DEUX : Les premiers colons / *19*

Deuxième partie : La vague, 1918-1939
TROIS : L'entre-deux-guerres : Les raisons de leur départ / *39*
QUATRE : La période d'établissement / *50*

Troisième partie : Le flux et le reflux, 1939-1980
CINQ : La Seconde Guerre mondiale et ses conséquences / *67*
SIX : En route pour le Canada! / *81*
SEPT : Les difficultés d'adaptation / *92*
HUIT : Les années cinquante et soixante en mutation / *103*
NEUF : La communauté de nos jours / *127*

Bibliographie / *145*
Index / *149*

Présentation

On a assisté récemment au Canada, comme dans bien d'autres pays, à une transformation des mentalités à l'égard de la composition pluri-ethnique de la société. En effet, cette diversité des origines et des cultures, autrefois considérée comme un problème qui ne pourrait se régler qu'avec le temps, commence à être perçue, et à juste titre, comme une précieuse ressource. Ainsi, les Canadiens commencent à s'enorgueillir de ce que des gens nous viennent des quatre coins du globe, avec pour bagage les points de vue, les connaissances, les aptitudes et les traditions les plus variés et ce, pour le plus grand bien de tous.

C'est pourquoi les auteurs du *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* se sont attachés à décrire, dans le livre IV, l'apport culturel au Canada des groupes ethniques autres que les Anglais, les Français et les autochtones. C'est également la raison pour laquelle le gouvernement fédéral, pour donner suite à leurs recommandations, a annoncé que le secteur de la citoyenneté du Secrétariat d'État financerait une série d'études portant essentiellement sur les origines, l'apport et les problèmes des divers groupes culturels qui vivent au Canada, d'où la réalisation de cette série d'études historiques. Bien qu'entreprises pour le compte du gouvernement, elles ne prétendent être ni définitives, ni officielles : elles s'insèrent plutôt dans le cadre des efforts fournis par des spécialistes qui ont voulu rassembler une bonne partie des données qui existent sur les groupes ethniques concernés, donner une idée de ce qui reste encore à étudier et ainsi, susciter des travaux de recherche plus approfondis sur les composantes ethniques du pays. Ces documents historiques doivent être objectifs, analytiques et faciles à lire et s'adresser aussi bien au grand public qu'aux élèves des classes terminales, aux étudiants de niveaux préuniversitaire et universitaire, et aux enseignants des écoles primaires.

La plupart des Canadiens appartiennent à un groupe «ethnique». On entend par là qu'ils possèdent «un sens de l'identité qui prend racine dans une communauté d'origine... que cette communauté soit réelle ou imaginaire[1]».

En ce qui concerne les autochtones, les Anglais et les Français (désignés comme peuples fondateurs, étant les premiers Européens à avoir pris possession du territoire), en ce qui concerne les Allemands et les Hollandais, établis au Canada depuis plus d'un siècle et en ce qui concerne les derniers arrivants, ils possèdent tous des traditions et des valeurs qui leur sont chères et qui font désormais partie du patrimoine culturel des Canadiens. Ces groupes sont très différents les uns des autres, du point de vue de leur importance démographique, de leur répartition géographique et de leur rôle socio-économique respectifs. Dans cette série d'études sera retracée l'histoire de leurs luttes, de leurs échecs et de leurs triomphes.

Comme il est dit dans le *Rapport de la Commmission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, «certains individus ont plus que d'autres un sentiment très vif de leur origine, de leur appartenance à un groupe[2]». De nos jours, au Canada, les mariages inter-ethniques se faisant de plus en plus fréquents et les gens se réclamant, de ce fait, d'ancêtres de plus en plus divers, nombreux sont ceux qui en sont arrivés à se considérer comme simples Canadiens, indépendamment de leur origine ancestrale. Cette série d'études qui prétend cerner la dimension ethnique de la société canadienne, dans une perspective historique, ne part pas du principe que chacun doit être assimilé à un groupe précis, ni que l'ethnicité est toujours le facteur primordial dans la vie d'un individu. Ce qu'elle veut, par contre, faire ressortir, c'est qu'il s'agit d'une question digne d'intérêt pour qui entend bien saisir l'essence de la société et de l'identité canadiennes et cerner ces deux phénomènes.

Jusqu'ici, les historiens canadiens ont toujours abordé l'histoire surtout du point de vue politique et économique. Comme l'avenir politique et économique du pays a surtout reposé entre les mains des Anglais et des Français, ils ont eu tendance à passer sous silence le rôle des autres groupes ethniques dans l'évolution du Canada. En outre, nos historiens étant jusqu'ici, à quelques exceptions près, d'origine anglaise ou française, ils n'avaient ni l'intérêt ni les compétences linguistiques voulus pour se pencher sur l'histoire des autres groupes ethniques. En effet, le pluralisme n'ayant pas été admis comme réalité sociale, aucune étude n'a été entreprise sur l'incidence des traditions et valeurs des Britanniques – ou plus exactement, des Anglais, des Irlandais, des Écossais et des Gallois – sur l'évolution de la société canadienne. Par contre, pour un certain nombre de raisons, les historiens se sont intéressés de plus près à l'influence des diverses traditions et valeurs françaises.

Cette série d'études témoigne de l'intérêt grandissant porté à l'aspect social de l'histoire du Canada, notamment à l'histoire de l'immigration et des groupes ethniques. Cette nouvelle tendance tient peut-être à ce qu'un nombre sans cesse croissant de spécialistes dans ce domaine sont d'origine autre que française ou anglaise et ont un sentiment d'appartenance ethnique différent. Comme ce phénomène vient à peine de surgir, les auteurs des études précitées n'ont, pour la plupart, pu disposer que d'une bibliographie très sommaire. Il existe, il est vrai, certaines études historiques sur des groupes autres que les Anglais et les Français, mais celles-ci sont souvent plus ou moins teintées de

chauvinisme et se caractérisent par une absence de rigueur sur le plan de l'analyse.

Malgré la rareté des sources de référence, les auteurs ont été tenus d'effectuer une étude aussi complète que possible et d'accorder une importance égale aux thèmes suivants : origines, choix du lieu d'établissement, identité et assimilation ethniques, associations ethniques, évolution démographique, religion, valeurs, profession et classe sociale, famille, presse ethnique, préférences linguistiques, réactions face à la politique, éducation, relations inter-ethniques, arts et loisirs. En outre, ils ont été invités à donner une idée des différences constatées entre membres du même groupe, selon la région du pays où ils habitent. Enfin, on leur a demandé de se montrer à la fois subjectifs lorsqu'ils décrivent les expériences du groupe en tant qu'immigrants et minoritaires, et objectifs, autrement dit, présenter le groupe non pas simplement comme il se perçoit lui-même ou comme il voudrait être perçu.

Le défi était donc de taille. Dans la mesure où l'entreprise a été une réussite, les auteurs nous ont présenté sous un éclairage nouveau de nombreuses facettes de la société canadienne, telle qu'elle est maintenant. Dans la mesure où ils n'ont pu atteindre tous leurs objectifs, ils invitent d'autres historiens, sociologues et anthropologues à venir prendre la relève et à achever l'œuvre entreprise.

Jean Burnet
Howard Palmer

1. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.*
2. *Ibid.* – paragraphe 8.

Préface

L'histoire des Hollandais au Canada remonte au temps de la traite des fourrures sous le régime français. Ce n'est toutefois que dans les dernières décennies du dix-neuvième siècle qu'ils ont commencé à jouer un rôle important, en tant que groupe ethnique, dans le développement historique du Canada. Les recherches sur l'histoire des Hollandais au Canada n'ont pas été sans difficultés. Au début des années 1970, il n'existait que très peu de documents écrits sur le sujet, et rien n'avait été recueilli ou catalogué. Il n'y avait ni collections de manuscrits, ni archives microfilmées; de fait, le matériel était presque inexistant, sauf une mention occasionnelle ou un exposé sur un individu ou un groupe particulier qui avait suscité l'intérêt d'un chercheur. La collecte des sources et statistiques, documents et dossiers du gouvernement, ainsi que tous les travaux connexes, se présentait déjà comme une tâche gigantesque. Depuis, des particuliers et des groupes ont entrepris avec succès de rassembler faits et documents, dessinant peu à peu l'histoire des Hollandais au Canada.

À mesure que le matériel s'accumulait, se dégageait l'évidence que les Hollandais ont joué un rôle important dans l'histoire de l'Amérique du Nord depuis le début du dix-septième siècle. Toutefois, leur présence fut d'abord limitée à la colonie de Nouvelle-Hollande, l'actuel État de New York et ses environs, et plus tard aux treize colonies qui allaient devenir les États-Unis. La révolution américaine a donné lieu au premier contact important des Hollandais avec le Canada, avec l'arrivée de Loyalistes d'origine hollando-américaine qui y ont cherché asile. Après avoir envisagé de situer à cette époque le début de mon étude, j'y ai renoncé pour diverses raisons. Dès 1783, les Hollando-américains étaient presque entièrement intégrés à la culture des colonies américaines. Même si quelques-uns avaient conservé la langue néerlandaise, ils parlaient également l'anglais. Ils partageaient les valeurs propres à leur époque et à leur culture. À l'instar de nombreux autres Loyalistes, ils n'étaient pas considérés comme des étrangers au Canada, bien que nouvellement arrivés. Malgré le fait que leurs enfants et les descendants de ceux-ci aient continué de se considérer comme étant d'origine hollandaise, cette distinction ne signifiait pour eux qu'un moyen de se situer socialement.

Des mennonites et autres anabaptistes américains d'origine allemande, dont le pacifisme leur avait attiré la défaveur des révolutionnaires américains, se joignirent aux Loyalistes hollando-américains en fuite vers le Canada. L'arrivée de ce groupe, dont certains membres retraçaient leur origine jusqu'en Hollande et au fondateur de leur secte, Menno Simons, a rendu presque impossible la définition claire d'une colonie hollando-canadienne. Leur religion les distinguait effectivement de leurs compatriotes hollando-américains, dont la plupart appartenaient à diverses Églises américaines ou encore à l'Église hollandaise réformée d'Amérique, qui devait bientôt disparaître dans la diversité religieuse du Canada. Toutefois, pour l'ensemble de la société, tous étaient considérés comme hollandais.

Bien qu'un certain nombre de Hollandais soient venus au Canada au cours des années qui suivirent la révolution américaine, leur émigration massive dans les années 1840 se destinait à la colonisation des territoires vierges du Midwest et de l'Ouest américain. Ce n'est qu'avec la fermeture des frontières américaines à la fin des années 1880 et au début des années 1890 que les vagues d'immigrants furent dirigées vers l'Ouest canadien, entraînant à sa suite les Hollando-américains de deuxième génération. C'est à compter de ce moment que les Hollandais devinrent une minorité ethnique distincte au Canada, et que leur histoire peut commencer.

Cependant, même cette migration présente des difficultés sérieuses pour l'historien. Les Hollando-américains et les immigrants de Hollande entrés par les États-Unis ne sont pas faciles à distinguer de la grande masse des autres immigrants. Des statistiques conservées par le gouvernement canadien avant 1918, le mieux qu'on puisse dire est qu'elles manquent de rigueur et ne sont guère utiles. Le manque d'uniformité dans la collecte des données et les désignations ethniques telles que «Belge-Hollandais» créent des confusions qui malheureusement ne sont pas clarifiées par les statistiques hollandaises, elles aussi peu sûres.

Les données des recensements ne font que compliquer les choses : pendant longtemps, l'ethnie a été déterminée, non selon le lieu de naissance du sujet ou celui des parents, mais selon la nationalité de ses ancêtres. Pour illustrer les difficultés que pouvait entraîner une détermination aussi vague, il suffit de noter que le recensement de 1921 indique que la population hollando-canadienne avait tout bonnement doublé au cours de la décennie précédente, passant de 55 961 personnes en 1911 à 117 505 en 1921. Une croissance aussi improbable s'explique par le fait que les Mennonites, qui avaient déclaré être d'origine allemande en 1911, s'étaient dits hollandais en 1921 pour éviter l'opprobre attaché à la nationalité allemande pendant et après la Première Guerre mondiale. Les statistiques citées dans cet ouvrage sont fondées sur les chiffres les plus fiables provenant de sources hollandaises, canadiennes et américaines, mais ne constituent au mieux que des estimations.

Une observation s'impose au sujet des sources. Nous avons eu accès aux dossiers et documents de l'immigration, tant en Hollande qu'au Canada. Nous avons pu interroger des fonctionnaires et des intervenants de l'émigration et

de l'immigration, anciens et actuels. Les personnes dont nous avons utilisé les informations sont désignées nommément.

Les entrevues personnelles que m'ont accordées les immigrants et leurs enfants ont été d'une importance capitale pour cet ouvrage. Au cours de la quinzaine d'années que j'ai passées à faire des recherches sur les Hollandais au Canada, j'ai eu l'occasion de parler à des milliers de personnes qui toutes avaient une riche provision de souvenirs et d'anecdotes. Que les entrevues aient pris une forme officielle, avec magnétophone et carnet de notes, ou celle d'une simple conversation autour d'une tasse de café, toutes ont été précieuses pour cerner et définir la dimension humaine de la migration. Les statistiques prenaient un visage humain; les politiques et les proclamations se traduisaient par leurs effets sur des hommes, des femmes et des enfants. Tout comme celles des immigrants d'autres pays, les histoires de mes interlocuteurs étaient souvent semblables à des centaines d'autres, mais elles étaient authentiques. Ce n'est qu'avec leur aide que cette histoire a pu être écrite, parce que leur expérience constitue la matière même de cet ouvrage. De Terre-Neuve à l'archipel de la Reine-Charlotte, ils ont partagé leur vie avec moi, et ce livre leur est dédié. Bien que la plupart d'entre eux demeurent anonymes et que leur nom ne figure pas dans les notes, ce livre contient leur histoire, et ma gratitude leur est acquise.

D'autres personnes ont également joué un rôle essentiel dans la rédaction de cette histoire. Le secteur du multiculturalisme du Secrétariat d'État l'a rendue possible financièrement, comme l'a fait l'engagement du gouvernement fédéral à favoriser le multiculturalisme. R. Craig Brown m'a aidé à entreprendre le long voyage de la redécouverte. Le Service d'émigration des Pays-Bas a trouvé les documents et a continué d'appuyer mes travaux. Le *Wereld Contact* a contribué argent et énergie à la réalisation du projet. Deux amis inconditionnels, John Houkes et Gerritt Stallinga, m'ont ouvert les portes et leur cœur, et ne m'ont jamais ménagé leur aide. Les éditeurs m'ont fourni soutien et conseils; amis, connaissances et parents se sont enquis de l'avancement du travail. Enfin, ma femme, Karen Fry, m'a convaincu, avec une patience et un amour sans limites, que j'y arriverais. À tous, merci de votre apport.

Cette histoire est celle des Hollandais au Canada, écrite par un Hollando-canadien. C'est un témoignage personnel sur les forces et les faiblesses de ceux qui se sont aventurés dans un nouveau pays et en sont venus à l'aimer. C'est l'histoire de gens ordinaires, écrite pour des gens ordinaires. On y trouve peu de héros et encore moins de traîtres, mais simplement des gens qui ont fait face au défi fondamental de survivre. J'espère en avoir fait autant.

H.G.
Janvier 1988

PREMIÈRE PARTIE

La vaguelette, 1890-1918

CHAPITRE UN

La décision d'émigrer

Au cours de la dernière décennie du dix-neuvième siècle, les Pays-Bas se retrouvèrent en pleine révolution. S'il n'y avait ni soldats dans les rues, ni citoyens aux barricades, le bouleversement n'était pas moins réel. Les trente dernières années avaient transformé une société rurale axée sur l'agriculture en une société urbaine industrialisée. Les changements avaient été énormes, rapides et parfois inquiétants. Les cinq millions de citoyens de ce petit pays vivaient les mutations traumatisantes de l'ère industrielle.

Toute la vie semblait avoir été transformée, et pour un grand nombre, il semblait que ce soit pour le mieux : qui pouvait nier l'existence du «progrès» alors qu'on voyait partout les réalisations auxquelles il avait donné lieu? Les réseaux de chemins de fer parcouraient la campagne en tous sens, reliant entre elles même les plus petites villes des coins reculés des provinces. L'électricité et le télégraphe, le téléphone et le service postal, le développement du service de canaux et l'essor des industries constituaient les signes d'une économie florissante et en pleine expansion. Chaque année, les exportations du pays augmentaient et les villes s'agrandissaient un peu plus pour accueillir le nombre sans cesse croissant des travailleurs. Même les aspects les moins matériels de la vie nationale étaient stimulés par cette révolution. Les beaux-arts, le théâtre, l'architecture et la littérature connaissaient une floraison inattendue.

Les problèmes n'étaient pas absents pour autant : disparités économiques entre les classes, pauvreté et criminalité, prostitution et alcoolisme, pollution industrielle et exploitation. Ces problèmes n'étaient toutefois pas insolubles et il existait une façon rationnelle et raisonnable de les aborder. La plupart des gens croyaient que le temps et la planification leur permettraient d'éliminer ces fléaux, si anciens qu'ils soient, et de créer une société nouvelle et meilleure. L'optimisme n'était pas seulement un slogan, c'était une conviction appuyée par la science et la raison; le progrès de la société en pleine évolution semblait soutenir et encourager cette conviction.

Même les problèmes du secteur agricole semblaient suggérer qu'une solution rationnelle pourrait être trouvée. La crise mondiale, qui avait débuté en

1873, atteignit rapidement tous les secteurs économiques des pays commmerçants de l'Ouest. Les agriculteurs furent les plus durement touchés par les effets de cette crise. En 1878, les agriculteurs hollandais étaient en butte aux politiques commerciales restrictives de l'Allemagne et de l'Angleterre, qui limitaient sérieusement leurs exportations de bétail, de margarine et de produits laitiers. Ils se trouvèrent en concurrence avec les importations massives de céréales bon marché des États-Unis, ce qui provoqua une baisse alarmante des prix de leurs produits. Les restrictions imposées par d'autres partenaires commerciaux européens firent chuter les prix des haricots, des pois, des pommes de terre et des betteraves à sucre, ainsi que ceux de la viande et des produits laitiers. Les coûts de production étaient tout simplement trop élevés pour rendre les produits hollandais compétitifs.

Une étude du gouvernement des Pays-Bas effectuée en 1880 fit ressortir de très sérieuses lacunes : l'agriculture hollandaise marquait du retard. Les techniques, les systèmes de commercialisation, l'enseignement et la production étaient mal adaptés aux marchés actuels et devaient être réorganisés. Il importait d'appliquer au domaine agricole les méthodes de rationalisation et d'organisation qui avaient si bien servi le secteur industriel. La mise en œuvre rapide de ces recommandations contribua dans une large mesure à moderniser l'agriculture hollandaise et à la rétablir en tant que base solide de l'économie.

Les réformes amenèrent des changements qui devinrent bientôt manifestes. De nouvelles méthodes de production telle que la culture en serre des légumes et des fleurs s'imposèrent très vite. L'introduction des engrais artificiels visant à augmenter le rendement des petites exploitations entraîna une réduction rapide des prix de revient. Le développement du mouvement coopératif amena de rapides progrès dans la réorganisation de la commercialisation, des achats et de la distribution. Dès le milieu des années 1890, les œufs, le fromage, le beurre, les fruits, les légumes et les fleurs devenaient des atouts importants de l'économie hollandaise.

Le mouvement coopératif s'étendit même au domaine bancaire avec la formation des premières caisses d'épargne locales pour les agriculteurs, suivie de la création d'un organisme national offrant aux agriculteurs du crédit et des conseils pour la modernisation de leur exploitation. La coopération sous la forme d'alliances d'agriculteurs contribua à uniformiser la production et la commercialisation. Elle favorisa également les nouvelles méthodes, le progrès technique, la mise sur pied par le gouvernement d'écoles nationales d'agriculture, ainsi que divers autres changements et réformes, qui contribuèrent tous à atténuer les pires effets de l'instabilité économique et de l'évolution des marchés mondiaux.

Les grands changements font forcément des gagnants et des perdants et la révolution agricole ne fit pas exception à cette règle. Tout comme les travailleurs urbains victimes de l'industrialisation rapide qui cherchèrent un remède dans le syndicalisme, nombreux furent les paysans qui ne profitèrent que très peu de tous ces changements. Au plus fort de la crise, les agriculteurs indépendants et les ouvriers agricoles, qui n'avaient pas de réserves de capital, furent

durement touchés. La chute des prix agricoles et la rareté des emplois dans les fermes provoquèrent un exode graduel des travailleurs agricoles vers les villes des Pays-Bas et le reste de l'Europe industrialisée, particulièrement vers l'Allemagne, qui accueillit de nombreux chômeurs.

Cependant, les centres industriels de l'Allemagne et des Pays-Bas étaient des endroits totalement étrangers à ceux qui avaient passé leurs années formatrices dans les polders et la campagne plate des Pays-Bas. Les coutumes locales, les costumes et même le dialecte disparurent dans l'uniformité grise des villes industrielles dans les provinces de Hollande méridionale, de Hollande septentrionale et d'Utrecht, devenues les régions à forte croissance industrielle des Pays-Bas. L'ordre nouveau menaçait les traditions religieuses et les coutumes provinciales, de même que l'indépendance à laquelle les agriculteurs tenaient tant. Ceux-ci n'étaient pas prêts à accepter «les nouvelles méthodes» et certains conclurent qu'il devait y avoir un autre choix que de se conformer à la tendance générale.

Ceux qui restèrent dans les fermes firent l'expérience des changements révolutionnaires de la modernisation agricole. L'introduction de machinerie qui réduisait la main-d'œuvre transforma le valet de ferme en un travailleur saisonnier confronté au chômage intermittent. Même ceux qui avaient formé des organisations d'ouvriers agricoles et qui poursuivaient un programme de politiques de travail n'entrevoyaient que peu d'espoir de changements réels. Les petits fermiers qui exploitaient des terres louées ne possédaient que peu de capital ou de biens et ne pouvaient espérer acheter de la machinerie agricole. Ils se trouvèrent devancés par ceux qui avaient accès à du matériel moderne.

Même les fermiers et les ouvriers agricoles qui avaient profité de la hausse lente mais sûre de la valeur des produits agricoles après 1895 voyaient leurs chances d'avancement sérieusement réduites. Peu de fermiers pouvaient agrandir leur exploitation et encore moins d'ouvriers agricoles espérer s'établir. Le problème était simple : il y avait peu de terres arables aux Pays-Bas et de vastes superficies étaient sous le contrôle de propriétaires absents, qui les divisaient en minuscules parcelles affermées à ceux qui pouvaient payer les loyers les plus élevés. Le défrichage des terres incultes était ardu et coûteux et la superficie ainsi obtenue était insuffisante. À ceux qui refusaient de travailler en usine et de vivre en ville, et qui désiraient s'établir sur une terre en vue d'accéder à la sécurité économique, il ne restait qu'une frontière : l'Amérique!

Il n'est pas difficile de recréer l'image de l'Amérique dans l'esprit populaire européen. Les journaux, les livres et les lettres du temps sont remplis de descriptions de ce pays mythique. C'était une terre de rêve aux horizons sans fin, où abondaient prairies, arbres, montagnes, Indiens, terres arables à perte de vue, rues pavées d'or, villes immenses peuplées de démocrates sans distinction sociale cherchant la sécurité économique. Il arrivait que des parents partis là-bas décrivent les choses telles qu'elles étaient réellement, mais plus souvent qu'autrement, on se persuadait que cela ne s'appliquait qu'aux autres. L'Amérique signifiait la possibilité d'acquérir une terre où le travail ardu et le désir de réussir procuraient des récompenses inimaginables. On ne faisait pas de

distinction entre le Canada et les États-Unis, le terme «Amerika» s'appliquait à l'Amérique du Nord tout entière, et une chance de réussite économique y attendait ceux qui étaient assez forts pour la saisir.

Dans les années 1890, la présence hollandaise était importante aux États-Unis. À la fin des années 1840 et au début des années 1850, les vieilles colonies de New York avaient fait place à des vagues d'immigration vers les nouvelles frontières de l'ouest du Michigan et de l'Iowa. À l'époque, poussés par les bouleversements économiques résultant de la maladie des pommes de terre, des troubles politiques et de la persécution des dissidents calvinistes par le gouvernement, les immigrants hollandais envahirent les États du Midwest. Leurs nouvelles colonies s'étaient étendues et avaient essaimé dans l'Illinois, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, le Montana et l'État de Washington. Ces collectivités exerçaient un puissant attrait sur les agriculteurs puisqu'elles leur offraient une place dans une société qui avait déjà dépassé de beaucoup le stade de la «frontière». Non seulement les agriculteurs, mais les commerçants, les maîtres artisans, les commis et même les membres des professions libérales étaient les bienvenus dans les colonies américaines. Ici, on parlait le néerlandais, l'Église calviniste florissait, et tout le milieu social ressemblait aux petites villes des Pays-Bas. Le choc du déplacement, de la langue et de la solitude, même sur une ferme isolée, était amorti par la communauté et l'église. Mais par-dessus tout, l'indépendance économique et le succès constituaient des possibilités réalistes, qui semblaient ne plus exister aux Pays-Bas[1].

Dès 1890, il devint évident que les occasions d'avancement dans les colonies hollando-américaines, du moins dans le secteur agricole, diminuaient. Les terres arables à bon prix se faisaient de plus en plus rares. Les agriculteurs américains commençaient à faire face à des problèmes de mécanisation, de distribution, de financement et de transport. L'expansion rapide, le défrichage de terres difficilement cultivables, la surexploitation de la terre et l'imposition de droits menaçaient de ruiner de nombreux agriculteurs américains. Les Hollando-américains commencèrent alors, bien timidement, à envisager la possibilité d'une nouvelle frontière : les Prairies du Canada. Au moment où la frontière agricole des États-Unis commença à se fermer et que le gouvernement canadien entreprit de promouvoir la colonisation de l'Ouest, le Canada prit une part grandissante dans les projets d'émigration vers l'Amérique des agriculteurs hollandais[2].

Pour de nombreux paysans, posséder une terre équivalait à s'assurer la stabilité économique et le succès. Les emplois pouvaient disparaître au cours des crises économiques, les maisons et les biens être détruits lors de conflits civils ou de guerres, mais la terre était éternelle, et la nourriture une nécessité pour les hommes. Si l'argent et la terre n'étaient plus accessibles aux Pays-Bas et aux États-Unis, alors seul le Canada offrait la possibilité d'acquérir une bonne terre avec rien d'autre que le travail de ses mains et la sueur de son front. L'émigration devint donc une décision spéculative fondée sur la croyance que

le mieux-être économique résulterait du départ. Si la décision d'émigrer comportait aussi le plaisir de la découverte et de l'aventure, c'était tant mieux.

LA POLITIQUE HOLLANDAISE D'ÉMIGRATION, 1890-1918

À la suite de l'intérêt croissant suscité par le projet d'émigration, de nombreux Hollandais se tournèrent vers leur gouvernement, espérant qu'il prendrait l'initiative de diriger le mouvement. Ils se rendirent vite compte que les pouvoirs publics ne s'intéressaient nullement aux émigrants. L'État n'exerçait aucun contrôle sur le départ de ses citoyens au-delà de la responsabilité juridique des transporteurs. Il avait adopté un règlement sur l'aménagement et le confort des bateaux partant des Pays-Bas, de même que sur la durée du voyage, en vertu de la loi sur l'émigration de 1861. Cependant, aucune loi ne régissait les activités des agents et des sociétés qui encourageaient l'émigration. Bien qu'une commission ait été mise sur pied en 1907 pour recommander des changements à la loi afin de combattre certains des pires abus, le rapport final, dont les recommandations ne portaient que sur le transport des émigrants, ne fut déposé qu'en 1917. Aucun contrôle ne fut exercé sur la propagande ou sur les sociétés d'émigration.

L'attitude du gouvernement est compréhensible, compte tenu de la nature de la société hollandaise au début du siècle. Devenu optimiste à la suite des progrès réalisés dans les secteurs industriels et agricoles, il estimait que toute ingérence freinerait l'évolution naturelle de la société. Le gouvernement croyait que la propagande et les pratiques frauduleuses dans le secteur de l'émigration étaient limitatives : les abus mèneraient à un déclin de l'intérêt, ce qui ne laisserait survivre que les organisations les meilleures et les plus compétentes. En outre, on semblait croire que rien ne devait entraver le travail et les profits de ceux qui avaient un intérêt financier dans l'émigration.

Cette attitude de laisser-faire était appuyée par une croyance voulant que toute déclaration officielle sur la question de l'émigration pourrait engager le gouvernement à prendre des décisions sur un sujet controversé dans lequel il n'avait aucune compétence. Il se contenta de soutenir les sociétés hypothécaires et les investisseurs, qui participaient depuis longtemps à la construction de chemins de fer et à la spéculation foncière, et qui procuraient des capitaux aux agriculteurs canadiens et américains. Les bénéfices réalisés outremer, en plus d'être avantageux pour les Pays-Bas, semblaient être un sujet apolitique et non litigieux[3].

En outre, le gouvernement avait apparemment l'appui du public à cet égard. Considérant les énormes gains économiques réalisés par la société après 1895, il ne semblait pas y avoir de mouvement de masse en faveur de l'émigration. La plupart des citoyens n'étaient pas tentés d'émigrer. Ceux qui le faisaient partaient souvent vers d'autres pays d'Europe, dont ils revenaient plus souvent qu'autrement. La majorité du public et ses représentants conclurent que toute la question n'était rien de plus que la marotte de certains groupes de pression,

qui n'avaient aucun appui réel dans la société, et qu'elle ne méritait pas de débats sérieux.

LES SOCIÉTÉS D'ÉMIGRATION

Les circonstances économiques qui suscitèrent l'intérêt pour l'émigration parmi les communautés agricoles hollandaises stimulèrent le développement de sociétés d'émigration et les activités de ceux qui voyaient dans le mouvement des émigrants une possibilité de gain financier. Comme les sociétés étaient, pour la plupart, conçues dans une intention altruiste afin d'encourager l'émigration hors des Pays-Bas, elles entrèrent rapidement en conflit avec ceux dont les activités avaient des motifs plus intéressés. C'est au cours des années qui précédèrent la Première Guerre mondiale, et pendant la guerre, que furent mises en place les bases non seulement de l'émigration vers le Canada, mais aussi d'une lutte qui opposa constamment les sociétés à des particuliers, à des entreprises et aux pouvoirs publics.

Le 18 février 1892, la Société chrétienne d'émigration se réunissait dans la ville d'Utrecht pour discuter de la nécessité de l'émigration. Il avait été convenu que, compte tenu des mauvaises conditions économiques qui prévalaient dans les régions rurales de la Frise, l'émigration était un choix préférable au chômage. La Société demanda à son correspondant canadien, Robert Insinger, de Yorkton (Saskatchewan), de prendre contact avec le ministère de l'Intérieur du Canada pour voir s'il était possible d'établir des groupes d'ouvriers agricoles sans emploi de la Frise sur des concessions canadiennes[4]. En général, le gouvernement du Canada était opposé à la colonisation de groupe et favorisait les exploitations individuelles. Cependant, il était impressionné par la richesse et le rang social des organisateurs de la Société et leur désir d'avancer des fonds pour le transport et l'installation des émigrants, et il offrit d'appliquer le système de primes qui existait pour le recrutement d'immigrants agricoles. Le gouvernement donnerait dix dollars pour chaque homme adulte, et cinq dollars pour chaque femme et chaque enfant de plus de douze ans. Si un membre de la famille âgé de plus de dix-huit ans prenait une autre ferme, la Société recevrait cinq dollars en sus[5].

Estimant que les primes procureraient un rendement immédiat suffisant aux banquiers d'Amsterdam qui garantissaient les prêts pour le transport et l'installation, la Société chrétienne d'émigration envoya 102 émigrants à Winnipeg et Yorkton au printemps de 1893. Durant l'été de cette année, un des directeurs de la Société vint au Canada en tournée d'inspection. Il fut bien reçu par les représentants du ministère de l'Intérieur et fut favorablement impressionné par les conditions prometteuses du Canada. Le Ministère était très enthousiaste, au point de discuter de la possibilité de produire de la documentation de propagande sur le Canada en néerlandais. L'émigration hollandaise au Canada semblait en bonne voie.

Cependant, en 1894, l'enthousiasme avait considérablement diminué. Les banquiers commencèrent à penser que le rendement de leur capital était trop

faible et examinèrent la possibilité d'investir dans la spéculation foncière autour d'Edmonton (Alberta). Les émigrants eux-mêmes n'étaient nullement encourageants dans leurs lettres à leurs familles. Ils se plaignaient des hivers longs et froids, du maigre salaire, du travail dur, et des difficultés de la vie de colon. C'est ce qui décida la Société à remettre à plus tard tous les plans d'aide à l'émigration sur une grande échelle. Elle concentra de nouveau ses efforts sur l'obtention d'une concession de terres pour l'établissement d'une colonie tout en recrutant des émigrants qui avaient les ressources nécessaires pour payer leur propre passage[6]. Le gouvernement canadien refusa de discuter l'idée de concession de terres et s'opposa à la suggestion d'accorder aux immigrants un rabais sur le prix du passage, de même que des voyages gratuits aux agents de la Société. Les fonctionnaires canadiens soupçonnaient la Société d'être préoccupée avant tout par l'intérêt de ses membres.

En 1897, la Société chrétienne d'émigration avait abandonné toutes ses activités de colonisation au Canada. La reprise de l'économie aux Pays-Bas et l'augmentation des emplois rendaient le recrutement difficile et, semblait-il, inutile. De plus, les émigrants ne semblaient pas tous être dignes de confiance puisque certains n'avaient pas remboursé leurs prêts à la Société[7]. L'intérêt pour l'émigration se tourna vers les États-Unis plutôt que le Canada, et le gouvernement canadien était peu empressé à conclure un marché qui encouragerait la Société à changer d'avis.

La Société chrétienne d'émigration fut un des premiers organismes à travailler dans le secteur de l'émigration avec des buts philanthropiques avoués, mais elle fut bientôt suivie par d'autres. La Commission d'émigration de la ville de Haarlem accorda des prêts pour le transport et l'installation des émigrants en Europe et ailleurs. En 1913, cette commission avança des fonds pour le voyage de deux fabricants de cigares qui partaient tenter leur chance à Toronto[8]. Bien qu'on ne dispose pas de détails à part quelques mentions, on peut supposer que d'autres organisations s'intéressaient à l'émigration dans le but de soulager les problèmes sociaux, quoiqu'aucune d'elles ne semble avoir eu de succès.

Le seul organisme qui ait eu un impact considérable dans la promotion de l'émigration fut l'Armée du Salut hollandaise. En 1907, elle nomma l'adjudant Frijlink pour recruter des émigrants; cette année-là, on estime que 150 Hollandais furent envoyés au Canada à partir de ports anglais. L'Armée du Salut poursuivait avant tout un but humanitaire, en ce qu'elle s'employait à procurer un passage à prix modique et une nouvelle vie au Canada à ceux qui semblaient être les victimes du malaise économique ou social de leur pays[9].

L'Armée du Salut classait les émigrants selon leur métier et leurs aptitudes, et tentait de leur trouver un emploi dans une ferme ou dans leur métier en région urbaine. Les employeurs remettaient ensuite une part du salaire à l'Armée du Salut pour rembourser le voyage. Malheureusement, les emplois procurés étaient souvent peu appropriés et les émigrants étaient exploités sans pitié par leurs employeurs. La méfiance qu'entretenaient envers ces activités les émigrants qui n'étaient pas eux-même salutistes constitua un désavantage sérieux pour cette œuvre. Les catholiques, les non-pratiquants et les membres

d'autres groupes protestants considéraient les principes religieux de l'Armée du Salut comme dangereux ou hérétiques. Mais celle-ci n'exigea rien, sur le plan religieux, de ceux qu'elle transporta, et en fin de compte pas plus de 40 pour cent des fonds avancés pour le voyage à des émigrants hollandais ne furent remboursés[10].

Cette activité fut sévèrement critiquée par le gouvernement canadien, car de nombreux immigrants hollandais durent être rapatriés parce qu'ils étaient incapables de s'établir. De plus, un grand nombre d'entre eux s'installaient dans les régions urbaines et entraient en concurrence pour des emplois dans l'industrie, ce que le gouvernement canadien tenait à éviter. On attaqua aussi l'intérêt financier de l'Armée dans le mouvement de l'émigration, puisqu'elle recevait une prime d'une livre sterling pour chaque émigrant et une prime des compagnies de transport pour chaque voyage. Comme il n'existe pas de statistiques exactes, il est impossible de déterminer le nombre de personnes que l'Armée du Salut a effectivement aidé à émigrer des Pays-Bas, mais il égale certainement le nombre recruté par les autres organisations, s'il ne le dépasse pas.

Ceux qui appuyaient l'émigration comme solution au chômage et qui la voyaient comme un moyen d'ascension sociale et économique étaient peu nombreux mais très actifs. Ils considéraient la politique de non-ingérence du gouvernement comme un abandon de ses devoirs envers le public. Les pressions des sociétés agricoles, des commisssions sur le chômage et même de quelques membres du gouvernement attirèrent l'attention du public sur la question de l'émigration. On s'inquiéta de l'absence de sources d'information adéquates pour les émigrants, des effets des programmes d'émigration non contrôlés sur l'avenir du mouvement et des agissements d'agents d'émigration sans scrupules.

Afin de coordonner leurs activités et d'exercer plus de pression sur le gouvernement, les groupes intéressés formèrent en 1913 la *Nederlandse Vereniging Landverhuizing* (Ligue d'émigration des Pays-Bas). La Ligue reçut l'accord officieux du gouvernement, puisque le ministère de l'Agriculture lui accorda une subvention annuelle de 10 000 florins. Ce qui n'avait été jusque-là qu'un mouvement privé composé de sociétés d'émigration indépendantes devenait maintenant un organisme semi-officiel chargé de diriger l'ensemble du mouvement et de combattre la fausse propagande utilisée par les organisations et les agents pour recruter des émigrants. Les deux objectifs principaux de la Ligue étaient de recueillir des renseignements exacts sur les pays d'immigration et d'essayer de mettre un terme aux pratiques peu judicieuses comme le recrutement d'ouvriers d'usine pour travailler dans l'agriculture à l'étranger. Le gouvernement, tout en refusant toute intervention directe, s'était en un sens engagé à réglementer le mouvement d'émigration[11].

Depuis ses débuts, la Ligue d'émigration des Pays-Bas s'occupait principalement de recueillir des renseignements. À l'été de 1913, le nouveau directeur, J. Maurer, fit un long voyage en Amérique du Nord pour évaluer les possibilités d'émigration. Il fut particulièrement déçu de ce qu'il vit au Canada. Il se rendit rapidement compte que les immigrants hollandais n'avaient pas été

bien servis par les services d'immigration canadiens, publics ou privés. Les placements avaient souvent été peu avantageux, puisque de nombreux agriculteurs cherchaient à obtenir le maximum de travail d'un immigrant sans prendre la peine de le former. L'incapacité de l'immigrant à parler anglais et son manque d'expérience des méthodes d'agriculture canadiennes nuisaient à son avancement. L'établissement sur une ferme était un processus bien plus difficile que prévu, qui exigeait non seulement beaucoup d'énergie, mais au moins 320 acres de terre et un capital substantiel. Il remarqua qu'un nombre trop élevé d'immigrants avaient échoué et étaient partis en ville rejoindre les rangs des chômeurs. Il arriva inévitablement à la conclusion que la terre n'était que pour ceux qui possédaient une expérience en agriculture et que les ouvriers des villes, les commis et les artisans ne réussiraient jamais dans cette entreprise. Il en résulta que la Ligue s'employa davantage à guider les émigrants vers les fermes aménagées de l'Ouest ou les régions de culture mixte de l'Ontario plutôt que vers les terres vierges des Prairies[12].

La Première Guerre mondiale mit un terme à l'émigration massive des Hollandais vers les pays étrangers. Le manque de capitaux réduisit les activités de la Ligue et les conflits internes témoignaient de l'incertitude de la société hollandaise relativement à l'émigration. Le désaccord portait sur l'encouragement à l'émigration au moyen de dépliants et de discours. Le consensus final fut que les émigrants éventuels ne devaient pas être recrutés par de telles méthodes, mais qu'il fallait plutôt se contenter de leur donner des informations justes. On évita d'encourager l'émigration car on commençait à craindre qu'un exode massif ne se produise à la fin de la guerre et qu'une telle perte de population n'hypothèque le potentiel industriel du pays. La Ligue craignait aussi qu'un nombre important de femmes ne partent en Amérique travailler comme domestiques, tandis que de nombreux hommes iraient s'engager comme ouvriers en Allemagne. Ainsi, l'encouragement à l'émigration était vu comme une pratique dangereuse dans ce pays qui avait besoin de toute sa main-d'œuvre pour la renaissance économique à venir[13].

LES AGENTS

Les circonstances économiques qui suscitèrent l'intérêt pour l'émigration et stimulèrent le développement des sociétés d'émigration firent apparaître l'agent d'émigration. Tour à tour honni et louangé, acclamé comme un sauveur ou condamné comme un traître, c'était un personnage bien connu des émigrants ou des sociétés. Il était l'organisateur du mouvement d'émigration : il recrutait la majorité des émigrants hollandais, donnait un élan à ce qui n'était peut-être au départ qu'une idée en l'air; bref, il agissait comme agent de publicité, et souvent il le faisait dans le but de s'enrichir.

Tout immigrant canadien avait la possibilité de devenir agent d'émigration. Les lettres qu'il écrivait à sa famille au sujet de la vie dans le pays d'accueil avaient une énorme influence sur celle-ci, ainsi que sur le cercle d'amis resté au pays. Si les rapports étaient positifs et optimistes, les réactions étaient

inévitablement favorables. Les Hollando-canadiens n'échappaient pas à la règle : ils écrivaient à leur famille dès que possible et souvent leurs lettres étaient publiées dans les journaux locaux, sans aucune analyse. Dès 1894, des rapports négatifs sur l'insuffisance des salaires des ouvriers agricoles étaient publiés dans les journaux hollandais. Le ministère canadien de l'Intérieur constata les effets défavorables de telles publications sur le recrutement, et, tout en essayant de satisfaire ceux qui se plaignaient le plus, remit aux particuliers, sociétés et journaux concernés des Pays-Bas des renseignements plus positifs sur le Canada[14]. Mais ces efforts étaient continuellement contrecarrés par les commentaires personnels qui paraissaient dans la presse hollandaise. Les comptes rendus relatifs aux longues heures, aux mauvais employeurs, aux difficultés de la vie à la ferme, à l'isolement et au rude climat des Prairies vinrent contrebalancer les rapports et les observations les plus optimistes[15]. La majorité des immigrants hollandais étaient satisfaits de leur expérience et, quoique certains restaient réservés dans leurs déclarations, la plupart comptaient réussir. Un tel succès, faisaient-ils remarquer, n'était plus possible aux Pays-Bas. Le gouvernement canadien envisagea de recruter des agriculteurs hollando-canadiens ayant réussi pour qu'ils donnent des conférences dans le cadre de tournées dans les Pays-Bas en vue de neutraliser la publicité négative. Mais soit en raison de l'insuffisance des fonds ou du peu d'importance de l'émigration hollandaise, l'idée fut abandonnée. Le recrutement d'émigrants serait laissé à l'entreprise privée.

L'entreprise privée pensait que le recrutement aux Pays-Bas valait les efforts qu'on y mettrait. Le chemin de fer Canadien Pacifique (CP) offrit des primes à tous ses représentants en Europe pour chaque émigrant qui voyagerait avec la société. À l'exemple d'autres Hollando-canadiens, J. Holtrighter de Carlyle (Manitoba) toucha des commissions sur les voyages en bateau et en train entrepris par ceux qu'il avait convaincus de venir au Canada lors de sa visite dans la mère patrie[16]. D'autres Hollando-canadiens reçurent un voyage gratuit en échange de leurs activités de recrutement. Si les agents cumulaient les primes, les voyages gratuits et la vente de terres au Canada avec les honoraires versés par les agriculteurs canadiens pour recruter des ouvriers agricoles, les voyages aux Pays-Bas pouvaient être fort rentables.

Les préposés aux réservations qui représentaient les sociétés de transport aux Pays-Bas travaillaient aussi comme agents d'émigration. Ils distribuaient de la documentation sur les services offerts et les pays desservis par leur société, et sur les perspectives ouvertes aux immigrants. Des compagnies comme la Red Star Line distribuaient des dépliants et des brochures sur le Canada, alors que le CP pouvait offrir au Canada le transport maritime et ferroviaire, et même des fermes. Comme la Hollande n'avait aucun règlement prohibant ou régissant une telle propagande, le champ était grand ouvert à l'exagération, à la duperie et au mensonge. Les compagnies de transport et leurs agents ne s'intéressaient qu'aux profits et se souciaient assez peu de la qualité ou du sort de leurs recrues.

Dans tous les cas, les agents qui avaient le plus de succès étaient ceux qui pouvaient se vanter d'avoir une expérience du Canada et qui étaient appuyés par une société canadienne. Lorsque de tels hommes revenaient dans leur pays d'origine, ils imposaient un certain respect. Le fait d'être des compatriotes qui avaient réussi au Canada ajoutait à la crédibilité de leur message. Leur travail et leur persévérance leur avaient apporté la prospérité, une place respectée dans la société canadienne et l'occasion de donner la même chance à d'autres. Le fait que des intérêts financiers soient en cause dans le recrutement ne voulait pas dire que le geste philanthropique n'était pas apprécié par les futurs émigrants. C'était, après tout, des hommes qui partageaient leur culture, leur langue, même leur dialecte; ils comprenaient leur désir de posséder une terre et d'accéder à la sécurité. Ils ne duperaient pas les candidats à l'émigration.

Si l'agent pouvait intégrer certains aspects religieux à son recrutement, il avait encore plus de succès. Les protestants orthodoxes et les catholiques se montrèrent réceptifs à ces agents qui partageaient leur souci des besoins spirituels autant qu'économiques. L'application d'un vernis religieux sur les préoccupations économiques rendait la décision de quitter les Pays-Bas encore plus acceptable et surtout, elle procurait une continuité qui promettait de garder une certaine mesure de stabilité dans la vie perturbée des émigrants. De nombreux agents ajoutèrent la religion aux autres moyens de persuasion pour créer le sentiment de confiance si important dans leur travail.

Il était difficile de gagner la confiance des gens, compte tenu des mises en garde dans la presse publique et des informations plus exactes que diffusait la Ligue d'émigration des Pays-Bas. Les agents essayèrent d'éviter les mensonges flagrants et se bornèrent à des demi-vérités plus justifiables. Le plus répréhensible n'était pas tellement ce qu'ils disaient, mais ce qu'ils cachaient. L'exemple le plus frappant de l'utilisation d'informations trompeuses est l'établissement de Hollandais catholiques dans les fermes prétendument «irriguées» du CP à Strathmore (Alberta). En 1908, le CP engagea un prêtre hollandais, l'abbé Van Aaken, de Helena (Montana), pour faire une tournée des régions catholiques des Pays-Bas en vue de recruter des immigrants. Van Aaken mit l'accent sur la possibilité de posséder de bonnes terres dans une colonie où la foi catholique pouvait être préservée. Grâce à sa qualité de prêtre, son appel eut un grand succès et il réussit à recruter près de cent familles en deux ans. Ce que Van Aaken avait omis de dire, c'est que la terre était en majeure partie non défrichée et dans un état primitif d'irrigation, que la saison de culture était courte, et qu'il n'avait aucune intention de rester pour aider la colonie à s'établir. À cause de leur inexpérience, du climat et des lacunes du CP, de nombreux colons échouèrent; certains quittèrent la colonie en perdant tout leur avoir alors que ceux qui restèrent durent travailler d'arrache-pied pour s'établir. Van Aaken disparut, sans doute avec sa commission en poche[17].

George Louis Boer, ancien inspecteur des eaux pour le CP à Strathmore, succéda à l'abbé Van Aaken en 1910. Nommé administrateur de la Direction

de la colonisation du CP aux Pays-Bas, il prononça des conférences dans les régions catholiques des Pays-Bas durant l'hiver et le printemps de 1911 et de 1912. Son poste de prestige et sa connaissance de la région de Strathmore, joints à son aptitude à faire miroiter un avenir radieux dans les Prairies du Canada, amenèrent un regain d'intérêt pour l'émigration vers ce pays[18].

Boer, tout comme Van Aaken, laissait croire que la vie de colon était plus facile qu'elle ne l'était en réalité. Il sous-estimait de moitié les fonds nécessaires pour bien démarrer dans la culture des fermes «irriguées». Il ne parlait pas des difficultés que les autres colons avaient eues avec le CP. Il passait sous silence l'endurance physique et la vigueur qu'exigeait la culture de 160 acres de terre non défrichée, et laissait entendre que même des gens non habitués aux travaux de la terre pourraient s'y plier. Pis encore, il incitait ses recrues à acheter une terre dès leur arrivée au Canada, bien que la règle généralement acceptée voulût que les Européens passent au moins une année à travailler dans une ferme canadienne pour apprendre les méthodes très différentes d'agriculture des terres arides[19]. Il n'est guère étonnant que l'observateur hollando-canadien Willem de Gelder ait qualifié toute l'affaire d'«escroquerie»[20].

Le travail d'un agent ne faisait que commencer lorsqu'il avait recruté un groupe assez important d'émigrants. Il devait s'assurer que chacun détenait tous les documents nécessaires pour quitter les Pays-Bas et faire les arrangements pour le voyage en bateau et en train, qui conduirait les émigrants à destination. Il leur vendait des billets de chemin de fer aux Pays-Bas à un prix supérieur à celui qu'ils auraient payé une fois arrivés au Canada. Les bagages et les effets personnels devaient être acheminés à destination et une multitude de détails vérifiés. Lorsque tout était réglé, il accompagnait son groupe d'émigrants au Canada. Il agissait à titre d'interprète, de guide, d'intermédiaire aux douanes et à l'immigration et d'agent général, et il essayait de garder les émigrants regroupés et éloignés des autres agents et opérateurs dans les ports et les arrêts de chemin de fer. Ces «agents», dont certains étaient hollandais, offraient du travail et de la terre, mais leur intérêt principal était de mettre la main sur une partie des économies de l'immigrant. La plupart d'entre eux travaillaient pour leur propre compte et ne pouvaient compter que sur leur astuce pour vendre des terres incultes ou offrir des emplois pour lesquels ils recevaient une commission de l'employeur. Ces agents allaient à la rencontre de tous les bateaux dans les ports de mer et de tous les trains dans les grandes villes du Canada. Nul doute qu'une fois le groupe arrivé à destination, à l'exception de quelques-uns qui s'étaient laissés prendre aux offres des escrocs, l'agent principal poussait un soupir de soulagement. Sa tâche n'était pas terminée pour autant. Il devait essayer de vendre des terres et de trouver des places d'ouvrier agricole et de l'hébergement pour ceux qui ne voulaient ou ne pouvaient pas acheter de terre, et s'occuper de l'installation des colons.

Beaucoup de gens voyaient un avantage dans le recrutement d'émigrants des Pays-Bas. Alors que les sociétés privées d'émigration considéraient leurs activités comme philanthropiques et altruistes, il est évident qu'elles étaient en grande partie motivées par le désir de soulager les Pays-Bas, au moyen

de l'émigration, d'un groupe de perturbateurs potentiels de l'ordre social. En outre, on considérait l'émigration comme un mécanisme servant à maintenir l'équilibre de la société. Ceux qui dirigeaient les organisations ne faisaient pas partie des classes visées, mais prétendaient savoir ce qui était le mieux pour les chômeurs et les déshérités. On peut penser que la faible croissance de l'émigration durant la période de 1890 à 1918 est due au fait que nombre de ceux qui faisaient l'objet du recrutement ne voyaient pas l'émigration comme une solution appropriée à leurs besoins particuliers.

NOTES

1. On peut trouver des comptes rendus détaillés de l'immigration des Hollando-américains dans H.A. Lucas, *Netherlanders in America*, 1955, et la *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, 1980.
2. R. Insinger à L. Pereira, 18 février 1892, registres du ministère de l'Intérieur (Direction de l'immigration), Archives publiques du Canada, Ottawa. Ces registres sont désignés ci-après sous la notation MI/RI, APC.
3. VLEKKE, B.H.M. *The Evolution of the Dutch Nation*, 1945, p. 322; W. Van Horne au ministère de l'Intérieur, 26 juin 1894, MI/RI, APC.
4. R. Insinger au ministère de l'Intérieur, 18 février 1892; H. Dixon au ministère de l'Intérieur, 15 juillet 1892, MI/RI, APC.
5. Ministère de l'Intérieur à R. Insinger, 25 février 1892, MI/RI, APC.
6. L.R. Nepvan au ministère de l'Intérieur, 2 juin 1892, MI/RI, APC.
7. K. Boissevain à Clifford Sifton, 12 avril 1897, MI/RI, APC.
8. «Rapport annuel de la Commission d'émigration de Haarlem, 1914», Collection du Service d'émigration des Pays-Bas, Glenbow-Alberta Institute, Calgary. (Cette collection est désignée ci-après sous la notation NESC, GAI.)
9. Ernest Parr à l'auteur, 12 septembre 1973.
10. SANDBERG, J.C.C. «L'émigration, question européenne urgente», *Economisch-Statitische Berichten*, NESC, GAI.
11. HARTLAND, J.A.A. *De Geschiedenis van de Nederlandse Emigratie Tot De Tweede Wereldoorlog*, 1959, p. 16, 26, 46.
12. «Émigration vers le Canada central», *Handelsberichten*, 563, 27 décembre 1917; J. Maurer, «Compte rendu de voyage en Nouvelle-Écosse et dans l'Ouest du Canada, 1915», NESC, GAI.
13. HARTLAND, *De Geschiedenis*, p. 50-52.
14. Ibid., p. 50; «L'émigration vers les possessions britanniques», NESC, GAI.
15. K. Boissevain à Clifford Sifton, 12 avril 1897, MI/RI, APC.
16. J.I. Ross à G. Turriff, 19 décembre 1904, MI/RI, APC.
17. DE GELDER, Willem. *A Dutch Homesteader on the Prairies*, 1973, p. 41; J.B. Hedges, *Building the Canadian West*, 1930, p. 209-210; Hartland, *De Geschiedenis*, p. 51; Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 42.
18. G.L. Boer à la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas, 8 mars 1924, NESC, GAI.

19. MAURER. «Compte rendu de voyage», p. 38-41.
20. DE GELDER. *A Dutch Homesteader*, p. 41.
21. Ibid., p. 38; Vice-consul Groenman, «Rapport sur les possibilités offertes aux Hollandais au Canada, 1913»; G.L. Boer à la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas, 8 mars 1924, NESC, GAI.

CHAPITRE DEUX

Les premiers colons

LA POLITIQUE CANADIENNE D'IMMIGRATION

Avant 1896, le règlement canadien d'immigration refusait l'entrée au pays «aux malades, aux criminels ou personnes malveillantes et à ceux qui étaient susceptibles de devenir un fardeau public». Cette règle ne s'appliquait qu'à ceux qui entraient au Canada par les ports de mer comme passagers d'entrepont, puisqu'il n'y avait pas d'inspection des passagers de première, seconde et troisième classes ou des immigrants qui arrivaient des États-Unis. Aucune distinction n'était faite quant à la profession. Bien que la politique d'immigration ne fût pas restrictive, certains types d'immigrants avaient clairement la préférence. Les agriculteurs qui étaient en mesure de mettre en valeur les Prairies canadiennes avaient la priorité[1].

Le gouvernement du Canada ne cachait pas qu'il approuvait l'entrée au pays des Hollandais. Le ministre de l'Intérieur, Edgar Dewdney, estimait «les gens des Pays-Bas comme une catégorie d'immigrants particulièrement souhaitable pour le Nord-Ouest étant donné qu'ils sont bien adaptés au système de gouvernement local en faveur partout dans ce pays[2].» Selon ce point de vue, les Hollandais étaient des «Blancs» plutôt que des «étrangers», et par conséquent des gens qui s'insséreraient sans problème dans la société canadienne. Ce qui revenait à dire que les Hollandais étaient acceptables du point de vue racial et culturel, et qu'ils attachaient la même importance que les Canadiens à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement. Cette façon de voir facilita grandement non seulement l'entrée des Hollandais, mais également leur acceptation au sein de la société canadienne. Elle témoignait de la croyance que les Hollandais étaient, de par leur héritage, membres de la race anglo-saxonne supérieure. S'ils n'étaient pas Anglais, ils étaient «Nordiques» et Saxons, et leurs sociétés illustraient le sommet de l'évolution politique de la fin du siècle. Les progrès scientifiques, économiques, politiques et sociaux réalisés dans les sociétés ouest-européennes n'indiquaient pas seulement l'ascension au sommet des «plus compétents», mais aussi l'avènement des sociétés les

plus évoluées qui aient jamais existé dans l'histoire du monde. Les Hollandais devaient manifestement bénéficier de ces stéréotypes raciaux soi-disant scientifiques.

Avec l'accession au pouvoir, en 1896, du gouvernement libéral de Wilfrid Laurier, la politique canadienne d'immigration connut un nouvel essor. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Clifford Sifton, était l'instigateur de cette politique. Il croyait que l'Ouest constituerait dans l'avenir une source de prospérité nationale et que cette possibilité ne pourrait se concrétiser que si les Prairies étaient colonisées par les personnes compétentes, c'est-à-dire agriculteurs et ouvriers agricoles. La politique de Sifton ne constituait pas un changement réel par rapport à celle de l'administration précédente; il s'agissait plutôt d'une réaffirmation ferme des principes déjà énoncés. Même si le Canada avait toujours attaché une grande importance à la mise en valeur économique, Sifton préférait miser sur les agriculteurs et il était clair que les immigrants seraient choisis avec le plus grand soin afin de favoriser la colonisation de l'Ouest.

À cette fin, Sifton inaugura une campagne dynamique dans le but de modifier les règlements relatifs à l'immigration, de créer un ministère de l'Immigration et de recruter des immigrants agricoles. Il se refusait à faire du Canada un refuge pour les travailleurs urbains et les membres de professions libérales sans ressources, dont aucun n'avait d'expérience en matière d'agriculture. Il indiqua clairement sa position : «Il faut deux générations pour faire d'un citadin un agriculteur. C'est une tâche à laquelle le Canada n'a pas de temps à consacrer[3].»

Sifton considérait l'Europe du Nord comme la source d'immigration la plus souhaitable après les États-Unis et la Grande-Bretagne. Toutefois, en 1900, de nombreux pays du nord de l'Europe, comme l'Allemagne et la France, décidèrent de restreindre leur émigration. Le gouvernement des Pays-Bas n'ayant pas imposé de restrictions à cet égard, la Hollande devint une source importante de recrutement pour le Canada. Toutefois, il devint rapidement évident qu'à l'exception des ouvriers agricoles, peu de Hollandais étaient prêts à émigrer malgré les conditions économiques difficiles qui prévalaient dans leur pays.

Les préposés aux réservations des sociétés maritimes s'occupaient du recrutement d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles aux Pays-Bas. Ils procédaient aussi à une sélection sommaire fondée principalement sur la profession et l'état de santé des candidats. En 1897, le ministère de l'Intérieur songeait déjà à nommer un Hollando-canadien à titre de représentant de l'immigration aux Pays-Bas, projet qui ne se trouva justifié par un flot suffisant d'immigrants qu'à compter des années 1920[4]. Les agents poursuivirent donc leurs activités de recrutement. Les autorités canadiennes leur versaient une commission d'une livre sterling pour chaque authentique agriculteur ou domestique recruté, somme dont la majeure partie était remise à leur employeur. Le CP payait aussi ses agents des Pays-Bas pour recruter des agriculteurs et des domestiques.

LES PREMIERS ARRIVANTS

L'arrivée à Saint-Jean ou à Québec, après un voyage de dix à quatorze jours, était un moment depuis longtemps attendu. Certains se réjouissaient d'être soulagés de la nausée et des malaises de la traversée, d'autres s'empressaient de jeter pour la première fois un coup d'œil à leur nouvelle patrie. Le débarquement constituait une suite d'événements confus qui pouvait se solder par la perte des bagages. Après s'être plié aux formalités de l'immigration et à l'inspection douanière, il fallait trouver le train qui vous emmènerait à destination. La plupart des immigrants ne parlaient pas du tout l'anglais, et s'ils n'étaient pas accompagnés d'un interprète ou d'un guide, la situation devenait de plus en plus mouvementée et confuse. Finalement assis dans un wagon de colons, leur billet attaché à leurs vêtements, ils étaient prêts à poursuivre leur voyage. Ce n'est sans doute qu'à ce moment qu'ils s'apercevaient qu'il n'y avait aucune nourriture à bord du train et qu'ils devaient retourner sur le quai pour se procurer au moins du pain, de la saucisse et de la confiture. À chaque arrêt du train, une foule d'hommes descendaient sur le quai pour acheter de la nourriture aux camelots. Pour ceux qui étaient accompagnés d'un guide qui parlait anglais, le voyage était beaucoup plus facile. Les premiers immigrants durent toutefois compter sur leurs seuls moyens.

L'immensité du Canada était déconcertante. Contrairement aux Pays-Bas, les distances entre les villes se mesuraient en termes de jours et non de minutes. Il semblait y avoir peu de terres colonisées dans les grands espaces qui défilaient sans fin. L'idée que la majorité des Hollandais se faisaient du Canada semblait correspondre à la réalité. Les distances étaient inimaginables et on n'avait pas de mal à croire que ce pays était peuplé d'Indiens et d'Esquimaux, et que les Blancs n'y étaient pas nombreux. Les zones peuplées faisaient rapidement place aux forêts, belles mais inquiétantes. Il était difficile de concevoir que dans un tel pays l'agriculture puisse s'avérer une occupation lucrative.

Lentement, mais sûrement, le train progressait vers l'Ouest, en direction de Winnipeg. La ville semblait aussi éloignée et inaccessible que les ports de mer il y avait quelques jours à peine. Aux yeux des immigrants entassés sur les bancs de bois du train et incommodés par la poussière et la fumée omniprésentes, la ville qu'ils avaient hâte de rejoindre semblait un oasis invitant. Winnipeg était la «porte de l'Ouest», terminus du chemin de fer où la plupart des immigrants auraient la possibilité de jouir d'une bonne nuit de sommeil dans la salle qui leur était réservée, de faire leur toilette et de laver leurs vêtements. De là, ils seraient conduits à leur destination finale. Une agence de placement locale aiderait ceux qui n'avaient pas de travail à trouver un emploi approprié. On offrirait de la terre à ceux qui étaient intéressés à établir une ferme, pour les diriger ensuite vers leur lieu de destination. Ceux qui avaient la chance de connaître quelqu'un à Winnipeg arrêtaient là leur voyage et s'installaient pour commencer leur nouvelle vie. Deuxième escale des nouveaux immigrants, Winnipeg était toutefois la plus importante.

Au printemps de 1893, un groupe d'agriculteurs célibataires de la Frise arriva à Winnipeg. Il s'agissait du premier contingent d'un groupe d'immigrants hollandais que la Société chrétienne d'émigration avait aidés à se rendre dans l'Ouest en vue de s'établir sur des fermes à Yorkton (Saskatchewan). Pour accroître leur revenu et aborder le processus ardu de l'accumulation de capitaux qui leur permettraient de s'établir, ils prirent des emplois dans les chemins de fer et comme ouvriers agricoles. Seul un petit nombre se rendit effectivement dans la région de Yorkton pour établir des fermes ou y travailler. La plupart s'installèrent à Winnipeg, ou dans les environs de la ville, espérant réussir aussi bien, sinon mieux, dans les districts plus peuplés du Manitoba[5].

Pour ceux qui se rendirent à Yorkton, la vie fut extrêmement difficile. Ils se sentaient seuls et isolés non seulement dans les Prairies, mais aussi dans leur milieu de travail. Ils n'étaient familiers ni avec la langue, ni avec le travail, et étaient de plus en plus insatisfaits et inquiets par rapport à l'avenir. Klaas De Jong, un de ces immigrants, dans une lettre à sa famille, décrivait ainsi le sort d'un compagnon cheminot qui avait envoyé un message optimiste au journal de sa ville natale.

> Il est mort, et repose sur une des plus hautes collines de Medecine Hat. Il était couché sur son lit d'hôpital lorsque le contremaître lui remit un titre de transport en lui disant qu'il disposait d'une heure pour se rendre à la gare et reprendre son travail à bord du prochain train. Il descendit pour se laver, et s'écroula soudainement, pour ne plus jamais se relever... Il n'avait que 27 ans et il est mort loin des siens[6].

Même De Jong, qui avait l'habitude des durs travaux, trouva trop difficile de cumuler emploi de cheminot et travail agricole. Refusant de poursuivre plus longtemps le travail et persuadé que la vie dans le Far West n'avait rien à lui offrir, il suivit les immigrants qui retournaient à Winnipeg.

Ces immigrants étaient rejoints à Winnipeg par des célibataires et des familles pour qui le processus d'établissement d'une ferme au Manitoba s'était aussi avéré trop difficile. Il ne restait plus à ces immigrants qu'à tenter de trouver du travail à Winnipeg ou qu'à se faire embaucher comme ouvriers dans des fermes de la région. Dès 1895, certains virent la possibilité de gagner leur vie en vendant des légumes frais dans les rues de la ville. Recueillir les fonds nécessaires à l'achat d'un cheval et d'une charrette s'avéra difficile, mais le colporteur hollandais parvint progressivement à exercer son commerce dans les rues de la ville. Le succès remporté dans la vente incita les immigrants à examiner la possibilité de cultiver leurs propres légumes et d'augmenter leurs profits. Ils réussirent à réunir des fonds supplémentaires pour louer de la terre, et en 1905, plusieurs Hollando-canadiens cultivaient et vendaient des légumes et autres produits agricoles dans la région de Winnipeg[7].

La culture maraîchère était concentrée dans les régions de Elmwood et East Kildonan, en banlieue de Winnipeg. Bien que la plupart des terres fussent louées, quelques colporteurs prospères possédaient 50 ou 60 acres plus loin de la ville. Certains producteurs employaient d'autres immigrants à titre

d'ouvriers agricoles, mais la plupart exploitaient seuls leur commerce. Ils possédaient une charrette, un cheval, des outils et parfois une serre. Ils comptaient sur leur travail et sur celui de leur famille pour réussir, et il leur était permis d'espérer améliorer leur situation économique. La courte durée de la saison de culture forçait le petit producteur à trouver une autre occupation durant les mois d'hiver, soit à la ville ou dans les fermes mixtes des environs. À cause surtout des caprices du climat des Prairies et des hivers rigoureux, la culture maraîchère était une entreprise risquée.

Ces immigrants, qui constituaient le noyau de la communauté hollandaise de Winnipeg, furent les artisans de sa croissance. Les lettres qu'ils écrivirent à leurs amis et parents incitèrent d'autres Hollandais à venir tenter leur chance au Canada. Certains firent même venir leurs parents âgés, qui devaient ultérieurement regretter leur décision étant donné leur difficulté à s'adapter à la vie au Canada. Mais la communauté hollandaise réussit à se développer et l'on continua à aider les immigrants, pour qui Winnipeg constituait un moyen d'échapper à l'échec. Une association fut mise sur pied pour soutenir les immigrants dans le besoin et organiser des activités sociales et culturelles à l'intention de la communauté. La Fondation de la reine Wilhelmina fut créée dans le but d'apporter une aide financière aux immigrants temporairement dans la misère.

Les immigrants attachaient également beaucoup d'importance à la religion. Comme il n'y avait pas d'église hollandaise à Winnipeg les premières années, nombre de protestants fréquentaient l'église presbytérienne ou méthodiste. Quelques-uns se joignirent aux congrégations canadiennes, mais les autres continuèrent de souhaiter la création d'une église hollandaise où les sermons seraient prononcés en néerlandais. À cause du manque d'argent et du nombre restreint des membres, il était impossible de louer une salle ou de subvenir aux besoins d'un pasteur. Les services étaient dirigés par des membres du conseil de l'église et tenus dans des maisons privées; l'assistance se composait principalement de Hollandais calvinistes. Les immigrants de religion catholique allaient à l'église locale, mais bien que la messe fût dite en latin, c'était encore la langue qui en empêchait un grand nombre de devenir des membres actifs de ces églises.

En 1905, il était clair pour certains qu'ils devaient soit s'assimiler aux églises canadiennes, ce qui signifiait dire adieu à la pratique religieuse traditionnelle, ou mettre sur pied une église hollandaise. Ce choix s'imposait encore plus en ce qui concernait les immigrants calvinistes. Pour protéger leur foi, ils créèrent, en novembre 1908, l'Église chrétienne réformée de Winnipeg. Grâce à l'aide du consistoire de l'Iowa de l'Église chrétienne réformée, les fidèles recevaient régulièrement la visite de pasteurs américains. On louait des locaux et des salles pour tenir des assemblées. Pendant deux ou trois semaines, le pasteur invité prononçait des sermons, donnait la communion, officiait aux mariages et aux baptêmes, et agissait comme guide spirituel et conseiller. En l'absence d'un pasteur, les membres du conseil étaient autorisés à lire des sermons publiés. Au bout de trois années précaires, Winnipeg fut désignée

comme territoire de mission par l'Église chrétienne réformée. Un pasteur missionnaire y fut nommé en 1911, et la congrégation le soutint de ses faibles moyens financiers. On acheta un presbytère et, en 1912, la congrégation construisit une église à Elmwood pour desservir l'agglomération de Winnipeg[8].

L'église hollandaise était plus qu'une simple institution religieuse. Par l'entremise du diaconat, elle offrait un soutien financier limité à ses membres démunis. Clubs, groupes de jeunesse et chorales constituaient des occasions d'activités sociales accessibles aux immigrants. Retrouvant un peu de leur culture d'origine dans l'Ouest canadien, les nouveaux arrivants s'intégraient dans l'église et se joignaient à ces associations. Mais à mesure qu'ils se familiarisaient avec le Canada, les immigrants dépendaient moins de l'église et n'avaient pas autant besoin de l'aide de ses membres pour trouver travail et logement. Les nombreux immigrants qui s'intégrèrent à la société canadienne interrompirent leurs rapports avec l'église.

Au fil des ans, des divisions s'instaurèrent dans la communauté hollandaise en fonction de la classe sociale et de la situation économique. Ouvriers pour la plupart, les immigrants étaient arrivés au Canada avec peu d'argent en poche. La majorité d'entre eux ne réussirent que médiocrement. Toutefois, rares étaient ceux qui désiraient rentrer aux Pays-Bas car, au Canada, il n'était pas nécessaire d'être riche et d'appartenir à un niveau social élevé pour être considéré : l'expérience et la compétence suffisaient. Un observateur écrivait qu'un grand nombre d'immigrants était imbu d'un «esprit d'indépendance américain». Leur esprit de démocratie et d'indépendance les opposa à d'autres immigrants hollandais ou hollando-américains qui prétendaient à un statut social ou religieux supérieur fondé sur leur réussite économique. S'il semblait naturel à ce groupe d'assumer la direction de la communauté et de l'église hollandaises, les ouvriers refusaient toutefois de remettre les rênes des associations communautaires à leurs «supérieurs». Un désaccord profond menaça de déchirer la communauté. Les démocrates les plus farouches annulèrent leur adhésion aux associations culturelles hollandaises et cessèrent d'appuyer la Fondation de la reine Wilhelmina. Ils exigèrent d'être représentés dans les affaires de l'église et d'y être associés. Il semble que le conflit qui en résulta ait précipité le départ du premier missionnaire de l'Église chrétienne réformée. La querelle élargit le fossé entre les immigrants hollandais déjà divisés et en poussa un grand nombre à renoncer à leur identité ethnique.

La baisse du nombre de nouveaux immigrants et la méfiance des Canadiens à l'égard des étrangers à la suite du déclenchement de la guerre contribuèrent au déclin de l'Église chrétienne réformée de Winnipeg. Nombre de ses premiers adhérents estimèrent dorénavant plus prudent de se fondre dans la société canadienne que de continuer à fréquenter une église où l'on parlait une langue étrangère. Après 1913, l'absence d'un pasteur résident accéléra encore la désagrégation. Dès 1913, on estimait que seul un petit nombre des 1 600 immigrants hollandais de Winnipeg appartenaient encore à cette église. La plupart des immigrants ou bien fréquentaient l'église canadienne, ou entretenaient avec la congrégation hollandaise des rapports strictement sociaux[9].

La campagne dynamique de recrutement d'ouvriers agricoles pour l'Ouest qu'instaura le gouvernement canadien eut des effets négatifs pour les colonies de l'Iowa, du Michigan et du Montana. En 1890, les Hollando-américains, qui rayonnaient depuis le Michigan et l'Iowa jusqu'à l'État de Washington, étaient bien implantés dans la société américaine. Les possibilités de colonisation avaient toutefois diminué à cause de la disparition de terres arables faciles d'accès, bon marché ou gratuites. Conséquemment, certains Hollando-américains commencèrent à évaluer les avantages offerts par le Canada. Des colons de l'Iowa et du Montana décidèrent de s'installer sur des fermes de la région de Nobleford et de Leavings, sur le territoire albertain. Parmi eux, se trouvaient des immigrants originaires de Nijverdal, dans la province d'Overijsel. Ils partirent pour le Canada au printemps de 1904, prévoyant rencontrer plus tard un groupe de colons des Pays-Bas qui viendraient les y rejoindre. En mars de cette année-là, le processus ardu de la colonisation débutait[10].

La région était semi-aride, mais la terre semblait bonne et les précipitations suffisantes pour la culture du blé, du lin et de l'orge. Il y avait également assez d'espace pour élever du bétail. Heureusement pour les immigrants hollandais, les Hollando-américains avaient l'expérience de la culture à sec. Familiers avec les exigences de la mise sur pied d'une ferme, ils constituaient une source précieuse de renseignements et de soutien. Ils donnaient des conseils sur l'achat des terres et procuraient un hébergement temporaire aux nouveaux arrivants, qu'ils assistaient dans leurs achats de provisions, d'équipement et de chevaux. Mais ce qui comptait encore davantage, ils encourageaient les colons lorsque le moral de ces derniers menaçait de flancher.

La colonie de Nobleford fut baptisée Nieuw Nijverdal. Elle était typique de la plupart des colonies établies par des groupes et très différente de celles de Yorkton et de Winnipeg créées par des colons isolés. Les immigrants s'installaient sur des fermes séparées, mais chacun pouvait compter sur les autres pour obtenir aide et conseils. La construction de maisons était la première tâche à laquelle il fallait se consacrer. Familiers avec les méthodes de construction en vigueur au Canada, les Hollando-américains dirigeaient leurs compatriotes nouvellement arrivés. La fille de l'un d'entre eux décrit comme suit la construction d'une maison :

> Mon père partit tôt un matin pour se rendre à une terre située à quinze milles de la nôtre. Quand il arriva sur place, il délimita un carré de 12 pieds de côté autour duquel il planta des poteaux. Je pense qu'il y en avait huit, mais il est possible que ce soit davantage. Il cloua ensuite des planches sur ces poteaux, puis il monta le toit, sans bardeaux bien entendu...[11]

Par la suite, une porte et une fenêtre étaient percées dans le mur, ainsi qu'un trou dans le toit pour le tuyau du poêle. On recouvrait ensuite le toit de bardeaux et on isolait les murs avec des mottes de terre de la prairie. Durant les trois premières années, cette petite cabane devait abriter deux adultes et cinq enfants.

Pendant que les hommes commençaient à défricher les dix acres de terre réglementaires à l'aide de leurs chevaux et de leur charrue nouvellement

achetés, le reste de la famille s'activait pour tenter d'organiser la vie familiale. On envoyait les enfants ramasser la bouse du bétail en liberté appartenant aux colons ou aux éleveurs canadiens. Le bois de flottaison accumulé dans le lit de la rivière s'ajoutait au fumier séché pour servir de combustible. Les enfants plus âgés transportaient vers la maison l'eau de consommation et de lavage recueillie dans la rivière et les mares. Tenir propre une cabane au sol de terre battue est une tâche sinon impossible, du moins très difficile. Les ménagères devaient lutter sans relâche pour maintenir des normes minimales de propreté. Alors que les hommes devaient apprendre de nouvelles techniques agricoles, un grand nombre de femmes durent apprendre à faire le pain. Dans la plupart des villages des Pays-Bas, un boulanger livrait le pain dans la campagne environnante; l'apprentissage des techniques de boulangerie n'avait donc jamais été nécessaire, même pour les fermières. Les ménagères américaines donnaient aux nouvelles venues des directives simples, mais les premiers résultats étaient souvent loin d'être satisfaisants. Au fil du temps, la qualité du pain s'améliora lentement[12].

Quand les hommes eurent fini de défricher, de labourer et de semer, ils s'engagèrent comme valets de ferme chez leurs voisins plus prospères et déjà installés à leur compte. Tout revenu supplémentaire était apprécié et certains parcouraient plusieurs milles pour aller au travail et en revenir. Pour une longue et pénible journée de travail dans les champs, ils touchaient un dollar et étaient nourris. Le revenu additionnel ainsi gagné était essentiel, car presque tout l'argent avait été dépensé pour la construction de la cabane et l'achat des chevaux et du matériel. Il ne restait que peu d'argent pour acheter de la nourriture, et de nombreux colons se contentèrent de pain et de galette la première année. Quand il y avait eu beaucoup de travail, un peu de sucre, de lait et d'avoine était ajouté au menu. Le gibier était apparemment rare et servi peu souvent à table. Les semailles et les moissons constituaient des occasions d'effectuer un travail bien rémunéré et ce supplément de revenu permettait aux colons de subsister pendant les mois d'hiver[13].

La maladie constituait un danger toujours présent, susceptible d'obliger les colons à dépendre de leurs voisins, une menace à la survie de la famille tout entière qui pouvait signifier la fin de l'expérience de colonisation. Le labeur incessant des femmes ne leur laissait que peu de répit et l'isolement des Prairies était écrasant. Se rendre à la ville ou visiter une voisine qui parlait néerlandais était souvent une entreprise difficile et les lettres de Hollande ne faisaient qu'augmenter le mal du pays, en rappelant aux femmes les belles fermes et les maisons coquettes des villes et villages hollandais où vivaient amis et parents.

Seuls les enfants semblaient s'adapter rapidement à leur nouvelle vie. Une fois la terre cultivée, les colons se regroupèrent pour bâtir des écoles. Les enfants hollandais se trouvèrent à apprendre l'anglais avec les enfants d'autres colons venus d'Europe, des États-Unis et d'autres parties du Canada. Ils acquirent bientôt une bonne connaissance de la langue et commencèrent à adopter les valeurs et les idées de leur nouvelle patrie. Les changements survenus chez leurs enfants déconcertèrent certains parents, en amplifiant chez

eux le sentiment d'éloignement de la terre et de la culture natales. Ils s'interrogeaient sur la pertinence de leur décision d'émigrer au Canada[14].

L'église, tant par ses fonctions religieuses que sociales, aida les immigrants à faire face aux nombreuses difficultés qui les attendaient. Dès que les colons hollandais arrivaient sur leur terre, des services de lecture de sermons étaient institués dans un lieu central. Les petites maisons se remplissaient de voisins et d'enfants. En 1905, un pasteur de l'Église chrétienne réformée de Manhattan (Montana) vint rendre visite à la communauté de Nobleford. Il prêcha, donna la communion et baptisa un certain nombre d'enfants. Tous les membres de la communauté hollandaise s'associaient à ces manifestations religieuses, même ceux qui n'appartenaient pas à l'Église chrétienne réformée. Les services étaient des événements sociaux autant que religieux. Lorsqu'il fut question d'établir une église chrétienne réformée, l'opinion se partagea en fonction des anciennes querelles religieuses qui avaient existé aux Pays-Bas. Certains immigrants, qui étaient en faveur de la tenue de services religieux, s'opposaient à une affiliation avec l'Église chrétienne réformée d'Amérique parce qu'ils considéraient que sa doctrine était trop conservatrice. Néanmoins, une congrégation fut mise sur pied à Nieuw Nijverdal. Des pasteurs titulaires et des séminaristes en vacances d'été y officiaient par intermittence. Durant les premières années, les services étaient célébrés dans les maisons et les écoles locales; l'Office des missions nationales de l'Église chrétienne réformée et le Consistoire de l'Iowa en assumaient les frais[15].

Les colons assistaient en grand nombre aux services religieux, en dépit du fait que certaines familles devaient parcourir des distances de douze à quinze milles sur les pistes de la prairie pour se rendre à l'église, seule institution à réunir la majorité des colons hollandais au moins une fois la semaine. Les réunions, services religieux et associations soulageaient l'isolement des Hollandais, dont les fermes se trouvaient souvent séparées les unes des autres par des milles de prairie inhabitée ou par les fermes des colons d'autres origines[16].

Dès le début, la communauté hollandaise de Nobleford s'employa à attirer d'autres compatriotes dans la région. De nombreux immigrants écrivirent des lettres à leurs amis et aux journaux des États-Unis et des Pays-Bas pour lancer des appels en faveur de l'émigration. Ils promettaient d'offrir à ceux qui viendraient les soutenir dans leur entreprise la possibilité d'établir une ferme ainsi que l'aide nécessaire pour y arriver. Les feuillets des églises décrivaient la communauté, soulignant la préoccupation constante des colons pour les questions religieuses. Certains colons se rendirent aux États-Unis où ils recrutèrent des Hollandais des communautés du Montana, de l'Iowa, du Michigan et du Massachusetts. Les lettres adressées aux amis et aux parents des Pays-Bas donnèrent également des résultats positifs et la communauté commença à s'accroître. Près des deux tiers des colons hollandais assistaient aux services de l'Église chrétienne réformée locale, tandis que les autres n'étaient affiliés à aucune église. Comme le nombre des fidèles augmentait, il devint nécessaire de procéder à la création de congrégations séparées pour desservir la vaste

région de Nobleford. En 1911, la congrégation d'origine de Nieuw Nijverdal fut divisée en trois congrégations distinctes desservant les colons de religion chrétienne réformée de Monarch, Granum et Burdett (Alberta)[17].

L'installation d'un nombre toujours plus élevé de colons hollandais ranima les vieilles querelles religieuses qui existaient déjà aux Pays-Bas. En 1901, les colons qui avaient appartenu à l'Église réformée des Pays-Bas dans leur pays, mais qui fréquentaient l'Église chrétienne réformée de Nieuw Nijverdal, se séparèrent pour fonder une église réformée à Monarch. En 1912, ils construisirent leur propre église. L'Église réformée, plus libérale et établie depuis plus longtemps en Amérique, entreprenait un long processus de croissance au Canada.

Dans l'ensemble, la communauté prospéra et s'agrandit dans les années précédant 1914. En 1911, 904 Hollandais étaient installés dans le district de recensement de Medicine Hat, qui comprenait Nobleford et s'étendait de l'est de Monarch jusqu'à la frontière de la Saskatchewan. Les colons hollandais commençaient à accéder à la sécurité économique et à l'indépendance en vue desquelles ils avaient travaillé si fort. Dans la région de Nobleford, les récoltes étaient abondantes et les prix des produits intéressants, ce qui permettait aux colons d'investir dans l'expansion de leur exploitation. Ils se mirent à acheter des terres ainsi que des chevaux et du matériel supplémentaires, et à défricher et à ensemencer de plus grandes superficies de terre. Les colons cédèrent leurs cabanes aux poules et construisirent des maisons en bois plus spacieuses et plus confortables. Des granges vinrent remplacer les constructions sommaires et la communauté prit un air de prospérité. Le mal du pays diminuait avec la croissance de la communauté et l'amélioration des conditions de vie. Les Hollandais commencèrent petit à petit à couper les liens avec les Pays-Bas et à s'intégrer à la société canadienne.

Les immigrants hollandais étaient satisfaits de leurs réalisations. Ils avaient fait d'une terre en friche une terre productive et avaient acquis la sécurité financière. Ils s'étaient taillé une place enviable dans la société canadienne, tout en sauvegardant les traditions et institutions hollandaises auxquelles ils étaient attachés. Ils avaient mis leurs capacités et leur endurance à l'épreuve, et avaient démontré leur compétence.

Les immigrants hollandais, qui commençaient à se familiariser avec le Canada et la vie canadienne, en estimaient davantage certains aspects. S'ils en déploraient la rigueur et les difficultés, ils n'en appréciaient pas moins la liberté, l'absence de restrictions de classe et les perspectives économiques que cette nouvelle terre leur offrait. Certains immigrants connaissaient un degré de prospérité auquel ils n'auraient pu prétendre dans leur pays d'origine. Les maraîchers d'Elmwood et de East Kildonan admettaient volontiers que la vie au Canada comportait des récompenses sur le plan social et économique. Ils croyaient que le Canada avait suffisamment de terres gratuites à offrir à qui les voulait et qu'un immigrant ayant la volonté de travailler pouvait réussir dans le domaine de son choix, sans égard à sa classe sociale. La réussite des colons de Nobleford sembla renforcer la conviction des maraîchers.

Impressionné par l'attitude des résidents de Winnipeg, J. Maurer, directeur de la Ligue d'émigration des Pays-Bas, finit par penser que la liberté et l'ouverture, caractéristiques de la société canadienne, étaient au moins aussi avantageuses pour les immigrants que toutes les terres gratuites du pays[18].

Au cours des deux premières décennies du vingtième siècle, les immigrants hollandais s'installèrent pratiquement dans toutes les provinces et villes importantes du Canada. Ils se trouvaient en nombre restreint en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Ontario, même si les colonies hollandaises de Montréal et de Toronto comptaient chacune quelques centaines de personnes. L'immigration à l'est de Winnipeg fut cependant négligeable à comparer à celle qui eut lieu vers les provinces des Prairies. Tout le système de recrutement des immigrants, tant gouvernemental que privé, avait pour but de peupler et de mettre en valeur les provinces de l'Ouest. Aux yeux des immigrants, l'Ouest était une terre aux possibilités infinies et seul un petit nombre escomptait prospérer dans les régions plus développées de l'Est où les emplois étaient plus rares et les terres gratuites ou bon marché inexistantes. En outre, le Québec et l'Ontario ne comptaient que des agences de placement privées, qui exigeaient des honoraires pour procurer du travail aux immigrants, alors que les bureaux de l' «Immigration Hall» de Winnipeg offraient ces services gratuitement. Les immigrants recrutés par les agents du CP comptaient sur la société ferroviaire pour les établir sur une terre ou leur trouver du travail comme ouvrier agricole. Il arrivait fréquemment que les immigrants, tant catholiques que protestants, évitent le Québec. Les autorités religieuses des Pays-Bas les avaient, à tort, prévenus contre le catholicisme canadien-français qu'elles considéraient comme héritier de la tradition française libérale, ce qui faisait hésiter les immigrants à s'installer dans cette province catholique française. Les Maritimes, l'Ontario et le Québec ne présentaient que peu d'attrait aux yeux des agriculteurs et des ouvriers agricoles qui voulaient prospérer[19].

Sauf pour l'Alberta qui comptait 2 951 habitants d'origine hollandaise en 1911, la majorité des immigrants vivaient au Manitoba. Winnipeg constituait le lieu de prédilection de ceux qui voulaient travailler en région urbaine; toutefois, de nombreux agriculteurs s'installèrent également dans les districts environnants. Les immigrants s'étaient installés à Portage La Prairie, Morden, Argyle et Rosebank, et dans d'autres villes et colonies disséminées dans la province. Lorsque sept familles hollandaises vinrent s'établir dans la région en 1911, on tenta d'établir une colonie en groupe à Dog Lake, près d'Ashern. En 1915, la colonie comptait cent familles[20] et on organisa une congrégation de l'Église réformée. Les immigrants hollandais et hollando-américains s'établirent dans des fermes de la province ou y travaillèrent comme ouvriers. Un grand nombre d'entre eux devaient partir dans d'autres provinces lorsque de nouvelles régions s'ouvrirent à la colonisation.

Les Hollandais et les Hollando-américains entreprirent de travailler et de s'installer en Saskatchewan. En 1908, un groupe d'Américains s'établissaient près de Moose Jaw, où ils furent rejoints en 1911 par un groupe de compatriotes qui instaura une communauté à Cramersburg, à soixante-dix milles au nord

de Swift Current, sur la ligne du CP. Les immigrants se disséminèrent à travers la province, comme ils l'avaient fait au Manitoba. Les observateurs signalèrent leur présence à Leoville, Swift Current, Morse, Cupar, Punichy, Saskatoon, Vonda et Regina. Au printemps de 1914, un certain nombre de familles arrivées directement de Hollande septentrionale s'établirent à Edam et mirent sur pied une congrégation chrétienne réformée en 1917.

Comme nous l'avons vu, l'Alberta attira un nombre important d'immigrants après 1900. Les débuts de Nobleford en 1904 coïncidèrent avec l'arrivée des colons hollandais dans les régions de Calgary et d'Edmonton. La colonie de Strathmore fut créée en 1908, sous la direction de l'abbé Van Aaken et de George Louis Boer. Comme cela avait été le cas au Manitoba et en Saskatchewan, la colonisation fut le fait d'agriculteurs isolés, dans toute la province. À l'hiver de 1912, un certain nombre d'immigrants hollandais quittèrent Edmonton pour s'installer à 90 milles au nord-ouest de la ville dans une zone agricole où fut fondée la colonie de Neerlandia. À l'été de 1915, on estimait que les villes de Calgary et d'Edmonton comptaient à elles seules un total de 700 immigrants hollandais. Il semble que l'unique colonie que comportait la Colombie-Britannique en 1915 ait été celle de Golden, où quinze familles s'étaient établies avec l'aide du CP.

On ne dispose d'aucun renseignement ou statistique au sujet de la plupart de ces colons. Voyageurs et visiteurs ont observé leur présence dans une région particulière, mais n'ont laissé aucune description écrite de leur travail ou de leur vie. Les activités d'hommes comme Van Aaken et Boer sont peu documentées; les résultats du recrutement qu'ils avaient effectué sont souvent décrits avec amertume à cause de l'échec que connut la colonie. Les agriculteurs, ouvriers agricoles et travailleurs urbains hollandais ont laissé peu de documents sur les expériences qu'ils ont vécues. Peut-être étaient-ils trop occupés à gagner leur vie pour prendre le temps de consigner par écrit les événements de leur existence ou pour s'interroger sur leur rôle dans la mise en valeur de l'Ouest. La plupart des immigrants ont disparu dans l'anonymat.

Toutefois, à part celles de Winnipeg et de Nobleford, deux exemples de colonies illustrent bien les débuts de l'expérience hollandaise au Canada : Neerlandia en Alberta et les colonies de la Nouvelle-Écosse fondées au cours de la deuxième décennie du vingtième siècle. Bien que les colons des deux régions aient été animés du désir de réussir, les colonies de la Nouvelle-Écosse disparurent dans les années 1920, alors que Neerlandia commençait à s'agrandir et à prospérer.

Dans les années précédant 1913, le ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse s'inquiéta du déclin croissant de la production agricole et de l'abandon des régions difficiles à cultiver et de faible rendement. Il dépêcha un dénommé Elderkin, à titre de représentant agricole, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas pour examiner les méthodes d'agriculture intensive pratiquées dans ces pays. Elderkin avait aussi pour mission d'étudier les systèmes coopératifs utilisés dans les domaines des achats et de la commercialisation. À son retour, il recommanda la promotion en Nouvelle-Écosse de l'agriculture intensive et

des coopératives, ainsi que le recrutement d'immigrants européens chargés de les mettre en œuvre. Le gouvernement provincial accepta de financer le recrutement et l'installation des familles d'immigrants sélectionnées. Elderkin retourna en Europe pour tenter de recruter des agriculteurs d'expérience. Mais il s'aperçut rapidement que les Irlandais n'étaient pas intéressés au projet et que le Danemark et la Belgique interdisaient le recrutement d'immigrants. Convaincu que les agriculteurs hollandais possédaient les compétences nécessaires, il se tourna vers les Pays-Bas.

Aux Pays-Bas, le projet de colonisation intéressa plusieurs familles hollandaises qui avaient songé à émigrer au Canada. Les familles d'agriculteurs choisies seraient établies individuellement dans des fermes abandonnées que leur assignerait le ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse. Le gouvernement accorderait des prêts pour les frais de subsistance, de même que pour l'achat d'articles ménagers, de semences et d'outillage, et prendrait en charge l'hypothèque sur la terre et la maison. Les immigrants commenceraient à rembourser ces prêts à même le produit de leur première récolte. Le gouvernement espérait que les agriculteurs hollandais constitueraient un exemple pour leurs voisins canadiens et prouveraient qu'il est possible de produire de bonnes récoltes selon des méthodes de culture intensive et que les terres médiocrement fertiles pouvaient être rentables.

Les cinq premières familles arrivèrent dans la vallée d'Annapolis au printemps de 1914 et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse tint ses promesses. Toutefois, il devint bientôt évident que tout n'allait pas pour le mieux. Les colons n'avaient pas été propriétaires de ferme aux Pays-Bas, mais simples ouvriers agricoles. Ils avaient tendance à acheter la meilleure qualité de matériel agricole et de mobilier, sans se soucier du remboursement de leur dette. En outre, les terres sur lesquelles on les avait installés à Maitland et Selma, loin d'avoir la qualité promise, étaient dans bien des cas rocailleuses et envahies de broussailles. Les colons durent consacrer la plus grande partie de la première année à la remise en état et à l'agrandissement des terres cultivables, ce qui rendait presque impossible la réalisation des abondantes récoltes dont ils avaient besoin pour rembourser leurs dettes. Le transport des produits agricoles vers les régions plus peuplées pour la vente et la transformation s'avéra également difficile. À l'automne de 1914, les Hollandais installés à Maitland et à Selma durent donner leurs pommes à manger aux cochons, faute de moyens de transport et de commercialisation, bien que le prix du marché fût élevé. Ceux de Selma n'avaient aucun débouché pour leurs produits laitiers parce que la crèmerie locale avait fermé ses portes en raison de l'insuffisance de l'approvisionnement en lait dans la région. Grâce à l'aide du ministère de l'Agriculture, la crèmerie put cependant réouvrir avant la fin de l'année.

Au printemps de 1915, cinq autres familles hollandaises furent recrutées pour s'établir dans des fermes de la région de Pugwash. Ayant tiré la leçon des expériences récentes, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse exigea que les immigrants soient des agriculteurs propriétaires de leur ferme et possédant au moins 4 000 à 5 000 florins de capital d'investissement. Ils devraient assumer

eux-mêmes leurs frais de subsistance, se procurer à leurs frais articles ménagers, semences et matériel agricole et fournir 20 pour cent du prix d'achat de la ferme. Le ministère de l'Agriculture estimait que de cette façon, les immigrants auraient un intérêt financier dans leur propre succès et seraient moins enclins à dépenser leur argent sans discernement. Le ministère commençait par ailleurs à douter du rendement de ses investissements précédents : 35 000 $ des 300 000 $ prévus pour le projet ayant déjà été engagés, sans résultat apparent.

Comme tant d'autres programmes de colonisation au Canada, celui-ci était fondé sur une variété d'idées et de motifs quelquefois contradictoires. Les immigrants de 1914 y avaient vu la possibilité d'acquérir une ferme moyennant un minimum de risque et d'investissement, et l'appui du gouvernement provincial donnait au projet une légitimité que n'avaient pas ceux des autres agents. Mais les colons n'avaient pas calculé qu'ils ne pourraient rembourser leurs lourdes dettes à moins d'obtenir un rendement maximal de leurs terres et les meilleurs prix pour leurs produits. Tous se rendirent vite compte que l'agriculture mixte sur des terres difficilement cultivables leur permettrait à peine de joindre les deux bouts. Les grandes familles dont les enfants étaient jeunes étaient dans une situation plus difficile encore, les enfants n'étant pas en âge de s'engager comme domestiques ou valets de ferme pour contribuer au revenu de la famille. L'argent si libéralement offert par le gouvernement les avait conduits à faire des achats inconsidérés et la faillite semblait inévitable.

Le second groupe se composait d'agriculteurs, dont bon nombre avaient des fils qui espéraient aussi s'établir dans une ferme. Ils étaient moins lourdement endettés et beaucoup d'entre eux estimaient que s'ils ne réussissaient pas, ils pourraient toujours vendre et s'en aller dans l'Ouest. Familiers avec les aspects économiques de l'agriculture, ils furent néanmoins déçus de la qualité des terres qu'on leur avait assignées. Ils se rendaient compte que les premières années seraient très difficiles, mais ils demeuraient confiants. C'est précisément cette confiance, qui confinait parfois à l'arrogance, qui fut la principale source de leurs difficultés. Ils refusaient d'écouter les conseils de l'inspecteur agricole au sujet des méthodes de culture applicables au Canada. Plusieurs colons jugeaient les méthodes canadiennes rétrogrades et inférieures à celles qui étaient utilisées en Hollande. Leur refus de s'adapter devait s'avérer très coûteux pour beaucoup d'entre eux.

Le directeur de la Ligue d'émigration des Pays-Bas, J. Maurer, visita les colonies à l'été de 1915 et ne se montra pas très optimiste quant à leur avenir. Il estima que le seul avantage que les colons hollandais de la Nouvelle-Écosse possédaient par rapport à ceux de l'Ouest était qu'ils vivaient près les uns des autres. Il prédit que les lourdes dettes décourageraient les agriculteurs et que les colonies échoueraient. Sa prédiction s'avéra juste. Même avant la fin de la guerre, de nombreux colons avaient abandonné leur ferme pour s'installer dans d'autres parties du Canada. En 1920, tous avaient quitté la Nouvelle-Écosse en laissant au gouvernement des créances allant de 90 $ à 6 000 $. Le projet échoua en raison de l'excès de confiance du gouvernement, de

l'orgueil ou de l'incapacité des immigrants, ainsi que de la piètre qualité des terres et de la faiblesse des marchés[21].

Contrairement à la colonie de la Nouvelle-Écosse, celle de Neerlandia fut l'initiative de colons hollandais qui étaient familiers avec la vie au Canada. La population hollandaise d'Edmonton s'était accrue après l'arrivée des premiers immigrants en 1904, et un grand nombre d'entre eux avaient trouvé du travail dans la ville. Mais à mesure que la colonie s'agrandissait, un nombre grandissant d'immigrants étaient insatisfaits de la vie urbaine. Mécontents des emplois subalternes qui étaient le lot de la plupart d'entre eux, ils estimaient que la culture canadienne leur faisait perdre leur langue, leur culture et le caractère distinctif de leur religion. De nombreux calvinistes orthodoxes considéraient que les services religieux ne suffisaient pas à freiner la destruction de leur religion. Les écoles publiques laïques donnaient à leurs enfants toutes sortes d'idées libérales frôlant l'hérésie, l'avenir économique semblait peu prometteur, et ils aspiraient à un mode de vie communautaire dont ils étaient privés à la ville. Certains avaient déjà tenté leur chance dans une ferme et avaient échoué tandis que d'autres, arrivés directement des Pays-Bas, voulaient s'établir comme agriculteurs.

En 1911, dix-sept hommes mariés ou célibataires s'entendirent pour créer une colonie exclusivement hollandaise au nord d'Edmonton, dans des terres fertiles et propices à la culture. Ils espéraient qu'en excluant les autres nationalités ils pourraient diriger l'école locale de façon à préserver les meilleurs traits du caractère hollandais. Ils projetaient de construire une église chrétienne réformée soutenue par tous les colons. L'ensemble de la colonie collaborerait à la préservation de la culture hollandaise et de la religion réformée dans tous les aspects de la vie. Les hommes travailleraient ensemble, s'entraidant dans un effort collectif qui viendrait à bout des épreuves de la vie de colon.

Lorsque les hommes partirent au mois de décembre 1911 à la recherche de terres propices, les femmes et les enfants restèrent à l'«Immigration Hall» d'Edmonton, projetant de rejoindre les hommes au printemps. Dix-sept fermes furent délimitées à dix milles au nord-est de la tête de ligne du chemin de fer à Westlock (Alberta). La colonie fut nommée Neerlandia en l'honneur du pays natal. On construisit des maisons de bois et des granges à l'aide des grands peupliers et autres essences qui poussaient dans la campagne environnante. Les hommes passèrent un an à défricher et à défoncer le sol et à travailler comme valets de ferme ou journaliers afin de gagner quelque argent pour poursuivre le projet. Les colons travaillaient les uns pour les autres et établirent une congrégation. Il ne fait nul doute que cette coopération, jointe au facteur de cohésion de leur religion, a soutenu les colons dans leur projet. Certains, qui trouvaient le travail trop ardu, furent remplacés par d'autres venus d'Edmonton et du sud de l'Alberta. La crise économique de 1913, qui réduisit le nombre d'emplois disponibles à Edmonton, encouragea les chômeurs à tenter leur chance à Neerlandia[24].

Le flot de nouveaux colons permit de tracer des routes, d'établir un bureau de poste et une école, de construire une église en rondins et de former une

coopérative. La coopérative achetait des fournitures en gros pour la colonie et vendait sa crème, son beurre et ses œufs à des grossistes d'Edmonton, même si les mauvaises routes rendaient très difficile le transport de ces produits vers les marchés pendant les premières années. Comme le blé posait des problèmes de transport particuliers, on choisit d'en nourrir le bétail, qui pouvait être conduit à la tête de ligne la plus proche vers les parcs à bestiaux d'Edmonton. La colonie continua d'attirer des membres au fur et à mesure que la région se développait et, au mois de janvier 1916, soixante familles vivaient dans la région de Neerlandia. La colonie était solidement établie.

Le succès matériel s'accompagnait de progrès sur le plan religieux, éducatif et social. Les colons soutenaient l'église et se rendaient régulièrement aux services que conduisaient des anciens, élus par les fidèles, ou un missionnaire d'Edmonton. La commission scolaire locale dirigeait l'école et nomma Willem Van Ark, un des dix-sept premiers colons, au poste d'instituteur. Van Ark et la commission scolaire veillaient à ce que le programme provincial soit enseigné dans une optique biblique. Les activités de l'église, l'importance accordée au travail communautaire et la proximité de leurs compatriotes permettaient aux immigrants de recréer un peu de leur patrie au Canada.

La comparaison des colonies de la Nouvelle-Écosse et de l'Alberta fait ressortir quelques-uns des facteurs importants qui déterminèrent le succès ou l'échec de toutes les colonies au Canada pendant cette période. De toute évidence, il était préférable de commencer avec le moins de dettes possible. Cela voulait dire qu'il fallait se contenter du minimum pour le logement et le matériel, car la plupart des immigrants n'avaient pas un gros capital de départ. Il importait de s'autosuffire autant que possible au cours des premières années, de façon à pouvoir réinvestir dans l'exploitation tout l'argent dont on pouvait disposer. Et, ce qui était plus important encore, les colons de Neerlandia avaient l'expérience de l'agriculture au Canada ou aux États-Unis. Ils connaissaient le type de sol, les méthodes et le matériel nécessaires pour réussir. La mise en commun du travail, des achats et de la commercialisation à Neerlandia contrastait vivement avec les entreprises individuelles des colons de la Nouvelle-Écosse. Les colons de Neerlandia faisaient preuve d'un esprit communautaire poussé, renforcé par l'influence de l'église et de l'école. Les colons de la Nouvelle-Écosse, quant à eux, n'avaient aucun sens de la communauté et ne coopéraient pas entre eux. L'individu était livré à lui-même, exposé aux risques de la colonisation sans le soutien de son église. Un tel isolement ne faisait qu'amplifier les problèmes économiques et la difficulté du travail, et rendait encore plus ardue l'adaptation à une société nouvelle. Les immigrants qui choisirent de s'installer dans des communautés semblables à celles de Neerlandia et Nieuw Nijverdal avaient beaucoup plus de chances de réussir que ceux qui étaient privés du soutien d'une foi commune ou de leur église.

LE COLON CÉLIBATAIRE

À mesure que le rythme de l'immigration s'accélérait au vingtième siècle, de nombreuses familles venaient se joindre aux colonies en pleine croissance de l'Ouest canadien. Un nombre encore plus grand d'hommes célibataires vinrent travailler dans des fermes canadiennes. Certains désiraient s'établir comme agriculteurs et étaient conscients de la nécessité d'apprendre l'anglais, de comprendre les méthodes agricoles canadiennes et d'accumuler le capital nécessaire pour démarrer. D'autres cherchaient simplement du travail et se contentaient de passer d'un emploi à l'autre sans autre but que de subvenir à leurs besoins. On retrouvait des colons, des ouvriers agricoles et des journaliers célibataires dans presque toutes les provinces du Canada.

Winnipeg était le principal point de dispersion pour la plupart des immigrants hollandais. Les hommes qui étaient venus avec l'Armée du salut étaient envoyés travailler dans les fermes des provinces de l'Ouest ou prendre des emplois dans les villes. Le bureau de placement de l'Armée du salut tentait de trouver aux immigrants des emplois correspondant à leur compétence, mais ces placements se révélaient souvent désastreux. La plupart des hommes ne parlaient pas l'anglais et n'étaient pas familiers avec les méthodes de travail et les coutumes du Canada. De ce fait, ils étaient à la merci de leurs employeurs jusqu'à ce qu'ils aient acquis une certaine connaissance du travail et de la langue. Ceux qui étaient venus seuls étaient hébergés à l'«Immigration Hall» et se rendaient au Bureau fédéral des terres pour trouver un emploi. Le Bureau recevait les demandes d'ouvriers agricoles et pouvait renseigner les immigrants au sujet de leur futur employeur et du travail qui les attendait. Il était, semble-t-il, préférable de travailler dans une exploitation qui employait d'autres ouvriers agricoles, car un valet de ferme unique était souvent écrasé de travail. Certains choisirent de travailler pour les jardiniers hollandais de l'endroit, mais la plupart décidèrent d'accepter les places que leur offrait le Bureau fédéral des terres[25].

La vie d'un grand nombre de ces valets de ferme était incroyablement dure. La solitude rendait encore plus pénibles les longues heures de travail épuisant. Même les bons employeurs avaient parfois des exigences déraisonnables. Une fois la récolte terminée, seuls les meilleurs travailleurs étaient gardés pour l'hiver. En échange de petits travaux, ils étaient logés et nourris et recevaient peut-être un peu d'argent pour leur tabac. Ceux qu'on renvoyait devaient chercher du travail pour l'hiver dans les villes, ou encore dans les mines, les camps de bûcherons ou les chemins de fer. Chaque automne, les ouvriers agricoles hollandais partaient, en même temps que des milliers d'autres, à la recherche de travail. Certains trouvaient un emploi et réussissaient à subsister, alors que d'autres se tournaient vers le crime. De nombreux immigrants décidaient également, au cours de ce premier hiver, de retourner en Hollande, jurant de ne jamais remettre les pieds au Canada et promettant de se venger des agents qui les avaient trompés. Les grands espoirs d'une vie meilleure avaient cédé la place à l'amertume et à la déception. La première année de

travail au Canada s'avéra être un processus efficace de triage : ceux qui résistaient aux épreuves et continuaient de travailler dans l'agriculture étaient mieux préparés pour l'année suivante. Armés d'une meilleure connaissance des méthodes et d'une plus grande maîtrise de la langue, ils pouvaient exiger des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. L'augmentation de leurs gains leur permettait de se constituer un pécule en vue de s'établir dans une ferme[26].

A mesure que les colons célibataires s'habituaient à leur travail et à leur milieu de vie, ils devenaient souvent des membres actifs de la collectivité. Privés de la compagnie d'autres Hollandais, ils s'intégraient rapidement à la société canadienne. Certains épousèrent des jeunes filles de la région, alors que d'autres firent venir leur fiancée ou leur famille des Pays-Bas. La fréquentation des églises canadiennes élimina toute différence culturelle entre les colons hollandais et les Canadiens. Les membres orthodoxes de l'Église réformée refusaient un tel processus destructeur de leur foi et quittèrent leur ferme pour se joindre aux colonies hollandaises. La plupart se plièrent de bonne grâce à l'inévitable et s'adaptèrent à leur nouvelle patrie.

Célibataires ou mariés, colons ou ouvriers itinérants, les premiers immigrants hollandais ou hollando-américains étaient venus vers cette «terre de possibilités» pour y trouver une deuxième chance. Ils devinrent les pionniers et les précurseurs d'un mouvement qui irait en grandissant au cours des années à venir.

La Première Guerre mondiale plaça la colonie hollandaise du Canada face à un dilemme. De nombreux immigrants étaient fortement opposés à l'Angleterre en raison de la guerre des Boers encore récente. Des jeunes gens s'enrôlèrent pour défendre leur pays adoptif et servirent avec honneur sur le front de l'Ouest[27]. La plupart, cependant, jouèrent un rôle moins actif, voyant leur contribution à l'effort de guerre dans la production de nourriture et de matériel. Les Hollando-canadiens ne semblent pas s'être distingués de leurs concitoyens à cet égard et la plupart, semble-t-il, bénéficièrent de la demande élevée de marchandises et de produits alimentaires qu'apporta la guerre[28].

NOTES

1. KAGE, Joseph. *With Faith and Thanksgiving* (1962), p. 62; TIMLIN, Mabel F., «Canada's Immigration Policy, 1896-1920», *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 26 novembre 1960, p. 517.
2. Ministère de l'Intérieur à H. Dixon, 11 mai 1894, MI/RI, APC.
3. DAFOE, John W. *Clifford Sifton in Relation to His Times* (1931), p. 323.
4. H. Dixon à Clifford Sifton, 12 avril 1892, MI/RI, APC.
5. LUCAS, *Netherlanders in America*, p. 460, MI/RI, APC.

6. K. De Jong à un ami, 1893, collection Martha Knapp, archives provinciales du Manitoba, Winnipeg.
7. Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 2.
8. Martha Knapp à l'auteur, 13 février 1973; A. Disselkoen, «A History of the Winnipeg Christian Reformed Church, 1890-1958» (1973), manuscrit inédit en la possession de l'auteur, p. 1-2.
9. «Emigration of Hollanders to Canada», *Handelsberichten*, 11 (16 septembre 1915), NESC, GAI.
10. Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 11.
11. M^me^ John Hoffman, «Recollections», manuscrit inédit en la possession de l'auteur. L'essentiel de la documentation relative à la colonisation de la région de Nobleford par les Hollandais a été obtenue du Rév. T. Hoffman de Grand Rapids (Michigan) au cours d'une entrevue en 1973; Lucas, *Netherlanders in America*, p. 461.
12. Hoffman, «Recollections», p. 2-3.
13. *Ibid.*, p. 4.
14. Entrevue avec le Révérend T. Hoffman.
15. Hoffman, «Recollections», p. 5-7.
16. Église chrétienne réformée de Nobleford, «The Golden Jubilee,», p. 1-2.
17. *Ibid.*, p. 4.
18. Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 12-15.
19. *Ibid.*, p. 5-6.
20. Disseukoen, «A History», p. 2; Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 10.
21. *De Grondwet*, Holland (Michigan), 27 octobre 1908, 6 juin, 11 juillet, 29 août 1911, 21 mai 1912, archives du Netherlands Museum, Holland (Michigan); Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 10; *De Wachter* (Grand Rapids), 9 mai 1917.
22. Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 10-36; Hartland, *De Geschiendenis*, p. 147-148.
23. Compte rendu de la visite de W. Van Ark à la Ligue d'émigration des Pays-Bas, 26 janvier 1916; J.J. Leys, *Nederlandsche Kolonisten in Canada* (1920); Anonyme, «Neerlandia», sans date, NESC, GAI.
24. W. Van Ark à J. Maurer, 17 février 1915, NESC, GAI; note de service de W. Van Ark à H.S. Kent, 11 janvier 1933; dossier de colonisation du CP, 1886-1940; Glenbow-Alberta Institute, Calgary.
25. Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 10; Vice-consul Groenman «A Report regarding the possibilities for Netherlanders in Canada, 1913», p. 38; De Gelder, *A Dutch Homesteader*, p. 11, 38.
26. Pour une description de la vie quotidienne d'un valet de ferme, voir W. De Gelder, *A Dutch Homesteader on the Prairies*.
27. Entrevue avec M. John Hoffman, Iron Springs (Alberta), 1978.
28. Entrevue avec le Révérend T. Hoffman.

DEUXIÈME PARTIE

La vague, 1918-1939

CHAPITRE TROIS

L'entre-deux-guerres : les raisons de leur départ

L'interruption presque totale de l'immigration en provenance d'Europe, y compris des Pays-Bas, au moment de la Première Guerre mondiale fournit au gouvernement canadien l'occasion de procéder à une réorganisation complète de ses services d'immigration. Un ministère distinct de l'Immigration et de la Colonisation fut créé en 1917 et placé sous la direction de James Calder. Établi en prévision des nouveaux sommets qu'atteindrait l'immigration dans la période d'après-guerre, le ministère était conçu de façon à mieux répondre aux besoins des nouveaux immigrants. Il était prévu que les fonctionnaires de l'Immigration collaboreraient avec les responsables de l'accueil et de l'établissement des immigrants nouvellement arrivés. Des fonctionnaires des terres fédérales furent chargés du contact direct avec les arrivants en vue de faciliter la vente et la prise de possession des terres de l'État. Une direction de la statistique fut créée au sein du nouveau ministère afin de coordonner la collecte des données émanant de tous les ministères qui s'occupaient des immigrants. On espérait ainsi éliminer à jamais la confusion qui avait régné dans le passé, de même que l'incapacité du gouvernement à évaluer le nombre des arrivants. En 1918, le ministère était prêt à accueillir une nouvelle vague d'immigrants[1].

Le Canada subissait les perturbations du passage de la guerre à la paix, mais la plupart des Canadiens demeuraient confiants quant à l'avenir du pays et à la nécessité d'une immigration appropriée. L'industrie entreprit une réorganisation axée sur le marché civil et les tendances à l'urbanisation et à l'industrialisation amorcées pendant la guerre se poursuivirent. Le déplacement des agriculteurs et des ouvriers agricoles vers les villes eut pour résultat de créer une demande importante de main-d'œuvre à la campagne : on avait besoin de milliers d'ouvriers agricoles, ainsi que de travailleurs qualifiés. En conséquence, le gouvernement et les sociétés de transport réactivèrent leurs programmes de recrutement d'immigrants européens.

Les pressions et les contraintes des années de guerre, de même que la crainte d'une période d'ajustement économique pouvant se traduire par le chômage et l'incertitude, obligeaient également les Hollandais à réexaminer la possibilité

de s'établir en Amérique du Nord. Il semblait difficile d'émigrer aux États-Unis dans la période d'après-guerre. La démobilisation des troupes américaines et les mesures subséquentes de restriction de l'immigration incitèrent les Hollandais à orienter leur choix dans une autre direction. Le nationalisme montant, associé à la peur d'une révolution bolchevique, donna lieu à l'imposition de quotas par le Congrès des États-Unis, ce qui eut pour effet de ramener l'immigration hollandaise à 3 602 personnes en 1921 et à 1 646 en 1924. Alors que la réglementation visait principalement à ralentir l'arrivée des Européens du Sud et de l'Est, elle éliminait en fait toute possibilité d'immigration d'un nombre important de citoyens hollandais, dont l'intérêt se trouva dirigé vers le Canada.

La combinaison de telles circonstances et d'une campagne de propagande active et soutenue donna lieu à une vague d'immigration hollandaise d'une ampleur sans pareille. De 1918 à 1930, plus de 15 000 Hollandais s'établirent au Canada. Cependant, la guerre, l'absence de terres bon marché et les changements dans la situation canadienne faisaient de l'espoir des Hollandais d'améliorer leur situation économique un projet presque chimérique. La majorité des Hollandais venus au Canada à l'époque ne connurent un sort guère meilleur que celui qu'ils avaient dans leur pays d'origine. La stabilité et l'indépendance économiques demeurèrent hors de leur portée et l'émigration n'améliora pas les conditions difficiles qui prévalaient aux Pays-Bas. La décennie, qui avait semblé si prometteuse pour les immigrants au Canada après les dures années de guerre, se révéla décevante pour la plupart d'entre eux.

LES ÉMIGRANTS, 1918-1930

> En général, nos émigrants ne sont pas de jeunes gens insouciants qui se lancent à l'aveuglette dans l'aventure d'une vie nouvelle. C'est évidemment le cas de quelques-uns, qui repartent rapidement pour la plupart, ou que les privations forcent à s'atteler à la tâche. La vaste majorité des émigrants hollandais ont dépassé l'âge de l'insouciance et du désir d'aventure. Il s'agit principalement de petits bourgeois ou d'ouvriers, d'employés de magasin qui ne peuvent plus escompter d'avancement significatif, de vendeurs qui ne réussissent plus à faire face à la concurrence, de petits entrepreneurs qui sont étouffés par les sociétés plus importantes, d'ouvriers d'usine confrontés à une vie monotone de dur labeur, sans possibilité d'amélioration ni pour eux-mêmes, ni pour leurs enfants, et surtout d'ouvriers agricoles cédant à des offres souvent alléchantes, à l'exemple des autres, et qui quittent leur district et leur terre natale en grands nombres[2].

Cet extrait d'une brochure rédigée en 1913 illustre la nature fondamentale de l'émigration hollandaise d'avant 1930, fondée avant tout sur la recherche de la stabilité économique. Les plus vulnérables aux fluctuations de l'économie, et qui possédaient le moins de ressources pour y faire face, étaient les plus

touchés par la propagande. À leurs yeux, le Canada était une terre offrant la stabilité d'emploi et permettant de s'élever au-dessus de ses origines, un pays alliant possibilités et terre gratuite, libre des traditions et des coutumes du passé.

Un grand nombre de jeunes Hollandais percevaient aussi l'émigration comme un moyen d'échapper au travail agricole pénible et ingrat. Ils auraient pu s'accommoder des heures sans fin, du logement misérable et même de la mauvaise nourriture (ils ne mangeaient de la viande qu'une fois par semaine), si leur travail avait pu déboucher sur des perspectives d'avenir comme l'indépendance et la possession d'une ferme. Les ouvriers agricoles hollandais, confrontés à un chômage intermittent, à des salaires bas et des dépenses élevées, et au paternalisme austère de leur employeur, ne pouvaient même pas se permettre de songer au mariage[3].

Il ne fut pas difficile pour un grand nombre de jeunes gens de se résoudre à abandonner une telle vie. L'arrivée opportune des agents de transport, des sociétés d'émigration, ou même des représentants du gouvernement canadien et leurs descriptions mirifiques de terres gratuites ou bon marché, de milliers d'emplois, de réussite reposant exclusivement sur l'initiative personnelle, leur apparut pratiquement comme un cadeau du ciel. Emportant leur bien le plus précieux, leur force de travail, les hommes partirent.

Les facteurs sociaux et économiques qui influencèrent les jeunes Hollandais eurent également des répercussions chez les femmes, pour qui les possibilités d'emploi étaient limitées, autant à la ville qu'à la campagne. La vocation traditionnelle de la femme confinait cette dernière aux rôles d'épouse et de mère, ou dans des emplois inférieurs dans les usines. L'avancement et la formation étaient pratiquement hors de portée pour les femmes, surtout lorsqu'elles se trouvaient en concurrence avec les hommes pour les mêmes emplois. Le travail domestique était mal rémunéré et le mariage devait souvent être différé par manque d'argent. Cependant, le Canada offrait aux domestiques des possibilités d'emplois bien payés, tant dans les régions urbaines que rurales. Les salaires, qui variaient entre 20 et 25 $ par mois, étaient comparables à ceux des ouvriers agricoles sans expérience. En 1920, la demande était telle au Canada que les domestiques admissibles se voyaient avancer la moitié du prix de leur passage, à la condition de signer un contrat d'un an. Répondre aux exigences était relativement facile : il suffisait de posséder l'argent nécessaire au voyage, d'être âgée de 18 à 30 ans et de détenir un certificat médical, une expérience appropriée, des références et un emploi garanti, emploi qui pouvait être procuré par le bureau canadien d'immigration des Pays-Bas[4].

Un grand nombre de jeunes femmes entrevirent là une possibilité d'améliorer leur situation économique, de découvrir de nouveaux horizons, de rencontrer de nouveaux hommes, et de vivre un peu d'aventure. D'autres voulaient émigrer pour rejoindre leur fiancé ou leur famille. Les femmes mariées prenaient des emplois de domestique à leur arrivée pour suppléer au revenu du mari durant la difficile période d'établissement. Bien qu'il soit fort probable que le personnel domestique n'ait compté que pour 4 ou 5 pour cent de l'ensemble de l'émigration hollandaise au Canada, il eut son importance, tant pour les Canadiens que pour les Hollandais.

L'émigration semblait présenter peu d'intérêt pour les classes moyennes et supérieures, qui avaient tendance à la percevoir comme une solution de désespoir destinée exclusivement aux membres des classes inférieures incapables de contribuer à la société hollandaise. Les classes moyennes et supérieures se firent justement les plus ardents promoteurs de l'émigration, qu'elles considéraient sans doute comme la solution pragmatique et philanthropique aux problèmes sociaux[5].

Il est difficile de fournir des données précises relativement à l'origine provinciale des émigrants. Il semble que le plus grand nombre provenait de la Hollande septentrionale, la plus populeuse et la plus industrialisée des provinces des Pays-Bas, où les fluctuations économiques touchaient autant le travailleur de l'industrie urbaine que le maraîcher et l'agriculteur qui le nourrissaient. L'expansion constante de l'industrialisation dans cette province avait donné lieu à une âpre lutte pour l'acquisition des terres. Les provinces à prédominance agricole comme la Frise, le Brabant septentrional et le Groningue fournirent le deuxième groupe d'émigrants le plus important en nombre. Le nombre le moins élevé était originaire de la province méridionale de Limbourg, à forte population catholique.

Indépendamment de l'origine provinciale, de la classe sociale ou de la profession, le gros de l'immigration au Canada avant 1940 se composait surtout de célibataires ou d'hommes mariés non accompagnés. Sans attaches familiales, ils pouvaient accepter de travailler comme ouvriers agricoles ou s'établir comme colons dans les Prairies. À cause de la nature du travail et des conditions de logement — cabanes, dortoirs sommaires, greniers — il était extrêmement difficile de loger une famille. Les salaires étaient souvent insuffisants pour faire vivre un ouvrier agricole, et encore moins une famille. Les colons de l'Ouest, à l'opposé de ceux des régions plus organisées de l'Est, n'avaient pas encore entrepris l'amélioration de leur logement une fois passée la période du début. Même dans l'Est, cabanes en rondins abandonnées, étables à chevaux ou poulaillers servaient souvent d'habitation aux famillles suffisamment courageuses pour immigrer dans les années 1920. La séparation des familles et l'absence des femmes allaient créer des problèmes dans les années à venir.

Un certain nombre de célibataires, qualifiés d'«oiseaux migrateurs», abordèrent l'émigration de façon progressive. Il s'agissait principalement d'hommes de la province de Zélande, qui se rendaient annuellement dans le sud-ouest de l'Ontario dans les années 1920, pour travailler dans les champs de betteraves et de tabac. Ces excursions se poursuivaient jusqu'à ce qu'ils aient pu économiser suffisamment pour acheter ou louer une terre en Ontario et s'y établir définitivement[6].

Le niveau d'instruction de la majorité des émigrants n'était pas très élevé. L'émigrant moyen avait fort probablement terminé des études primaires, suivies peut-être d'une période d'apprentissage, de formation en cours d'emploi ou de cours du soir. Il est difficile d'établir le degré d'équivalence de telles études avec celles du Canada, bien qu'il ait été allégué qu'elles correspondaient

certainement au niveau secondaire. Si on se fie aux lettres d'émigrants publiées dans les journaux hollandais, on doit conclure qu'ils maîtrisaient fort bien l'écriture. Quoi qu'il en soit, il semble que les émigrants possédaient suffisamment d'instruction, d'intelligence naturelle et d'expérience pour répondre à leurs besoins. On ne peut toutefois dire que l'émigration hollandaise de l'époque ait été constituée de personnes très instruites ou de formation poussée.

Bien que le désir d'avancement économique ait été le principal facteur de motivation, il arrivait que des considérations d'un autre ordre soient à la base du projet d'émigration. Il y avait ceux qui décidaient de partir simplement parce qu'ils «avaient toujours désiré voir des contrées lointaines et vivre certaines des aventures décrites dans les livres de James Oliver Curwood et Zane Grey[7]». Généralement moins prospères et résolus que leurs compatriotes plus pragmatiques, ces aventuriers finissaient souvent, après un léger effort de volonté, par errer de ville en ville et de pays en pays. Certains réussirent toutefois à s'établir et à s'adapter à la réalité canadienne. Il est probable que même le plus sérieux des émigrants voulait connaître l'aventure, le changement et un mode de vie différent, facteurs incitatifs supplémentaires de ce qui apparaissait comme étant une pénible nécessité.

Outre les motifs d'émigration acceptables comme l'amélioration de la situation matérielle ou l'aventure, il s'en trouvait de moins fréquents, qui trouvaient leur fondement dans le désespoir. Les parents qui jugeaient que l'avenir de leurs enfants était compromis à cause de leur paresse, de la mauvaise influence de leurs camarades ou de leur participation à des délits mineurs les confiaient à des agents de transport pour qu'ils les placent dans des fermes au Canada. Ils devaient penser que le temps passé à essayer de survivre dans les Prairies enseignerait aux jeunes délinquants la valeur d'un dur labeur et le prix inestimable d'un foyer. Les moutons noirs de familles aisées recevaient parfois l'argent de leur passage vers le Canada et une somme d'argent annuelle en échange de leur promesse de ne plus jamais rentrer chez eux. Comme c'est habituellement le cas dans les circonstances, le taux d'échecs était élevé. Le Canada n'était ni une garderie, ni un pensionnat privé affecté à la réhabilitation d'une jeunesse rebelle[8].

INCITATIONS A ÉMIGRER

Le système de recrutement des émigrants potentiels agissait principalement depuis les Pays-Bas, mais une partie de la propagande venait directement du Canada. Les annonces publiées dans la presse hollandaise, offrant du travail et des terres, ainsi que des renseignements gratuits sur le Canada, constituaient le mode de recrutement le plus simple. Les annonces étaient placées par des agriculteurs hollando-canadiens, des ouvriers agricoles ou des travailleurs urbains, qui étaient rémunérés par les sociétés de transport et les agriculteurs pour chaque client recruté. Outre les frais de publicité, de poste et de papier, ce type de recrutement n'exigeait que peu de dépenses[9].

Des organisations comme le Roman Catholic Holland Settlement Board et le Holland Colonization Board faisaient aussi de la publicité dans les journaux hollandais. D'autres recherchaient activement la caution des sociétés religieuses d'émigration de Hollande. Il arrivait que des Canadiens comme l'abbé K.E. Morrow de la Catholic Settlement League de Brechin (Ontario), qui affirmait avoir pour mission d'établir des Hollandais catholiques sur des sections précises de terre au Canada, soient intimement liés à la Cunard et à la White Star. L'abbé R.H. Dignan agissait à titre de recruteur d'une colonie de la région de Chatham (Ontario) et de représentant du CP[10].

Toutefois, ce sont les recruteurs des sociétés de transport ou leurs représentants, de même que les agents immobiliers indépendants des Pays-Bas, qui connaissaient le degré de réussite le plus élevé. Les représentants des compagnies de navigation White and Red Star, de la Cunard, de la Holland-America et du Canadien Pacifique travaillaient tous librement en Hollande. La plupart ne souhaitaient qu'une chose, expédier à bord de leurs navires, à destination du Canada, le plus grand nombre possible de gens. L'agent du CP recevait en outre une commission sur les billets de train transcontinentaux et la vente des terres au Canada. Il était sans aucun doute le plus actif de tous les recruteurs et celui dont la réputation était la pire[11].

Les agents immobiliers indépendants voulaient vendre des terres aux colons potentiels. Ils travaillaient habituellement à commission pour le compte de sociétés immobilières ou hypothécaires canadiennes, mais certains d'entre eux spéculaient sur leurs propres terres. Ils touchaient des commissions sur les terres vendues, sur les billets de bateau et de train et ils voyageaient généralement gratuitement d'un pays à l'autre. Pour un grand nombre, il s'agissait de vacances payées comportant des possibilités de bénéfices très importants[12].

La rumeur voulant que de nombreux emplois bien payés et non annoncés soient disponibles au Canada constituait une des cartes maîtresses de l'immigration avant la dépression. En 1920, la colonisation avait perdu de son attrait, les Hollandais s'étant rendu compte non seulement des difficultés d'établissement, mais aussi du fait que la plupart des bonnes terres situées près des voies ferrées étaient déjà prises. De nombreux ouvriers agricoles et agriculteurs en vinrent à croire qu'un emploi leur permettrait d'acquérir suffisamment d'argent pour acheter une ferme déjà en exploitation. Les sociétés et les agents de transport réalisèrent que les emplois constituaient un meilleur attrait que la terre et que l'objectif ultime du recrutement était le nombre, de préférence à la qualité. Il était relativement facile de recruter des non-agriculteurs et de les faire prétendre à une expérience agricole, de même qu'au désir de travailler sur la terre au Canada.

En conséquence, les agents recrutèrent non seulement des agriculteurs, mais aussi des coiffeurs, des commis, des travailleurs d'usine, des rouleurs de cigares, toutes personnes ayant rarement vu une vache et n'en ayant jamais trait une. Les agents disaient aux émigrants qu'ils travailleraient temporairement dans une ferme en attendant de trouver un emploi convenant mieux à leur expérience. Ils affirmaient qu'avec quelques mois de travail sur la ferme,

ils pourraient se constituer un pécule et acquérir une expérience de travail en anglais, ce qui allait leur permettre d'aller vivre à la ville et de réintégrer leur ancienne profession. On disait à ceux qui voulaient aller aux États-Unis, mais qui en étaient empêchés par les quotas d'immigration, qu'il n'était ni difficile ni impossible d'y entrer illégalement, mais qu'on n'allait évidemment pas le leur conseiller. Les promesses et les renseignements des recruteurs étaient aussi faux que les déclarations professionnelles des immigrants[13].

La Hollande était infestée de requins de l'immobilier, d'agents et de bureaux d'immigration dont le public hollandais était la proie et qui semblaient agir impunément. Même les agriculteurs et les ouvriers agricoles les plus expérimentés devinrent victimes des mensonges de recruteurs apparemment honnêtes. Cornelius Cox, marchand de combustible hollando-canadien de Winnipeg en faillite, et son frère William, prêtre catholique, effectuèrent de nombreuses incursions au Brabant septentrional pour vendre des terres et recruter des immigrants pour une paroisse catholique du Manitoba. Munis d'une lettre d'introduction de l'archevêque de Winnipeg, qui ne se doutait de rien, ils recrutèrent des colons pour Inwood et Plumas (Manitoba), en 1924 et 1927, et réussirent à attirer dans une colonie éloignée du nord de Winnipeg plus de cent personnes et des dizaines de milliers de dollars. Après avoir reçu leur commission de la Red Star Line et de la Great-West Life Assurance Company, ils abandonnèrent les immigrants à leur sort. On comprend facilement pourquoi la Société catholique d'émigration considérait Cornelis Cox comme un «scélérat de la pire espèce». Les immigrants démunis virent sans doute une ressemblance entre le geste de leur frère et celui de Judas Iscariote[14].

Une fois prise la décision d'émigrer, de nombreux problèmes matériels restaient à surmonter. Il fallait trouver un moyen de financer le voyage en bateau. Certaines municipalités, considérant l'émigration comme une façon d'alléger leur fardeau social, manifestèrent une hâte peu délicate à aider les émigrants à partir. Après la création de la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas (CEFH) en 1923, le gouvernement hollandais, en collaboration avec certaines municipalités, prit en charge les frais de voyage en vertu d'un accord de prêt à long terme. Une fois l'argent réuni d'une façon ou d'une autre, on pouvait prendre ses dispositions pour le voyage[15].

La CEFH s'employa également à trouver des emplois convenables aux émigrants agricoles, par l'entremise de ses correspondants au Canada. La Direction de la colonisation des terres du ministère de l'Immigration du Canada et les services de colonisation du Canadien Pacifique et du Canadien National participèrent à l'effort de la CEFH. Des agents indépendants, bénéficiant parfois de l'appui de municipalités hollandaises, essayaient aussi de trouver du travail aux futurs émigrants. Tous comptaient, à cette fin, sur les agences d'emploi provinciales du Canada, là où elles existaient. Pratiquement aucun Hollandais ne quittait la Hollande sans que des dispositions aient été prises au préalable pour lui procurer du travail au Canada. Inutile de dire que ces dispositions étaient souvent aussi peu substantielles que les descriptions mirobolantes des agents pour attirer les émigrants.

Une fois le travail et l'argent assurés, le plus dur restait à faire : quitter les amis et la famille. Tout au long de ses visites d'adieu, l'émigrant devait subir les prédictions des alarmistes, accepter une quantité innombrable de conseils et voir sa décision sérieusement mise à l'épreuve à maintes reprises. Il était angoissant de devoir dire adieu aux parents et aux êtres chers sans avoir l'assurance de les revoir un jour. L'émigrant ne quittait pas sa fiancée, ou son épouse et ses enfants, sans scènes déchirantes et promesses de réunion prochaine. Dans la plupart des cas, ceux qui partaient n'avaient aucune idée précise de ce qui les attendait. En dépit de renseignements et de mises en garde de bonne source, même l'émigrant le mieux préparé subissait un choc culturel. Pour un grand nombre, émigrer était un geste totalement irrationnel qui les placerait dans une situation ne comportant aucune possibilité de retraite. Ils seraient perdus ou survivraient grâce à leurs efforts et à leurs capacités. Remarquablement, la plupart survécurent.

PREMIERS CONTACTS

Dans l'ensemble, la société canadienne considérait les Hollandais comme des colons souhaitables. Le gouvernement, on l'a vu, favorisait l'immigration hollandaise et, comme l'observait un agent de recrutement hollandais, «nous savons d'expérience que le gouvernement canadien souhaite accueillir des émigrants du Nord et qu'il refuse les Russes et les émigrants d'Europe de l'Est[16].» On estimait que les Hollandais étaient travailleurs et respectueux des lois, qu'ils constituaient rarement une charge pour les services sociaux publics, et jamais un élément perturbateur au sein de la société canadienne. Il était évident que les Hollandais n'offraient aucune prise aux craintes des nationalistes, qui refusaient l'envahissement des peuples inférieurs. Ils étaient, en fait, considérés pratiquement comme les égaux des Canadiens moyens.

Même aux yeux du Canadien le plus délicat, il était évident que les Hollandais adhéraient aux normes modernes de l'hygiène. Ils étaient «propres» et donc bienvenus dans toutes les maisons, que ce soit pour un repas ou une rencontre. Ils mangeaient le même genre de nourriture, obéissaient aux mêmes règles d'étiquette, et avaient peu de mauvaises habitudes, en admettant qu'ils en aient. Les Hollandais semblaient compatibles et «assimilables».

Cependant, les Canadiens s'interrogeaient sur la valeur des immigrants hollandais. Les syndicats, les socialistes et les communistes considéraient ceux qui ne travaillaient pas dans le domaine de l'agriculture comme des concurrents en cette période économique difficile. Les syndicats et les gouvernements, tant municipaux que provinciaux et fédéraux, désapprouvaient la présence dans les villes des immigrants hollandais, bien qu'ils n'aient pas été très nombreux à quitter le milieu rural après leur arrivée au Canada. Leur volonté d'accepter n'importe quel travail donnait lieu à des frictions; toutefois, les Hollandais étaient rarement perçus comme des éléments perturbateurs.

Dans le secteur agricole, domaine de compétence présumé de l'immigrant hollandais, celui-ci était considéré comme un bon travailleur et un colon

exceptionnel, au point d'en être agaçant quelquefois. Un grand nombre de Hollandais semblaient démontrer un sentiment de supériorité à l'égard des Canadiens et de leurs moeurs et coutumes, ce qui constituait une source de problèmes. Non contents de penser que le Canada ne possédait ni vie culturelle, ni rien de ce qui fait l'agrément de la vie sociale, ils avaient l'effronterie de le dire ouvertement aux Canadiens. Certains immigrants considéraient avoir apporté au Canada des techniques et des méthodes avancées, dont l'agriculture ne pourrait que profiter. Naturellement, les agriculteurs canadiens n'avaient ni le temps ni le désir d'écouter ce qu'ils considéraient comme les théories insensées d'ouvriers agricoles fraîchement débarqués. Il était peut-être vrai que les Hollandais étaient plus avancés dans la création de coopératives ou dans la culture intensive, mais ces connaissances n'étaient pas forcément applicables à l'agriculture canadienne. En outre, un grand nombre d'immigrants croyaient posséder une supériorité naturelle sur leur employeur, ce qui donnait souvent lieu à des confrontations fâcheuses. Les avertissements des sociétés d'émigration hollandaises relativement aux manifestations d'égotisme et de vanité étaient rarement écoutés. Les sociétés savaient que la réussite initiale de l'immigrant était souvent déterminante pour ses expériences futures. Ce conflit culturel était un phénomène qui n'allait pas au-delà de la première année, car l'immigrant qui réussissait à y survivre se rendait habituellement compte de ses propres limites et de la nécessité d'adopter et d'apprécier les méthodes et le comportement des Canadiens[17].

Bien que conscient des lacunes de la société canadienne, l'immigrant considérait généralement le Canada comme un pays chrétien où la voix de la conscience et les croyances religieuses pouvaient être respectées comme en Hollande. Un grand nombre d'immigrants devinrent des piliers des églises canadiennes locales et furent bien accueillis par les paroissiens. D'autres, comme les orthodoxes calvinistes, bien que conscients de l'intérêt des églises canadiennes, choisissaient souvent de s'établir dans des régions où leurs coreligionnaires étaient déjà installés. Il leur semblait difficile de conserver les normes de la doctrine traditionnelle dans les églises canadiennes, alors que les Églises calvinistes ne préconisaient aucun rituel ou doctrine étrange pouvant entrer en conflit avec le courant principal de la pensée religeuse canadienne[18].

Les immigrants protestants possédaient un avantage net sur leurs frères catholiques. Fondée sur une relation personnelle directe avec Dieu, leur foi n'était pas entièrement dépendante des services d'une église ou d'un pasteur, qui pouvaient néanmoins contribuer à l'accroître et à la renforcer. Par contre, les catholiques avaient besoin d'un prêtre parlant néerlandais pour s'acquitter de leurs obligations religieuses. Jusqu'à ce qu'ils apprennent à parler anglais suffisamment pour se confesser à un prêtre canadien, ils étaient dans l'impossibilité de communier et de recevoir l'absolution.

Bien que certains prêtres hollandais aient agi comme recruteurs d'immigrants, aucun ne reçut de mission à cet effet ni ne bénéficia du soutien des autorités religieuses hollandaises ou canadiennes. L'épiscopat catholique des Pays-Bas était généralement opposé à l'émigration au Canada, sauf lorsque les émigrants

étaient assurés de pouvoir s'acquitter de leurs obligations religieuses. Cette opinion qui allait demeurer un élément de dissuasion certain à l'émigration des catholiques jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale, est en grande partie responsable du fait que l'émigration hollandaise au Canada, de 1890 à 1940, se soit composée principalement de protestants[19]. Les membres moins orthodoxes des deux religions s'inquiétaient assez peu de l'interruption de leur vie religieuse. Les non-croyants, quant à eux, ne s'en souciaient nullement.

L'attitude des immigrants vis-à-vis de l'éducation était généralement acceptée par la société d'accueil. Les Hollandais semblaient accorder une valeur raisonnable à l'instruction, attachant une importance particulière à la lecture, à l'écriture et à l'arithmétique. La perspective essentiellement chrétienne qui était si importante pour l'immigrant orthodoxe n'était pas opposée à la façon de penser des Canadiens, et les écoles privées et confessionnelles coexistaient avec les établissements publics. Les immigrants se rendirent compte, à leur grande satisfaction, que le contrôle des commissions scolaires locales était aux mains des contribuables locaux et qu'il leur serait possible, dans la mesure où leur nombre le justifierait, d'établir des politiques et d'embaucher des enseignants répondant à leurs besoins particuliers[20].

Les Canadiens appréciaient particulièrement le désir d'intégration des immigrants. Les Hollandais attachaient de l'importance à l'apprentissage de l'anglais et leurs enfants adoptèrent rapidement les manières, les façons de voir et la langue du pays d'accueil. Les Gerrit et les Feike eurent tôt fait de s'appeler George et Fred, et dans certains cas même le nom de famille fut anglicisé, Smit devenant Smith et Nieuwenhuis, Newhouse. Les mariages inter-ethniques, bien qu'acceptables pour les Canadiens, semblaient se heurter à une certaine réticence de la part des calvinistes orthoxes hollandais. Mais même là, les parents finissaient par donner leur consentement si l'étranger acceptait de faire partie de l'église hollandaise. Les catholiques, qui appartenaient à une église universelle et qui étaient plus largement dispersés, ne s'opposaient pas aux mariages inter-ethniques s'ils étaient conclus avec un membre de leur église. Les mariages entre membres de religions différentes ne posaient naturellement aucun problème à ceux qui n'appartenaient pas à une église; ces derniers partageaient cependant la méfiance de leurs compatriotes à l'endroit de ceux qui n'étaient pas originaires de l'Europe de l'Ouest et qu'ils considéraient comme moins favorisés qu'eux sur le plan du développement social et intellectuel.

Les émigrants hollandais étaient toutefois différents des autres membres de la société hollandaise. Ils partageaient les problèmes et les handicaps de la majorité, mais contrairement à elle, ils désiraient fuir cette société. Peut-être étaient-ils les sujets les plus énergiques de leur société, comme certains l'ont affirmé; peut-être étaient-ils des inadaptés[21]. Quoi qu'il en soit, ils apportaient avec eux une culture et des traditions fondamentalement égales à celles de la société canadienne et acceptables pour elle. Il s'agissait cependant d'une culture qui portait en elle le germe du conflit et de la division. La nouvelle vie qu'ils commençaient dans leur nouveau pays allait les éloigner de leur passé et donner une direction nouvelle à leur vie, souvent d'une façon aussi inattendue qu'irrévocable.

NOTES

1. Hedges, *Building the Canadian West*, p. 353; Norman Macdonald, *Canada Immigration and Colonization* 1841-1903 (1966), p. 145-146.
2. Veenstra, A.L. *Emigratie en de Nederlandsche Vereniging Landverhuizing* (1914), p. 1, NESC, GAI.
3. Westra, K. «Life of an Immigrant», manuscrit non publié en possession de l'auteur, p. 1.
4. G.L. Boer à la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas, 5 février 1924, NESC, GAI.
5. La Ligue d'émigration des Pays-Bas à F.G. De Veer, 26 juin 1925, NESC, GAI.
6. Hartland, *De Geschiedenis*, p. 147; T.H. De Meester, «Report on Dutch Immigrants to Canada, 1923-24», NESC, GAI.
7. De Boer, J.W.A. «This Land is our Land, It is the Land We Chose for Our Family», manuscrit non publié en possession de l'auteur, p. 4.
8. «Rapport annuel de la Ligue d'émigration des Pays-Bas, 1916»; F.G. De Veer à la Ligue d'émigration des Pays-Bas, 11 juin 1924, NESC, GAI; De Gelder, *A Dutch Homesteader*, p. xii.
9. *De Maasbode*, 28 juin 1929, NESC, GAI.
10. T.H. De Meester à la Ligue d'émigration des Pays-Bas, 17 février 1926; *De Tijd*, 14 juin 1929; *De Residentiebode*, 29 janvier 1929, NESC, GAI.
11. Morzer-Bruyns à R.N.C.A., 23 janvier 1926, NESC, GAI.
12. Maurer, «Compte rendu de voyage», p. 10.
13. Monteyn, «Rapport sur la situation», p. 3-4; pour la description de cas particuliers, voir le rapport du consul général Schuurman au ministère des Affaires extérieures, 16 août 1927, NESC, GAI.
14. Pour l'histoire complète des frères Cox, voir le dossier *Beunhazen*, dans NESC, GAI.
15. Veenstra, *Emigratie*, p. 4-5; Hartland, *De Geschiedenis*, p. 62.
16. F.G. De Veer à la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas, 1er février 1926, NESC, GAI.
17. «Rapport annuel de la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas, 1925», NESC, GAI.
18. De Gelder, *A Dutch Homesteader*, p. xiii; entrevues avec le Révérend T. Hoffman et Mme G. Kamp, Grand Rapids (Michigan), mars 1973; *Friesch Dagblad* (Leeuwaarden), 12 décembre 1928, NESC, GAI.
19. Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas à W.B. Roadhouse, 7 décembre 1927, NESC, GAI.
20. T. Cnossen à *Patrimonium*, 20 août 1925, NESC, GAI.
21. Entrevue avec T. Cnossen par l'auteur, janvier 1970.

CHAPITRE QUATRE

La période d'établissement

LES IMMIGRANTS, 1918-1930

L'intérêt pour l'émigration commença à croître lentement mais sûrement après 1918 et, en 1923, plus de 1 000 personnes quittaient la Hollande à destination du Canada. Les possibilités créées par l'amélioration constante de la situation économique au Canada eurent pour effet de faire augmenter ce nombre encore davantage. Toutefois, les possibilités n'allaient pas être les mêmes partout au Canada.

Malgré le désir du gouvernement canadien de peupler l'Ouest d'ouvriers agricoles compétents, les immigrants montrèrent moins d'intérêt pour cette région qu'ils ne l'avaient fait avant la guerre. Non seulement les bonnes terres étaient-elles rares, mais l'opinion voulait aussi que «la bataille que doit livrer le colon pour survivre est longue et nécessite de la persévérance[1]». Un grand nombre d'immigrants n'étaient pas prêts au sacrifice qu'exigeait la mise sur pied d'une ferme, en termes de dur labeur, de solitude et d'insécurité financière. En quête de régions où il serait plus facile de progresser, ils se tournèrent vers l'Est.

Cependant, l'établissement était encore plus difficile dans les Maritimes que dans les Prairies. Bien que plus peuplées et jouissant d'un climat plus tempéré, les Maritimes n'avaient pas réussi aux colons hollandais venus s'y établir précédemment. La médiocrité des terres arables, l'absence de débouchés et le retard de l'industrie, combinés à l'absence de centres urbains importants, contribuaient à la stagnation de l'économie. Le manque de travail dans le secteur agricole constituait le facteur de dissuasion le plus important. Les immigrants, qui devaient trouver du travail dès leur arrivée étant donné leur manque d'argent, étaient contraints d'en chercher ailleurs au cours des mois où les immigrants arrivaient en plus grand nombre, soit mars, avril et mai. En mars 1925, par exemple, la Nouvelle-Écosse n'annonçait que 14 emplois contre 1 026 pour l'Ontario. Peu d'immigrants étaient disposés à vivre de leur maigre pécule en attendant l'amélioration du marché du travail, et ils quittèrent les Maritimes[2].

Le nombre d'emplois disponibles dans le secteur agricole au Québec n'était que légèrement supérieur à celui des Maritimes; les immigrants qui s'établirent dans cette province choisirent en général la région de Montréal. Étant donné que la plupart des immigrants hollandais étaient protestants, ils se sentaient plus d'affinités avec la communauté anglophone et il était logique qu'ils vivent à l'écart de la société catholique française dominante. À cause du manque de possibilités dans le secteur agricole et de la pénurie de terres bon marché, la plupart des immigrants se trouvèrent confirmés dans leur opinion négative du Québec[3].

Étant donné l'état d'esprit général et les possibilités d'emploi immédiat dans le secteur agricole en Ontario, il n'est pas surprenant que les immigrants se soient tournés vers cette province, qui leur semblait offrir les perspectives d'avenir les plus favorables. La société ontarienne, largement industrialisée et reposant sur une solide base agricole, offrait de très nombreuses possibilités. L'urbanisation réalisée au cours de la guerre avait attiré de nombreux ouvriers agricoles dans les villes et ouvert le marché de l'emploi agricole. En outre, les agriculteurs et ouvriers agricoles hollandais étaient familiers avec l'agriculture mixte pratiquée en Ontario. À cause de la durée plus longue de la saison de culture et de la diversité de la production, les contrats de travail étaient établis sur une base annuelle, ce qui évitait aux ouvriers agricoles d'avoir à chercher des emplois d'hiver dans les chantiers forestiers ou les chemins de fer[4].

La dimension réduite des exploitations agricoles permettant une concentration plus élevée de la colonisation, la perspective d'une vie communautaire et la plus grande possibilité de mise en place d'églises comptaient parmi les autres avantages offerts par l'Ontario. Bien que les immigrants fussent pour la plupart célibataires, les colonies comprenaient aussi des familles; les conditions de logement étaient meilleures en Ontario que dans les Prairies, ce qui constituait un facteur d'attraction pour les hommes mariés. Il est donc compréhensible que l'Ontario soit devenu le foyer de la colonisation hollandaise dans les années 1920.

Trouver un emploi constituait la première priorité pour les Hollandais qui arrivaient en Ontario. Certains étaient munis de lettres d'introduction leur ayant été remises par les agents de réservations ou les représentants de sociétés de transport de Hollande. D'autres avaient déjà un emploi, qui leur avait été procuré par l'inspecteur de l'immigration canadienne aux Pays-Bas. Ceux qui n'avaient pas de travail garanti, et qui étaient obligés d'en trouver par leurs propres moyens, s'adressaient généralement aux agences de placement ou à la direction de l'immigration et de la colonisation du ministère de l'Agriculture de l'Ontario. La plupart du temps, les agents du ministère envoyaient les immigrants chez un Hollandais connu localement ou chez le représentant de la Fondation centrale d'émigration. Si la Fondation procurait généralement des emplois satisfaisants aux immigrants, ce n'était pas le cas des autres agences[5].

Un grand nombre d'immigrants se rendirent bientôt compte que les promesses mirifiques des agents étaient fallacieuses et que ce qui les attendait souvent était de maigres salaires et des conditions de logement médiocres. Un immigrant du CP ayant connu l'échec écrivait : «Je préférerais passer six mois en prison (en Hollande) plutôt que de devoir travailler au Canada[6].» Même ceux qui avaient été recrutés par la Société calviniste d'émigration, et placés au Canada par la Holland Reformed Immigrant Aid Society, se demandaient parfois quel était l'objectif prioritaire de cette dernière : la sécurité financière de l'immigrant ou l'établissement de congrégations religieuses au Canada. Il semblait à certains que la societé se préoccupait par trop du salut éternel au détriment de la vie terrestre[7]. La plupart des immigrants, qui n'avaient pas le choix, s'attelèrent à la tâche tout en ne perdant pas de vue la possibilité de trouver un autre emploi; d'autres, cédant à la colère, à l'ennui et au dégoût, demandèrent à être rapatriés. Le consul général des Pays-Bas à Montréal devait se contenter de fulminer contre les activités des agents et les emplois médiocres procurés aux immigrants, et tenter de trouver un moyen de renvoyer en Hollande ceux qui le réclamaient[8].

Pas plus que ceux de l'Ouest avant la guerre, les agriculteurs ontariens ne faisaient preuve d'altruisme lorsqu'il s'agissait d'embaucher des ouvriers agricoles. Une lettre adressée au consul des Pays-Bas à Toronto en 1927 est caractéristique des demandes des agriculteurs ontariens : «Pouvez-vous nous trouver un Hollandais. . . ayant toujours travaillé dans l'industrie laitière, âgé de 30 ans, célibataire, d'intelligence moyenne, rapide et dur au travail, sachant traire rapidement et habitué aux trayeuses mécaniques[9].» Tandis que l'agriculteur dont il est question ici offrait un salaire convenable et de bonnes conditions de travail, d'autres voyaient l'immigrant comme quelqu'un à exploiter. Un ouvrier agricole de Chatham (Ontario) décrivait son travail dans les champs de betteraves comme un pur «esclavage» et se plaignait d'avoir à travailler douze heures par jour, sept jours par semaine. Il affirmait que certaines familles d'immigrants, incapables de supporter le travail et dans l'impossibilité d'en trouver ailleurs, se tournaient vers la contrebande d'alcool et la prostitution. Les journaux hollandais faisaient aussi état des mésaventures d'autres immigrants trompés par leur employeur. Le fermage était apparemment une pratique dangereuse; certains agriculteurs faisaient saisir la récolte pour remboursement de dettes, lorsque les prix étaient bas. Quand le huissier la mettait en vente, ils la rachetaient pour un tiers du prix demandé[10].

La plupart des immigrants eurent plus de chance. Ils travaillèrent beaucoup, s'attachèrent à apprendre les méthodes agricoles en vigueur au Canada et acquirent de l'expérience, de même qu'un petit capital. Quelques-uns réussirent à acheter une ferme, mais la plupart continuèrent à travailler comme ouvriers agricoles à cause du prix prohibitif des terres aménagées en Ontario. Même les immigrants arrivés avec un capital n'avaient pas les moyens d'acheter des fermes du sud et du sud-ouest de l'Ontario, région de concentration des colonies hollandaises. Ceux qui firent l'erreur d'acheter une terre immédiatement après leur arrivée furent victimes de leur propre hâte. Sans expérience

de l'agriculture canadienne, il arrivait souvent qu'ils perdent leur avoir à acheter des terres improductives ou des fermes trop petites pour faire vivre leur famille, ou n'offrant aucune perspective de progrès[11]. Démunis et ne prévoyant aucune possibilité de réussite, ils allaient tenter leur chance en ville, ou réclamaient leur rapatriement en Hollande, ou repartaient à zéro dans l'Ouest.

L'Église fit beaucoup pour soutenir les immigrants hollandais en Ontario, particulièrement les protestants. Les immigrants catholiques, assez peu nombreux, étaient rapidement assimilés dans les paroisses locales. Cela est particulièrement vrai des régions de betteraves à sucre du sud-ouest de l'Ontario où une colonie de catholiques parlant flamand était établie. Les protestants étaient dispersés dans les exploitations maraîchères, les vergers ou les fermes laitières du district de Hamilton ou dans les fermes de betteraves du sud-ouest de l'Ontario, près de Chatham et de London, ou à proximité d'Essex ou de Sarnia. Il leur était plus difficile d'entretenir des contacts sociaux, et l'ennui et l'éloignement constituaient des problèmes pressants. En vue d'apporter une solution à ces problèmes, l'Église chrétienne réformée établit rapidement des congrégations à Hamilton (1925), Chatham (1926), Sarnia (1926) et Essex (1928). Généralement trop pauvres pour garder un pasteur en permanence, ces communautés étaient desservies par des missionnaires, des séminaristes, des pasteurs associés et des membres de conseils d'églises. Elles réussissaient cependant à répondre aux besoins sociaux et religieux de la communauté protestante hollandaise. Réagissant avec enthousiasme, la majorité des immigrants venaient souvent de très loin pour assister au service religieux hebdomadaire. Des réunions avaient lieu dans les salles paroissiales, les églises ou les maisons privées des environs. C'était l'occasion de nouer des idylles, de célébrer mariages et baptêmes et de discuter de nouvelles possibilités d'emploi. Le soutien et l'engagement des immigrants n'appartenant pas à une église étaient bien accueillis, et la communauté acquit une certaine mesure de force et de solidarité. L'Église était la seule institution à s'adresser à ces exilés dans leur langue et à créer sur cette terre étrangère un lieu où les immigrants se sentaient un peu chez eux. Les difficultés avec les employeurs, le travail harassant, les craintes personnelles prenaient moins d'importance et, le dimanche soir, la plupart des immigrants rentraient chez eux spirituellement régénérés[12].

Dans les années 1920, alors que la majorité des immigrants choisissaient l'Ontario pour destination, certains continuaient d'être attirés par les Prairies. Au cours de leur premier arrêt à Winnipeg, ils s'étaient trouvés en contact avec la plus ancienne communauté hollandaise du Canada; certains décidaient alors que leur long périple s'arrêterait là et, en 1929, la colonie comptait presque 5 000 personnes. Comme il était plus facile de se loger à Winnipeg, un grand nombre de familles d'immigrants et de célibataires s'établirent en ville où ils trouvèrent du travail. Le ministère de l'Immigration envoyait régulièrement des ouvriers agricoles dans les exploitations maraîchères hollandaises. Les avantages sociaux d'une communauté hollandaise déjà établie constituaient un facteur d'importance lorsqu'il s'agissait de déterminer si un immigrant resterait à Winnipeg ou s'il irait plus à l'Ouest. Un grand nombre de nouveaux arrivés

préférèrent la sécurité de Winnipeg à l'incertitude de la vie dans la prairie sans fin[13].

Les immigrants qui décidaient d'aller plus à l'Ouest pouvaient compter sur un certain nombre d'organismes pour les aider à trouver du travail ou des terres. Les services de colonisation des sociétés ferroviaires, les représentants du ministère de l'Immigration et la Fondation centrale d'émigration, en collaboration avec les bureaux d'emploi du gouvernement, s'employèrent à trouver du travail et des terres pour les immigrants. Avec la création de la Holland Reformed Immigrant Aid Society, en 1927, une vaste gamme de services s'offrait aux immigrants. Les divers représentants et agences expédièrent la plupart des immigrants en Saskatchewan et en Alberta, où ils leur avaient trouvé du travail et des terres[14].

Toutefois, les conditions dans les régions arides de ces provinces n'étaient pas toujours propices à la poursuite de la colonisation. Les premiers colons hollandais, à l'exemple d'un grand nombre de leurs voisins canadiens, ne maîtrisaient pas complètement les techniques de l'agriculture dans les régions semi-arides du sud de l'Alberta. La culture annuelle avait épuisé l'humidité du sol. La culture alternée, introduite par un des premiers colons hollando-américains, était souvent ignorée au profit de vastes cultures. La période de sécheresse de trois ans, qui avait commencé en 1917, avait contribué à assécher davantage le sol et à diminuer les récoltes, et permis au vent incessant de commencer à emporter au loin la couche arable. Les difficultés du transport et de la vente du blé et le déclin rapide de l'économie canadienne ajoutaient aux problèmes des récoltes. La dissolution de la Commission du blé, en 1920, mettait fin à la réglementation gouvernementale des ventes de blé, et la crise économique, qui commença en 1920, fit chuter le prix des récoltes, rendant souvent la marge de profit trop mince pour rentabiliser l'agriculture. Un grand nombre d'agriculteurs hollando-canadiens décidèrent d'aller ailleurs[15].

Plusieurs familles hollandaises des régions arides de l'Alberta allèrent s'établir dans les régions nouvellement développées des alentours de Monarch, Crossfield et Bottrel (Alberta). D'autres décidèrent de quitter les Prairies et de s'installer à Abbotsford (Colombie-Britannique). En outre, les colonies hollando-américaines de l'état de Washington, créées en 1890, étaient pourvues de terres bon marché en abondance, les pluies y étaient suffisantes et on y trouvait des églises hollandaises. Colons, ouvriers agricoles sans emploi et aventuriers quittaient les Prairies pour Everett, Lynden, Seattle et Oak Harbor (Washington). Il semble que chaque colonie hollandaise de l'Ouest canadien ait fourni au moins un homme ou une famille à l'effort de colonisation hollandaise dans l'état de Washington[16].

Les conditions s'améliorèrent dans les provinces de l'Ouest au milieu des années 1920, à cause de la création du Syndicat du blé en 1924, des précipitations suffisantes, de la stabilisation des prix et de l'accroissement du rendement des récoltes découlant des techniques et des variétés nouvelles de céréales. Le redressement de la situation économique nationale, amorcé en 1925, semblait aussi annoncer le retour de jours meilleurs. En conséquence, les

agriculteurs célibataires prospères, qui étaient retournés en Hollande pour trouver une femme, recrutèrent également des ouvriers agricoles pour travailler dans les communautés hollandaises. Bien que la terre bon marché fût rare, les jeunes ouvriers agricoles capables étaient assurés de trouver du travail. Tant que les récoltes furent bonnes et que les prix demeurèrent stables, ces colonies continuèrent d'attirer les immigrants.

La rareté des terres obligea les fils des colons et les nouveaux immigrants à chercher de nouvelles régions où s'établir. Un district semblait intéressant à l'ouest de Lacombe, au centre de l'Alberta. Cette région, qui se trouvait dans les limites de la zone boisée et humide, convenait à l'agriculture mixte et pouvait accueillir céréales, pâturages, bétail et porcs. Elle était cependant encore boisée et il fallait la défricher. Les colons recrutés dans les Pays-Bas par la Société calviniste d'émigration arrivèrent en 1927, 1928 et 1929. Travaillant à titre d'ouvriers agricoles et défrichant dans leurs temps libres, ils entreprirent de rendre la terre cultivable et d'assécher les marécages. Le processus de colonisation était lent et pénible; les ventes initiales étaient peu importantes, et jusqu'à l'arrivée des familles, la solitude était lourde. En 1930, les débuts modestes mais déterminés de la colonie de Lacombe constituaient pour les Hollandais un gage de réussite pour l'avenir. La mise sur pied de services religieux dès le début et le projet de création d'une église réformée chrétienne contribuèrent largement à unir les colons hollandais et les aida à surmonter les périodes difficiles[17].

Les communautés hollandaises d'Edmonton et de Neerlandia s'étaient agrandies pendant la guerre mais, à l'instar de Nobleford, leur croissance avait ralenti au cours des années 1920. Dans les villes, le travail était rare pour les immigrants et, bien qu'il ne manquât pas à la campagne, on n'y trouvait pas assez de terres ou d'exploitations agricoles bon marché. En 1920, le développement de la colonie de Neerlandia ayant atteint un plafond, un grand nombre de fils de colons se virent forcés de chercher des terres ailleurs. Certains choisirent la colonie de Lacombe, tandis que d'autres préférèrent évaluer les possibilités offertes par le nord de la Saskatchewan et de l'Alberta. En l'occurrence, il arrivait souvent qu'un grand nombre de jeunes célibataires, des immigrants surtout, dussent travailler comme ouvriers agricoles l'été, et s'en aller dans les villes de la côte ouest l'hiver. De nombreuses familles, incapables de trouver des emplois permanents, se fixèrent dans les villes ou optèrent pour la sécurité de la vie en Ontario.

En dépit des difficultés, chaque année voyait arriver une nouvelle vague d'immigrants dans l'Ouest. Pour certains, le climat tempéré de la côte de la Colombie-Britannique contrastait agréablement avec les températures extrêmes des Prairies. Les célibataires et les familles cherchèrent des emplois d'artisans ou d'ouvriers, mais la majorité s'engagèrent dans les fermes des alentours de la ville de Vancouver. En 1929, une église réformée chrétienne et une société d'aide aux immigrants furent créées, mais la rareté des terres bon marché découragea les colons de venir s'installer en grand nombre dans la région. La communauté hollandaise continua toutefois de croître et, en 1931, 1 936

personnes d'origine hollandaise étaient réputées vivre à Vancouver. La région devait constituer le dernier refuge de ceux qui ne pourraient réussir ailleurs[18].

LES ANNÉES TRENTE

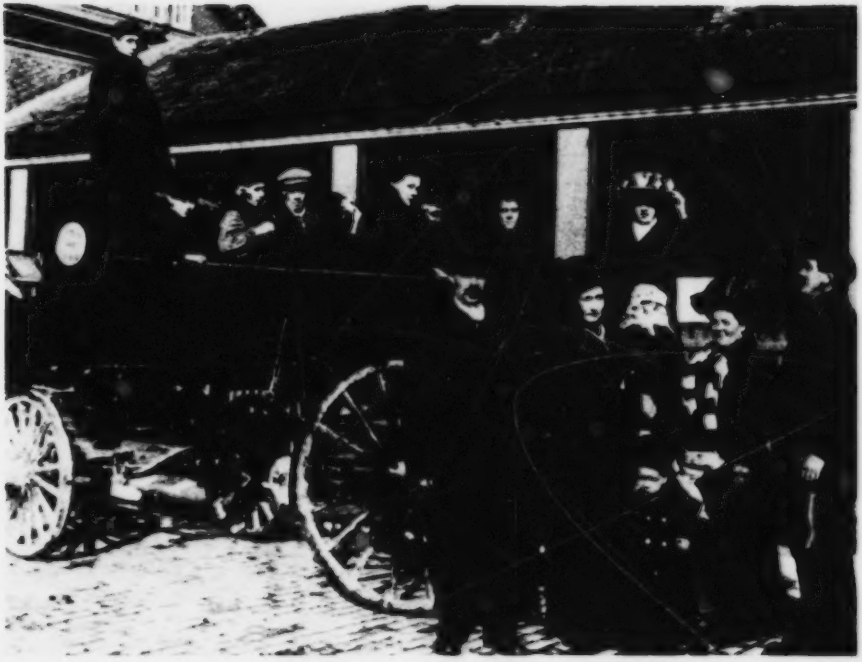
À l'automne de 1929, les prix des produits agricoles se mirent à baisser partout au Canada. Le cultivateur de blé de l'Ouest, déjà en butte à des récoltes insuffisantes, se vit forcé de vendre son blé à des prix toujours plus bas. Le prix atteint en 1930, soit soixante-quatre cents le boisseau, annonça le début de la fin pour les agriculteurs dont la marge de profit était trop faible pour leur permettre de régler leurs dettes. La plupart des agriculteurs avaient déjà connu des périodes difficiles et un grand nombre d'entre eux s'accrochèrent à l'espoir d'un redressement économique, espoir que semblait partager le gouvernement canadien, qui continuait à permettre, au printemps de 1930, le recrutement d'immigrants agricoles.

La demande de tels immigrants avait toutefois considérablement diminué. Les agriculteurs de l'Est et de l'Ouest ayant décidé de réduire leurs frais, les emplois disponibles étaient plus rares. La situation dissuada les candidats hollandais à l'émigration de donner suite à leur projet et seulement 788 personnes vinrent au Canada en 1930, contre 1 458 l'année précédente[19]. En août 1930, le gouvernement canadien se rendit compte que non seulement les immigrants avaient du mal à trouver du travail, mais qu'ils enlevaient aussi celui des Canadiens. En conséquence, le gouvernement décida de limiter l'admission aux familles de résidents canadiens et à celles qui possédaient des ressources suffisantes pour s'établir dans une ferme dès leur arrivée au Canada[20].

La limitation de l'immigration eut des répercussions importantes, tant aux Pays-Bas qu'au Canada. La nouvelle réglementation empêchait en fait l'entrée des immigrants subventionnés et des ouvriers agricoles, c'est-à-dire de ceux qui avaient constitué le gros de l'immigration auparavant. Le nombre d'immigrants pouvant satisfaire aux exigences du Canada diminua rapidement. Les chiffres les plus fiables dont on dispose indiquent une baisse constante de l'immigration hollandaise, qui passa de 269 personnes en 1931 à seulement 148 en 1934. Le gros de l'immigration de l'époque se composa des familles d'immigrants déjà installés, car ceux qui possédaient un capital hésitaient à quitter un pays connu pour un pays inconnu. Le nombre des immigrants augmenta à 208 personnes en 1935 pour retomber à 192 en 1936, puis entreprit une lente remontée pour atteindre 411 en 1939. Le début de la Deuxième Guerre mondiale ramena ce chiffre à 238 en 1940, année où l'immigration hollandaise cessa temporairement. Le nombre total d'immigrants arrivés au Canada de 1930 à 1940 ne dépassa pas 3 184[21].

Durant la crise économique, le gouvernement continua de limiter l'immigration principalement à ceux qui pouvaient compter sur des parents pour assurer leur subsistance ou aux personnes possédant des ressources suffisantes pour entreprendre d'exploiter une ferme et de gagner leur vie. Au cours des premières années de la crise, le gouvernement canadien informa ce dernier

M. et Mme John Kuyten et leur fils Frank, Strathmore (Alberta), vers 1912
(Archives Glenbow, Calgary, NA 3503-9)



Immigrants hollandais s'en allant prendre le traversier du chemin de fer Grand Tronc, Québec, vers 1900. (Directie voor de Emigratie, La Haye)

1915

M. et Mme Luite Visscher, New Holland (Alberta), 1915. (Archives Glenbow, Calgary, NA 4520-3)

Le soldat Kornelius Gerrit Devries, 50e Bataillon, 21e Réserve, F.E.C., vers 1914-1918.
(Archives Glenbow, Calgary, NA 3007-1)

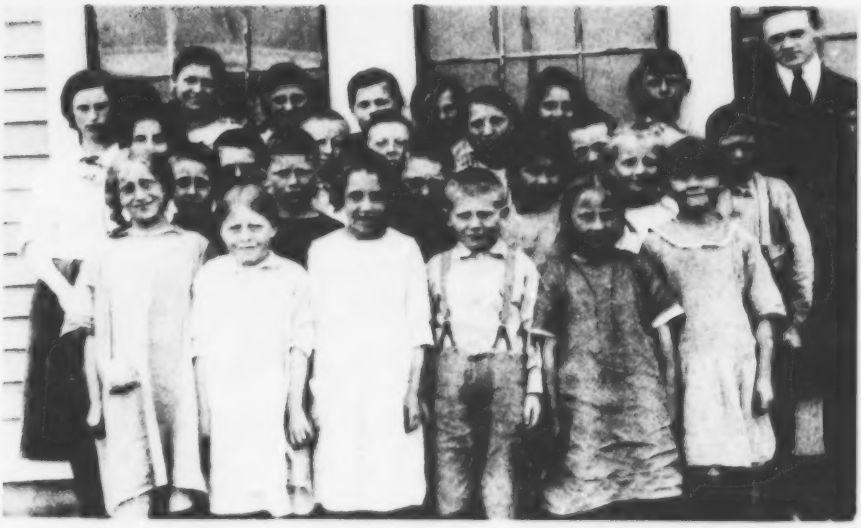
La cabane de mottes de terre de Janus Bestebroer et le bureau de la Netherlands Transatlantic Mortgage Co., Morse (Saskatchewan), vers 1915.
(D. Hoogeveen, Regina)

La maison Van Wyk, Didsbury (Alberta), 1915.
(Mme H. Van Wyk, Calgary)

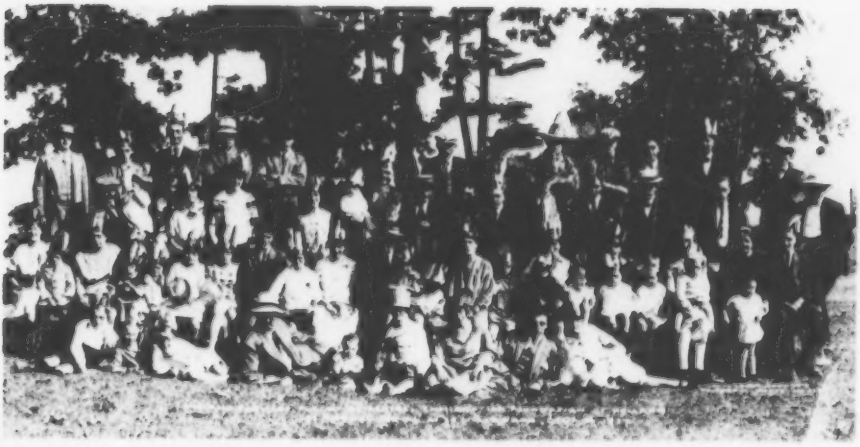
Les fidèles de la Première Église réformée, New Holland (Alberta), 1924.
(Archives Glenbow, Calgary, NA 4520-10)

Arrivée d'un groupe de Hollandais à Winnipeg, années 1920.
(Directie voor de Emigratie, La Haye)

Janus Bestebroer et M. Droogleever-Fortuyn, Teulon (Manitoba), années 1920.
(D. Hoogeveen, Regina)



Élèves et instituteurs de l'école de New Holland, New Holland (Alberta), 1921.
(Archives Glenbow, Calgary, NA 4520-5)

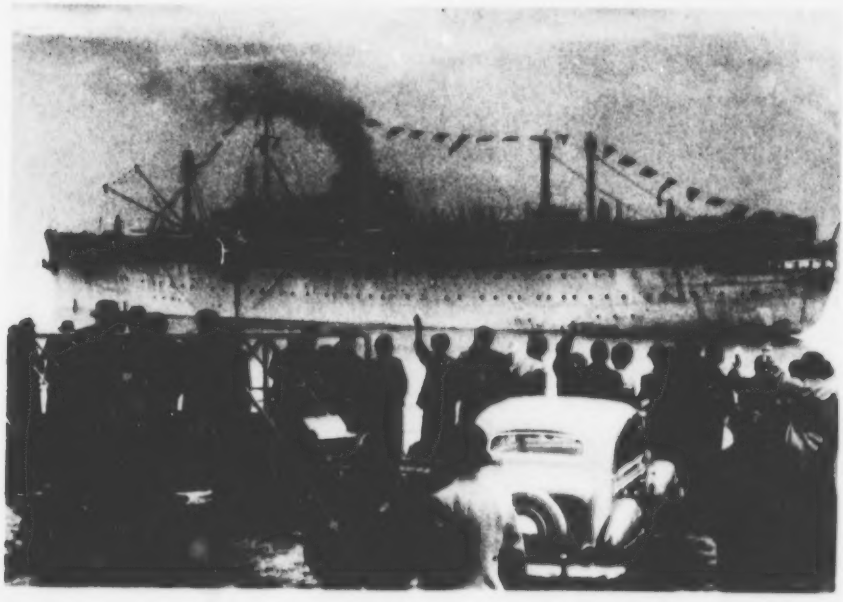


Cultivateurs hollandais placés par la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas. Premier pique-nique annuel, parc La Salle, 1927.
(Directie voor de Emigratie, La Haye)

Symen Van Wyk, cowboy et garde forestier albertain, Nordegg, vers 1930.
(Mme H. Wan Wyk, Calgary)

Le caporal Bernard M. Mason, de Strathmore (Alberta), et Wilhelmina E. de Weerd, de Heemskerk, Hollande Septentrionale. Heemskerk, le 10 avril 1946.
(M. et Mme B. Mason, Calgary)

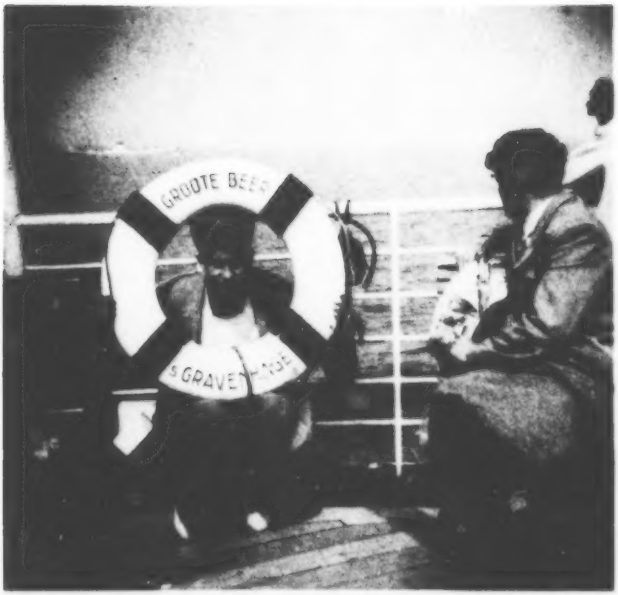
La caisse de meubles de la famille Bezeuyen, Den Helder, 1951.
(J. Bezeuyen, St. Catharines)



Départ au quai, Pays-Bas, années 1940 et 1950.
(Directie voor de Emigratie, La Haye)

Le départ pour l'église, Beamsville (Ontario), 1949
(M. Ganzevoort, Niagara-on-the-Lake)

Arrivée à St. Catharines des familles Van Eek et Bezeuyen, parties de Québec, avril 1951.
(J. Bezeuyen, St. Catharines)

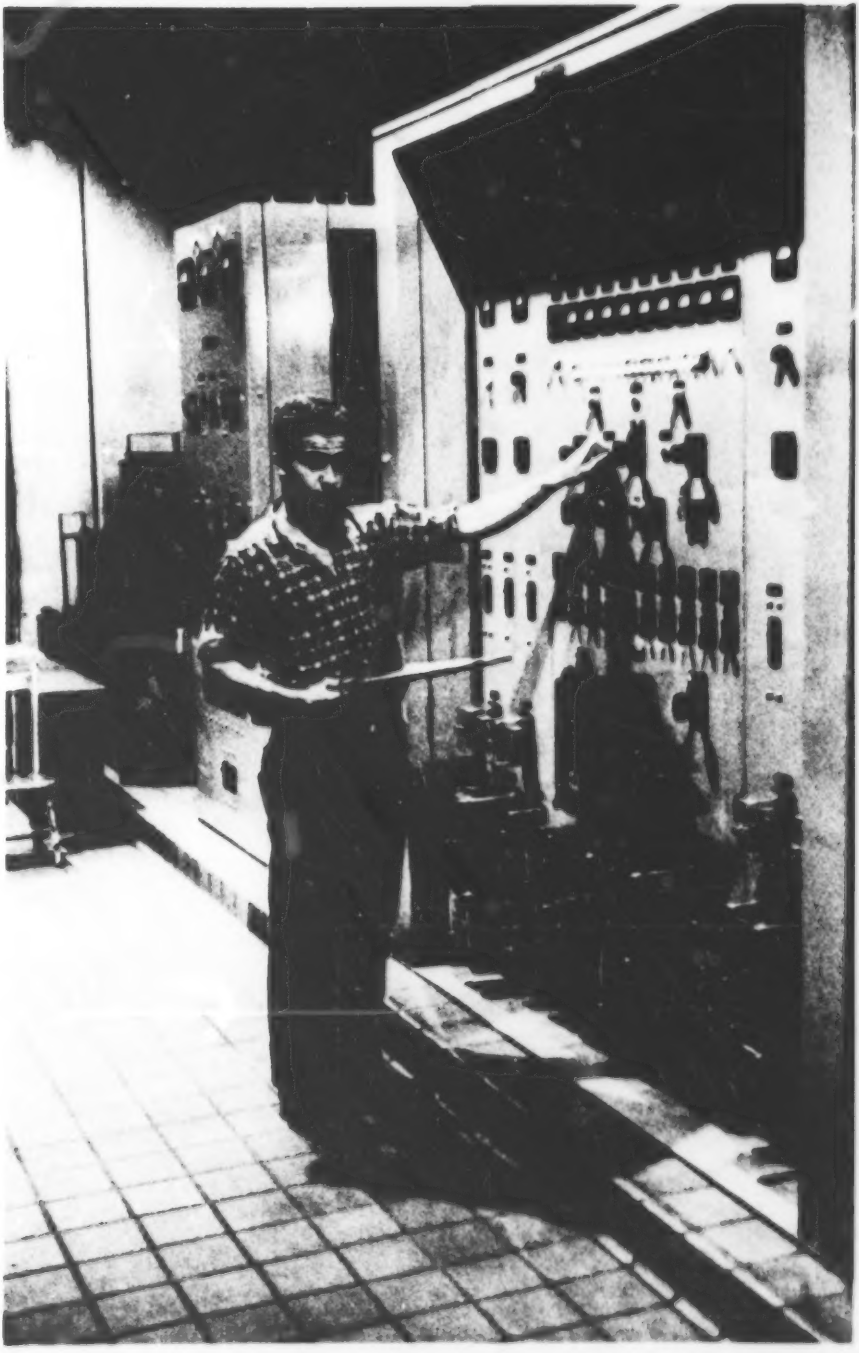


J.C. Damen sur le Groote Beer, en route vers le Canada, 1953.
(J.C. Damen, Penticton)

Le binage des betteraves dans le sud de l'Alberta, années 1950.
(Famille Stuyvenberg, St. Catharines)

La première maison au Canada, Coaldale (Alberta), années 1950.
(Famille Stuyvenberg, St. Catharines)

La famille Hamoen et sa première voiture, une Dodge 1933, Clinton (Ontario), 1952.
(Famille Hamoen, St. Catharines)



J.C. Damen, à l'usine Alcan de Kitimat (C.-B.), vers 1954
(J.C. Damen, Penticton)

L'ancienne bâtisse de l'Église chrétienne réformée Maranatha (construite en 1951) et la nouvelle, à St. Catharines (Ontario), 1954.
(Famille Bezeuyen, St. Catharines)

Le départ pour le Canada, Schiphol (Pays-Bas), 20 avril 1955.
(J. Lowensteyn, Rosemère)

groupe d'immigrants que le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse constituaient les seules régions propices à la colonisation[22]. Les gouvernements fédéral et provinciaux croyaient que les agriculteurs hollandais pourraient remettre en production des fermes abandonnées de ces provinces. La Fondation d'émigration des Pays-Bas entreprit une enquête, qui révéla qu'il serait difficile pour les immigrants de s'établir dans ces régions, étant donné l'état des fermes abandonnées, le manque de moyens de transport et le déclin des prix. La Fondation observa en outre que ceux qui possédaient une propriété ou des biens en Hollande auraient du mal à en disposer. Compte tenu de ces problèmes et du manque d'intérêt des citoyens hollandais, la Fondation rejeta le projet de colonisation des Maritimes[23].

Le gouvernement canadien devenait de moins en moins enclin, au fur et à mesure que la crise économique s'aggravait et que le chômage augmentait, à accepter les immigrants subventionnés et, en janvier 1934, l'entrée leur fut interdite. Cela voulait dire que même les immigrants qui possédaient une partie des 1 000 $ exigés par le gouvernement ne pouvaient emprunter la différence auprès de la Fondation d'émigration des Pays-Bas en vue d'émigrer au Canada. L'amélioration de la situation économique au Canada après 1936 incita le gouvernement à rouvrir quelque peu ses portes à l'immigration. En 1937, outre les agriculteurs qualifiés possédant un capital et les familles des immigrants déja établis, toutes les personnes disposant des ressources nécessaires à l'établissement de leur propre entreprise, et satisfaisant aux autres exigences des lois sur l'immigration, se virent accorder la permission d'entrer au Canada. Le gouvernement décida d'élargir la catégorie des immigrants admissibles aux fils et aux filles mariés et aux petits-enfants des familles d'agriculteurs établies au Canada[24].

Afin de favoriser les affaires des sociétés ferroviaires canadiennes, les fonctionnaires des consulats canadiens aux Pays-Bas furent avisés de n'accorder de certificat d'immigration qu'à ceux qui viendraient au Canada sous les auspices du CN ou du CP. Tous les immigrants potentiels qui présentaient une demande d'assistance à la Fondation d'émigration des Pays-Bas recevaient des renseignements sur la vie au Canada et étaient ensuite référés au représentant du CN, qui prenait les dispositions nécessaires à leur transport à bord des navires de la Holland-America Line. L'agent de transport du CP veillait à ce que les émigrants qui lui étaient référés voyagent à bord des navires du CP[25].

La déclaration de guerre prononcée par le Canada contre l'Allemagne, le 10 septembre 1939, menaça de mettre totalement fin à l'immigration. Le prix des voyages à bord de bateaux neutres grimpa de 40 pour cent, et les sous-marins et les mines faisaient de la traversée une aventure périlleuse. Le gouvernement canadien, pensant sans doute aux besoins qu'engendrerait la guerre, continuait d'encourager le recrutement d'agriculteurs hollandais. La détérioration de la situation en Europe provoqua un regain d'intérêt des Hollandais pour l'immigration. En outre, quelques juifs hollandais, qui en avaient les moyens, voulaient assurer leur sécurité en émigrant dans ce pays lointain qu'était le Canada. Les émigrants hollandais continuèrent d'arriver au Canada

jusqu'à ce que l'Allemagne envahisse les Pays-Bas le 10 mai 1940, mettant ainsi fin à la précaire neutralité de ce pays[26].

Les immigrants hollandais arrivés au Canada en 1929 et en 1930 avaient à peine eu le temps de s'adapter à la vie canadienne, lorsque la situation économique commença à se détériorer. Ceux qui avaient la chance d'avoir un emploi essayèrent de le conserver : il s'agissait surtout d'ouvriers agricoles dont l'avenir dépendait entièrement de la vente des produits de leur employeur. La plupart arrivèrent à garder un emploi et à ne pas vivre aux crochets de l'État. Ceux qui durent solliciter l'aide de leur municipalité constatèrent que cela n'allait pas sans difficulté et que ceux qui ne possédaient pas la citoyenneté canadienne étaient passibles de déportation, si les fonctionnaires locaux estimaient qu'ils dépendraient en permanence de la charité publique.

Les étrangers étiquetés «fardeau public» par les fonctionnaires locaux attiraient rapidement l'attention des fonctionnaires de l'immigration. Une enquête était ouverte pour déterminer le potentiel de travail de l'immigrant, ses compétences, ce qu'il possédait, ainsi que toute responsabilité qu'il pouvait détenir relativement à d'autres personnes résidant au Canada. Des 201 immigrants hollandais déportés entre 1930 et 1935, plus de la moitié avaient de la famille au Canada. Soixante pour cent des déportés étaient classés comme fardeau public, tandis que les autres étaient déportés pour des raisons médicales, civiles ou criminelles, ou parce qu'ils accompagnaient des personnes déportées.

Le phénomène de la déportation ne se limita pas au groupe des immigrants hollandais. Il est certain que les déportations d'immigrants furent plus fréquentes durant les pires années de la crise économique et que c'est en 1932 que leur nombre a été le plus élevé. Il semble que le gouvernement canadien ait régulièrement usé de ses pouvoirs pour déporter les immigrants considérés comme une charge financière.

Les immigrants hollandais désireux d'éviter la déportation se rendirent chez le consul général des Pays-Bas à Montréal. Certains voulaient de l'argent pour se remettre sur pied, mais la plupart demandèrent à être rapatriés. Avant la crise, le consul général, M. J.A. Schuurman, avait reçu des demandes de cette nature, mais elles se multiplièrent au point que ses services étaient débordés et ses fonds presque épuisés. Sa première réaction fut de se retourner contre les sociétés d'immigration semi-officielles, qu'il accusa d'avoir mal sélectionné les immigrants. Les tenant responsables de la situation, il leur demanda de le rémunérer pour son travail. La Fondation d'émigration des Pays-Bas, après avoir soigneusement étudié les cas soumis par le consul général, nia toute responsabilité et jeta le blâme sur les vrais responsables : les agents des sociétés de transport. Le consul général estima qu'il serait inutile de porter plainte auprès du gouvernement canadien. Précédemment, les sociétés de transport avaient refusé d'écouter les protestations de la Ligue d'émigration des Pays-Bas relativement aux activités de leurs agents. Malgré les douzaines de cas bien documentés prouvant que les immigrants avaient été trompés par des promesses fallacieuses, les sociétés laissèrent leurs agents continuer d'agir à leur guise.

La seule conclusion possible pour les Hollandais était que cette activité était trop lucrative pour que les sociétés souhaitent la voir cesser, et que le gouvernement canadien, qui était sous leur influence, fermait les yeux. Il ne restait plus au ministère des Affaires étrangères et à son consul général au Canada qu'à tenter de venir en aide au plus grand nombre possible d'immigrants indigents et désespérés, en puisant dans leurs propres fonds. Ils pourraient au moins compter sur l'aide de la Fondation et de ses représentants. La décision de ne pas abandonner les immigrants à leur sort devait avoir des conséquences importantes pour la colonie de Holland Marsh en Ontario[27].

HOLLAND MARSH

L'histoire de la colonie de Holland Marsh illustre bien la façon dont la plupart des immigrants hollandais réagirent face aux défis particuliers de la décennie. Non seulement luttèrent-ils pour survivre, mais ils s'appliquèrent à établir leur sécurité économique et leur indépendance financière au cours d'une période extrêmement difficile.

En dépit des difficultés de la situation économique, ni la Fondation d'émigration des Pays-Bas, ni John Snor de Hamilton, antiquaire et à ses heures représentant de la Fondation au Canada, n'abandonnèrent l'espoir de poursuivre l'immigration. Craignant qu'il ne soit difficile à une famille de s'établir seule, ils entreprirent d'étudier la possibilité de créer une colonie. Regroupés au sein d'une colonie, les immigrants possédant de l'argent pourraient échanger des services, partager le matériel agricole et mettre leurs ressources en commun. Et, facteur peut-être encore plus important, la vie en colonie favoriserait l'unité et la solidarité, ce qui aiderait les colons à surmonter les épreuves.

John Snor se mit en quête d'un endroit susceptible de convenir aux agriculteurs hollandais. Il crut avoir trouvé ce qu'il cherchait lorsqu'il découvrit les Holland Marsh (les Marais hollandais), région située au déversoir du lac Simcoe, à vingt-cinq milles au nord de Toronto. Une grande partie des Marais était envahie de broussailles et d'arbres; cependant, des canaux de drainage avaient été construits par des investisseurs privés et l'épaisse couche de terre noire était idéale pour la culture maraîchère. Une partie de la région avait été mise en production entre 1900 et 1930, mais de nombreuses terres non aménagées étaient encore disponibles et un certain nombre de maraîchers, dont quelques Hollandais, y exploitaient déjà des fermes où ils cultivaient des légumes destinés au marché de Toronto.

Snor estimait qu'il serait possible à une colonie d'agriculteurs hollandais possédant les capitaux nécessaires de s'établir avec succès dans la région. Il sollicita l'aide de la Fondation et du ministère de l'Immigration et de la Colonisation du Canada. En 1932, la Fondation envoya D.C. Peters, attaché agricole à Washington, dans la région pour étudier les possibilités de succès. Ce dernier déclara que les Marais constitueraient un endroit vraiment intéressant pour l'établissement des immigrants arrivant au Canada avec les 1 000 $ requis. Le rapport de Peters ainsi que les recommandations et les plans de Snor firent

l'objet d'un examen attentif de la part des Hollandais et des Canadiens et, comme ni le gouvernement fédéral, ni ceux des provinces ne s'opposaient au projet, la Fondation décida de recruter des immigrants pour la colonie de Holland Marsh[28].

La campagne de recrutement fut un échec total. Aucun candidat hollandais possédant suffisamment d'argent pour s'établir dans la région des Marais ne se présenta. En outre, la propriété des terres était contestée, et des demandes reconventionnelles étaient continuellement déposées devant les tribunaux canadiens. De plus, le commerce des produits maraîchers était entre les mains des revendeurs de Toronto qui imposaient des frais de manutention de 12 pour cent sur tous les légumes mis en marché, dont ils contrôlaient entièrement la distribution. La situation ne présageait rien de bon pour l'agriculteur indépendant pour qui la seule possibilité demeurait la construction d'entrepôts coopératifs et d'installations de commercialisation, projet qu'il n'avait pas les moyens financiers de mettre à exécution[29].

À regret, la Fondation arriva à la conclusion qu'il fallait abandonner le projet de colonisation. L'absence de titres de propriété non équivoques constituait un facteur de dissuasion certain, de même que la décision du gouvernement canadien d'interdire toute immigration subventionnée. L'augmentation du chômage souleva des objections dans la région, ce qui incita le gouvernement à mettre en doute la pertinence d'encourager un tel projet en cette période économique difficile. Finalement, le conflit entre la Fondation et Snor au sujet du salaire de ce dernier, et des allégations d'irrégularités dans la comptabilité entraînèrent une rupture complète. En 1934, Snor était congédié à titre de représentant de la Fondation[30].

Entre-temps, Snor avait étudié la possibilité de créer sa propre colonie à l'intention d'agriculteurs canadiens et d'immigrants hollandais résidant déjà au Canada. Au printemps de 1934, il conclut une entente avec la Canada Company, important propriétaire terrien de la région, pour l'achat d'un lot de terres, qui serait asséché, sur lequel des maisons seraient construites et dont la mise en valeur serait encouragée. Il entreprit de défricher les terres, de réparer les canaux d'écoulement des eaux, et de préparer le sol pour la culture, tous travaux de longue haleine qu'il effectua à ses frais dans l'espoir que la vente des terres le rembourserait de son temps et de ses dépenses, et qu'il en retirerait un bénéfice. Snor passa l'année 1934 à préparer la terre et à construire des maisons. Toutefois, la réponse des colons ne fut pas enthousiaste et seulement six familles, hollandaises et canadiennes, lui achetèrent des terres. Hanté par le spectre de la faillite, Snor chercha désespérément des moyens de sortir de sa fâcheuse situation financière[31].

Il découvrit que la *Relief Land Settlement Agreement* de 1932 lui offrait la possibilité de sauver ses finances et ses projets. En vertu de cet accord, les gouvernements fédéral et provinciaux «soutenaient des programmes visant à établir les personnes admissibles à l'aide sociale sur des terres situées dans des régions du Canada non encore colonisées. En théorie, l'argent dépensé en un an par une municipalité pour subvenir aux besoins d'une famille pourrait

permettre à celle-ci de s'autosuffire si elle s'établissait sur une ferme[32]. » Snor pensa qu'un tel programme était fait sur mesure pour venir en aide aux immigrants hollandais travailleurs confrontés à la ruine ou à la déportation.

À la suite de négociations avec le Canada, la province de l'Ontario et les Pays-Bas (qui désiraient éviter de devoir rapatrier des émigrants en difficulté), il obtint l'accord des trois gouvernements de financer l'établissement, sur les terres qu'il possédait dans la région de Holland Marsh, d'immigrants hollandais susceptibles de dépendre de l'aide publique. Chaque gouvernement avait accepté de verser 200 $ par famille à un fonds général devant servir à payer les dépenses initiales des colons. Snor fut nommé curateur du fonds. En vertu du *Relief Land Settlement Agreement*, des fonds étaient en principe attribués par les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux pour la colonisation. À la demande pressante de J.A. Schuurman, son consul général des Pays-Bas à Montréal, le gouvernement des Pays-Bas décida de contribuer à la place de la municipalité de King, qui s'était déclarée incapable de s'acquitter de sa part. Le gouvernement des Pays-Bas chargea donc la Fondation de payer cette part pour les immigrants subventionnés arrivés les années précédentes, à présent en difficulté financière, et qui désiraient s'établir dans la région des Marais en vertu du *Relief Land Settlement Agreement*[33].

Afin d'exercer une certaine surveillance sur le projet, le gouvernement hollandais retint les services de John Snor à titre de représentant, au salaire de 90 $ par mois. Snor établit seize familles hollandaises dans les Marais au printemps de 1935. Chaque famille se vit attribuer un crédit de 600 $, cinq acres de terre, un petit jardin et une maison. L'impôt foncier devait être payé directement à la municipalité et les versements hypothécaires effectués à la Banque de Commerce de Bradford, qui rembourserait Snor et la Canada Company. Les colons reçurent la permission d'affecter leur crédit à l'achat de semences, de nourriture et de matériel agricole. On espérait que ce petit investissement conduirait les colons à l'autosuffisance économique dans les années à venir, la récolte de la première année devant servir à payer l'impôt foncier, à effectuer le premier versement hypothécaire et à acheter des semences pour l'année suivante[34].

En 1938, il devint évident que le capital de départ de 600 $ par colon était insuffisant. Presque tous les agriculteurs avaient effectué des cultures importantes pour payer leurs dettes, mais ils avaient été incapables de produire suffisamment de nourriture pour eux-mêmes. Ils étaient donc forcés d'acheter leurs denrées essentielles aux marchands de Bradford, et étant donné la dépense continuelle que cela entraînait, il ne leur restait rien à investir dans l'achat de camions ou dans la création d'une coopérative de commercialisation. Sans moyens de transport ou de distribution, ils étaient dans l'obligation de vendre leurs produits à des intermédiaires de Toronto et d'accepter des prix inférieurs. Les taxes municipales restèrent donc impayées et les versements hypothécaires prirent du retard. La nourriture et les vêtements devenaient de plus en plus rares. La congrégation locale de l'Église chrétienne réformée, créée par des colons calvinistes, sollicita l'aide de congrégations américaines, et vêtements et cadeaux furent expédiés pour venir en aide aux colons[35].

Avec les années, les rapports entre Snor et les colons s'étaient détériorés. Au début, les colons avaient nommé leur petite communauté Ansnorveld, en l'honneur de Snor et du rôle de direction qu'il y avait joué, mais en 1938 il avait perdu leur confiance et leur respect. Snor se plaignait continuellement aux colons de ce qu'ils ne payaient pas leurs taxes municipales. Il craignait que la municipalité n'en vienne à saisir les terres pour les revendre, ce qui lui ferait perdre son investissement[36].

Les six familles qui avaient acheté leur terre directement à Snor avaient aussi à se plaindre de lui. Certains colons qui avaient bien réussi et qui avaient pu payer leur propriété s'attendaient à ce que Snor rembourse la Canada Company et à ce que leurs titres de propriété soient libérés. Au lieu de cela, il semblait que Snor ait gardé l'argent pour lui. Il avait toutefois réussi à ménager la chèvre et le chou et à se maintenir à flot, mais son geste lui attira la colère autant des colons que des autorités provinciales.

Les manipulations monétaires de Snor indisposèrent également le gouvernement hollandais, qui se préoccupait du sort de tous les résidents hollandais des Marais. On le menaça de couper son salaire s'il tentait de faire quoi que ce soit contre les colons qui étaient en retard dans leurs paiements. Snor fut congédié en mai 1939. Il manifesta son intention de saisir les biens hypothéqués immédiatement après son congédiement, geste dont il fut dissuadé lorsqu'il se rendit compte qu'il mettrait son investissement en péril si la banque exigeait le remboursement de son prêt. Il décida plutôt d'attendre et les colons demeurèrent dans les Marais.

En dépit de toutes les difficultés, la colonisation de Holland Marsh ne fut pas un échec complet. Il était évident qu'un grand nombre de colons n'étaient pas en meilleure posture financière à la fin qu'au début de l'aventure. Toutefois, le gouvernement des Pays-Bas continua de soutenir cette colonie, qu'il percevait comme une bonne destination si l'émigration venait à augmenter dans les années à venir. Du point de vue social et psychologique, la colonie fut une réussite acceptable. Seize familles sans moyens de subsistance y remportèrent une sorte de victoire personnelle. Le consul général à Montréal notait : «Les familles des Marais ne veulent pas quitter leur colonie, quelles que soient les difficultés, peut-être seulement parce qu'elles tiennent à leurs rapports avec les autres colons qu'ils qualifient de 'gezellig' [conviviaux][37].» L'esprit communautaire, ainsi que le soutien et la protection qui y étaient rattachés, compensèrent largement les désavantages économiques de la colonie. Les manipulations de Snor, la misère économique et le monopole des maraîchers intermédiaires ne firent que renforcer les liens d'unité qui permirent la survie de la colonie hollandaise établie dans les Marais.

Le début de la guerre et l'augmentation des prix et de la demande de produits agricoles qui en découla procurèrent aux colons un revenu acceptable, qui garantit l'investissement de Snor et le succès de la colonie.

À mesure que la situation économique au Canada s'améliora à la fin des années 1930, les sociétés ferroviaires canadiennes tentèrent de raviver l'intérêt des Hollandais pour l'immigration. Le Canadien Pacifique, qui voulait vendre

des terres dans le comté de Stormont (Ontario), fit imprimer une brochure contenant une description des fermes ainsi que des photos des maisons et des granges. Le Canadien National entreprit des discussions avec la Fondation en 1937 concernant le recrutement d'immigrants pour les colonies de Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, des Prairies et de la Colombie-Britannique. Le CN était particulièrement désireux de trouver des colons pour les terres situées le long de la voie ferrée achevée en 1914 et menant à Prince Rupert dans le centre de la Colombie-Britannique. Il y avait peu de colons sur ces terres et la société croyait que les Hollandais constitueraient de bons pionniers. Pour recruter des immigrants, elle s'adressa à Jacob Prins d'Edmonton (Alberta).

Jacob Prins avait émigré d'Andijk (Hollande septentrionale) avec sa famille en mars 1927. Il était devenu un agriculteur prospère de la région d'Edmonton et un membre important de la communauté de l'Église chrétienne réformée. Il s'inquiétait de la dispersion des immigrants calvinistes et du danger pour leur foi, et avant que la crise ne l'oblige à réduire ses dépenses, il aida bon nombre d'immigrants à venir au Canada. L'augmentation des demandes de renseignements en provenance de Hollande dans les années suivant 1935 amena Prins à s'engager de nouveau en faveur de l'immigration. Il établit quelques familles à Lacombe où il contribua au renforcement de la colonie hollandaise qui y était installée[38].

Ses contacts fréquents avec le CN incitèrent la société à lui offrir un voyage gratuit en Hollande au printemps de 1937 pour interviewer des immigrants potentiels. À son retour, il bénéficia d'une tournée guidée dans la vallée de la Bulkley, dans la région de Houston (Colombie-Britannique), pour explorer les possibilités d'y établir des agriculteurs hollandais possédant un capital. Il retourna ensuite en Hollande pour recruter des maraîchers et des grainetiers dans sa ville natale d'Andijk. Au printemps de 1938, il ramena avec lui deux colons chargés de faire rapport des perspectives d'établissement à ceux qui étaient demeurés à Andijk. Les deux colons estimèrent que les perspectives étaient favorables et incitèrent vivement les autres à venir dans la vallée de la Bulkley[39].

Au cours de 1939, des familles arrivèrent de Hollande et d'autres régions du Canada pour s'établir dans la vallée de la Bulkley et, à la fin d'octobre, la colonie comptait douze familles et quelques personnes seules. En dépit des conditions difficiles, l'esprit communautaire qui régnait au sein de la colonie et la création, en 1939, d'une église chrétienne réformée contribuèrent à soutenir les colons dans leur projet. Au printemps de 1940, la colonie semblait plutôt bien établie et destinée à une croissance soutenue. L'invasion de la Hollande détruisit tout espoir de poursuite de l'immigration ou de soutien financier en provenance du pays natal. La colonie ne pourrait dorénavant compter que sur ses propres ressources.

NOTES

1. «L'émigration vers le Canada central», *Handelsberichten*, 563, p. 2, NESC, GAI.
2. Hartland, *De Geschiedenis*, p. 155; T.H. De Meester au ministère des Affaires extérieures, 23 mars 1926, NESC, GAI.
3. P. Snoek à la Ligue d'émigration des Pays-Bas, 11 novembre 1924, NESC, GAI.
4. Monteyn. «Report on Conditions», p. 1-24; Consul général Schuurman au ministère des Affaires extérieures, 18 juillet 1927, NESC, GAI.
5. F.G. De Veer à la Ligue d'émigration des Pays-Bas, 10 juillet 1924; F.G. De Veer à la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas, 19 mars 1925, NESC, GAI.
6. *Voorwaarts*, 8 juillet 1924, NESC, GAI.
7. J. Snor à la Fondation d'émigration des Pays-Bas, 27 avril 1932, NESC, GAI.
8. Consul général J.A. Schuurman au ministère des Affaires extérieures, 17 mai 1930, NESC, GAI.
9. E. Sullivan au consul des Pays-Bas, Toronto, 7 juillet 1927, NESC, GAI.
10. *Winschoter Courant*, 1[er] février 1930; *Arnhemsche Courant*, 4 février 1928, NESC, GAI.
11. J. Snor à la Fondation d'émigration des Pays-Bas, 7 avril 1932, NESC, GAI.
12. Procès-verbal du consistoire et de la congrégation des Églises chrétiennes réformées canadiennes, archives de Heritage Hall, Calvin College, Grand Rapids (Michigan).
13. *De Standaard*, 2 novembre 1929, NESC, GAI; Martha Knapp à l'auteur, 13 février 1973.
14. L. Van Riemesdyk à la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas, 8 septembre 1926, NESC, GAI.
15. H.F.'t Hooft à l'auteur, 13 décembre 1972.
16. J.J. Leys, *Nederlandsche Kolonisten*, p. 25, 34.
17. *Friesch Dagblad*, 28 décembre 1927, NESC, GAI; H.J. ten Hove à l'auteur, 17 octobre et 11 décembre 1972.
18. *De Standaard*, 21 février 1929, NESC. GAI; *Recensement du Canada*, 1931, p. 296.
19. Hartland, *De Geschiedenis*, p. 162.
20. Ministère des Affaires extérieures à la Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas, 20 août 1930 [transcription téléphonique], NESC, GAI.
21. Hartland, *De Geschiedenis*, p. 162.
22. Fondation d'émigration des Pays-Bas au ministère des Affaires sociales, 11 mai 1937, NESC. GAI.
23. Peters, D.C. «Report on the Visit to Nova Scotia, 1931», NESC, GAI.
24. Fondation d'émigration des Pays-Bas au ministère des Affaires sociales, 11 mai 1937; J.A.A. Hartland, «The Outlook of Emigration and its Organization, 1937»; Fondation d'émigration des Pays-Bas à la Société de colonisation calviniste de la Frise, 14 octobre 1938, NESC, GAI.

25. Fondation d'émigration des Pays-Bas à la Société calviniste de colonisation de la Frise, 6 juin 1939; N.E.F. au ministère des Affaires sociales, 18 juillet 1939, NESC, GAI.
26. Fondation d'émigration des Pays-Bas à la Société de colonisation calviniste de la Frise, 7 octobre, 20 décembre 1939, NESC, GAI.
27. Fondation d'émigration des Pays-Bas au ministère du Travail et au ministère du Commerce, 30 mars 1932; O.D. Skelton au consul général J.A. Schuurman, 12 octobre 1933; ministère de l'Immigration et de la Colonisation, «Investigations Report», 19 novembre 1939, NESC, GAI.
28. John Snor à F.C. Blair, 29 décembre 1931, dossiers du ministère de l'Immigration et de la Colonisation, APC; Hartland, *De Geschiedenis*, p. 93.
29. Hartland, *De Geschiedenis*, p. 93-99, 162.
30. Fondation d'émigration des Pays-Bas (Winnipeg) à la Manson and May Company, 9 février 1934; Fondation d'émigration des Pays-Bas (Winnipeg), 30 août 1934, NESC, GAI.
31. Fondation d'émigration des Pays-Bas à L. Van Riemesdyk, 1er mars 1933, NESC, GAI; note de service de F.C. Blair au ministre de l'Immigration et de la Colonisation, 10 août 1934, APC.
32. Grayson L.M. et Bliss M., éditeurs, *The Wretched of Canada* (1971), p. xv-xvi.
33. Note de service de F.C. Blair au ministre de l'Immigration et de la Colonisation, 3 décembre 1934, dossiers du ministère de l'Immigration et de la Colonisation, APC; Fondation d'émigration des Pays-Bas (La Haye) à la Fondation d'émigration des Pays-Bas (Winnipeg), 24 mars 1935, NESC, GAI. L'entente finale concernant l'établissement des colons dans la région de Holland Marsh stipulait que chaque famille devait recevoir 600 $. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario, de même que celui des Pays-Bas (ce dernier payant la part de la municipalité en vertu du *Relief Land Settlement Agreement* de 1932) versaient 200 $ chacun.
34. Consul général J.A. Schuurman au ministère des Affaires extérieures, 9 décembre 1938; ministère des Affaire extérieures, «Consul's Report on the Holland Marsh», 21 octobre 1938, p. 8, NESC, GAI.
35. Consul général J.A. Schuurman au ministère des Affaires extérieures, 9 décembre 1938, NESC, GAI; entrevue de l'auteur avec Mme G. Kamp.
36. Ministère des Affaires extérieures, «Consul's Report on the Holland Marsh», p. 1-2, NESC, GAI.
37. Consul général J.A. Schuurman au ministère des Affaires extérieures, 9 décembre 1938, NESC, GAI.
38. H.J. ten Hove à l'auteur, 11 décembre 1972.
39. Consul général J.A. Schuurman au ministère des Affaires extérieures, 23 mars 1939, NESC, GAI.

TROISIÈME PARTIE

Le flux et le reflux, 1939-1980

CHAPITRE CINQ

La Seconde Guerre mondiale et ses conséquences

La déclaration de guerre du Canada à l'Allemagne, en septembre 1939, entraîna de profonds changements dans le pays, aux prises depuis dix ans avec une crise économique aiguë. Les hommes en chômage furent employés à l'effort de guerre, auquel étaient aussi affectés les surplus de production et, pour la première fois en dix ans, la situation économique commença à s'améliorer. Les Hollando-canadiens de toutes les classes de la société, mais plus particulièrement ceux du secteur agricole, prirent une part active à cette réorganisation.

En 1939, une nouvelle génération de Hollando-canadiens d'âge adulte avait grandi au Canada et s'y était entièrement intégrée. Les ressentiments des générations précédentes ne diminuaient en rien la loyauté de ce groupe à l'endroit du Canada et du Commonwealth britannique. L'invasion des Pays-Bas par l'armée allemande au printemps de 1940, la défaite de la France et la possibilité de capitulation de l'Angleterre avaient poussé les Hollando-canadiens à soutenir de leur mieux l'effort visant à la destruction des hordes nazies. Les Hollando-canadiens, à l'exemple de leurs compatriotes, furent immédiatement conscients des rôles de producteurs de biens et de denrées alimentaires, pour alimenter la machine de guerre du Canada et de l'Angleterre. Ouvriers, travailleurs d'usine, commis, cultivateurs de céréales du sud de l'Alberta, maraîchers de Holland Marsh ou producteurs de fruits de la péninsule de Niagara, tous œuvraient dans un but commun : la défaite de l'ennemi et la libération des Pays-Bas.

L'ouverture de nouveaux marchés et la demande renouvelée de biens et de services eurent des répercussions pour tous les Hollando-canadiens. Des jeunes hommes travaillaient dans les fermes et les usines; d'autres s'enrôlaient dans l'armée. Les colonies hollandaises du pays tout entier mobilisaient hommes et ressources, contribution dont elles retiraient aussi des bénéfices. Les immigrantes prenaient place à côté des hommes dans les champs et dans les usines, contribuant de leur mieux à l'effort collectif.

À part soutenir l'effort de guerre, il y avait peu de choses que les immigrants pouvaient faire pour leur pays natal. Exception faite de l'arrivée de quelques réfugiés au Canada en provenance de la Hollande ou de ses colonies d'outre-mer, l'immigration était à toutes fins pratiques arrêtée. Parmi les personnalités importantes à venir au Canada se trouvait la princesse Juliana, héritière du trône des Pays-Bas, qui demanda asile pour elle-même et les membres de sa famille. La reine Wilhelmina était demeurée en Angleterre afin d'apporter un soutien moral à ses sujets, de l'autre côté de la Manche. En 1942, les Hollando-canadiens saluèrent l'entrée en guerre des États-Unis, espérant qu'elle mettrait prochainement fin au conflit. L'invasion du continent en 1944 et les activités de l'armée canadienne dans le sud des Pays-Bas, à l'automne de la même année, semblaient donner un sens à tous leurs efforts passés, qui trouvèrent leur couronnement dans la libération de leur pays natal par les troupes canadiennes, en mai 1945.

Au cours des années de guerre, les colonies hollandaises avaient enregistré une croissance importante en termes de production, de mise en valeur des terres et de création d'emplois. Les Hollando-canadiens, qui croyaient à la poursuite de la croissance après la guerre, et qui pensaient que la Hollande serait dévastée économiquement, fondaient les plus grands espoirs sur l'immigration. Si dans leurs premières lettres en Hollande après la guerre, ils s'inquiétaient surtout de ce qu'il était advenu de la famille et des amis, ils ne tardaient pas à leur vanter les possibilités que le Canada pouvait leur offrir. Étant donné la situation qui prévalait aux Pays-Bas, les Hollandais répondirent avec enthousiasme à cet appel.

LA PERSPECTIVE HOLLANDAISE

Le printemps de 1945 marqua le début d'une décennie difficile pour les Pays-Bas. Les Nazis avaient été écrasés et le pays libéré, mais le coût de cinq longues années de guerre n'était que trop manifeste. Des milliers d'acres de terre avaient été inondés par la mer et dévastés par la tentative allemande d'arrêter l'avance inévitable des Alliés. Les villes ravagées, les réseaux de transport et les centres industriels détruits, de même que le marasme économique atténuaient l'allégresse de la victoire. Il fallait reconstruire le pays et le remettre sur pied, ce qui exigerait abnégation et volonté de la part des citoyens.

Ceux-ci avaient toutefois des raisons de se réjouir. Après des années d'occupation, la liberté était une joie indicible. Plus besoin de surveiller ses paroles, ni de faire attention à ceux devant qui on les prononçait. La bien-aimée reine Wilhelmina et sa famille étaient revenues d'exil, ramenant avec elles Margriet, fille de Juliana née au Canada. Les armées libératrices, celle du Canada en particulier, offraient aide et amitié. Elles disposaient en outre de stocks abondants de nourriture, de chewing-gum et de chocolat, ce qui promettait de mettre fin aux pénuries et à la privation de l'hiver précédent. Il y avait de l'espoir et on croyait fermement que le pays parviendrait à se rétablir.

Il devint rapidement évident que le gouvernement des Pays-Bas ne disposait d'aucune solution miracle pour résoudre les problèmes de l'économie qui était

liée à l'ensemble du système ouest-européen, lui-même confronté au marasme et à la tâche de la reconstruction de son industrie. Malgré les conditions économiques difficiles et l'agitation politique, les Pays-Bas avaient maintenu leur croissance démographique, et un grand nombre de Hollandais craignaient que leur petit pays soit incapable d'absorber une population supplémentaire. Le plein emploi, la mobilité sociale, le progrès économique, l'achat de terres ou l'agrandissement des propriétés agricoles semblaient impossibles étant donné les problèmes économiques et sociaux.

D'autres s'indignaient du retour d'une bureaucratie florissante, qui avait rétabli la situation d'avant-guerre avec ses myriades de formulaires et ses avalanches de paperasse. La bureaucratie était perçue par certains comme une seconde forme d'occupation; seulement cette fois l'ennemi était lui aussi hollandais, ce qui rendait la révolte difficilement justifiable. Peut-être que certains, bien que peu nombreux à l'admettre, regrettaient en secret un certain type de liberté qui existait sous l'occupation. L'ennemi était connu, et désobéissance et tentatives de sabotage du sytème pouvaient être justifiées. Et, facteur plus important encore, l'occupation avait vu naître l'unité et la cohésion au sein de la société hollandaise. On aurait dit que toutes les parties en cause, droite et gauche, protestants et catholiques, travailleurs et employeurs, Nord et Sud, avaient oublié les vieilles querelles pour combattre l'ennemi. À présent, les Hollandais étaient de nouveau divisés et l'ancien système de compromis s'imposait. Il fallait encore une fois renoncer à la liberté personnelle au profit de la survie de la société. De nombreux Hollandais s'impatientaient de voir leurs plans contrariés.

Dans les premières années de l'après-guerre, les événements politiques survenus donnèrent à croire que l'Europe serait le théâtre d'une autre guerre. La chute prévisible des pays d'Europe de l'Est dans le camp communiste semblait menacer l'Europe de l'Ouest d'une marée rouge, qui balaierait tout sur son passage. Un nombre important de personnes commencèrent à chercher un endroit où se réfugier, loin de ce continent où le désastre était imminent.

Les problèmes qui allaient provoquer le départ massif de la population hollandaise dans les premières années suivant la guerre harcelaient les Hollandais et leur gouvernement depuis longtemps. La surpopulation, le chômage et le nombre limité des terres arables constituaient des questions critiques même avant le début du siècle. L'émigration préconisée à titre de solution avant la Seconde Guerre mondiale avait connu peu de succès et n'avait pu résoudre les problèmes. Ces même problèmes, exacerbés par la guerre, exigeaient à présent des solutions.

L'émigration était-elle la bonne solution? L'expérience d'avant la guerre suggérait que le principal obstacle à l'émigration n'était ni le manque de compétences, ni le manque d'émigrants potentiels acceptables, mais bien la réticence des Hollandais à quitter leur pays. Le Hollandais moyen, bon ou mauvais, tenait à son pays, à sa vie sociale et à sa famille, tous ces liens qui faisaient de lui ce qu'il était et qu'il tenait à sauvegarder. Il semblait bien que seule une situation critique puisse l'en faire bouger.

Le pessimisme avec lequel les Hollandais envisageaient l'avenir traduisait l'opinion en vigueur dans les cercles gouvernementaux, opinion qui se trouvait confirmée par les chiffres et les statistiques : plus de 500 000 acres de terre inondés par l'eau salée, situation qui retarderait les récoltes pendant des années, 4 pour cent des logements détruits, des usines bombardées ou détruites et dépouillées de leur machinerie par l'armée allemande en retraite. On ne pouvait se procurer de pièces de rechange pour la machinerie qui restait, un grand nombre d'entre elles étant auparavant fournies par des fabricants allemands dont les usines avaient été détruites. En outre, l'Allemagne avait été un des principaux acheteurs des exportations hollandaises avant la guerre et le pays, à présent en ruines, était devenu un marché sans importance.

La situation était encore aggravée par l'accroissement constant de la population, qui s'élevait à plus de neuf millions d'habitants, ce qui signifiait que la Hollande était le pays le plus densément peuplé de l'Europe de l'Ouest. La situation ne constituait pas un problème sérieux en soi, dans la mesure où l'économie continuait de croître rapidement, offrant de nouveaux emplois à la main-d'œuvre toujours plus nombreuse. La lente diminution du taux de natalité au cours des années 1930 s'était accompagnée d'une baisse du taux de mortalité. Pour compliquer les choses encore davantage, le taux de natalité avait baissé dans les régions urbaines, particulièrement chez les membres des professions libérales et les ouvriers, mais non dans les régions rurales. La religion jouait un rôle important à ce sujet, les catholiques et les calvinistes orthodoxes affichant le taux de fertilité le plus élevé. Il était évident que la surpopulation, et les problèmes s'y rattachant, surviendrait dans les régions rurales affichant une forte proportion de catholiques et de calvinistes orthodoxes.

Dès après la libération, le gouvernement des Pays-Bas commença à examiner la possibilité d'émigration massive de la population. Le ministère des Affaires étrangères demanda à ses ambassades au Canada, aux États-Unis, en Amérique du Sud, en Afrique du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande de lui faire rapport des perspectives d'immigration dans leur pays d'affectation respectif. Les réponses ne furent pas encourageantes, un grand nombre de ces pays étant engagés dans le processus de démobilisation des troupes, de recherche d'emploi pour leur population et de réorganisation de leur production industrielle.

L'opinion générale était que trop peu de temps s'était écoulé depuis la fin de la guerre pour songer à l'immigration et qu'il faudrait encore un certain temps avant que la question soit même envisagée. En outre, les États-Unis avaient établi un quota d'immigration fixe de 3 136 Hollandais par an et l'Afrique du Sud n'avait pas vraiment besoin d'ouvriers agricoles blancs qu'elle devrait payer plus cher que les noirs. L'absence de moyens de transport constituait toutefois le principal obstacle. Même si les pays avaient été ouverts à l'immigration, il n'y aurait pas eu suffisamment de bateaux pour transporter les immigrants.

LA DÉCISION

Les problèmes critiques de surpopulation, de chômage et d'insuffisance des terres arables avaient créé des difficultés qui étaient une source de tensions dans le pays. De toute évidence il fallait trouver un exutoire pour la frustration croissante que ressentaient un grand nombre de citoyens. L'étincelle qui alluma le feu de l'émigration devait provenir du Canada.

La libération des Pays-Bas par les forces canadiennes avait produit un profond effet sur les Hollandais. En 1944-1945, les soldats canadiens avaient dû livrer de durs combats pour déloger les Allemands retranchés, et un grand nombre d'entre eux y avaient laissé leur vie. Les Hollandais ressentaient une reconnaissance profonde à l'égard de leurs libérateurs. Ils associaient le retour de la liberté à l'arrivée des Canadiens, qu'ils accueillaient volontiers dans leur maison quand ils avaient besoin d'un cantonnement.

Même s'il était difficile aux deux groupes de communiquer entre eux, il est certain que les Hollandais étaient généralement impressionnés par la conduite, les bonnes manières et la générosité des soldats canadiens. Les gens qui vivaient dans la privation depuis 1929, et plus particulièrement depuis le début de la guerre, étaient éblouis par la richesse apparente des soldats canadiens. On pensait qu'un pays disposant des innombrables produits nécessaires à l'entretien d'une armée en campagne devait être extraordinairement prospère. Il semblait soudainement y avoir de la nourriture, des bonbons, et même des lames de rasoir et des cigarettes en abondance. Soldats et civils fraternisaient, ce qui donna éventuellement lieu à des mariages et contribua à resserrer les liens entre les deux groupes. La famille qui voyait sa fille partir pour le Canada, en qualité de mariée de guerre (il y en eut 1 886 en tout), se mit à envisager d'y émigrer aussi.

Un autre facteur, peut-être encore plus important que le premier, qui influa sur l'émigration fut le rétablissement des contacts avec les parents et les amis établis au Canada. Bien que le prix payé en termes d'isolement et de dur labeur eût été élevé, les Hollando-canadiens étaient relativement prospères. Ils bénéficiaient très certainement de possibilités que leur enviaient leurs frères européens. Quand ils réalisèrent le dénuement dans lequel vivaient leurs parents et amis, les Hollando-canadiens se hâtèrent de leur envoyer des paquets de café et de thé, ainsi que d'autres denrées, et leur écrivirent pour les inciter à émigrer au Canada. Promesses d'emploi et de logement étaient appuyées par la description des possibilités extraordinaires qui étaient offertes à ceux qui voulaient travailler et réussir. Sans prétendre que les rues étaient pavées d'or, la plupart mentionnaient que la terre était bon marché et les emplois nombreux, particulièrement dans le secteur agricole. Ils parlaient également des soldats canadiens qui, une fois démobilisés, répugnaient à retourner dans les fermes pour réintégrer les emplois qu'ils avaient quittés pour s'enrôler. Les ouvriers agricoles étaient de plus en plus rares et de nombreuses fermes restaient entre les mains des vieux parents, qui devraient bientôt s'arrêter de travailler. Un homme qui voulait travailler, mieux encore une famille comptant des filles

et des garçons robustes, étaient pratiquement assurés de réussir. Les premières années seraient sans doute difficiles mais, la mise en commun de l'argent, le travail partagé ou l'occupation d'un emploi hors de la ferme pour gagner un revenu supplémentaire permettraient aux immigrants d'accumuler le capital nécessaire à l'achat d'une terre, de matériel agricole et d'une maison[1].

Il était impossible de laisser passer une telle occasion, surtout qu'elle était présentée par des parents, en qui on pouvait avoir confiance. Il devenait soudainement possible de dire adieu aux longues files, à la frustration causée par la bureaucratie gouvernementale, au manque de liberté, à la peur du communisme et à la guerre. On ne connaîtrait plus la privation, on ne serait plus obligé de vivre chez les parents, ni de louer dix hectares de terre dont les bénéfices serviraient à enrichir quelqu'un d'autre. Le gouvernement canadien ne réglementait ni ne contrôlait tout dans les moindres détails. Une bureaucratie pointilleuse avait peu de chance de survivre dans un pays si grand qu'un seul des Grands Lacs pouvait facilement engloutir la Hollande tout entière. Au Canada, les grosses familles constituaient un atout et non un obstacle, et le travail et l'effort étaient récompensés. Chaque enfant pouvait être assuré d'un héritage, ce qui en Hollande n'était possible que chez les propriétaires terriens prospères.

L'idée d'émigration était devenue une sorte de fièvre, une source d'enthousiasme passionné, un besoin pressant. Tandis que les parents plus vieux, dont l'attitude était généralement négative et qui se faisaient les avocats du diable, hésitaient, pesant le pour et le contre, un grand nombre de jeunes hommes et de jeunes femmes s'investissaient complètement dans le projet d'émigration. Pour la première fois, les parents non convaincus voyaient leurs enfants déterminés à partir se rebeller, menaçant de les abandonner. Un enfant en influençait un autre, et à la fin, les parents cédaient, désireux de conserver un minimum d'autorité et de discipline dans la famille. Plus souvent qu'autrement, une fois la décision prise, même les parents se laissaient séduire par les possibilités du projet.

D'une certaine façon, le Canada constituait la seule solution possible. Ceux qui se sentaient obligés d'émigrer étaient naturellement attirés par les endroits où leurs parents et compatriotes avaient réussi. Dans les années suivant immédiatement la guerre, le Canada était le seul pays prêt à accepter les immigrants hollandais. L'Amérique du Sud ne possédait que quelques petites colonies hollandaises, et la vie dans la jungle n'était pas faite pour plaire à ceux qui étaient issus des plaines tempérées de la campagne hollandaise. L'Afrique du Sud était un pays où l'établissement d'une ferme nécessitait un capital important que ne possédaient pas la plupart des immigrants. En Nouvelle-Zélande et en Australie, on se trouverait éloigné des amis et des parents et le prix du passage était énorme. Le Canada semblait le seul choix possible[2].

Une fois le choix du Canada effectué, il devenait nécessaire de rationaliser sa décision. Certains trouvèrent dans la religion leur justification la plus importante et leur plus grand soutien. Les calvinistes orthodoxes croyaient que la voie à suivre leur était indiquée par Dieu, qui avait déterminé le destin de chaque

homme avant même le début des temps. Comme les prières les plus ferventes pour rester au pays demeuraient sans réponse, cela semblait indiquer que Dieu désirait qu'ils partent. L'assurance qu'une église calviniste, l'Église chrétienne réformée, était prête à les aider à s'établir et à retrouver leur vie religieuse dans le Nouveau Monde les réconfortait. Ils y voyaient la promesse de retrouver une société au moins équivalente à celle qu'ils avaient connue en Hollande.

L'émigration perçue comme un appel de Dieu conférait un cachet sacré aux besoins et aux désirs terrestres, qui s'en trouvaient justifiés. Les besoins et les problèmes matériels qui les avaient tourmentés pouvaient être considérés comme une sorte de mise à l'épreuve. Le chagrin éprouvé à quitter maison et pays était considéré comme un fardeau nécessaire imposé par Dieu pour l'exécution de Sa volonté. Les possibilités économiques et sociales offertes par le Canada venaient récompenser l'obéissance. De toute évidence, ils partaient non seulement pour s'enrichir, mais aussi pour instruire les Canadiens, tant sur le plan religieux que social.

Malheureusement, cette assurance, que partageaient un grand nombre d'immigrants non calvinistes, si elle les protégeait contre la dure réalité de leur entreprise, se transformait souvent en une sorte d'arrogance, qui engendrait l'idée que les Canadiens avaient mal employé leurs droits et leurs ressources. Certains ont affirmé que la peur de l'inconnu était à l'origine de cette attitude, qui constituait une réaction compensatoire pour de nombreux immigrants. Cette satisfaction de soi donna lieu à un certain exclusivisme et à une séparation marquée entre la première génération d'immigrants et les Canadiens. Ils avaient cette attitude avant même d'embarquer pour le Canada, car ils s'y rendirent non à titre de réfugiés trop heureux d'être sauvés, mais plutôt en tant que tribu en déplacement. Leur regard était froid et méfiant, et ils jaugeaient leurs voisins, n'espérant obtenir que ce qu'ils pourraient se procurer par leurs propres moyens.

LA DIFFICILE ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE

L'intérêt public croissant pour l'émigration contribua à ranimer les sociétés d'émigration, qui s'étaient mises en veilleuse. Face aux pressions publiques et gouvernementales, elles entreprirent de se réorganiser et de reconstituer leur personnel réduit à quelques adeptes fidèles, qui avaient continué de promouvoir l'émigration durant les années difficiles. Le nombre des organismes privés et des particuliers œuvrant dans le domaine de l'émigration se multipliait, et la presse était remplie d'idées, de projections et de plans, ainsi que de rumeurs concernant les possibilités du continent nord-américain. Les choses allaient tellement vite que J.A. Hartland, directeur de la Fondation d'émigration des Pays-Bas, commença à craindre qu'une telle situation n'annonce le retour de la propagande débridée des années 1920[3]. Ce ne fut toutefois pas le cas.

Le gouvernement des Pays-Bas ne se déroba pas à ce qu'il considérait comme une nécessité nationale. Bien qu'il fût réticent à l'idée d'inciter une partie de

la population à quitter le pays, il savait qu'il n'avait pas le choix. Il était impensable de laisser l'émigration se poursuivre sans aucune réglementation, comme cela avait été le cas dans le passé. Non seulement fallait-il informer, évaluer et transporter les candidats à l'émigration, mais encore fallait-il que ces démarches s'effectuent en fonction d'une certaine planification. Il ne fallait pas s'attendre à ce que les organismes privés prennent la responsabilité de ces tâches, ni permettre qu'ils le fassent. Les émigrants qui connaîtraient l'échec pourraient empêcher le recrutement d'autres émigrants, et une émigration incontrôlée priverait la Hollande des ouvriers compétents dont elle avait grand besoin pour se développer. À partir de 1945, le gouvernement allait accroître sa contribution relativement au financement et à l'organisation de l'émigration, et se départir de son désintérêt bienveillant en faveur d'une politique de contrôle et de direction.

Pour mettre sa nouvelle politique en œuvre, le gouvernement allait faire appel à la Fondation d'émigration des Pays-Bas, organisme qui avait un important réseau de relations en Hollande et dans les pays d'émigration potentiels. Cette dernière avait fait preuve, dans le passé, de désintéressement financier et démontré qu'elle cherchait simplement à œuvrer pour le plus grand bénéfice de ceux qui quittaient les Pays-Bas. En février 1946, le gouvernement demanda à tous ses consulats et ambassades outre-mer ainsi qu'à ses fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères de transmettre à la Fondation les demandes d'émigrants et les renseignements sur l'émigration[4].

Entre-temps, il avait demandé à ses ambassadeurs des pays d'accueil potentiels d'évaluer l'attitude du pays d'accueil relativement à l'immigration hollandaise. En janvier 1946, M.J. Snouck Hurgronje, ambassadeur des Pays-Bas à Ottawa, répondit que les discussions préliminaires entamées avec le gouvernement du Canada n'avaient donné que peu de résultats. Il semblait que le Canada soit disposé à accueillir 1 000 agriculteurs hollandais, mais la démobilisation des militaires canadiens et l'absence de moyens de transport rendaient l'immigration impossible pour le moment. Le gouvernement canadien ne s'était pas doté d'une politique d'immigration claire et le ministre des Mines et des Ressources, dont le ministère était responsable de l'immigration, avait répondu aux demandes répétées de l'ambassadeur hollandais en disant qu'il «n'était pas en mesure d'adopter de politique d'immigration à long terme.» En conséquence, le gouvernement des Pays-Bas ne tira qu'un maigre réconfort du fait que la politique d'immigration canadienne permettait l'entrée au Canada des épouses et des enfants des soldats, ainsi que des spécialistes possédant une formation supérieure. Tout espoir de voir les portes du Canada s'ouvrir à l'immigration était vain pour le moment[5].

Le gouvernement hollandais et la Fondation n'abdiquèrent pas complètement. De nombreux soldats canadiens, de retour dans leur pays, écrivaient à leurs amis et parents en Hollande pour leur offrir d'intercéder en leur faveur et de leur trouver du travail, s'ils pouvaient obtenir un visa. Les anciens immigrants, qui détenaient à présent la citoyenneté canadienne, et qui étaient disposés à parrainer de nouveaux colons, vinrent aussi offrir leur aide[6].

L'arrivée au Canada de quelque 1 886 mariées de guerre hollandaises et de 428 enfants contribua également à inciter le gouvernement canadien à permettre l'entrée au pays de la famille des immigrants.

D'autres facteurs jouèrent un rôle encore plus déterminant. Le gouvernement canadien tirait un bilan positif de plus de cinquante ans d'immigration hollandaise. Les Hollandais s'étaient bien tirés d'affaires au Canada. En outre, le Canada avait besoin d'ouvriers agricoles et d'ouvriers qualifiés, et la Hollande formait de bons travailleurs. L'immigrant hollandais ambitieux tentait généralement de devenir indépendant au bout de quelques années. Du point de vue économique, un grand nombre de facteurs jouaient en faveur de l'admission de cette catégorie d'immigrants.

Le commerce avec les Pays-Bas constituait une question d'un intérêt plus immédiat. Il était évident qu'étant donné ses difficultés dans le domaine agricole, la Hollande devrait acheter ses céréales dans les marchés d'outremer, et le Canada était intéressé à répondre à ce besoin. Les répercussions directes et immédiates de cette possibilité commerciale sur la politique canadienne d'immigration ne sont pas claires; il est cependant intéressant de noter que la vision canadienne de l'immigration hollandaise changea, particulièrement au sein du ministère des Mines et des Ressources, avec l'arrivée, en septembre de 1946, de M.A.S. Tuinman, attaché agricole des Pays-Bas. Tuinman avait reçu de son gouvernement des instructions à l'effet qu'il fallait lier la question de l'immigration à celle de l'achat de céréales; il se voyait également confier l'entière responsabilité de l'immigration au Canada[7]. Le gouvernement canadien, qui sembla trouver l'arrangement acceptable, convint d'accueillir 500 ouvriers agricoles hollandais célibataires au printemps de 1947. Comme le Canada avait besoin de main-d'œuvre agricole, environ 2 738 immigrants hollandais vinrent s'y établir en 1947, ce qui constituait un nombre beaucoup plus élevé que celui sur lequel avaient porté les premières discussions[8].

Le gouvernement des Pays-Bas n'était pas entièrement satisfait de l'entente conclue avec le gouvernement du Canada. Plus tard, cependant, les deux gouvernements finirent par instaurer un système plus flexible permettant l'immigration de citoyens hollandais en fonction des demandes du marché du travail du Canada. Alors que l'entente initiale stipulait que la majorité des immigrants devaient être des agriculteurs, le nouveau système prévoyait qu'une priorité plus importante serait accordée aux autres professions, selon les besoins de main-d'œuvre du Canada.

La réglementation de l'immigration constituait une préoccupation majeure pour les gouvernements des Pays-Bas et du Canada. La participation du Canada, heureusement, n'exigeait qu'un minimum de dépenses et rapportait le maximum de bénéfices. Il fut entendu que les sociétés d'émigration se chargeraient du recrutement aux Pays-Bas. Elles seraient également responsables de la sélection des immigrants, dont la Fondation d'émigration des Pays-Bas évaluerait la qualité et le degré d'acceptabilité. La responsabilité du Canada se limitait à interviewer les candidats choisis et à leur faire subir un examen

médical pour s'assurer qu'ils répondaient aux exigences canadiennes. La Fondation devait aussi veiller au transport des immigrants depuis les Pays-Bas jusqu'au Canada.

À leur arrivée au Canada, les immigrants devaient se plier à un autre contrôle médical; ils étaient ensuite référés aux organisations hollando-canadiennes, qui se chargeaient de leur trouver du travail. Le gouvernement canadien exigeait que tout immigrant célibataire ou chef de famille détienne un emploi avant de s'embarquer pour le Canada. La tâche de trouver du travail aux immigrants revenait principalement à la Fondation, à l'attaché agricole hollandais à Ottawa et aux représentants des organisations hollando-canadiennes. Il était clair que le Canada était intéressé à accueillir des immigrants uniquement dans la mesure où la situation était commode, les problèmes minimes, et les avantages assurés[9].

MISE SUR PIED DE L'INFRASTRUCTURE

Les Canadiens qui s'étaient trouvés en contact avec des immigrants hollandais avant la guerre avaient tendance à les considérer comme une entité homogène, à l'exemple des autres groupes nationaux d'immigrants. Les immigrants hollandais arrivés avant la guerre avaient réussi à s'établir et à acquérir une bonne réputation et les Canadiens, dans l'ensemble, ne prévoyaient aucun problème sérieux relativement à l'intégration de la nouvelle vague d'immigrants. Ils ignoraient cependant les divisions profondes qui, d'une certaine façon, avaient scindé la société hollandaise, scission qui se trouverait transposée au Canada. Ces divisions allaient empêcher la création d'un esprit d'unité et poser aux Canadiens des problèmes pour lesquels ils n'étaient pas préparés.

Depuis la seconde moitié du dix-neuvième siècle, la société hollandaise est divisée en *zuilen* selon l'affiliation religieuse et idéologique. Les protestants, les catholiques et les sans obédience sont les trois principaux groupes. Le groupe protestant se divise en deux sous-groupes : l'Église réformée de Hollande et l'Église calviniste, la première étant «d'orientation plus libérale et moins dogmatique, la seconde étant composée de calvinistes fondamentalement dogmatiques[10].» Depuis plusieurs générations, chaque groupe est doté d'institutions et de programmes propres, conformes à ses croyances, ce qui a donné lieu à une situation d'exclusivité ou de séparation entre les groupes, à laquelle on réfère à titre de ségrégation idéologique et religieuse. Cette ségrégation franchissait les barrières sociales et économiques, les membres des divers groupes préférant ne s'associer qu'avec ceux qui partagaient leur idéologie. En conséquence, chaque groupe possède ses propres écoles, partis politiques, journaux, réseaux de télévision, syndicats, sociétés d'émigration et autres organisations.

L'orientation par *zuil* donna lieu à de la confusion et à des problèmes au chapitre de l'émigration, de même qu'à des luttes permanentes entre les sociétés d'émigration, laïques et sectaires, qui s'employaient à répondre aux besoins de leur groupe particulier. Le nombre élevé de candidats à l'émigration, le

montant limité des subventions disponibles et la détermination du gouvernement des Pays-Bas à mener à bien le projet d'émigration, ajoutés à la volonté du gouvernement du Canada de ne traiter qu'avec un seul organisme d'émigration, força les divers groupes à adopter un compromis. En 1953, le gouvernement des Pays-Bas plaçait l'émigration sous un contrôle central unique, celui de la Commission d'émigration. À partir de ce moment-là, l'émigration en provenance des Pays-Bas s'est effectuée de façon plus ordonnée et mieux contrôlée.

Au Canada, cependant, des problèmes surgirent. Le gouvernement canadien, qui avait établi ses premiers contacts avec l'attaché agricole hollandais, présumait que le bureau de celui-ci s'occuperait de diriger les nouveaux immigrants et de les établir au Canada. Il devint rapidement évident que l'attaché agricole n'avait ni les fonds, ni le pouvoir nécessaires à une telle entreprise. Bien qu'il fût en mesure d'assurer la coordination entre les gouvernements hollandais et canadiens, il n'avait absolument pas le personnel qu'il fallait pour parcourir la campagne, à la recherche d'emplois pour les immigrants potentiels. Il disposait de quelques employés qui allaient à la rencontre des bateaux et qui préparaient les approbations d'emplois et de demandes à renvoyer aux Pays-Bas, mais il dépendait des citoyens et d'organisations privées pour la majorité des placements[11].

Le système de placement était des plus simples. La Fondation (qui allait devenir le Service d'émigration des Pays-Bas ou SEPB) expédiait les noms et les dossiers des candidats admissibles à l'attaché agricole hollandais à Ottawa. Le bureau de ce dernier transmettait les noms et les descriptions familiales au surintendant canadien de la colonisation, qui les remettait aux fonctionnaires de district, lesquels les transmettaient à leur tour aux représentants hollando-canadiens qui devaient trouver des emplois et des logements appropriés. Étant donné le nombre restreint de Hollando-canadiens, les Canadiens-anglais fournissaient la majorité des emplois. Une fois les emplois assurés, les dossiers étaient soumis à l'approbation des représentants du service d'immigration du ministère des Mines et des Ressources. Les dossiers approuvés étaient ensuite transmis à l'ambassade du Canada et à la Fondation. Les candidats jugés en bonne santé se voyaient accorder un visa. Le SEPB veillait à organiser le transport et transmettait la liste des émigrants acceptés à l'attaché agricole hollandais à Ottawa et aux organismes hollando-canadiens. Il restait aux représentants hollando-canadiens au Canada à s'assurer que l'immigrant atteigne sa destination après son arrivée.

Le premier organisme privé sur le terrain qui était disposé à s'occuper du placement et de l'établissement des immigrants hollandais était le Comité d'émigration vers le Canada de l'Église chrétienne réformée. Le Comité, qui était à l'œuvre dès 1947, était financé par l'Église chrétienne réformée des États-Unis et du Canada. Ses représentants et missionnaires veillaient à placer les immigrants calvinistes ruraux arrivés au Canada et à leur trouver du travail. Étroitement aligné sur la Centrale d'émigration chrétienne des Pays-Bas, le comité était dynamique et d'une efficacité extraordinaire.

Le Service d'action sociale de la Société catholique d'aide à l'immigration, qui entretenait des contacts quotidiens avec les directeurs d'immigration de chacun des soixante diocèses canadiens (1950), vint appuyer le travail du Comité. Le directeur de l'immigration travaillait en collaboration avec le clergé (parfois avec le clergé hollandais) pour aider les immigrants à trouver des répondants, du travail et un placement. La majeure partie du travail était effectuée par les prêtres des paroisses canadiennes, qui offraient aux nouveaux immigrants le soutien spirituel, financier et social dont ils avaient grandement besoin. Il est à noter que les organisations catholiques étaient en mesure d'aider non seulement les immigrants hollandais, mais tous les immigrants. Des prêtres comme les abbés Ver Hagen (Alberta) et Van Wezel (Ontario) ont effectué un travail remarquable relativement à l'établissement des Hollandais catholiques[12]. Environ 24 pour cent de l'immigration se composait de catholiques, même si ceux-ci comptaient pour 38 pour cent de la population des Pays-Bas à ce moment-là[13]. Ils étaient moins nombreux que les calvinistes dans les régions rurales, et l'immigration était surtout rurale.

Le troisième organisme à aider les immigrants hollandais à s'établir fut le Comité d'immigration vers le Canada de l'Église réformée d'Amérique. Le Comité n'était présent sur le terrain que depuis 1950, car on croyait, à tort, que les immigrants réformés s'assimileraient rapidement à la société et à l'Église canadiennes. Le Comité était soutenu par l'Église réformée d'Amérique et entretenait des liens étroits avec la Société d'émigration réformée des Pays-Bas. Les fonds dont il disposait étaient relativement peu importants et le nombre de ses agents limité[14].

Quatre entités distinctes œuvraient dans le domaine de l'immigration : l'attaché agricole, l'Église catholique, l'Église chrétienne réformée et l'Église réformée. Les immigrants sans obédience, qui comptaient pour 7 pour cent de l'immigration, étaient pris en charge par tous les groupes, mais plus particulièrement par l'attaché agricole[15]. La division de la responsabilité ne devait pas être très claire, car la clientèle de l'Église chrétienne réformée devint rapidement la plus importante. Étant donné les congrégations établies en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, cette dernière Église avait des contacts dans les régions de colonisation les plus viables. Ces congrégations créèrent bientôt des comités d'immigration locaux chargés d'aider les agents de colonisation à trouver travail et logement. Certains propagandistes convaincus y virent la possibilité d'agrandir la communauté calviniste en fournissant des services à tous les immigrants de tradition réformée. En conséquence, les immigrants qui avaient appartenu à l'Église réformée dans les Pays-Bas étaient incités à se joindre au groupe des chrétiens réformés, ce qui devait inévitablement donner lieu à des accusations de «détournement» de la part des représentants de l'Église réformée. Le gouvernement canadien demanda si l'on se préoccupait suffisamment, en plaçant les immigrants, de leur assurer le meilleur avenir économique[16]. Malgré les critiques, l'Église chrétienne réformée fournissait travail, logement (certaines congrégations avaient acheté des maisons dans le but précis de loger temporairement les immigrants) et autres services.

Le gouvernement canadien se rendit rapidement compte que l'immigration hollandaise n'était pas homogène. Les différences religieuses semblaient creuser des fossés importants entre les groupes, ce qui rendait la coordination de l'immigration plus difficile et faisait sérieusement obstacle à l'établissement et à la réussite des immigrants. En dépit du fait que les fonctionnaires canadiens de l'immigration tenaient des réunions régulières avec les diverses organisations, et qu'une politique générale avait été établie, il semblait y avoir des frictions constantes entre les membres des diverses Églises. Ces frictions provoquèrent la colère des Canadiens et donnèrent lieu à des querelles, qui menacèrent de mettre un terme à toute collaboration entre le gouvernement et les Églises, quelles qu'elles soient. Les chrétiens réformés s'attaquèrent à l'attaché agricole qu'ils accusèrent de se soucier uniquement de l'aspect économique. Celui-ci les accusa à son tour d'être des bâtisseurs d'empire hypocrites, assujettis à un dogmatisme rigide. Les réformés en voulaient aux chrétiens réformés de la supériorité qu'ils croyaient détenir sur le plan religieux, et les seconds accusaient les premiers de délaisser les nécessités spirituelles. Les catholiques, désireux de s'intégrer et de s'assimiler, trouvaient ces querelles futiles et indignes des deux groupes[17].

Le conflit donna naissance à un compromis qui allait permettre à tous les groupes d'entreprendre la tâche pour laquelle ils avaient été établis, c'est-à-dire aider les immigrants. Le Conseil d'immigration canado-hollandais, créé en 1955, devait constituer l'organe de coordination de tous les organismes chrétiens d'immigration au Canada. Il avait pour but principal de promouvoir l'intégration à la vie canadienne des immigrants hollandais. Le Conseil était financé par les Églises, qui se virent toutefois refuser par les gouvernements canadiens et hollandais les subventions qu'elles avaient tenté d'obtenir[18].

Une des responsabilités permanentes du Conseil était le programme à l'intention des jeunes agriculteurs, dans le cadre duquel des fils d'agriculteurs étaient invités au Canada, où ils occupaient des emplois temporaires dans des fermes afin de se familiariser avec le mode de vie canadien. Le Conseil subventionnait aussi des séries de conférences dans les Pays-Bas pour stimuler l'émigration[19]. Le nombre et la qualité des immigrants semblèrent décliner rapidement au milieu des années 1950, les Pays-Bas ayant rétabli leur économie, et les revenus personnels et les conditions sociales s'étant améliorés. De 20 500 en 1953, le nombre des immigrants passa à 2 000 en 1962. Attristé, un membre du Conseil déclarait : «Je suis forcé d'admettre que la qualité n'est plus ce qu'elle était»[20].

Cependant, de 1947 à 1970, près de 185 000 immigrants hollandais étaient entrés au Canada. Les sociétés d'immigration d'orientation religieuse avaient assumé la plus grande part de la responsabilité, au coût de plus de 2 millions de dollars. En termes de services et de soutien, le coût par personne fut extrêmement bas, principalement à cause des sacrifices et du travail bénévole de centaines de personnes, dont l'imagination et l'expérience contribuèrent énormément à l'intégration et à l'établissement de milliers d'immigrants. C'est grâce à ces personnes que l'immigration fut la réussite que l'on sait. Afin

de répondre aux besoins, elles ont su faire abstraction de leurs conflits idéologiques.

NOTES

1. Entrevue avec A.S. Tuinman, octobre 1978, Calgary (Alberta). George Horlings des Marais hollandais fut un des recruteurs les plus actifs au Canada pour la main-d'œuvre hollandaise.
2. Entrevue Tuinman.
3. J.A. Hartland à A. Warnaar, 21 septembre 1945, NESC, GAI.
4. Entrevue Tuinman.
5. J. Snouck Hurgronje au ministre des Affaires extérieures, 7 janvier 1946, NESC, GAI.
6. Ministère des Affaires sociales au ministère des Affaires extérieures, mars 1946, NESC, GAI.
7. Entrevue Tuinman.
8. Oosterman, *To find a better life*, p. 92.
9. Entrevue Tuinman.
10. Kruijt J.P., «The Influence of denominationalism in social life and organized patterns», dans K. McRae, éd., *Consociational Democracy: Political Accommodation in Segmented Societies*, 1974, p. 130.
11. Entrevue Tuinman.
12. M^me^ Ann Felix à l'auteur, 6 mars 1980.
13. Oosterman, *To find a Better Life*, p. 94.
14. Pour un rapport des premières activités de cette organisation, voir *The Canadian Work of the Reformed Church of America*, 9 octobre 1952, dans les documents John Heersink, en possession de l'auteur.
15. Oosterman, *To find a better life*, p. 94.
16. A.S. Tuinman à la FEPB, 4 janvier 1949, NESC, GAI.
17. A.S. Tuinman à la FEPB, 2 novembre 1948; T. Cnossen à la FEPB, 14 décembre 1948, NESC, GAI.
18. Procès-verbal de l'assemblée du Conseil d'immigration canado-hollandais, 3 juillet 1956, Burlington, documents John Heersink.
19. Rapport confidentiel sur le voyage en Hollande d'octobre 1959, janvier 1960, documents John Heersink.
20. T. Polet à J. Heersink, 28 décembre 1956, documents John Heersink.

CHAPITRE SIX

En route pour le Canada!

LA TRAVERSÉE

La grande vague d'enthousiasme pour l'émigration suscitée par les gouvernements, les organisations, les amis, et même par les candidats à l'émigration eux-mêmes, ne suffisait pas à elle seule à préparer les émigrants à prendre les décisions difficiles qu'allait exiger le passage de l'intention aux actes, et à faire face aux problèmes qui en découleraient. Le fait que les familles commençaient à présent à émigrer en plus grand nombre que les célibataires hommes et femmes (qui avaient constitué le gros de l'immigration avant la Seconde Guerre mondiale) contribuait à aggraver encore davantage les difficultés. La plupart de ces familles allaient découvrir, à leur grande consternation, qu'il était tout aussi difficile de quitter les Pays-Bas que de s'établir au Canada.

Quand tous les membres d'une même famille n'étaient pas convaincus de la nécessité ou de la pertinence du projet d'émigration, il s'ensuivait un des problèmes les plus aigus auxquels les familles avaient à faire face, celui de la désunion. Parfois, les parents étaient inflexibles dans leur décision; d'autres fois, c'était la mère ou la fille qui refusait de partir. La menace d'abandon s'avérait généralement efficace (qu'il nous soit permis de douter du sérieux d'une telle menace). Dans la plupart des cas, la puissance des liens et la discipline maintenaient les familles unies, ce qui exigeait des sacrifices, le plus souvent consentis par les femmes. Les mères craignaient de perdre leurs enfants mariés et leurs parents et de quitter la vie tranquille de la campagne hollandaise. À leurs yeux, la vie au Canada comportait plus de dangers que de promesses de réussite. Peut-être percevaient-elles aussi qu'elles seraient, plus que les hommes, des étrangères au Canada. Les jeunes femmes qui étaient fiancées ou engagées dans des fréquentations sérieuses, et qui étaient tiraillées entre leur famille et leur fiancé, étaient obligées de faire un choix. Les manifestations d'autorité finissaient souvent par amener les femmes à se soumettre; pour leur part, les filles avaient le choix entre accompagner leurs parents

à contrecœur, se marier le plus tôt possible ou convaincre leur fiancé de partir aussi. Quoi qu'il en soit, la décision d'émigrer était parfois source de conflits et d'épisodes malheureux.

Même si tous étaient d'accord, d'autres problèmes se posaient. Les jeunes hommes aptes au service militaire devaient demander d'en être exemptés et, bien qu'il ne s'agisse que d'une formalité, surtout lorsqu'ils partaient pour accompagner leur famille, cela n'allait quand même pas sans anxiété[1]. Des problèmes financiers se posaient également. En 1948, le gouvernement des Pays-Bas, qui croyait que la crise agricole forcerait inévitablement les chômeurs à s'exiler, ne contribuait que minimalement au transport des familles qui ne possédaient pas l'argent nécessaire au voyage outre-mer. Malheureusement, ceux qui se trouvaient à la limite de l'admissibilité au soutien devaient souvent engager toutes leurs économies dans le voyage, ce qui signifiait qu'ils arrivaient au Canada démunis. Même ceux qui possédaient de l'argent ou une propriété aux Pays-Bas s'apercevaient que les restrictions monétaires limitaient la somme d'argent qu'ils pouvaient emporter avec eux. À cause des problèmes économiques critiques auxquels les Pays-Bas étaient confrontés, les personnes âgées de plus de quinze ans ne pouvaient sortir que 100 $ chacune, et celles de moins de quinze ans, 50 $[2]. Le reste de leur argent devait rester aux Pays-Bas sous forme de propriété immobilière ou de dépôts bancaires. Lorsque la situation économique s'améliora dans les années 1950, les émigrants eurent accès à ces réserves.

La difficulté peut-être la plus grande, et celle qui suscitait le plus de crainte dans les familles, était la possibilité de rejet pour des raisons médicales[3]. Les familles, qui trouvaient déjà difficile de laisser derrière elles un fils ou une fille qui avait choisi de rester, se demandaient ce qu'elles devraient faire si un des membres était rejeté à cause d'un problème de santé physique ou mentale. Comment une famille pouvait-elle abandonner un enfant retardé, même légèrement, un fils qui avait une tache sur un poumon, une fille qui avait un membre tordu, ou même un parent souffrant de problèmes cardiaques ou rénaux? Toutes les assurances à l'effet que de telles personnes ne se trouveraient jamais à la charge de l'État étaient reçues avec sympathie par les médecins canadiens, qui demeuraient cependant inflexibles dans leur décision de rejet. Il s'avérait parfois utile de faire appel à une haute autorité de Londres, mais dans la majorité des cas les familles devaient dire adieu à leur rêve et abandonner leur projet d'émigration. Il arrivait parfois que les célibataires admissibles décident de partir seuls, ce qui signifait la rupture de la cellule familiale[4].

Même si la famille passait le stade de l'inspection médicale, il lui restait un certain nombres d'obstacles à surmonter. Elle devait inévitablement subir le flot des conseils des amis, des parents, des voisins, et même de la presse. Chacun avait entendu des histoires horrifiantes de la part d'anciens émigrants sur les difficultés de la vie au Canada. Logement inadéquat, employeurs cruels et sans cœur, absence de services sociaux étaient tous des dangers contre lesquels on voulait mettre les émigrants en garde. D'autres soulignaient la vie

dure, l'insécurité et l'isolement auxquels ils seraient confrontés. Ne valait-il pas mieux abandonner ce rêve insensé pendant qu'il en était encore temps? Quel effet cela ferait-il de revenir déshonoré et vaincu, contraint de demander la charité[5]?

D'autres alimentaient l'enthousiasme, poussant leurs voisins et amis à partir et leur promettant de les rejoindre bientôt. La presse, les hebdomadaires religieux et les magazines agricoles dépeignaient parfois une sorte de demi-paradis. Il est vrai qu'il était aussi fait mention de la nécessité d'un dur labeur et d'une persévérance soutenue, mais parmi ceux qui étaient décidés à partir, s'en trouvait-il pour penser qu'ils n'avaient pas les capacités de mettre leur projet à exécution? Les sociétés d'émigration religieuses semblaient promettre le paradis[6]. C'était comme si le futur émigrant s'était trouvé au milieu d'un gigantesque carnaval, désorienté, hésitant quant à la direction à prendre. Quoi qu'il en soit, un grand nombre partirent pour mettre fin aux discussions, à la cacophonie des mises en garde, aux chamailleries et au malaise de l'indécision.

Il n'était à présent plus possible de faire marche arrière. Il fallait maintenant aller de l'avant, ce qui signifiait vendre ce que l'on ne pouvait emporter (ce qui semblait être le cas de presque tout ce que l'on possédait) ou s'en débarasser. Il fallait d'abord remplir les valises de vêtements en prévision du voyage et de la période qui suivrait immédiatement l'arrivée. On y mettait également linge de maison et literie, de même qu'une casserole ou deux à l'occasion. Sous-vêtements épais, tricots de corps en laine, pardessus et bonnets de laine étaient également placés dans les valises en prévision des froides températures nordiques. Il ne restait bientôt plus de place dans les valises, et ce qui restait était mis de côté pour aller dans une immense caisse. Toutefois, on n'avait droit qu'à 2 500 livres et, trop tôt au goût de l'émigrant, les chaises et les tables, la vaisselle et toute la gamme des articles ménagers occupaient tout l'espace disponible. On voulait apporter la vaisselle de grand-maman, la photo de la ferme, le tapis de table de Turquie, mais il y en avait toujours trop. Pauvres ou aisés, les émigrants ne pouvaient jamais prendre tout ce qu'ils voulaient et ils étaient forcés de se défaire de ce qui restait. La plupart des familles faisaient des ventes aux enchères, mais la concurrence était vive à cause des centaines d'autres familles qui projetaient également de partir. Les résultats de ces ventes étaient souvent décevants et la bourse demeurait dangereusement plate[7].

Puis un jour, tout était prêt. La caisse en bois, qui était restée longtemps dans la cour, avait été expédiée à bord du bateau, la ferme avait été vendue ou louée, et les valises pleines attendaient parmi les quelques lits qui restaient dans les pièces presque vides. Le passage maritime était réglé jusqu'à Halifax ou Québec, des bons ou des billets garantissaient le transport ferroviaire vers des lieux dont on n'avait jamais entendu parler : Belleville, Hamilton, Winnipeg, Lethbridge, tous des noms qui sonnaient drôlement à l'oreille. Le soir précédant le départ, maman cousait quelques précieux dollars canadiens dans le manteau de papa pour contourner les restrictions monétaires. Il ne restait

plus qu'à prendre congé, à dire au revoir aux parents et à la famille, qui retenaient bravement leurs larmes quand ils le pouvaient. Puis, il y avait enfin les poignées de mains vigoureuses, la course vers le taxi ou l'autobus, et ensuite le train, et soudainement tout l'enthousiasme tombait pour faire place à la crainte que l'on ne reviendrait peut-être jamais.

Le temps que le train atteigne Rotterdam, les émotions étaient de nouveau sous contrôle; c'est avec un certain fatalisme que les parents envisageaient l'avenir. Le passé était toutefois encore très présent, la vie au sein du village et de l'Église, les amis et les parents, défilaient dans leur tête. Les enfants, eux, savouraient déjà le goût de l'aventure. On sortait péniblement les valises du train, puis on se hâtait sur le quai pour apercevoir le bateau, son bateau, celui qui vous emmènerait au Canada.

Pour certains, le premier regard jeté sur le bateau en fut un de désappointement. Ils savaient que les Pays-Bas ne disposaient que de quelques paquebots pouvant servir au transport des émigrants, étant donné que ceux qui n'avaient pas été confisqués par les Allemands avaient été convertis par les Alliés pour le transport des troupes. En réponse à la popularité croissante de l'émigration, le gouvernement hollandais avait mobilisé un certain nombre de ces navires qui, bien que convenant au transport des militaires et aux évacuations d'urgence, satisfaisaient à peine aux besoins des émigrants en partance.

Un des premiers chocs que subissait l'émigrant, dont la provision de confiance était déjà entamée, était la séparation des familles, les hommes et les garçons de plus de douze ans devant voyager dans une section du navire séparée de celle des femmes et des enfants. L'émigrant, qui escomptait peut-être être logé avec sa femme et sa famille dans une cabine confortable, se retrouvait avec des centaines d'hommes et de garçons dans de grandes pièces remplies de hamacs en toile suspendus à la tuyauterie du navire. Les quartiers des femmes et des enfants n'étaient guère différents.

Étant donné les circonstances, il n'y avait place ni pour la pudeur, ni pour l'intimité. Une couverture suspendue constituait la seule protection d'une parcelle du territoire de chacun. Construites en fonction de l'efficacité et de la propreté, douches et toilettes n'offraient aucune intimité et, à l'exception de l'eau pour boire, l'eau de mer servait à satisfaire tous les autres besoins. Le service des repas de style cafétéria était effectué par roulement, les émigrants posant leur plateau en aluminium sur de longues tables. Il était impossible de s'asseoir à table en famille, tout comme d'empêcher la confiture de fraises de tomber dans la purée de navets ou de pommes de terre. Bien qu'abondante, la nourriture de type institutionnel était fade, ce qui perdrait bientôt toute importance pour de nombreux passagers, lorsque le bateau commencerait à être ballotté par les vagues.

Ceux qui avaient la chance d'avoir du beau temps pour la traversée passaient la plupart de leur temps sur le pont, qui n'était pas très vaste. Même lorsqu'il faisait mauvais temps, les passagers sortaient sur le pont pour fuir les odeurs nauséabondes qui commencaient à se répandre dans le navire. Les jours de grande chaleur, les problèmes d'odeur et d'inefficacité de la ventilation

se trouvaient amplifiés. Les jours de tempête, la circulation d'air était coupée, et le manque d'air était accablant.

À cause des pleurs des enfants et des gémissements des passagers souffrant du mal de mer, il était absolument impossible de trouver la paix et le calme. Tout le monde commençait à s'énerver, et les conflits entre parents, enfants et voisins devenaient fréquents. La visite occasionnelle d'un pasteur ou d'un prêtre accompagnant le groupe, ou la célébration du service religieux du dimanche, constituait un répit apprécié de tous. Pour les nombreux immigrants venus au Canada à bord de ces navires, la traversée fut une expérience impossible à oublier, à laquelle il ne fallait plus penser, et dont on reparlerait plus tard, un événement symbolisant le courage, surtout quand on le comparait au parcours effectué par ceux qui eurent la chance de voyager à bord de paquebots de ligne ou même par avion. Ce type de voyage devint symbole d'endurance et d'initiation aux épreuves que comporterait la vie au Canada[8].

La traversée de l'océan, même à bord de navires de guerre, comportait des aspects positifs. Les hommes et les femmes de différents villages et de différentes villes se rencontraient pour la première fois. Les idées et les attitudes provinciales et l'esprit de clocher commencèrent à subir des modifications subtiles. Les vieilles rivalités entre habitants de la Zélande, de la Frise, du Groningue et de la Hollande septentrionale ne semblaient plus aussi importantes à présent que tous étaient des émigrants partageant les mêmes espoirs et les mêmes craintes. Ils possédaient un passé différent mais un avenir commun, et un grand nombre réalisèrent qu'il leur faudrait à l'avenir travailler ensemble pour survivre. Pour la première fois, peut-être, un grand nombre laissèrent de côté les préjugés et la méfiance qu'ils avaient à l'égard des gens d'autres régions.

Les jeunes, chez qui les préjugés étaient moins profondément ancrés, se mettaient rapidement à explorer le bateau pour faire connaissance avec ceux de leur âge et former avec eux des plans pour l'avenir. Les réunions, les chants, les jeux et autres activités organisées seraient choses plus fréquentes plus tard, lorsque les émigrants voyageraient à bord de paquebots plus luxueux, mais même à bord des navires de guerre, on trouvait toujours un endroit pour bavarder et partager des idées. Certains réussissaient même à nouer des idylles qui leur permettaient de vivre des moments d'affection, et la recherche d'un conjoint, entreprise séculaire, continuait de se poursuivre indépendamment du mauvais temps et du manque d'intimité.

Cependant, malgré la camaraderie et le changement d'attitudes, certains vieux préjugés persistaient. La démarcation entre catholiques et protestants, si visible dans les régions rurales, se maintenait. Alors que la méfiance avait diminué quelque peu, un abîme subsistait entre les deux groupes religieux. Selon toute évidence, au Canada comme aux Pays-Bas, les calvinistes prendraient une direction différente de celle des catholiques.

Le navire s'approchant de la côte canadienne, l'espoir augmentait parmi les passagers. Le mal de mer, la proximité, le bruit incessant des enfants, tout s'évanouissait pour faire place à un sentiment croissant d'excitation. Ceux dont le bateau remontait le Saint-Laurent en direction de Québec ou de Montréal

s'émerveillaient des fermes verdoyantes et des maisons blanches qui s'étendaient le long du rivage. D'autres, qui arrivaient à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, ou à Halifax, étaient frappés par l'aspect délabré et la pauvreté apparente de ces villes portuaires[9].

Les premières visions de la nouvelle patrie provoquaient des émotions partagées; les rivages verdoyants du Canada, bordés d'arbres, n'avaient rien de commun avec les Pays-Bas. Les questions et les craintes, qui avaient temporairement été mises de côté pendant la traversée, réapparaissaient avec l'imminence de l'accostage. Qu'est-ce qui les attendait exactement? Quelle sorte d'homme était leur employeur? Où s'établiraient-ils?

Les longues discussions avec les autres immigrants permettaient rarement d'arriver à des conclusions précises et rapides. Les récits de réussite de leurs parents ou amis semblaient n'avoir rien à voir avec leur situation. Il arrivait que certains passagers soient déjà passés par ce processus; rentrés aux Pays-Bas, ils avaient attendu que la situation change pour émigrer de nouveau. Ces émigrants ne connaissaient habituellement que les régions où ils s'étaient précédemment établis et pouvaient rarement répondre aux questions à propos de London, de Niagara Falls ou de Lacombe. Même les propos rassurants des fonctionnaires de l'émigration des Pays-Bas, ou des représentants des diverses églises concernées par la colonisation au Canada, semblaient impuissants à dissiper le sentiment que le projet n'ait été qu'une terrible erreur.

Près du rivage, le bateau-pilote, avec à son bord l'agent de colonisation et les fonctionnaires du gouvernement, suivait le bateau des immigrants. Les documents d'immigration et de douane étaient vérifiés. Le transport s'organisait. Des instructions étaient données aux immigrants au sujet des départs des trains, des correspondances et des arrêts où amis, parents ou agents responsables viendraient les rencontrer pour les amener à destination.

Puis, le débarquement était terminé. Parfois, des fonctionnaires des gouvernements hollandais et canadien venaient souhaiter la bienvenue aux immigrants aux noms de leur gouvernement respectif et leur promettre un avenir prospère. Activité bourdonnante et bruit, accompagnés d'une dernière vision du drapeau hollandais flottant à la poupe du navire pendant que le système de haut-parleurs faisait entendre l'hymne national, tel est le souvenir que les immigrants conservaient de l'événement. Ils faisaient ensuite la queue pour passer les contrôles des douanes et de l'immigration, puis montaient à bord des trains[10].

Certains disposaient d'un peu de temps avant le départ du train et ils en profitaient pour explorer leur nouvelle patrie. Les édifices en bois délabrés du port de Halifax, de Québec ou même de Montréal n'étaient guère impressionnants. Ils étaient alignés le long des rues poussiéreuses qui conduisaient à ces villes étranges. Certains trouvaient le petit magasin du coin et ses stocks inépuisables d'oranges, de bananes et de crème glacée, tous des mets délicats encore rares ou chers aux Pays-Bas. On sortait les dollars transportés avec le plus grand soin et on en dépensait quelques-uns. Puis, on remontait à bord du train pour poursuivre son voyage au cœur du Canada.

Ayant à peine commencé à réadapter leurs réseaux modifiés à cause de la guerre, les sociétés ferroviaires canadiennes n'étaient pas en mesure de transporter la nouvelle vague d'immigrants, et elles se virent donc forcées de mettre toutes les voitures disponibles en circulation. Les voitures qui avaient été utilisées pour le transport des colons pendant les premières décennies du siècle furent remises en service en toute hâte. Les immigrants constatèrent que les fenêtres ne s'ouvraient ni ne se fermaient, que les sièges étaient durs, que l'eau potable était souvent rare, du moins l'eau fraîche, et que tout, y compris eux-mêmes, se recouvrait rapidement d'une mince couche de la suie crachée par la locomotive à vapeur.

Les trains roulaient sans relâche, s'arrêtant, déposant les passagers arrivés à destination et repartant. Il arrivait souvent que les agents accompagnent les immigrants, voyageant dans les mêmes voitures qu'eux, répondant aux innombrables questions et s'assurant que chacun descende au bon endroit et ne se trompe pas de correspondance. À l'exemple de leurs prédécesseurs des cinquante dernières années, les nouveaux immigrants regardaient par les fenêtres noircies, consternés par l'aspect désertique du pays. Les vastes distances, la succession interminable des arbres et le délabrement apparent des fermes que l'on apercevait du train jetaient une note triste et discordante. Les régions relativement colonisées du Québec disparaissaient rapidement, puis on atteignait les fermes de l'Ontario et l'immense étendue des Prairies.

Finalement arrivés à destination, les immigrants descendaient du train espérant être accueillis par des représentants de leur Église, des membres de leur famille ou par quelqu'un qui parlait néerlandais. Il arrivait parfois que l'agriculteur soit seul à les attendre. On récupérait les bagages que l'on rangeait, puis on était prêt à commencer sa nouvelle vie. À leur vif dépit, certains découvraient que l'agriculteur ou l'employeur qui les avait fait venir avait changé d'idée et qu'il leur fallait poursuivre leur route pour se rendre chez un autre employeur. Les agents, qui s'occupaient sans relâche des immigrants, accomplissaient des miracles et réglaient rapidement les problèmes. On présentait les immigrants aux agriculteurs, et les files d'attente étaient finalement dispersées.

La plupart des immigrants n'avaient pas vraiment idée de la somme incroyable de travail qui avait été accomplie simplement pour les emmener des Pays-Bas au Canada. Ils comprenaient toutefois que les agents qui les aideraient à leur arrivée étaient les principaux artisans de cette entreprise. C'était ces hommes qui avaient reçu leur demande et qui leur avaient procuré du travail. Nés aux Pays-Bas pour la plupart, ils avaient émigré au Canada avant la Seconde Guerre mondiale. Non seulement parlaient-ils anglais et hollandais, mais ils connaissaient aussi les employeurs de leur région ainsi que les conditions qui y prévalaient. Travaillant en collaboration avec les missionnaires, les Églises, les agences d'emploi du gouvernement, les sociétés ferroviaires et tous ceux qui s'intéressaient à l'immigration, ils s'employaient à faciliter aux immigrants la transition entre les Pays-Bas et le Canada. Il arrivait souvent que des missionnaires d'origine hollandaise, tel le révérend P.W. Hoekstra

de Lethbridge (Alberta) ou John Gritter de Hamilton (Ontario), agissent à titre d'agent en plus de veiller à répondre aux besoins spirituels de leur congrégation.

Les agents de colonisation rendaient des services qui allaient bien au-delà de ce qu'exigeait leur fonction. Ils sacrifiaient souvent santé, famille et intérêt personnel pour secourir les immigrants désorientés, mais ils n'étaient pas toujours récompensés en fonction de leurs mérites. Un d'entre eux garde un vif souvenir du temps où il hébergeait des immigrants dans son grenier, sa chambre à coucher et sa cave, pendant que d'autres attendaient à la gare qu'il leur trouve un placement[11]. Les motivations de ces hommes différaient tout autant que les hommes eux-mêmes. Certains percevaient leur travail tout simplement comme un moyen de répondre à un besoin humain, d'autres comme le prolongement de leur foi. Rares étaient ceux qui le faisaient dans le but d'établir des congrégations et d'étendre l'œuvre de leur Église. Tout en partageant certaines de ces façons de voir, la plupart des agents, se rappelant leurs difficultés d'adaptation à la nouvelle société (ou celles de leurs parents) s'employaient à aplanir de leur mieux le plus gros de ces difficultés. Ils étaient pratiques, expérimentés, énergiques et, par-dessus tout, optimistes, autant au sujet du Canada que des chances de réussite des immigrants. Cet optimisme devait demeurer le trait dominant de leur travail en faveur de leurs compatriotes nouvellement arrivés.

TROUVER DU TRAVAIL

Les immigrants qui quittaient la gare en compagnie d'amis ou de parents se voyaient épargner l'expérience déroutante d'une rencontre immédiate avec leur nouvel employeur. Présenté aux immigrants par l'agent, celui-ci essayait de parler anglais à ses nouveaux employés, n'obtenant la plupart du temps pour toute réponse qu'un «yes» inapproprié ou un signe d'incompréhension. Malgré les prières et les avertissements, rares étaient les immigrants qui s'étaient préoccupés d'apprendre l'anglais. Si l'employeur connaissait un peu d'allemand, ou même de français à l'occasion, il était possible de communiquer quelque peu. Les immigrants qui se rendaient chez des parents ou chez des agriculteurs hollando-canadiens avaient énormément de chance, étant donné que dans les autres cas on communiquait par signes ou au moyen d'une sorte de jargon, du moins jusqu'à ce que les immigrants aient acquis une certaine connaissance de l'anglais. Les enfants qui avaient fait quelques années d'anglais à l'école agissaient parfois à titre d'interprètes pour leurs parents, bien que leur habileté à parler cette langue fût très limitée. Le trajet jusqu'à la ferme se déroulait habituellement en silence et dans l'appréhension, tant d'un côté que de l'autre.

On apercevait enfin sa nouvelle maison! Qu'était-elle, qu'avait-elle été? Un poulailler transformé à la hâte en habitation pour humains? Une cabane en rondins ayant servi à plusieurs générations d'agriculteurs? Une étable à chevaux sans isolation munie d'un seul poêle devant servir autant pour la cuisine que pour le chauffage et dont les tuyaux serpentaient d'une pièce à l'autre? Une bonne maison de brique joliment entourée d'arbres et comportant une cour

et un jardin? Une cabane de travailleurs migrants infestée de souris, ne comportant qu'une seule fenêtre et une cour en terre battue? Une simple maison de bois, vide et béante, éloignée des voisins et de la ville, sans l'ombre d'un meuble? Cette maison n'évoquait rien de familier et n'avait à offrir que la solitude. Le sentiment de détresse était proportionnel à la déception. Les hommes et les femmes se composaient une figure stoïque, sans toutefois réussir à retenir leurs larmes. On sortait draps et couvertures, on faisait les lits, on se débarbouillait la figure et on essayait de préparer le dîner. Les biens des immigrants se trouvaient toujours dans «la caisse», qui était soit encore en mer, ou à bord du train, ou dans une lointaine gare de triage. Les immigrants étaient même privés de leurs objets familiers.

Les premières semaines d'adaptation à ce nouveau milieu, en tous points différent de celui qu'ils avaient connu, entamaient les forces de tous les membres de la famille. Le père, qui se trouvait immédiatement projeté dans le monde du travail, labourait, utilisait la machinerie, plantait ou éclaircissait les betteraves, ou travaillait dans les vergers. Même si le travail était sensiblement le même que dans les Pays-Bas, les méthodes différaient souvent et comprendre le patron était des plus difficiles. Il était souvent nécessaire de faire la démonstration du travail à effectuer, ce qui était aussi ennuyeux pour l'employeur que pour son nouvel assistant. Au moins le mari était occupé et, s'il avait des fils qui réussissaient à trouver du travail à la même ferme que lui, il avait de la compagnie. Il arrivait parfois que ces derniers cherchent du travail dans les fermes des environs ou dans les villes avoisinantes. La nécessité de suppléer au revenu familial empêchait ceux qui étaient en mesure de travailler de reprendre leurs études. La famille devenait une unité de survie, liée par les circonstances, sinon par choix.

Les femmes trouvaient généralement extrêmement difficile de s'adapter à leur nouvelle vie. Habituées à vivre dans des fermes ou dans des villages ou petites villes, près des amis et de la famille, à proximité des boulangeries, des boucheries et autres services, elles se retrouvaient isolées dans la campagne ontarienne ou dans le sud de la prairie albertaine. Les enfants plus jeunes étant à l'école et les autres membres de la famille aux champs, elles avaient amplement de temps pour réfléchir et subir les affres de la crainte et de la solitude. Le ménage, la cuisine et le raccommodage, tous des travaux effectués avec la plus grande énergie, ne semblaient jamais suffire à meubler les heures creuses. Nombreux étaient les maris qui comprenaient la situation, et certains participaient aux travaux domestiques afin d'en alléger le fardeau. Refusant de céder à la dépression, tous faisaient taire leur appréhension et leur crainte pour continuer d'envisager l'avenir avec optimisme[12].

Pour les enfants, la transition posait moins de problèmes. La plupart de ceux qui allaient à l'école constataient que la langue constituait un handicap certain, mais que l'éducation reçue aux Pays-Bas semblait avoir été supérieure à celle qui leur était dispensée au Canada. Il fallait prévoir un séjour obligatoire dans les classes inférieures. Toutefois, dans les six ou douze mois qui suivaient, les élèves étaient généralement promus à des niveaux équivalents ou supérieurs

à ceux où ils étaient dans leur pays d'origine. Les enseignants trouvaient que dans l'ensemble les enfants immigrants étaient travailleurs, qu'ils se comportaient bien et qu'ils apprenaient vite, qualités qui étaient récompensées par un avancement rapide. Bien qu'il arrivait parfois que les petits immigrants s'entendent crier «P.D. [personne déplacée], rentre chez toi», ils étaient relativement bien acceptés par leurs camarades, situation qui traduisait sans doute l'opinion de l'ensemble des Canadiens, qui percevaient les Hollandais comme d'excellents immigrants. Les terrains de jeu et l'école constituaient des lieux d'apprentissage rapide de la langue, et en quelques mois les enfants immigrants parlaient couramment l'anglais, ce qui déconcertait quelquefois leurs parents, qui trouvaient difficile de s'adapter aux changements survenus chez leurs enfants. Ceux qui réussissaient à accepter ces changements, trouvaient auprès des enfants une aide précieuse lorsqu'il s'agissait de parler au patron, d'acheter des produits d'épicerie ou d'apprendre lentement l'anglais.

Il devint rapidement évident que pratiquement tous les membres de la famille devaient collaborer à son entretien économique. Dès qu'ils atteignaient l'âge de quatorze ans, les jeunes acceptaient de travailler plutôt que d'aller à l'école. Les filles, aussi bien que les garçons, travaillaient aux champs, souvent avec leur mère, qui n'avait jamais travaillé à l'extérieur du foyer dans les Pays-Bas, sauf pour aider aux travaux dans les bâtiments ou à proximité de ceux-ci. Lorsque cela était possible, on trouvait du travail domestique ou en usine dans les villes voisines pour les grands enfants, tandis que les jeunes enfants se voyaient confier des travaux agricoles. La mise en commun du travail devait inévitablement donner lieu à la mise en commun des ressources financières, dont le contrôle incombait habituellement au père. Les enfants recevaient de l'argent de poche et le reste de leur salaire était mis dans une «cagnotte» qui servirait éventuellement à financer l'indépendance de la famille[13].

Bien qu'avant 1950 plus de la moitié des immigrants aient été dirigés vers les fermes, un nombre croissant trouvait de l'emploi dans des secteurs comme l'industrie, le bâtiment et les services. En réponse à l'accroissement des besoins dans ces domaines, le gouvernement canadien ouvrit les portes du pays aux immigrants disposés à travailler dans les mines, les camps forestiers et les industries éloignées, où la main-d'œuvre manquait. Une grande partie de cette immigration était composée d'hommes célibataires, pour qui il était relativement facile de se loger. Ils pouvaient vivre dans des campements ou dans des maisons de pension, ce qui était synonyme de logement partagé et de placement facile, comparé à la difficulté que posait la recherche de logements pour les familles d'immigrants dans des villes déjà surpeuplées.

Pour ces immigrants non agricoles, l'adaptation fut tout aussi traumatisante que pour leurs compatriotes de la campagne. Si un grand nombre d'entre eux étaient dégagés du fardeau de la famille, ils ne pouvaient compter sur le soutien de leurs proches. Souvent isolés des autres immigrants hollandais sur le plan géographique, et socialement handicapés à cause de la langue et des coutumes, ils furent forcés de s'adapter rapidement. D'autres qui vivaient en milieu urbain, bien que moins isolés de la communauté hollandaise, s'ennuyaient et

étaient souvent malheureux de vivre seuls. Dans certains cas, des célibataires vivaient ensemble et, si possible, avec une famille hollandaise afin de recréer un semblant de leur vie passée. La concentration croissante de Hollandais dans les zones urbaines agit comme un aimant sur les autres immigrants qui, isolés dans les camps de travail et les projets de construction, entreprirent de chercher de nouveaux emplois dans ces centres.

L'immigrant non agricole, célibataire ou marié, partageait, à quelques choses près, les mêmes valeurs que son compatriote agriculteur. Ses priorités étaient les mêmes : avoir un bon travail, un endroit décent pour vivre et la possibilité d'accumuler un capital pour l'avenir. Afin d'atteindre son objectif, il se tourna vers la communauté hollandaise qui pouvait lui fournir un semblant de stabilité et de continuité et lui permettre de s'intégrer à la société canadienne.

NOTES

1. FEPB au ministère de la Guerre, 12 août 1948, NESC, GAI.
2. FEPB à A.S. Tuinman, 8 mars 1948, NESC, GAI.
3. FEPB, liste des appels au médecin chef canadien, Londres, 12 janvier 1948, NESC, GAI. Cette liste a ceci de particulièrement intéressant que tous les immigrants non agricoles ont été rejetés.
4. FEPB à A.S. Tuinman, 16 décembre 1948, NESC, GAI. Cette lettre commente certains des problèmes ralentissant l'émigration et observe : «Pour un grand nombre de personnes, l'émigration est une fièvre, donc un projet qui doit se réaliser le plus rapidement possible. Si de nombreux mois s'écoulent, la personne a trop de temps pour évaluer les risques de l'émigration et finalement y renoncer.»
5. FEPB à A.S. Tuinman, 18 octobre 1948, NESC, GAI.
6. A.S. Tuinman à la FEPB, 2 novembre 1948, NESC, GAI.
7. A.S. Tuinman à la FEPB, 25 avril 1949; FEPB à A.S. Tuinman, 8 mars 1948, NESC, GAI.
8. La coordination et le transport des émigrants constituaient toujours un problème sérieux pour le gouvernement des Pays-Bas, la FEPB et les organismes privés. Il arrivait souvent que les bateaux soient prêts et que les émigrants ne le soient pas, ou vice-versa. Entrevue Tuinman.
9. Vis, «Compte rendu». Le matériel portant sur la traversée de l'Atlantique provient d'entrevues avec les immigrants, de journaux et de rapports officiels, de même que de l'expérience personnelle. Les souvenirs très précis qu'ont gardés les immigrants de ce voyage en font un événement d'une grande signification.
10. A.S. Tuinman à la FEPB, 5 juillet 1947, NESC, GAI.
11. Entrevue avec Bernard Nieboer, juillet 1976, Iron Springs (Alberta).
12. Vis, Impressions d'un voyage au Canada, octobre 1947, NESC, GAI.
13. Le matériel portant sur l'arrivée au Canada et l'adaptation des débuts provient de multiples entrevues avec les immigrants et d'entrevues avec des agents comme B. Nieboer et l'abbé F. Ver Hagen et avec des fonctionnaires du gouvernement comme A.S. Tuinman et G. Stallinga.

CHAPITRE SEPT

Les difficultés d'adaptation

LA NOUVELLE ÉGLISE

Les difficultés d'adaptation à un milieu nouveau que connurent les immigrants dans les débuts de leur établissement furent grandement atténuées par l'aide qu'ils reçurent d'Églises canadiennes et américaines. Tandis que les principales Églises protestantes du Canada manifestaient peu d'intérêt à l'égard des colons hollandais, l'Église catholique, et particulièrement l'Église chrétienne réformée, faisaient des efforts importants pour leur venir en aide. En cette période qui suivait de peu la fin de la guerre, la majorité des immigrants étaient de tradition calviniste, et leur encadrement constituait une préoccupation croissante pour l'Église chrétienne réformée.

L'établissement au Canada de missions et d'Églises chrétiennes réformées avait subi de durs coups dans les années 1930. L'interruption de l'immigration, les temps difficiles et la dispersion non dirigée des familles et des célibataires en quête de stabilité économique avaient affaibli les associations affiliées à l'Église. Le travail des missions avait toutefois été maintenu et lorsque la nomination d'un pasteur n'était pas possible, les membres du conseil continuaient de veiller à la tenue de services religieux et à lire des sermons préparés d'avance. À la fin de la guerre, ces congrégations solides, bien que peu nombreuses, attendaient avec impatience la reprise de l'immigration. À Hamilton, Toronto, dans la région de Holland Marsh, de même qu'à Windsor (Ontario), les associations d'Église étaient prêtes à accueillir de nouveaux immigrants et à les aider, ce qui était également le cas pour des congrégations de l'Ouest installées à Winnipeg, dans le sud de l'Alberta, à Lacombe, Neerlandia, Edmonton et Vancouver. Les organismes d'immigration et les immigrants allaient tirer un énorme avantage de cette situation. En plus d'ouvrir les portes de leur maison aux immigrants, de leur trouver du travail et de leur donner des conseils, les membres de ces congrégations travaillaient activement au recrutement d'immigrants pour leurs propres régions[1].

Des agriculteurs de confession chrétienne réformée, qui avaient de la difficulté à trouver des ouvriers agricoles, particulièrement dans la région de Holland Marsh, entreprirent de communiquer avec l'ambassade des Pays-Bas à Ottawa et de faire des représentations, par l'intermédiaire du député fédéral local, pour obtenir que l'immigration soit ouverte à leurs cousins des Pays-Bas confrontés à des conditions économiques difficiles. Lorsque l'immigration devint finalement possible, ces agriculteurs commencèrent à acquérir un personnel nombreux composé d'immigrants, habituellement des parents ou des amis. Ils allaient constituer un réseau parallèle important pour l'immigration hollandaise au Canada[2].

La concentration d'immigrants dans certaines régions permettait la mise sur pied d'églises, ce qui contribuait à sauvegarder la foi des immigrants. Bien que certains agents de colonisation aient été hésitants à s'aventurer loin des églises et qu'il leur arrivait parfois d'établir dans une région un nombre d'immigrants supérieur à sa capacité d'accueil, la plupart considéraient la viabilité économique comme la principale priorité. Ils étaient persuadés qu'une fois la sécurité économique assurée, des églises seraient construites dans les régions de concentration. Même si leur attitude donnait occasionnellement lieu à des conflits avec les autorités religieuses et qu'elle suscitait des critiques voulant que pour eux l'argent compte plus que la foi, ils maintinrent leur politique[3]. Les accusations portées contre les agents de colonisation par les gouvernements canadien et hollandais, selon lesquelles ceux-ci établissaient des congrégations aux frais des immigrants étaient difficilement justifiables. Quoi qu'il en soit, les agents de colonisation et leurs organisations luttèrent vaillamment pour donner aux immigrants les meilleures chances de réussite possibles.

Une fois l'immigrant placé, la tâche difficile de former une congrégation parmi les protestants hollandais commençait. L'agent de colonisation, qui possédait la liste de tous les immigrants de sa confession, la transmettait aux pasteurs, missionnaires et associations d'Église. Les immigrants commençaient presque immédiatement à se réunir, habituellement par l'intermédiaire d'une personne-ressource, dans le but de former une congrégation et de tenir des services religieux. Comme l'Église chrétienne réformée est fondée sur le congrégationalisme, les membres de conseils et les diacres étaient choisis par vote public, puis les réunions donnaient rapidement lieu à la création de congrégations. Des fonds étaient recueillis pour la location de salles paroissiales ou de sous-sols d'église, de salles maçonniques, de salles de bibliothèque ou autres installations pouvant accueillir un rassemblement de personnes. Cette tâche était évidemment beaucoup plus facile dans les endroits où il existait déjà des Églises ou des missions. À même leurs petits salaires ou leurs maigres économies, les fidèles rassemblaient des fonds pour l'établissement de l'Église[4].

Une fois le lieu de réunion trouvé, surgissait le problème du transport. Ceux qui avaient un employeur bienveillant pouvaient compter sur des places dans sa voiture, ou se voyaient prêter un camion dès qu'ils étaient en possession d'un permis de conduire. Ceux qui possédaient une voiture ou un camion transportaient le plus grand nombre possible de personnes, certains allant même

jusqu'à monter des caisses fermées, contenant poêles et bancs, à l'arrière de leur camion. Certains devaient faire de l'auto-stop, alors que d'autres prenaient les moyens de transport en commun disponibles. À l'exemple de tous les autres immigrants, les Hollandais se rendirent rapidement compte que la voiture était une nécessité au Canada. Premier achat important effectué par les immigrants, la voiture servait presque exclusivement à se rendre à l'église ou à faire les achats de provisions. Bien que le transport au sein de la communauté soit souvent rudimentaire, le fait de faire ensemble le trajet en voiture jusqu'à l'église créait des liens de solidarité impossibles à mesurer.

Les différences provinciales, les dialectes régionaux et la méfiance entre les divers groupes perdaient vite de leur importance. Tous étaient des immigrants confrontés aux mêmes problèmes et il leur fallait faire de leur mieux dans les circonstances. Les gens de la Frise, de la Zélande, du Groningue et de la Hollande septentrionale se mêlaient, se rendaient mutuellement visite après le service, comparaient leurs problèmes et offraient des possibilitiés de solutions. Parfois, si les distances étaient importantes, on apportait son repas de façon à pouvoir assister au second service de l'après-midi sans avoir à se déplacer de nouveau. Des amitiés se formaient, de longues visites d'après-midi avec transport prévu étaient organisées, des discussions naissaient à propos des conditions de vie aux Pays-Bas et au Canada, et l'esprit de communauté se rétablissait[5].

L'Église catholique romaine, dont le nombre de prêtres parlant le néerlandais était limité, tentait de servir le plus grand nombre possible de ses fidèles. Comme la messe était dite en latin, même les paroissiens hollandais se sentaient chez eux lorsqu'ils s'acquittaient de leur devoir religieux. Cependant, pour un grand nombre de Hollandais catholiques, la confession dans une langue étrangère posait un problème. Certains prêtres anglophones qui ne manquaient pas d'initiative utilisaient des «fiches de péchés» imprimées en néerlandais; il suffisait d'indiquer du doigt des nombres précis pour obtenir l'absolution et se préparer à l'eucharistie. Les immigrants hollandais étaient bien accueillis dans la communauté et au sein de l'Église catholiques et ils établissaient rapidement des contacts avec leurs voisins anglophones. Ils réussissaient souvent à acquérir une connaissance de base de la langue plus rapidement que leurs compatriotes protestants, qui continuaient de parler la langue maternelle dans leurs églises[6].

Les adhérents de la Hervormde Kerk (Église réformée), Église d'État des Pays-Bas, se trouvaient face à un dilemme. Avant le début des années 1950, ils avaient été encouragés par leur Église des Pays-Bas à s'aligner sur les principales Églises canadiennes comme l'Église presbytérienne et l'Église unie du Canada, mais un grand nombre d'immigrants de confession réformée trouvaient ce conseil inacceptable.

La langue constituait un obstacle presque insurmontable à l'intégration dans les nouvelles congrégations. Les immigrants ne comprenaient rien ou presque rien à ce qui se passait dans leur congrégation d'adoption, et l'esprit communautaire, l'accueil et la similarité culturelle qu'ils avaient connus aux Pays-

Bas leur manquaient. Certains passaient à l'Église chrétienne réformée (où ils se sont sentis traités «comme des chrétiens de seconde zone pas tout à fait assez dévots») tandis que d'autres abandonnaient complètement l'Église ou écrivaient des lettres aux Pays-Bas pour se plaindre de l'abandon où ils se trouvaient dans la jungle religieuse du Canada. Certains pensaient que l'Église unie, bien que recommandée par l'Église de la mère-patrie, avait abdiqué face aux attaques de la théologie libérale et qu'elle n'avait plus grand-chose de commun avec les enseignements «réformés» qui faisaient partie de leur héritage religieux. En conséquence, des voyages d'études furent effectués par divers fonctionnaires hollandais et des contacts furent établis avec l'Église réformée d'Amérique pour qu'elle s'engage dans les missions, de la même manière que l'Église chrétienne réformée. Consciente du besoin qui existait, et disposée à étendre son soutien financier aux missionnaires et aux agents de colonisation, l'Église réformée d'Amérique entreprit de s'organiser pour servir les immigrants de religion réformée[7].

La volonté clairement exprimée des immigrants hollandais protestants de conserver leur héritage religieux dans leur nouveau pays devait entraîner la création et la croissance de branches canadiennes de l'Église réformée américaine et de l'Église réformée chrétienne des États-Unis. Sans l'appui, le soutien financier et l'affectation au Canada de missionnaires et de pasteurs des États-Unis, les Hollandais protestants du Canada auraient éprouvé d'énormes difficultés à conserver leur foi traditionnelle. En fait, la crainte de la dispersion religieuse et de la mort lente du calvinisme hollandais au Canada constituait une des principales motivations de l'effort américain, de même que le souci que prirent les Églises du bien-être spirituel et matériel des immigrants.

Lentement mais sûrement, une nouvelle communauté commençait à se former dont les intérêts étaient dominés par la situation qui prévalait au Canada, et les préoccupations centrées sur la survie et la réussite. L'Église, protestante ou catholique, devenait un lieu de rencontre pour les immigrants qu'elle contribuait à maintenir unis et qui partageaient les mêmes préoccupations et problèmes.

LE NOUVEAU TRAVAIL

La poursuite, après la guerre, du mouvement d'industrialisation et d'urbanisation du Canada posa au gouvernement le problème de l'exode rural. Les soldats démobilisés dont les compétences, les désirs et l'expérience avaient changé hésitaient à retourner à la vie agricole et à la maigre rémunération qu'elle semblait offrir. À mesure qu'ils venaient s'installer dans les villes, le problème de la production agricole devenait encore plus pressant. Cette perte de main-d'œuvre menaçait de déclin ce secteur de l'économie essentiel à la survie de la nation. On espérait que l'importation de main-d'œuvre agricole réglerait non seulement le problème du manque temporaire d'ouvriers, mais qu'elle permettrait aussi d'établir une base agricole permanente[8].

À cause de la nature du système de placement et de l'affiliation religieuse de la plupart des nouveaux immigrants hollandais, la colonisation se concentra principalement, au départ, dans les provinces où des immigrants hollandais s'étaient précédemment établis. Le sud et le sud-ouest de l'Ontario, le sud et le centre de l'Alberta, suivis de près par le sud de la Colombie-Britannique, constituaient les principaux pôles d'attraction pour les immigrants. Il fut ainsi possible de régler les problèmes pressants que posaient l'insuffisance de la main-d'œuvre dans les vergers de la péninsule de Niagara et dans les champs de betteraves et de tabac du sud-ouest de l'Ontario, le remplacement des travailleurs japonais de la betterave du sud de l'Alberta, et la pénurie d'ouvriers dans les fermes laitières de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Toutefois, les régions de production fruitière et de fermes laitières de la Nouvelle-Écosse et les districts d'agriculture mixte du Nouveau-Brunswick et des Cantons de l'Est du Québec avaient besoin de main-d'œuvre supplémentaire, ce qui était aussi le cas des régions agricoles de l'est et du nord de l'Ontario. En fait, la plupart des provinces dépendaient de plus en plus de la main-d'œuvre immigrante importée pour répondre à leurs besoins.

Une fois les emplois disponibles comblés et les possibilités de colonisation épuisées dans les premières régions de placement, les organismes d'immigration et les immigrants eux-mêmes entreprirent d'évaluer les possibilités offertes ailleurs dans le pays. De nouvelles colonies furent fondées près de Kentville (Nouvelle-Écosse), Fredericton (Nouveau-Brunswick), Richmond (Québec), Ottawa (Ontario), Brandon (Manitoba), Barrhead, Rocky Mountain House, Peers et High River (Alberta), Smithers et Port Alberni (Colombie-Britannique), et en de nombreux autres endroits.

Peu importe le travail, la vie semblait plus difficile au Canada. Le salaire mensuel de 75 $ de l'homme marié, ou celui du célibataire qui s'élevait à 45 $ par mois, chambre et pension comprises, suffisait à peine pour vivre, même si, dans certains cas, le contrat d'un an stipulait que bois de chauffage, légumes, lait et logement étaient gratuits[9]. Les autres frais semblaient gruger le peu d'argent qu'on pouvait mettre de côté. Aux Pays-Bas, les mesures sociales de protection contre la maladie et le chômage étaient acquises, alors qu'au Canada, les immigrants devaient se débrouiller par leurs propres moyens. Il fallait s'assurer en prévision de l'achat de médicaments, de visites chez le médecin et de séjours à l'hôpital. Certains vêtements comme les tricots de corps en flanelle ou en laine, qui étaient appropriés pour les Pays-Bas, étaient vraiment trop chauds pour le climat canadien. Les sabots de bois, qui convenaient à merveille pour travailler sur la terre, s'usaient rapidement et devaient être remplacés par des chaussures en cuir ou en caoutchouc. Les produits canadiens semblaient moins durables que les produits hollandais et les comparaisons entre la vie aux Pays-Bas et au Canada étaient inévitablement source d'insatisfaction et de frustration.

Il n'existait que peu de rapport entre le travail qu'ils effectuaient à présent et les tâches qu'ils avaient eu l'habitude d'accomplir. Éclaircir et sarcler les betteraves, se briser les reins à retirer les drageons des plants de tabac, à cueillir

les tomates et à ramasser les pierres n'avait rien de commun avec le travail agricole au pays natal. Les hommes, qui avaient toujours labouré en profondeur la terre hollandaise, voyaient cette pratique désapprouvée dans les régions de culture à sec des Prairies; rares étaient ceux qui savaient que cela détruisait l'humidité déjà peu abondante du sol. Le simple fait que les Canadiens ne fumaient pas leur terre (à cause du manque de main-d'œuvre découlant de la guerre et des limites physiques d'une population agricole vieillissante) donnait lieu à des malentendus et à une évaluation défavorable des méthodes agricoles canadiennes. Habitués à l'agriculture intensive, les immigrants hollandais considéraient chaque fourchée de fumier comme un bien précieux et ils étaient sidérés de voir les énormes tas qui trônaient dans la cour de certaines fermes de l'Ontario et qui n'étaient pas utilisés, alors que les champs avaient désespérément besoin d'engrais. Certains agriculteurs canadiens ne prenaient pas grand soin de leur équipement qu'il leur arrivait souvent de laisser dans les champs, exposé au vent, à la pluie, à la neige et à la rouille, ce que ne pouvait comprendre l'immigrant qui, chaque fois qu'il utilisait sa bêche, la huilait et l'aiguisait avant de la ranger.

Les immigrants hollandais ne comprenaient pas l'attitude désinvolte et l'indifférence que semblaient afficher les Canadiens à l'égard de l'agriculture, et ils s'en irritaient. Les maisons non peintes et les bâtiments délabrés (sans doute à cause de l'austérité engendrée par la crise économique) constituaient un défi au sens traditionnel d'ordre et de propreté des Hollandais. Un grand nombre, en plus de désirer modifier les choses en vue de les rendre semblables à celles qu'ils avaient possédées aux Pays-Bas, commencèrent à penser qu'ils pourraient s'adonner à l'agriculture avec plus de succès et de façon plus rentable que les Canadiens. Ce n'était pas seulement une question de sécurité ou de réussite, mais aussi d'orgueil. L'immigrant en vint à croire qu'il était meilleur agriculteur que son employeur[10].

La première vague d'immigrants agricoles commença rapidement à se montrer à la hauteur des espoirs que les fonctionnaires de l'immigration canadiens et hollandais avaient placés en eux. Craignant que les Canadiens ne réagissent défavorablement à la concurrence de nombreux ouvriers étrangers en milieu urbain, les deux gouvernements mettaient en évidence le caractère temporaire du placement de l'immigrant hollandais à titre d'ouvrier agricole. Ils soulignaient que la venue des immigrants découlait de certains problèmes agricoles cruciaux aux Pays-Bas et que ces immigrants, que l'on devait plutôt considérer comme des «colons», venaient au Canada pour travailler temporairement dans le secteur agricole, et qu'ils commenceraient à exploiter leur propre ferme le plus rapidement possible. Posséder une exploitation agricole et s'intégrer dans le secteur agricole canadien en tant que producteurs constituait le but ultime des Hollandais, qui n'avaient pas l'intention d'entrer en concurrence avec les travailleurs canadiens[11]. Que cela ait été pour des motifs de propagande ou non, un certain nombre d'immigrants atteignirent leur objectif dans les deux ou trois ans suivant leur arrivée au Canada.

Le fermage, le métayage ou même l'achat d'une ferme constituaient autant de moyens utilisés par les immigrants pour s'établir à leur compte. Les familles qui avaient de grands enfants devinrent les premiers pionniers dans ce domaine. Grâce à la mise en commun de leur salaire et de leur travail, père, mère et enfants réussissaient à amasser un capital. Au cours des premières années, ils avaient appris les méthodes agricoles et les techniques d'achat et de vente utilisées au Canada, ce qui leur permit d'accéder à l'indépendance. Les agents de colonisation, les missionnaires, les immigrants plus anciens et des Canadiens obligeants aidèrent les immigrants dans le difficile processus de l'établissement à leur compte. Les nouveaux agriculteurs maîtrisèrent les arcanes des contrats, des transferts de terre et des conventions de fermage et de métayage. Ils s'employèrent aux semailles, puis aux moissons et, malgré les pénuries et les malchances occasionnelles, le mouvement général était au progrès. L'expérience de culture intensive des immigrants s'avéra très utile, particulièrement dans les régions d'agriculture mixte de l'Ontario, du Québec et des Maritimes. Ils réussirent à s'adapter au style d'agriculture des Prairies dans le domaine de la betterave à sucre, des céréales et du bétail. D'autres, qui choisirent de s'adonner à la culture des fruits ou des légumes, le firent d'une façon énergique et déterminée, qui montrait leur désir de réussir à tout prix[12].

Cependant, certains ne réussirent pas. Pour eux, le prix à payer était trop lourd : il leur était impossible de fournir le travail incessant qui était exigé d'eux. La marge entre la réussite et l'échec se traduisait habituellement par de nombreuses heures supplémentaires de travail dans les champs. Se priver de manger pour régler les autres factures menait inévitablement au délabrement physique. Les soucis découlant des paiements à effectuer, de la machinerie à réparer, et des conditions climatiques toujours capricieuses entamaient les forces psychologiques d'un grand nombre d'immigrants, déjà effrayés par un environnement peu familier. Même le soutien des amis, de l'Église et de voisins obligeants ne pouvaient dissiper le sentiment que rien ne réussirait dans ce nouveau pays.

Il s'agissait là d'un moment critique, aussi critique que les premiers mois suivant leur arrivée au Canada. Quels qu'aient pu être le travail fourni et l'énergie investie, il arrivait souvent qu'ils ne suffisaient pas à assurer la réussite. Que ce soit à cause de mauvaises décisions financières ou simplement de la malchance, le fait était qu'ils avaient échoué. Quelques-uns choisirent d'accepter leur sort, de faire bonne figure, et de rentrer aux Pays-Bas dans l'espoir de s'y réintégrer. Cependant, un grand nombre de ceux qui retournèrent dans leur pays s'y sentirent isolés, même si leur absence avait été de courte durée, et décidèrent de revenir au Canada.

D'autres choisirent des voies différentes. Louant temporairement leurs services à des agriculteurs, ils entreprirent d'examiner les possibilités à l'extérieur du secteur agricole. À cause de l'explosion démographique, de l'industrialisation et de l'urbanisation croissantes de la période d'après-guerre, ils furent attirés vers les villes en expansion, à l'exemple des autres immigrants.

On avait besoin d'ouvriers non qualifiés de toutes sortes pour construire des maisons, asphalter les rues et travailler dans les usines. Certains, bien qu'ayant résisté à cette attraction aux Pays-Bas, furent conduits par la nécessité financière à exercer au Canada une profession différente. Certains immigrants agricoles, qui possédaient des compétences dans les domaines de la menuiserie, de la maçonnerie et de la construction, commencèrent à les utiliser dans leur nouvel environnement. Débutant à titre d'ouvriers, un grand nombre devenaient rapidement contremaîtres, puis chefs d'équipe, et accumulaient éventuellement l'expérience et le capital nécessaires pour tenter de s'établir à leur compte. Les immigrants qui avaient obtenu l'autorisation d'entrer au pays pour satisfaire à des demandes précises de main-d'œuvre non agricole connaissaient aussi la prospérité. Certains aimaient leur travail et utilisaient les bénéfices qu'ils en retiraient pour s'acheter une voiture neuve et une maison. D'autres percevaient leur travail comme correspondant à une période d'attente qui allait déboucher sur des possibilités plus intéressantes. Ils furent rejoints par d'autres immigrants, qui avaient considéré leur contrat agricole d'un an comme un simple obstacle temporaire dans leur lutte pour exercer la profession qu'ils avaient choisie. Mécaniciens d'automobiles, commis aux écritures, petits entrepreneurs et artisans de toutes sortes, qui avaient dû miser sur l'expérience agricole acquise aux Pays-Bas pour entrer au Canada, recherchaient à présent l'occasion de réintégrer des professions familières[13].

LA NOUVELLE ENTREPRISE

L'isolement physique et social des immigrants hollandais ouvrit des perspectives nouvelles à ceux qui avaient l'esprit d'entreprise et qui virent l'occasion qui leur était offerte de mettre leurs talents à profit. L'épicier itinérant, ou colporteur, fut un des premiers à tirer parti du manque de moyens de transport des immigrants, de leur manque de familiarité avec la nourriture, les produits ménagers et autres marchandises canadiennes, ou de leur refus de les utiliser. Constatant que la vente à leurs compatriotes de produits importés familiers constituait une entreprise rentable, les petits entrepreneurs établirent des circuits leur permettant de rejoindre le plus grand nombre possible d'immigrants. Les déplacements résultaient généralement de la nécessité, car la boutique du sous-sol (qui réunissait magasin, entrepôt et bureau), même si elle était située au cœur d'une concentration de population hollandaise, n'avait nettement pas assez de clients pour survivre. Des camionnettes bourrées de marchandises sillonnèrent bientôt le Canada tout entier.

Le commerce itinérant devint une institution solidement implantée au sein de la population d'immigrants hollandais. Le colporteur importait les marchandises lui-même ou les achetait d'importateurs nouvellement établis dans les villes plus importantes, et il était en mesure d'offrir une gamme variée de produits, grâce auxquels l'adaptation au nouveau pays se trouvait de beaucoup facilitée. Cigares hollandais, *hagelslag* (préparation sucrée pour le pain), *appelstroop* (tartinade aux pommes), fromage, *speculaas* (biscuits moulin-à-

vent), textiles et sous-vêtements (plus durables et de meilleure qualité, assurait-on, que la variété canadienne) ne constituaient qu'une petite partie de son stock.

Déçus des produits de boulangerie-pâtisserie canadiens, les immigrants réclamaient des produits importés tels les gâteaux au miel, le pain aux raisins familier et autres pâtisseries assorties. Si le colporteur ne pouvait fournir l'article importé demandé, il cherchait quelqu'un dans la colonie hollandaise qui pouvait le lui fournir. Bientôt, les boulangers-pâtissiers hollandais, qui avaient été forcés par la nécessité, soit de travailler pour d'autres ou de confectionner des produits canadiens, s'employèrent à alimenter le marché qui se développait parmi leurs compatriotes.

Bien que l'épicier itinérant ne disposât d'aucune installation de réfrigération, il existait une demande pour la viande. Il s'adressa aux bouchers immigrants pour s'approvisionner en *rookwurst* (saucisse fumée), *rookvlees* (viande fumée) et autres charcuteries non périssables. Dans les régions de plus grande concentration de Hollandais comme le sud de l'Ontario, où les circuits commerciaux étaient plus courts, le colporteur pouvait transporter des coupes de viande hollandaises refroidies par un bloc de glace dans une boîte. Dans ces régions, il se trouvait souvent en concurrence avec d'autres colporteurs hollandais ou avec des bouchers, qui augmentaient leur revenu par la vente de porte à porte de viande de cheval bon marché et très appréciée. Outre la viande de cheval (fumée ou fraîche), ces colporteurs vendaient aussi du porc et de la viande hachée, très en demande et que les familles d'immigrants réussissaient à allonger presque indéfiniment.

La visite du colporteur était attendue avec impatience, surtout dans les régions rurales. Outre ses marchandises, il apportait avec lui une collection enviable de nouvelles et de potins. Il mettait les gens au courant des derniers événements survenus en milieux canadien et hollandais et parlait des possibilités d'emploi ainsi que de la situation des autres immigrants. Pendant qu'on lui servait la tasse de thé ou de café rituelle, il présentait des magazines hollandais tels *De Spiegel* (Le miroir) et *Panorama*. Tandis que les nouvelles apportées par les pasteurs, les prêtres ou les agents de colonisation étaient toujours sérieuses, les quelques blagues du colporteur mettaient du piquant. Dans les régions où les trajets étaient longs, le colporteur était souvent obligé de voyager pendant plusieurs jours d'affilée, et on était heureux de l'inviter à coucher. Malgré le caractère sommaire de leur installation et la difficulté de leurs conditions de vie, les immigrants trouvaient toujours de l'espace ainsi qu'une pomme de terre supplémentaire. Ce dernier payait toujours son hébergement au moyen des marchandises qu'il transportait dans son camion. Eau de cologne pour la dame de la maison et *zoute drop* (réglisse salée) ou rouleaux de bonbons à la menthe (indispensables, semblait-il, à l'écoute d'un sermon) s'ajoutaient gratuitement à la commande. Plus qu'une simple façon d'acheter, cette pratique constituait un lien avec le pays natal.

Lorsque les immigrants entreprirent de s'installer en plus grand nombre dans les villes ou les centres urbains et que certains eurent les moyens de se procurer une voiture ou un camion, le circuit commercial étendu du colporteur

commença à être moins rentable. L'isolement des immigrants était moins grand qu'au début, mais la demande de marchandises demeurait forte. La boutique du sous-sol de la maison du colporteur, ouverte à temps partiel et dirigée en son absence par sa femme ou sa famille, devint bientôt trop petite pour satisfaire à la demande croissante. Les acheteurs étaient plus nombreux et, à mesure que leurs moyens financiers augmentaient, la liste des produits demandés s'allongeait. Le colportage se transforma et fut remplacé par des entreprises exploitées à temps plein. L'expansion des «magasins hollandais» devait nécessairement créer des débouchés pour les produits des boulangers, bouchers et importateurs hollandais. Ce qui, au départ, avait été une entreprise individuelle offrit bientôt emplois et perspectives à des centaines d'autres personnes, tant au Canada qu'aux Pays-Bas.

Les centres hollandais en expansion fournirent aux autres immigrants l'occasion d'offrir des services à leurs compatriotes. Commençant d'abord sur une petite échelle, travaillant généralement dans leur maison ou dans le garage situé à l'arrière de celle-ci, les petits entrepreneurs se retrouvaient dans tous les secteurs de services. Les commis aux écritures, que la nécessité avait obligé à exercer une autre profession à leur arrivée au Canada, entreprirent bientôt de travailler pour d'autres immigrants qui avaient lancé leur propre affaire. Les mécaniciens commencèrent à arrondir le revenu qu'ils touchaient de leur employeur canadien en réparant les voitures et les camions des autres immigrants. Les libraires importaient des livres des Pays-Bas et les vendeurs d'assurances faisaient appel à leurs relations dans la colonie hollandaise toujours en expansion pour accroître leur clientèle. Les immigrants étudièrent attentivement tous les aspects du commerce et exploitèrent toutes les possibilités offertes, l'initiative individuelle et les ressources financières constituant les seules limites de leur entreprise[14].

NOTES

1. J. Vander Vliet à T. Cnossen, 29 décembre 1947, NESC, GAI.
2. Entrevue Tuinman.
3. Entrevue Nieboer.
4. *Ibid.*
5. De nombreux immigrants ont déclaré que la période d'adaptation avait été une des plus difficiles de leur vie, mais aussi la plus passionnante et la plus intense sur le plan émotionnel. Ceux-ci percevaient l'Église et la religion comme le centre de leurs énergies émotionnelles, tant dans un sens religieux que social.
6. Entrevue avec l'abbé Frank Ver Hagen, High River (Alberta), juillet 1979.
7. Heersink J., «The Canadian Work of the Reformed Church of America», 9 octobre 1952, documents John Heersink.
8. A.S. Tuinman à la FEPB, 6 novembre 1947, NESC, GAI. La demande de travailleurs dans les secteurs agricole et industriel donna lieu à l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants, ce qui causa un conflit entre le ministère canadien du Travail et celui des Mines et des Ressources, chacun désirant promouvoir ses priorités et contrôler l'immigration.

9. Tuinman A.S., «Report on 1948 Immigration», 22 février 1949, pp. 13-23, NESC, GAI.
10. Pour une excellente évaluation du rôle des immigrants agricoles hollandais dans le sud-ouest de l'Ontario, voir Anthony Sas, «Dutch Migration to and Settlement in Canada, 1945-1955», thèse de doctorat, université Clark, 1957.
11. A.S. Tuinman à la FEPB, 14 décembre 1948, NESC, GAI; Ann van de Valk, «Dutch Immigration», brochure préparée par la Conférence catholique canadienne, 1947-1948, NESC, GAI.
12. Entrevue Stallinga.
13. Entrevue Tuinman; entrevue Stallinga.
14. Le matériel portant sur les colporteurs et les autres entreprises commerciales en expansion provient d'entrevues et de l'expérience personnelle de l'auteur. Celui-ci accompagnait son père qui exploitait un circuit de vente de viande de cheval et a personnellement connu un certain nombre de colporteurs de produits d'épicerie.

CHAPITRE HUIT

Les années cinquante et soixante en mutation

L'évolution économique et sociale que connurent la Hollande et le Canada eut une influence marquante sur le mouvement d'immigration au début des années cinquante. À mesure que se diversifiait son économie, le Canada se montrait de plus en plus réceptif aux demandes du gouvernement des Pays-Bas d'élargir les catégories d'immigrants admissibles. En effet, le Canada avait un besoin grandissant de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs non agricoles, c'est-à-dire l'industrie, le bâtiment et les services. Bien que les Pays-Bas fussent réticents à admettre l'exode de leur main-d'œuvre hautement spécialisée, ils continuèrent néanmoins d'encourager l'émigration des travailleurs d'usines, commerçants et petits entrepreneurs en surnombre. En 1950, seulement 34 % des immigrants hollandais étaient classés ouvriers agricoles, un reflet de la nouvelle orientation du Canada en matière d'immigration. À partir de ce moment, les nouveaux arrivants allaient se tailler une place dans tous les secteurs de l'économie canadienne.

Pendant ce temps, les problèmes cruciaux de l'après-guerre étaient pris en main aux Pays-Bas. Grâce à l'aide étrangère, à la remise sur pied des industries, à la transformation et à l'expansion de l'économie, le pays ravagé pouvait aspirer de nouveau à la prospérité. Ainsi, en 1953, le revenu par habitant dépassa pour la première fois celui de 1930; on voyait poindre à l'horizon le progrès et la sécurité financière. Les années cinquante virent également la mise en œuvre de programmes de bien-être social, de réforme du travail et de la production et l'amélioration générale de la situation sociale. Grâce au succès du programme national de récupération des terres arables, les grandes familles rurales purent bénéficier d'une plus grande superficie cultivable. L'écroulement des barrières sociales et provinciales ainsi que la rapide expansion économique des Pays-Bas facilitèrent le déplacement des travailleurs du secteur rural vers le secteur urbain.

Tous ces changements ne se manifestèrent pas de façon aussi évidente entre 1950 et 1954. Durant ces années, au-delà de 77 000 Hollandais immigrèrent

au Canada, c'est-à-dire deux fois plus qu'entre 1945 et 1950. L'augmentation des subventions accordées par le gouvernement des Pays-Bas pour aider à la réinstallation des immigrants au Canada (27 millions de dollars versés à 21 000 immigrants en 1953, contre 2,5 millions de dollars à 2 300 immigrants en 1950), de même que les inondations dévastatrices de 1953, furent des facteurs qui incitèrent les Hollandais à poursuivre leur émigration au Canada. À ces deux facteurs s'ajoutaient les problèmes reliés à la pénurie de terres, à la forte densité de population, au chômage et à la crise du logement. Les organismes publics, et particulièrement les organismes privés chargés de l'émigration, avaient atteint un sommet d'efficacité et de puissance et évoquaient des motifs fort convaincants en faveur de l'établissement à l'étranger. N'eût été de la participation de ces organismes qui entretenaient des relations avec des groupes bien organisés au Canada, les émigrants auraient été beaucoup moins nombreux, surtout pendant la seconde moitié de la décennie.

Fort heureusement pour cette nouvelle vague d'émigrants, la situation de l'époque était plus enviable que celle de l'immédiat après-guerre. En effet, les restrictions imposées par les Pays-Bas sur la sortie des capitaux furent assouplies en 1954. Les paquebots et les vols sans escale reliaient le Canada et l'Europe. Les sociétés d'immigration hollando-canadiennes installées un peu partout au Canada remplissaient bien leur rôle en effectuant des placements sérieux et bien coordonnés. Les communautés hollando-canadiennes dispersées sur le territoire canadien accueillaient les nouveaux arrivants et leur fournissaient souvent hébergement et aide pour leur installation. Avec l'expansion des Églises dans de nombreuses régions du pays, les possibilités d'établissement se multipliaient. La base de la communauté hollandaise, formée d'immigrants d'avant-guerre et élargie par ceux de l'après-guerre, était maintenant assez importante pour accueillir parmi ses rangs les milliers de nouveaux arrivants.

L'arrivée au Canada des nouveaux immigrants fut aussi une source de division dans la communauté hollandaise. En effet, ces derniers semblaient bien différents de leurs prédécesseurs de la fin des années quarante. Ce phénomène n'était pourtant pas nouveau, car les premiers immigrés de l'après-guerre avaient aussi constitué un groupe distinct par rapport à celui de l'avant-guerre. Aux yeux des «anciens», surnom qu'on donna aux immigrants d'avant-guerre, les nouveaux arrivants étaient bruyants et indisciplinés et n'avaient rien de commun avec eux. Les anciens, dont ceux qui étaient établis dans les vieilles colonies comme Nobleford, Neerlandia et Winnipeg, avaient adopté la culture et la langue du Canada. À certains égards, les premiers immigrants de l'après-guerre étaient donc perçus comme des étrangers aux façons bizarres et souvent agaçantes. Par exemple, ils s'entêtaient à fumer dans les sous-sols des églises et les salles de réunion, exprimaient des idées libérales sur la consommation d'alcool et tenaient des réunions tapageuses avant et après les services religieux. Les anciens semblaient oublier non seulement que les temps avaient évolué aux Pays-Bas, mais surtout que l'Église constituait une institution sociale importante et un lieu privilégié pour la formation de nouveaux

liens. Leur vie sociale étant beaucoup plus restreinte que celle des anciens, les nouveaux immigrants s'adonnèrent parfois à des activités bruyantes et indisciplinées dans un effort pour combattre leur isolement. Dans une large mesure, la compréhension et une certaine part de tolérance succédèrent au mécontentement, jusqu'à ce que les nouveaux venus adoptent les coutumes du pays et que s'aplanissent les difficultés[1].

Toutefois, ce sont des conflits de nature autre que culturelle et sociale qui opposèrent les Hollando-canadiens et les immigrants hollandais pendant les années cinquante et qui furent à la source de nouvelles divisions. En effet, les nouveaux arrivants affichaient des goûts plutôt urbains et ne semblaient pas aussi attachés que les anciens au culte des grandes familles rurales et de l'autosuffisance financière. Certains d'entre eux se croyaient même supérieurs aux «paysans» qui les avaient précédés au Canada. De plus, la générosité tardive du gouvernement des Pays-Bas ne fit qu'exacerber la vieille méfiance de la population rurale à l'égard des gens de la ville. Dans le but de recueillir les fonds nécessaires pour payer leur voyage et leur établissement au Canada, les premiers émigrants de l'après-guerre s'étaient littéralement dépouillés de leurs biens. Considérant les travailleurs agricoles comme une main-d'œuvre excédentaire, le gouvernement des Pays-Bas hésita à leur accorder des subventions, estimant que la vague d'émigration pourrait se poursuivre sans aide financière de sa part. Toutefois, le chômage et la situation économique difficile de la classe ouvrière ne furent pas des facteurs d'incitation à l'émigration aussi puissants que l'avait été la crise agricole. En accordant des subventions aux derniers émigrants, le gouvernement des Pays-Bas créa un fort mécontentement chez leurs prédécesseurs.

Ces changements au sein de la communauté hollandaise eurent des effets particuliers et visibles sur les Églises chrétiennes réformées qui desservaient à la fois les anciens et les nouveaux immigrants, les populations rurales et les populations urbaines. L'Église avait joué un rôle influent dans l'établissement et l'organisation de la première vague d'immigrants de l'après-guerre. Le gouvernement des Pays-Bas avait attribué des sommes d'argent pour la création d'écoles séparées, et les Églises fondées depuis bon nombre d'années n'éprouvaient aucun problème financier. Même si plusieurs grandes Églises étaient déjà bien établies au Canada, leur nombre insuffisant ne leur permettait plus d'accueillir tous les nouveaux membres; de plus, leur expansion ne tarda pas à leur occasionner des problèmes financiers. Ce sont les immigrants qui avaient assumé tout le fardeau de l'entretien et de l'expansion des églises. Après s'être contentés de salles louées, ils étaient parvenus, à coups de sacrifices, à acheter des terrains, à construire des locaux en sous-sol et, grâce au travail communautaire, à ériger enfin une église. Bien que lourdement hypothéqués, ces temples n'en constituaient pas moins des monuments au dévouement des premiers immigrants de l'après-guerre. Mais l'arrivée des nouveaux immigrants urbains souleva des problèmes qui semèrent inévitablement la discorde.

Selon certains membres de l'Église, les nouveaux arrivants ne pouvaient imaginer toutes les difficultés qu'ils avaient dû surmonter et critiquaient trop ouvertement les dirigeants de l'Église. Durant les premières années, les communautés de fidèles avaient évidemment recruté les diacres et les anciens parmi les membres. Les distinctions entre professions et classes sociales, qui revêtaient une certaine importance aux Pays-Bas, avaient été pratiquement éliminées à l'époque des pionniers. La prédominance des pasteurs américains et des missionnaires du pays natal avait contribué, en partie, à démocratiser les vues, mettant ainsi l'accent sur la spiritualité et l'expérience. Certains estimaient que les nouveaux arrivants essayaient de rétablir la prédominance des citadins et des commerçants petit-bourgeois qui était de règle en Hollande. Le ressentiment qu'engendra cette situation fit naître des conflits qui ne pouvaient qu'envenimer les débats sur les autres questions comme l'expansion des bâtiments, l'usage de l'anglais pendant les services religieux, l'adoption de nouveaux cantiques et la création d'écoles chrétiennes.

Les premiers immigrants étaient, de par leur tempérament et leur formation, des gens plutôt conservateurs. Ils se rappelaient les épreuves et difficultés qu'ils avaient surmontées pour amasser les fonds nécessaires à l'entretien des pasteurs et missionnaires et des nouvelles églises. Même si l'expansion des communautés de fidèles pouvait être interprétée comme la récompense divine des efforts accomplis, les premiers immigrants furent réticents à diviser les Églises pour accueillir le nombre croissant de nouveaux membres. Ils hésitèrent aussi à construire de nouvelles églises, se contentant très souvent d'utiliser les installations existantes ou de les agrandir, alors que les nouveaux arrivants préconisaient l'expansion. Ce ne fut que lorsque la tâche des pasteurs devint beaucoup trop lourde physiquement et psychologiquement que la nécessité de l'expansion s'imposa. Les inconvénients créés par cette situation, comme l'obligation de célébrer trois à quatre services religieux le même jour, les aires de stationnement réduites et la pénurie de salles de réunion, rendirent le changement inévitable.

L'usage de l'anglais dans les services religieux demeurait une question controversée. Pour l'immigrant rural conservateur, langue et religion allaient de pair. Les jeunes, toutefois, s'étant assimilés à la culture canadienne par l'entremise de l'école et du lieu de travail et ne recevant aucun enseignement suivi dans la langue néerlandaise, réclamèrent l'adoption de l'anglais dans les services religieux et les activités connexes. À ce groupe se rallièrent les pasteurs, dont beaucoup étaient des Hollando-américains de deuxième et de troisième générations, et les nouveaux arrivants. Ces derniers avaient reçu une certaine formation en anglais à l'école mais, plus important encore, ils côtoyaient quotidiennement des Canadiens dans le travail et dans les quartiers résidentiels. Contrairement aux agriculteurs hollando-canadiens ils comptaient parmi leurs relations sociales, par nécessité, choix ou hasard, un grand nombre de Canadiens de langue anglaise. L'apprentissage de l'anglais et la compétence dans cette langue prirent pour eux une importance que les immigrants ruraux ne leur accordaient pas. Étant moins imperméables aux changements et ne

partageant pas l'engagement conservateur à la notion de langue et de religion formant un tout, ils étaient prêts à s'adapter rapidement à la langue anglaise.

Pour leur part, les organismes d'émigration et d'immigration et l'Église chrétienne réformée insistaient sur la nécessité d'apprendre la langue anglaise. L'Église était en outre persuadée que l'anglais constituait le seul moyen de faire progresser le calvinisme dans la société canadienne. Ainsi, c'est en commençant par les leçons de catéchisme en anglais et en élargissant l'éventail des activités pour les jeunes que l'on réussit à faire accepter l'anglais. Comme moyen de transition, on eut recours aux sermons dans les deux langues, en prenant soin de traduire vers le néerlandais les mots anglais difficiles. Cette mesure devint toutefois superflue après quelques années, à mesure que la connaissance de l'anglais progressait. Vers la fin des années cinquante et au début des années soixante, la plupart des communautés ne dispensèrent plus, le dimanche, qu'un service religieux en néerlandais et, vers les années soixante-dix, les services en néerlandais furent généralement abandonnés, sauf en quelques rares occasions, notamment en été lorsque la communauté accueillait des visiteurs de Hollande[2].

Les controverses relatives au changement de langue surgirent également au sein de l'Église réformée d'Amérique et d'autres Églises réformées, résultant en grande partie de l'adaptation parfois difficile à la nouvelle culture. Les immigrants ruraux de la première génération furent toujours les plus réticents à délaisser leur sécurité et leurs habitudes; l'expansion des Églises allait cependant rendre le changement inévitable. Au sein de l'Église réformée, les effets de la transition furent quelque peu atténués, car celle-ci soutenait que l'intégration était non seulement opportune mais nécessaire et que le nombre limité de ses églises exigeait certains compromis si on voulait garantir sa survie dans la grande société canadienne. Contrairement à l'Église chrétienne réformée qui jouissait d'un nombre supérieur de membres et d'églises, l'Église réformée dut combler les lacunes en recrutant des Canadiens[3].

Dès le début, l'Église catholique avait préconisé l'intégration et l'assimilation et en avait fait un but à atteindre; par conséquent, elle n'eut point à affronter ces problèmes. Ainsi, les immigrants catholiques furent simplement incorporés dans les paroisses existantes. Et, puisque les installations et organisations étaient déjà en place, ils n'eurent pas à porter le fardeau financier et les problèmes d'organisation. De plus, les évêques et membres de la hiérarchie de l'Église, dont beaucoup étaient d'origine irlandaise, encouragèrent les Hollando-canadiens à s'établir dans les paroisses rurales qui avaient commencé à diminuer en raison de l'urbanisation et rejetèrent le concept de paroisse «nationale»[4].

En 1959, on comptait environ 85 prêtres d'origine hollandaise, dont bon nombre étaient membres d'ordres religieux missionnaires œuvrant au Canada. Toutefois, seulement six ou sept de ces prêtres participèrent activement au mouvement d'immigration, desservant à la fois les Hollandais et les autres immigrants. Ils encouragèrent l'enseignement en anglais, la participation aux activités de l'Église et l'apprentissage rapide de l'anglais. Au besoin, les prêtres parlant le néerlandais prononçaient l'homélie dans la langue maternelle,

visitaient leurs compatriotes, s'occupaient de placer les gens et de les aider et n'hésitaient pas à tenir de longues séances de confessions en néerlandais. Leur nombre restreint rendait leur tâche extrêmement difficile et leurs heures de travail étaient longues et ardues. Les paroissiens savaient toutefois apprécier leur bienveillance et leurs encouragements tandis que s'effectuait la difficile mais nécessaire transition vers l'anglais.

Le conservatisme de l'Église chrétienne réformée et sa séparation sectaire de la grande communauté hollandaise créèrent d'autres problèmes particuliers à ce groupe. Avec l'adoption de l'anglais dans les services religieux apparut l'épineuse question des cantiques. Au moment où les premiers immigrants de l'après-guerre quittèrent les Pays-Bas, leur livre de cantiques comprenait 150 psaumes mis en musique et 29 chants dont les thèmes étaient inspirés de la Bible. L'adoption de l'anglais était donc synonyme de l'acceptation du Livre de cantiques de l'Église chrétienne réformée d'Amérique qui renfermait, entre autres, des chants de louange en anglais et en langues autres que le néerlandais. Certains immigrants ultra-conservateurs considéraient ces cantiques comme, sinon étrangers à la Bible, du moins dérivés de la société apparemment non réformée qui les entourait. L'introduction de ces chants dans les services religieux déclencha de vives protestations qui se poursuivirent pendant de longues années et qui se manifestèrent tantôt par le refus des fidèles de se lever et de chanter, tantôt par le boycottage des services religieux et les sorties en masse. La lutte contre l'expansion des églises et l'usage de l'anglais avait aussi donné lieu à des protestations semblables, qui ressurgiraient également pour s'opposer au mouvement d'établissement des écoles chrétiennes. Les ministres et les conseils d'Église eurent à faire preuve d'une très grande diplomatie et durent même recourir à certaines mesures disciplinaires pour rallier les opposants. Avec le temps, les nouveaux cantiques finirent par être intégrés aux services religieux.

La question des écoles chrétiennes constitua une autre source de conflits tout aussi acharnés. Bien que tous fussent d'accord pour dire que la neutralité n'existait pas dans les écoles publiques au Canada et que les valeurs enseignées allaient à l'encontre des principes de l'Église chrétienne réformée, bon nombre ne s'entendaient pas sur l'enseignement à donner aux enfants. En général, les membres de l'Église chrétienne réformée s'opposaient aux activités profanes telles que le cinéma, les jeux de cartes et la danse, divertissements que les écoles publiques passaient sous silence ou encourageaient, ou sur lesquels elles ne portaient aucun jugement de valeur. Toutefois, la question de l'enseignement dans des écoles publiques ne s'arrêtait pas là. Car, même si ces écoles professaient des valeurs religieuses, elles ne dispensaient aucune instruction morale et ne reconnaissaient pas la suprématie de Dieu sur toutes choses. L'enseignement de l'évolution constituait l'exemple le plus flagrant de cette lacune. Certains étaient d'avis qu'il fallait transformer les écoles publiques existantes en institutions réformées. Mais les contraintes relatives au nombre et à la langue rendaient cet objectif irréaliste. D'autres s'opposaient à la tendance séparatiste d'un système scolaire parallèle. Mais plus nombreux encore

étaient ceux qui pensaient que, peu importe les défauts des écoles publiques canadiennes, ils pourraient remédier aux lacunes par l'enseignement à la maison, appuyés par les conseils et l'aide de l'Église.

Le problème le plus grave était toutefois celui de l'argent. Déjà écrasées par les coûts d'expansion et de construction élevés, les communautés de fidèles hésitèrent à engager les fonds nécessaires au transport, à l'entretien des écoles et au salaire des enseignants, même lorsqu'elles en auraient eu les moyens. Bien que les conseils scolaires dirigés par les parents fussent en principe indépendants de l'Église chrétienne réformée, en pratique, les deux organismes se partageaient les mêmes membres et, par conséquent, leur imposaient une double responsabilité financière. Si la nécessité de fournir une éducation «chrétienne» séparée était reconnue, le fardeau financier, lui, semblait insurmontable.

Les éléments les plus financièrement conservateurs de l'Église adoptèrent une attitude prudente, alors que 30 pour cent de la communauté des fidèles fit pression pour la création de ses propres écoles. Dans certains cas, cette situation sema la discorde dans les communautés et les ministres se retrouvèrent parfois entre deux feux. S'appuyant sur le fait qu'en Hollande, les écoles chrétiennes recevaient des fonds du gouvernement, certains réclamèrent l'aide de la province. D'autres considéraient le réseau privé d'écoles chrétiennes réformées aux États-Unis comme le modèle à suivre pour l'établissement d'écoles au Canada. Alors que certains conseils scolaires attendirent d'avoir les fonds nécessaires pour entreprendre la construction, d'autres mirent leurs projets en train en espérant que Dieu pourvoirait au financement. La croissance continuelle des communautés chrétiennes réformées, ainsi que l'engagement à une éducation de qualité supérieure orientée vers Dieu et fondée sur les traditions réformées donnèrent lieu, par la suite, à un réseau d'écoles élémentaires et secondaires chrétiennes dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve, où l'on trouvait peu de chrétiens réformés[5].

Même si l'Église chrétienne réformée, le plus important groupe religieux hollando-canadien, illustre le mieux les conflits qui ont perturbé la vie religieuse de la colonie hollandaise, elle ne fut pas la seule à connaître de tels déboires. Pour un grand nombre d'immigrants, la religion et la pratique de celle-ci constituaient l'élément central de leur vie. Il était donc prévisible que l'Église devînt le forum de tous les changements auxquels les immigrants étaient confrontés. L'Église se trouvait en première ligne de l'adaptation culturelle et, comme telle, elle reflétait les aspirations, les craintes et les problèmes des immigrants.

DIVISIONS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ

Les divergences d'opinions que présentaient les nouveaux immigrants face à leurs problèmes traduisaient les discordes qui les avaient divisés dans leur pays natal. Maintenant qu'ils étaient établis dans leur terre d'accueil, ces mêmes déchirements refirent surface. Non que les immigrants eussent consciemment choisi de se diviser ainsi, mais ils étaient dominés par leurs vieilles habitudes

et opinions. Puisque l'Église constituait un outil de base pour la formation de la communauté, les immigrants furent tout naturellement divisés selon l'affiliation religieuse. Ainsi, les vieux immigrants protestants et catholiques de l'avant-guerre refusèrent d'engager leurs compatriotes dont l'affiliation religieuse était différente de la leur. La méfiance qu'entretenaient depuis toujours les groupes protestants à l'égard du catholicisme ne fit qu'accentuer les différences régionales et provinciales qui avaient aussi prévalu au sein de la colonie hollandaise. Les rapports sociaux se limitaient à des réunions fortuites et, faute de bonne volonté, les deux groupes ne parvinrent jamais à s'entendre. Le fait qu'ils soient tous immigrants hollandais dans un pays étranger n'incita nullement le groupe à l'homogénéité[6].

Au fur et à mesure que les catholiques commençaient à s'intégrer dans la société canadienne, leurs rapports avec les autres immigrants diminuèrent. Les mariages entre Hollandais catholiques et Hollandais protestants étant désapprouvés, les liens de parenté ne pouvaient se former entre les deux groupes. Les idées plus libérales qu'entretenaient les catholiques sur le cinéma, la consommation d'alcool, les jeux de cartes et autres divertissements profanes les éloignèrent encore davantage de la communauté réformée, plus orthodoxe. Se conformant au principe des *zuilen*, tel qu'établi aux Pays-Bas, les catholiques se considéraient comme nettement différents des autres immigrants hollandais. Cette distinction se manifesta clairement dans la fondation de la revue religieuse catholique *Onder Ons* (Entre Nous) qui, plus tard, prit le nom de *Compass*. Il s'agissait d'un périodique consacré à l'intégration et à l'adaptation des catholiques hollandais à la société canadienne[7]. De toute évidence, ce n'était pas au Canada que devait se jouer la réconciliation des diversités religieuses.

À l'instar des catholiques et des protestants, les communautés chrétiennes réformées se trouvèrent divisées par des questions sociales et religieuses. Même si les rapports étaient un peu moins tendus, en raison de quelques mariages entre membres des deux groupes et du mouvement presque imperceptible des membres les plus libéraux et les moins dogmatiques de l'Église chrétienne réformée vers l'Église réformée, les deux groupes, tout en vivant côte à côte, demeuraient néanmoins isolés l'un de l'autre. En raison de sa petitesse, la communauté réformée semblait plus susceptible d'adopter l'état d'esprit et les habitudes de vie des Canadiens, ce qui contribua à affaiblir encore davantage les liens de solidarité entre Hollandais qui auraient pu les inciter à la tolérance. De fait, le fossé entre les groupes les poussa à fonder des églises parallèles dans la communauté, entraînant ainsi la concurrence entre les divers organismes pour hommes, femmes et jeunes gens et entre les différentes revues religieuses[8].

L'Église réformée d'Amérique fonda le *Pioneer* à titre de complément canadien à sa revue religieuse américaine intitulée *Church Herald*. L'Église chrétienne réformée, pour sa part, fonda le *Calvinist Contact*, un journal de l'Église. Elle encouragea aussi la couverture d'actualités canadiennes dans le bulletin *De Wachter* fondé par l'Église hollando-américaine. À part *Calvinist Contact*

et le *De Wachter*, l'Église chrétienne réformée publia aussi *Banner*, organe en langue anglaise qui était destiné, avant tout, aux communautés de fidèles américains. Le *Pioneer* et le *Calvinist Contact* étaient bilingues et rapportaient, entre autres, les nouvelles de l'Église et de la vie en Hollande; on y retrouvait aussi des conseils aux immigrants, des séries d'articles, des annonces publiées par les commerçants hollando-canadiens, les annonces communautaires et celles de l'Église, des poèmes, des articles religieux et des messages.

Comme ce fut le cas aux Pays-Bas, la division religieuse s'étendit à toutes les facettes de la vie. Une certaine tolérance se manifesta toutefois vers la fin des années cinquante et le début des années soixante, principalement attribuable au fait que les immigrants de la deuxième génération refusaient d'accepter ou de comprendre les arguments religieux qui avaient divisé les Églises. Si elles n'aboutirent pas à l'union entre Églises, ces relations plus détendues favorisèrent néanmoins la coopération nécessaire au soutien des hôpitaux psychiatriques et des centres de réhabilitation chrétiens et à d'autres bonnes causes. De plus, elles donnèrent lieu à l'échange de sermons entre pasteurs invités le dimanche et au remplacement temporaire des pasteurs lorsque des postes étaient vacants. Sur le plan organisationnel, on s'efforça de détendre les rapports entre jeunes, spécialement dans les régions où les personnes en âge de se marier étaient peu nombreuses parmi les membres de l'Église réformée[9].

L'Église chrétienne réformée constitue la plus grande Église hollandaise au Canada avec ses 192 paroisses et écoles élémentaires et secondaires affiliées. Son importance ne la met toutefois pas à l'abri des divisions religieuses. En effet, l'élan réformiste inhérent au calvinisme s'est manifesté clairement au sein de cette Église. À la suite du développement et de l'expression de la pensée calviniste aux Pays-Bas, par exemple, une minorité de chrétiens réformés, c'est-à-dire environ 20 pour cent, tenta d'imposer sa doctrine à la société canadienne. Partant du principe que la religion englobe toutes les facettes de la vie humaine, ils tentèrent de propager la morale calviniste dans la société environnante. Ce groupe participa à la fondation de la «Association for Reformed Scientific Studies» en 1956 et entreprit une campagne en vue de créer une université réformée en Amérique du Nord, de préférence au Canada. Cet organisme fonda à son tour la «Association for the Advancement of Christian Scholarship» qui exploite le «Institute for Christian Studies» à Toronto. Ce dernier offre des programmes d'études de troisième cycle dont le but est «d'aider les gens à comprendre la signification chrétienne de leurs études et de leur travail dans la vie»[10].

La croyance que toute activité doit «suivre la voie indiquée par la parole de Dieu, tenir compte de Sa Loi à laquelle doit se soumettre toute la Création et saluer le Royaume du Christ» conduisit les partisans de cette doctrine vers de nouvelles orientations dans la société canadienne. Ainsi, ils fondèrent la «Christian Labour Association of Canada» qui constituait une solution de rechange au syndicalisme laïc, la «Christian Farmer's Association» et le «Citizens for Public Justice». Si ces organisations eurent une influence marquée sur les communautés chrétiennes réformées en dépit de conflits et de

discordes, il n'en fut pas de même pour l'ensemble de la société canadienne. Toutefois, ces organismes réussirent à sensibiliser quelque peu les Canadiens à l'Église chrétienne réformée en tant qu'organisation dont les idées s'opposent à la mentalité libérale et profane courante.

Les membres de l'Église chrétienne réformée ne réussirent pas toujours à maîtriser leur élan réformiste. Ainsi, les conflits relatifs à la grâce, aux Statuts de l'église et à d'autres questions doctrinales, omniprésents dans la réalité hollandaise, gagnèrent le Canada. Bien que le sentiment d'unité dans l'adversité ait contribué à contenir les différends pendant les premières années de l'établissement, les vieilles querelles refirent surface au début des années cinquante. Certains calvinistes orthodoxes qui s'étaient ralliés à l'Église chrétienne réformée comme solution de facilité ressuscitèrent les divergences doctrinales qui avaient amené la division des Églises en forces opposées aux Pays-Bas. Ce fut souvent l'occasion de conflits qui entraînèrent le retrait de la minorité dissidente des Églises établies.

Ces différends menèrent à la fondation de l'Église réformée canadienne en 1950. L'orientation théologique de cette église s'inspirait du mouvement réformiste né aux Pays-Bas durant la Seconde Guerre mondiale. L'Église fondait sa doctrine sur une interprétation plus littérale de la Bible et s'estimait plus foncièrement réformée que les autres Églises. Désignée généralement sous l'appellation «Article 31» relativement aux statuts de l'Église, elle est considérée plus conservatrice que l'Église chrétienne réformée. Trente ans après sa fondation, cette Église comprend vingt-neuf églises, dont la plupart sont situées en Colombie-Britannique et dans l'Ouest, et possède un système scolaire chrétien séparé ainsi qu'un séminaire à Hamilton (Ontario)[11].

L'Église chrétienne réformée libre constitue une autre branche dissidente conservatrice de l'Église chrétienne réformée. Fondée en 1955, elle comprend 12 églises. Ne possédant pas son propre séminaire, elle doit former ses pasteurs au Séminaire chrétien réformé de Grand Rapids (Michigan).

La Congrégation réformée des Pays-Bas, actuellement constituée de 12 églises, est la plus conservatrice des Églises réformées. Surnommés les «black-stockings» (bas noirs) en raison de la simplicité de leur mise, les membres évitent les divertissements profanes. Les doctrines de l'Église insistent sur l'existence d'un Dieu omniscient et tout-puissant ainsi que sur la nature pécheresse et dépravée de l'homme. Leur théologie est dite «austère» car elle insiste sur la nature restreinte du salut. L'Église s'est retrouvée très en vue vers la fin des années 1970 lorsqu'elle s'opposa à l'immunisation contre la polio, ses adeptes estimant qu'une telle action va à l'encontre de la volonté d'un Dieu tout-puissant. Le nombre de ses adeptes étant limité, le recrutement des pasteurs se fait aux Pays-Bas[12].

Même si toutes les Églises réformées sont d'origine hollandaise, les rapports entre les groupes sont généralement peu fréquents. Quelques tentatives de discussions portant sur l'union de l'Église réformée et de l'Église chrétienne réformée n'eurent que peu de succès malgré la coopération des deux Églises dans d'autres secteurs. Des pourparlers entre les représentants de

l'Église réformée et de l'Église réformée canadienne se soldèrent également par un échec, car aucune entente ne put être conclue en dépit du fait que les enfants de certains réformés canadiens fréquentent des écoles réformées chrétiennes. Les divisions idéologiques qui caractérisent la société des Pays-Bas se sont de toute évidence recréées au Canada, et il y a peu d'espoir que l'on parvienne à y mettre fin dans un avenir rapproché.

L'ACCLIMATEMENT AU MILIEU URBAIN

Bien que les institutions et les organismes fondés par les immigrants antérieurs aient facilité l'intégration de l'immigrant hollandais non rural dans la société canadienne, le processus d'acclimatement fut néanmoins pénible[13]. Les autorités canadiennes et hollandaises et les immigrants eux-mêmes s'étaient attendus, certes, à rencontrer de telles difficultés. Toutefois, les préparatifs et les mises en garde ne pouvaient protéger ces immigrants contre les drames personnels dus aux chocs culturels et sociaux consécutifs à l'expatriation. L'acclimatement aux méthodes de travail dans les usines et les bureaux fut aussi ardue que l'avait été l'adaptation à la ferme. Ainsi, pendant la première année, tout leur sembla étrange et menaçant et certains, avantagés par leur situation financière et le transport, décidèrent de retourner vivre aux Pays-Bas. Une majorité écrasante choisit cependant de tenir bon.

L'entrée des nouveaux immigrants sur le marché du travail dans les centres urbains favorisa des rapports plus étroits avec les Canadiens anglais que ceux des immigrants ruraux. La nécessité grandissante d'utiliser l'anglais et la facilité de l'accès aux cours du soir incitèrent des immigrants, hommes et femmes, à fréquenter assidûment les cours dispensés en anglais. Grâce à leur résidence dans les quartiers urbains, les immigrants dans les villes n'eurent pas à subir l'isolement qui était le lot des travailleurs ruraux.

Si les nouveaux immigrants ne choisirent pas consciemment de se regrouper dans certains quartiers urbains, la nécessité financière les poussa souvent à élire domicile dans les secteurs à prix modiques. Soucieux d'atteindre la sécurité financière en amassant le capital nécessaire, les immigrants firent preuve de prudence dans leurs décisions. De façon générale, ils s'entendaient pour dire qu'il valait mieux vivre plus modestement pendant un certain temps et épargner de l'argent que de se précipiter dans des affaires imprudentes. Ainsi, prenant leur mal en patience, les immigrants se mirent à astiquer, à peindre et à réparer les locaux dont ils disposaient. Incroyable ce qu'on pouvait accomplir avec de la peinture, des brosses et des râteaux, même dans des logements loués! Les immigrants se bâtirent une réputation de bons locataires auprès des propriétaires canadiens et démontrèrent à leurs voisins canadiens le bien-fondé du stéréotype du Hollandais «propre».

La lutte des immigrants citadins pour leur sécurité financière fut aussi impérative qu'elle l'avait été pour les immigrants ruraux. Profitant de l'accessibilité des services d'autobus et des autres moyens de transport, les femmes s'empressèrent de répondre aux besoins urgents d'aide domestique. Les femmes

de ménage hollandaises devinrent donc très en demande chez les familles canadiennes aisées. C'est ainsi que fut introduit dans les foyers canadiens le penchant hollandais pour la propreté, au taux d'un dollar l'heure, à raison de huit heures par jour, repas du midi et transport compris. Aux yeux des Hollandaises, ce travail n'était pas dévalorisant, car il leur permettait de contribuer au bien-être financier de leur famille. Toutefois, le travail domestique était souvent rendu difficile par l'inaccessibilité du transport et les exigences démesurées des employeurs. Mais comme les femmes de ménage étaient très recherchées, les clients difficiles pouvaient être abandonnés et remplacés par d'autres plus accommodants.

À part les avantages monétaires, le travail apporta aux ménagères d'autres bénéfices. Les femmes eurent l'occasion de sortir de leur quartier et de briser leur solitude en côtoyant des gens hors de leur entourage immédiat. À mesure que les femmes apprirent l'anglais, elles découvrirent la cuisine et la vie familiale canadiennes. Elles se mirent alors à cuisiner de nouveaux plats canadiens à base de maïs, de courges et de macaroni, qui ne furent pas toujours bien accueillis par leurs familles. Mais, plus important encore, les femmes hollandaises devinrent plus conscientes des avantages sociaux et matériels que cette nouvelle société pouvait leur offrir.

La ménagère ne pouvait s'empêcher de remarquer le confort matériel dans lequel vivaient ses clients et de passer des commentaires sur le gaspillage des restes de nourriture et des articles réparables. Sensibles aux allusions subtiles des ménagères au sujet des difficultés financières des immigrants et motivés par la générosité, les employeurs leur offrirent des articles et vêtements usagés mais utilisables. Les Hollandaises acceptèrent sans hésiter les robes, costumes et surtout les vêtements d'enfants, car cela les aidait à abaisser le coût d'entretien de leur foyer. La générosité des employeurs se traduisait aussi en conseils, en recommandations d'emploi pour un membre de la famille, en aide financière pendant les périodes difficiles et en prêts pour l'achat d'une voiture ou d'une maison ou l'ouverture d'un commerce. De ces transactions naquirent souvent des liens d'amitié, des relations empreintes de bienveillance et une meilleure compréhension entre immigrants et Canadiens.

Le travail des femmes, s'il était avantageux financièrement, leur imposait néanmoins une lourde charge. En effet, toutes les ménagères immigrantes durent affronter certaines difficultés inhérentes à leur nouvelle vie. Les problèmes de transport conjugués à ceux de la langue compliquaient la tâche des emplettes. Alors que la ménagère aux Pays-Bas se rendait au marché du quartier tous les jours, la nouvelle ménagère canadienne allait une fois la semaine au supermarché où elle était confrontée à une panoplie déroutante de marchandises. Les mots sur les emballages lui étant inconnus, elle choisissait souvent les articles en fonction de l'illustration, ce qui n'allait pas toujours sans conséquences fâcheuses. Les coupes de viande n'étaient pas les mêmes qu'aux Pays-Bas et les charcuteries, qui forment la base des petits déjeuners et déjeuners hollandais, n'avaient ni l'aspect, ni le goût de celles que connaissait la ménagère, à plus forte raison lorsqu'elles contenaient de l'ail. Le fromage

canadien, particulièrement le cheddar, ne ressemblait en rien aux fromages Edam, Gouda et Leyden tant par la consistance et la saveur que par la couleur. Les fruits et légumes frais, si abondants aux Pays-Bas grâce à leur culture en serre, ne semblaient que des denrées saisonnières dont seules quelques variétés étaient disponibles. La gamme des produits de la boulangerie, comme celle des légumes, était restreinte et se composait surtout de pain, de tartes et de brioches sucrées. À moins que la ménagère immigrante ne se rende dans un magasin hollandais pour retrouver les ingrédients de la cuisine traditionnelle, ce qui représentait un déplacement supplémentaire, les achats constituaient pour elle une corvée. Toutefois, en comparaison des Pays-Bas, la nourriture était bon marché et les produits de base très abondants. Avec le temps, les femmes finirent par s'adapter à la nouvelle réalité.

Les tâches ménagères créèrent aussi de nouvelles exigences. Dans certains quartiers, les femmes durent apprendre à cuisiner à l'aide de cuisinières électriques au lieu de cuisinières au gaz, et elles constatèrent avec regret que certains logements au Canada étaient dépourvus de cuves pour la lessive. Par contre, les machines à laver, aspirateurs et autres appareils ménagers d'occasion leur facilitèrent beaucoup la tâche. Le travail de femmes de ménage dans les foyers canadiens eut bientôt fait de convaincre bon nombre d'immigrantes de la nécessité de ces «objets de luxe» et de les rendre aptes à s'en servir. L'adaptation des femmes fut sans doute plus exigeante que celle des maris et des familles, mais grâce à l'aide des amis et des employeurs, elles y arrivèrent.

La mère étant habituellement de retour à la maison avant l'arrivée des écoliers, la vie familiale fut rarement perturbée. D'ailleurs, le travail occasionnel de la mère, à raison de deux ou trois jours par semaine, fut probablement une incitation à pousser les enfants plus âgés à partager le fardeau financier de la famille. Avec empressement, ils se mirent à faire la distribution des journaux, à pelleter la neige, à tondre le gazon et à effectuer des travaux de nettoyage et autres corvées semblables. Les garçons gagnèrent de l'argent de poche en aidant leur père, les soirs et les samedis, dans un petit commerce ou dans une activité secondaire et en travaillant à temps partiel dans les stations-services et les petites entreprises de toutes sortes, s'ouvrant parfois des portes débouchant sur des emplois futurs. Les filles, elles, aidaient leur mère aux tâches ménagères pendant leurs congés scolaires. Le travail énergique et la persévérance des enfants d'immigrants contrastaient vivement avec celui de leurs camarades canadiens et impressionnaient fortement les employeurs.

Pour de nombreux enfants, un tel acharnement au travail se traduisit par une moindre importance accordée aux études car, à l'instar de leurs parents, ils en vinrent à accorder une importance primordiale à la sécurité financière. Ainsi, beaucoup choisirent d'abandonner leurs études dans le but d'améliorer leur situation financière. Grâce à leur ardeur au travail et à leur ingéniosité, la plupart d'entre eux eurent du succès dans leurs démarches. D'autres évoluèrent d'un emploi à l'autre en développant leur compétence, jusqu'à ce qu'ils obtiennent un emploi permanent. Les employeurs surent récompenser le désir de réussite des Hollandais, qui étaient considérés comme des bons

travailleurs, en leur accordant souvent une chance supplémentaire. Le succès financier relatif des enfants de la première génération d'immigrants témoigne de leur volonté de travailler. Malheureusement, le succès laissa certaines personnes insatisfaites lorsque, plus tard dans leur vie, elles ne réussirent pas à combler le vide de leur existence par les biens matériels.

L'importance accordée à la vie familiale chez les immigrants ruraux et citadins faisait en sorte que la femme considérait son travail à l'extérieur du foyer comme une occupation temporaire ou à temps partiel. Par conséquent, les jeunes femmes n'envisageaient pas de poursuivre une carrière à l'extérieur du foyer. Elles acceptaient un emploi uniquement dans le but d'augmenter les revenus familiaux ou d'acheter un article nécessaire à la famille. Le mariage, l'éducation des enfants et l'entretien du mari constituaient la raison d'être de la femme, et cette attitude était courante autant chez les femmes que chez les hommes. Pendant les périodes difficiles, la femme pouvait prendre un emploi, mais il était généralement acquis que son travail de simple ménagère était une occupation à plein temps. L'éducation supérieure, à l'exception de la formation d'enseignant, était souvent considérée comme inutile et même dangereuse, car elle pourrait entraîner des conflits au sein de la famille.

Les rapports sociaux plus étendus qu'entretenaient les membres de la famille avec la grande communauté canadienne fournirent aux immigrants de nouvelles occasions d'affaires. Cherchant mille et une façons de gagner plus d'argent, ils ne tardèrent pas à répondre à la demande de jardiniers pour tondre la pelouse, entretenir les plates-bandes et aménager les terrains. Renommés pour leurs «pouces verts», les immigrants hollandais profitèrent de la nécessité d'un matériel réduit (une tondeuse, un râteau, une pelle, une bêche et des cisailles) pour lancer une nouvelle entreprise. L'exploitation de ces commerces, qui fournirent d'abord des emplois à temps partiel aux travailleurs d'usines et du bâtiment, se transforma parfois en entreprises à plein temps. Très souvent, les premiers clients furent les propriétaires des maisons où la mère de famille ou une amie allait faire le ménage.

Ces rapports fournirent parfois à la famille urbaine l'occasion de fonder une petite entreprise agricole ou de retourner vivre à la ferme. Certains immigrants se sentaient étouffés par la ville et le travail en usine et voulurent s'établir à leur compte. Grâce à des économies amassées avec soin, ils achetèrent des petits lopins de terre sur lesquels ils cultivèrent des légumes et élevèrent quelques poules. Tout en conservant leur emploi à la ville, ils vendaient des œufs et des légumes aux Canadiens et à leurs compatriotes situés le long d'un parcours régulier. C'est ainsi que le vendeur d'œufs itinérant hollandais est encore, de nos jours, un personnage familier dans certains secteurs urbains et, que son occupation à temps partiel est devenue une entreprise à plein temps.

Durant ces années, les immigrants connurent de graves problèmes financiers. Il importait non seulement d'avoir suffisamment d'argent, mais encore de savoir l'utiliser et l'investir à bon escient. Aux Pays-Bas, vers les années 1890, se développèrent des établissements de crédit et des coopératives d'épargne, souvent selon les affiliations religieuses. Les petits épargnants et

prêteurs, fussent-ils citadins ou ruraux, trouvèrent ainsi une solution de rechange aux établissements bancaires qui, jusque-là, les avaient pratiquement ignorés. Dès leur arrivée au Canada, les immigrants se retrouvèrent, encore une fois, victimes d'un système bancaire qui ne s'intéressait guère à eux.

S'organisant selon des critères religieux, c'est-à-dire protestants et catholiques, et même dans une optique non confessionnelle comme dans le cas de la «DUCA Community Credit Union of Toronto», fondée en 1954, les immigrants hollandais mirent sur pied des caisses de crédit pour répondre à leurs besoins. Suite à leurs débuts assez modestes en tant qu'établissements d'épargne situés souvent au sous-sol des maisons, ces caisses de crédit prirent de l'expansion et, conformément aux lois régissant les banques et le capital, devinrent des établissements financiers offrant une gamme complète de services. Leur fondement était la coopérative, la langue utilisée était le néerlandais et, plus important encore, les prêts étaient accordés selon la réputation et la compétence d'une personne. La «St. Willibrod Credit Union of London», deuxième caisse de crédit en importance en Ontario, fut fondée en 1951 par les catholiques hollandais et flamands. Des membres de l'Église réformée fondèrent aussi des caisses de crédit. Quelle que fût leur origine, toutes ces coopératives d'épargne et de crédit sont actuellement au service de la collectivité canadienne et constituent des monuments au succès du mouvement coopératif.

Il convient de noter que certains hommes d'affaires hollando-canadiens, bien qu'ils aient fait leurs débuts dans la communauté hollandaise et aient requis l'aide de leurs compatriotes pour se lancer en affaires, ne se sont pas isolés de la grande société canadienne. Forts de leur réputation de grands travailleurs honnêtes et ambitieux, qu'ils partagent d'ailleurs avec les autres immigrants hollandais, ils se sont taillé une place au sein du monde des affaires canadien.

À l'instar des autres immigrants au Canada dans les années cinquante, l'immigrant hollandais accepta volontiers d'effectuer n'importe quel travail où il avait une chance de réussir. À ses yeux, aucune tâche n'était trop servile ou ardue si elle lui semblait potentiellement lucrative. Qu'il s'agît d'un travail en usine ou à la ferme, dans les services ou le bâtiment, chaque profession présentait des avantages et parfois aussi des difficultés. Les syndicats canadiens furent précisément une des difficultés qui assaillirent les calvinistes orthodoxes, en particulier. Bien que les Hollandais ne s'opposent pas au syndicalisme comme tel, ils se dressèrent contre les «syndicats laïcs» qui encourageaient la lutte des classes et la confrontation entre employeurs et employés. Les associations et syndicats d'ouvriers chrétiens qui avaient été fondés aux Pays-Bas au tournant du siècle préconisaient la coopération et le dialogue basés, non pas sur l'affrontement, mais sur les principes chrétiens et l'amour fraternel. Toutefois, orientés qu'ils étaient vers la confrontation, les syndicats canadiens n'avaient que faire des principes des calvinistes hollandais. Les immigrants des années cinquante se retrouvèrent alors devant un dilemme, c'est-à-dire celui de faire partie ou non d'un syndicat laïc.

Beaucoup d'Églises réformées soulignèrent l'incompatibilité qui existait entre l'affiliation au syndicalisme et les principes de vie calvinistes. Alors que

certaines Églises voyaient dans la non-affiliation syndicale un témoignage de foi, d'autres laissèrent la décision à la conscience de chacun. Cette conscience se manifesta de façon plus évidente sur les lieux de travail où le syndicalisme fut introduit après l'entrée en fonction des travailleurs. Certains refusèrent de s'affilier au syndicat et perdirent leur emploi; d'autres refusèrent de payer leurs cotisations, préférant donner l'argent aux œuvres de charité, ce qui finit par entraîner leur renvoi. D'autres, encore, participèrent à l'organisation de la «Christian Labour Association of Canada» qui soutient activement le concept de liberté individuelle où la décision de faire partie ou non d'un syndicat demeure un choix personnel. La «Christian Labour Association» fonctionne également à titre de syndicat de travailleurs, à l'intention surtout des employeurs hollando-canadiens.

Opposés aux syndicats laïcs, les calvinistes hollando-canadiens furent qualifiés de naïfs, d'imbéciles et de briseurs de grèves par les syndicalistes canadiens lorsqu'ils refusaient d'appuyer des grèves qui, à leur avis, étaient immorales. De façon générale, la décision de devenir membre ou non d'un syndicat était dictée par la situation financière de chacun, et la plupart des calvinistes hollando-canadiens se plièrent à la réalité canadienne. Certains, guidés par leur conscience et refusant d'appuyer les syndicats, souffrirent toutefois financièrement à cause de leurs croyances, tandis que d'autres, plus heureux, furent recherchés par les employeurs désireux d'éviter les perturbations de nature syndicale.

Pour un bon nombre d'immigrants, le travail du dimanche posait d'autres difficultés. À la ferme, l'employé pouvait s'entendre avec son patron; il n'avait pas à effectuer d'autre travail que de nourrir les animaux et traire les vaches. S'il était indispensable de travailler le dimanche pour rentrer les récoltes, l'ouvrage était habituellement exécuté, non pas par les employés calvinistes, mais par le fermier lui-même. Cependant, en ville, et particulièrement dans les usines, il n'était pas facile de prendre de tels arrangements. Le travail par roulement rendait souvent obligatoire le travail du dimanche, car on ne pouvait laisser les machines au repos. Une façon de contourner le problème consistait à échanger les journées de travail avec des collègues, mais cela n'était pas toujours possible. Le refus de travailler le dimanche entraînait généralement le congédiement. Considérant que ce travail allait à l'encontre des dix commandements, un grand nombre de calvinistes orthodoxes se résignèrent à leur sort. Cette décision, comme celle de l'adhésion aux syndicats, était angoissante pour ces gens, déchirés qu'ils étaient entre leur conscience personnelle et leur survie financière.

L'interdiction de travailler le dimanche comportait également pour les calvinistes orthodoxes celle de traiter des affaires ce jour-là. Par conséquent, ils ne pouvaient acheter ni essence, ni aliments, ni articles pour le foyer, sauf en cas de besoin impérieux. Seule une dure nécessité ou une urgence aurait pu inciter un Hollandais calviniste à demander à quelqu'un de travailler pour lui le dimanche. Même les conversations portant sur les questions d'affaires qui auraient pu entraîner le transfert éventuel de fonds étaient à proscrire. Aux

yeux de bien des gens, le sabbat était un jour saint. Alors que l'affiliation au syndicalisme et l'observance du dimanche présentaient de graves problèmes aux calvinistes orthodoxes, ils posèrent moins de difficultés aux autres immigrants qui affichaient une attitude plus pragmatique face à la nécessité financière, ou des vues religieuses moins formalistes.

MARIAGES MIXTES

Peu après leur arrivée ici, les immigrants hollandais durent affronter une conséquence imprévue de leur immigration au Canada qui devait semer la consternation et occasionner bien des conflits. Il s'agissait du mariage entre Hollandais et Canadiens. Parce qu'ils étaient ceux qui, parmi les immigrants hollandais, avaient réussi le mieux à s'intégrer, les catholiques furent naturellement les premiers à en subir les contrecoups. Leur insertion dans l'Église canadienne et dans ses organisations et leur participation à celles-ci les avaient rapprochés de la nouvelle société. Malgré les rapports étroits qu'ils continuèrent d'entretenir avec les autres catholiques hollandais, ces gens étendirent leurs relations sociales aux Canadiens d'origines différentes de la leur. Leurs enfants fréquentaient des écoles catholiques et des organismes de jeunesse et, par conséquent, entraient en contact surtout avec des Canadiens. Les amitiés qui se nouèrent ainsi firent bientôt place à l'amour, réalité que les parents hollandais trouvaient parfois difficile à accepter.

Les parents désapprouvaient, non pas pour des motifs religieux, mais plutôt pour des raisons familiales et personnelles; parfois aussi, leur conduite était dictée par des préjugés raciaux et nationaux. Car, en dépit de leur intégration apparente dans la grande communauté catholique, les catholiques hollandais, à l'instar des autres Hollando-canadiens, demeuraient d'abord et avant tout des Hollandais. Au foyer, tout était hollandais : la langue, les coutumes et les attitudes. La venue d'un Canadien anglais dans la famille risquait donc de bouleverser leurs habitudes et leur mode de vie. La conversation serait difficile, la nourriture serait différente et, surtout, la nature des relations familiales serait modifiée. Les familles canadiennes étant considérées comme moins patriarcales et moins autoritaires que celles de Hollande. Le nouveau venu pourrait donc compromettre l'influence importante exercée sur la famille par le père ou les parents. En réalité, l'opposition des Hollandais au mariage à l'extérieur du groupe était fondée sur la peur de l'inconnu et, pour cette raison, les parents préconisaient le mariage de leurs enfants avec d'autres Canadiens catholiques hollandais.

Mises à part leurs convictions religieuses, les parents hollando-canadiens évoquaient parfois comme objections à ces mariages les différences de nationalités, qui n'étaient en fait que des préjugés. Les Hollando-canadiens se croyaient souvent supérieurs aux autres Canadiens originaires de l'Est et du Sud de l'Europe. La haine qu'ils nourrissaient pour les Allemands et qui avait augmenté depuis la Seconde Guerre mondiale, fit en sorte que les alliances avec ce groupe furent particulièrement désapprouvées. Les Noirs, les Indiens

de l'Inde et les Asiatiques étaient, pour leur part, totalement inacceptables. Ceux qui, parmi les groupes non hollandais, étaient plus susceptibles d'être acceptés furent les Canadiens originaires de l'Europe de l'Ouest, et particulièrement des îles britanniques. À mesure que s'apaisèrent les protestations, les parents durent se rendre à l'évidence que les enfants, au Canada, étaient moins portés à obéir à leurs parents en matière de mariage, et que les unions se formaient avec ou sans leur consentement. Certes, les différences culturelles posaient des difficultés et pouvaient compromettre la stabilité d'un mariage, mais un grand nombre de ces unions furent des réussites. Les petits-enfants eurent bientôt fait de semer la joie et de faire oublier le choix supposément malheureux de leurs parents. En faisant preuve de bonne volonté, toutes les personnes concernées parvenaient à s'entendre.

D'autres immigrants hollandais exprimèrent à peu près les mêmes objections aux mariages entre Canadiens et Hollandais qui avaient été soulevées par les catholiques; mais tant que la différence de religion n'était pas la cause, ils ne déployèrent aucun effort concerté pour s'y opposer. Cependant, pour les chrétiens réformés et les calvinistes, plus orthodoxes encore, cette forme d'alliance représentait une réelle menace pour leur religion et, par conséquent, ils s'y opposèrent vivement. Le mariage à l'extérieur du groupe était désapprouvé, car on pensait que le partenaire non réformé entraînerait l'autre hors de sa religion. L'intégration du Canadien dans l'Église réformée eut été plus acceptable, bien entendu, mais toujours menaçante. Ainsi, on encourageait les jeunes à fréquenter les organismes et les clubs de jeunesse, les écoles chrétiennes et les établissements d'enseignement supérieur tels le «Christian Reformed Calvin College» situé à Grand Rapids (Michigan), dans le but de favoriser les relations sociales et le mariage à l'intérieur du groupe. Le refus de l'Église de marier les personnes de religions différentes, ainsi que la pression exercée par la famille contribuèrent à freiner le taux de mariages entre réformés et Canadiens. Bien qu'il y ait eu peu d'alliances de ce genre parmi les réformés dans les années cinquante, le taux devait augmenter au fur et à mesure que les enfants d'immigrants s'intégraient à la société canadienne.

LE PRIX DU SUCCÈS

Peu importe leurs origines sociales et religieuses, tous les immigrants hollandais adhéraient à un code moral qui enseigne non seulement les mérites du labeur, mais aussi la nécessité de surmonter les difficultés qui entravent l'indépendance économique. Ainsi, on mesurait le succès d'après les réalisations matérielles : une ferme, une maison, une voiture ou un commerce. Vers la fin des années cinquante, de telles mesures témoignaient de l'immigration réussie des Hollandais au Canada, mais ne faisaient pas état des coûts personnels et humains qu'avait exigé un tel bien-être.

Les ecclésiastiques qui œuvraient parmi les immigrants eurent bientôt fait de s'apercevoir de la place importante qu'occupaient dans la vie de ceux-ci l'argent et les biens matériels. Ce qui inquiétait les membres du clergé n'était

pas tellement les dons à l'Église, qui tombaient parfois au-dessous des niveaux acceptables, et les écoles chrétiennes, qui étaient considérées comme des colifichets dispendieux, mais plutôt le *geld-zucht* (la soif de l'argent) qui devenait un péril de plus en plus menaçant. La participation aux activités communautaires, le développement et la croissance personnels et même les besoins de la famille étaient souvent subordonnés au désir d'avancement. Cette détermination fit un grand nombre de victimes.

La nécessité financière donna souvent lieu à des situations qui envenimèrent les rapports sociaux pendant des années. En s'engageant à travailler à des taux plus avantageux que ceux des autres immigrants, les Hollandais, au dire des gens, volaient le gagne-pain de leurs voisins. La solidarité face aux employeurs opportunistes qui recherchaient la main-d'œuvre la moins onéreuse était sacrifiée au désir d'avancement, et nombreux furent les immigrants qui invoquèrent leur sens des affaires pour justifier leur geste. Ces agissements dépassaient les bornes éthiques et religieuses, semant la méfiance et le ressentiment non seulement à l'intérieur de la communauté hollandaise mais aussi parmi les autres groupes ethniques à l'égard des Hollandais. C'est ainsi que les immigrants hollandais acquirent une réputation d'opportunistes rusés qui n'hésiteraient pas, pour s'enrichir, à trahir leurs amis.

Les ecclésiastiques, tout en décriant la dévotion au veau d'or qui nuisait considérablement aux relations sociales, s'inquiétaient davantage de ses effets sur la vie personnelle, spirituelle et familiale. Les longues heures de travail, pourtant nécessaires lors de l'établissement au pays, devinrent courantes, même une fois la sécurité financière atteinte. Le travail venait également en conflit avec les fonctions à l'église, la participation aux organisations communautaires et même l'assistance au service religieux du dimanche. L'apprentissage de l'anglais était souvent délaissé non pas qu'il fût inutile, mais parce que certains estimaient qu'acquérir des richesses était plus important qu'apprendre la nouvelle langue du pays. C'est ainsi qu'un bon nombre d'immigrants de la première génération devinrent des solitaires qui, à cause de leurs ambitions personnelles, s'aliénèrent parfois jusqu'à leur famille.

Cet isolement entraîna souvent des problèmes qui menaçaient la société hollando-canadienne, fortement orientée vers la famille. Les familles, très autoritaires de nature et patriarcales de formation, s'orientaient selon les souhaits du père. Le pouvoir ainsi exercé par ce dernier et approuvé, du moins, par la communauté calviniste qui reconnaissait la souveraineté de Dieu-le-Père et le commandement exhortant les personnes à honorer leurs père et mère, eut souvent des effets dévastateurs. Les femmes devaient se soumettre à leur mari et se plier à ses volontés. Pour les femmes, cette obéissance était souvent synonyme d'un déménagement en vue d'améliorer la situation financière de la famille ou de l'abandon des relations sociales en raison du travail. Ces déplacements, qu'ils aient eu lieu à la ferme ou à la ville, brisèrent les liens d'amitié nouvellement formés et les groupes sociaux. Le déracinement fut particulièrement pénible pour les femmes qui connaissaient peu de personnes à l'extérieur de la famille et qui craignaient de devoir repartir à zéro dans le nouveau milieu.

La quête du succès forçait parfois la mère de famille à prendre parti avec le mari contre les enfants qui s'interrogaient sur le prix de leur aventure au Canada. Les enfants, que les parents obligeaient à quitter l'école à l'âge de quatorze ans, étaient dirigés vers le travail pratique qui garantirait l'autosuffisance et la viabilité financière de la cellule familiale. Cette pratique, courante chez les agriculteurs, était aussi en faveur chez les immigrants urbains. Cependant, le développement technique et la diversification grandissante de la société exigeaient une éducation supérieure, et les immigrants hollandais durent réévaluer leurs priorités. Vers la fin des années cinquante, les possibilités illimitées autrefois ouvertes aux moins instruits s'envolaient; les études secondaires et universitaires devenaient non seulement possibles, mais indispensables. Tout en conservant leur rêve de réussir, les immigrants des régions urbaines et rurales commencèrent à poursuivre leur éducation. Ils se tournèrent vers la formation technique en agriculture et dans les différents métiers et vers les programmes pour apprentis. On mit l'accent sur la formation professionnelle dans les écoles secondaires, à l'intention des filles et des garçons, dans le but de les préparer au marché du travail. Cette vision pratique de l'éducation s'étendit au secteur universitaire où les enfants d'immigrants optèrent pour la formation en enseignement, en commerce, en ingénierie et en travail social qui leur assurerait un emploi. Le plaisir intellectuel de l'étude était toutefois relégué au second plan après les considérations financières pragmatiques.

Alors que certains enfants plus fortunés pouvaient poursuivre des études universitaires, d'autres devaient abandonner leur rêve et se plier aux exigences des parents qui estimaient que l'éducation n'avait qu'une utilité limitée. L'unité familiale revêtait une importance capitale, étant à la fois la source et le but de la loyauté et du soutien. Ainsi, les enfants étaient parfois dirigés contre leur gré dans les emplois les plus lucratifs. Nombreux furent ceux qui, pour aider à l'établissement de la ferme ou du commerce familial, travaillèrent très dur pendant des années et repoussèrent l'échéance du mariage, de la famille, de l'instruction et de la réalisation des projets personnels. Une telle soumission devait aboutir inévitablement à des sentiments d'insatisfaction personnelle, de colère envers les parents et de méfiance à l'égard des autres qui, selon ces jeunes, ne pouvaient être motivés que par leurs intérêts personnels. Des familles se brisèrent avec le départ de certains de leurs membres en quête d'indépendance; très souvent, ceux-ci quittaient la maison familiale sans l'approbation ni le soutien financier de l'unité qu'ils avaient peiné pour établir. La désobéissance aux parents sema la rancune dans le cœur des parents et des enfants, la jalousie entre frères et sœurs et la culpabilité face à l'échec.

Les sentiments d'échec et d'infériorité se manifestèrent aussi chez les enfants d'immigrants alors qu'ils essayaient de s'adapter à la société canadienne. L'école et le voisinage leur semblaient étranges et eux-mêmes se sentaient bizarres. Leur tenue vestimentaire (culottes bouffantes et sous-vêtements en laine) les distinguait immédiatement des autres enfants. Leur classement parmi les groupes moins avancés et les problèmes d'apprentissage de l'anglais firent

en sorte qu'il leur était difficile de s'intégrer dans un groupe. Les disparités financières évidentes rendaient impossible leur accès à certains biens que les enfants canadiens considéraient comme allant de soi. Les réunions parents-enseignants devenaient gênantes car elles accentuaient davantage l'écart de langues. Coincés qu'ils étaient entre deux mondes, et obligés d'obéir à la fois aux professeurs et aux parents, certains enfants avaient du mal à satisfaire aux attentes de chacun. De plus, la méfiance à peine dissimulée des parents à l'égard des étrangers (les Canadiens), que les enfants ressentaient mais ne pouvaient changer, aggravait la situation.

La frustration pouvait aussi pousser les enfants vers ce même désir fervent de réussir qui avait motivé leurs parents, ce qui n'était pas sans créer certains inconvénients. Alors que le succès dans les études contentait les parents et les professeurs, il pouvait aussi repousser le groupe de pairs auquel l'enfant voulait tant appartenir. Le cinéma, la danse, les jeux de cartes et l'usage des cosmétiques leur étant interdits, les enfants calvinistes furent davantage séparés de leurs compagnons d'école. Le sport, considéré depuis toujours par les calvinistes comme un gaspillage d'énergies utiles et, par conséquent, inaccessible aux jeunes, ne fit qu'élargir le fossé qui les séparait des autres enfants.

Un bon nombre d'enfants vinrent à mépriser le caractère hollandais de leurs parents, leurs lacunes en anglais, ainsi que leur religion et leurs coutumes étranges. Aux yeux des enfants, il fallait se défaire de ces choses si l'on voulait aspirer à devenir de véritables Canadiens. C'est alors qu'éclatèrent des conflits sur toutes les questions importantes dans la vie des jeunes, tenue vestimentaire, nourriture, sorties entre amis, même les noms n'y échappèrent pas! Pour certains, la façon d'agir des parents était démodée, choquante et typiquement hollandaise. Pourquoi les parents ne voulaient-ils pas s'adapter aux nouvelles coutumes? Le maïs, les courges, la tarte aux pommes et le Noël canadien étaient-ils si mauvais? Pourquoi fallait-il se rendre à l'église deux fois le dimanche et participer à toutes les organisations de jeunesse? Décidément, les Canadiens étaient plus éclairés, plus évolués et il valait vieux vivre comme eux que de passer pour de «stupides immigrants».

Confrontés à ces tiraillements, les parents se raccrochèrent encore plus aux choses qui leur étaient connues et familières. La vie dans leur pays d'origine leur paraissait soudainement plus rose qu'auparavant. Du fait de leur émigration au Canada, ils s'étaient dissociés des changements qui étaient en train de transformer la société hollandaise; par conséquent, le retour aux Pays-Bas, même s'il était réalisable financièrement, devenait difficile. De nombreux calvinistes rejetèrent ce qu'ils considéraient comme les dangereuses tendances libérales de la société canadienne. Bien que les catholiques aient éprouvé moins de difficultés, du moins sur le plan religieux, ils se sentirent tout de même menacés à l'occasion sur les questions de relations sociales et de solidarité familiale. Toutefois, leur participation à l'Église canadienne et leur intégration rapide dans la société facilitèrent, pour les enfants et pour eux-mêmes,

la transition d'une culture à l'autre. L'Église catholique canadienne accueillit chaleureusement les immigrants hollandais dans ses rangs, atténua leur solitude et les aida à accepter les nouvelles idées et traditions, de sorte qu'ils s'adaptèrent plus facilement que les calvinistes qui, eux, étaient déjà séparés du courant social aux Pays-Bas. Mais peu importe l'origine religieuse ou sociale, l'adaptation des enfants d'immigrants, bien que désirée ardemment, fut toujours pénible à vivre.

Alors que la plupart des enfants se plièrent aux volontés de leurs parents et placèrent la solidarité envers la famille et la communauté au premier rang devant leurs propres aspirations, certains se révoltèrent ouvertement et contrevinrent aux règles établies, suscitant ainsi des sentiments de colère et de confusion chez leurs parents. Ils quittaient le foyer familial dès qu'ils le pouvaient pour s'établir à leur compte et tentaient de devenir des Canadiens authentiques. Parfois, ils allaient jusqu'à changer leur nom afin de se défaire de la consonance étrangère, refusaient de parler le néerlandais et délaissaient complètement leur communauté d'origine.

Pour la plupart, cependant, l'adaptation se fit sans grande révolte ni acquiescement total. Ils se firent des amis dans les deux communautés et devinrent de véritables Canadiens sans toutefois renier leurs origines. Ils s'adonnaient à la danse, à la consommation d'alcool, aux jeux de cartes et au cinéma en cachette. À l'occasion, il y avait des mariages à l'extérieur du groupe pour les calvinistes et surtout pour les catholiques mais, en général, on préférait demeurer entre soi. Une fois qu'ils voleraient de leurs propres ailes, pensaient-ils, ils pourraient s'adapter, dans la mesure où ils seraient heureux de leurs décisions. En agissant ainsi, ils effectuèrent les mêmes démarches qu'avaient entreprises les autres groupes d'immigrants dans le but de devenir membres à part entière de la société canadienne.

La plupart des enfants se rendirent compte que le changement était inévitable et que même leurs parents ne pourraient y échapper. Au fur et à mesure que les immigrants s'adaptèrent à la société canadienne, ils se mirent à essayer de nouveaux mets, à élargir leurs relations sociales et à modifier leurs coutumes et leur costume selon les nouvelles tendances de leurs enfants et de leurs familles. Même les plus réticents se voyaient contraints de modifier leurs façons, ne fût-ce que pour admettre que les coutumes, manières et habitudes canadiennes n'étaient pas toutes désagréables. Ainsi, de nombreux immigrants vinrent à penser que :

> . . . l'immigrant doit fuir la critique négative. Il doit s'intéresser au bien-être de son nouveau pays et de ses compatriotes. Il doit se montrer amical à leur égard, non pas par intérêt personnel mais par bienveillance envers des personnes qui partagent avec lui un héritage commun. Il doit prouver la sincérité de ses intentions par son empressement à partager. Qu'il prépare le terrain de son intégration en donnant le meilleur de lui-même. Cette tâche pourra lui sembler longue et ardue mais, à force de labeur, il finira par se sentir de moins en moins étranger dans un pays étranger. Ses compatriotes le regarderont travailler et le jugeront par son apport[14].

L'amélioration des conditions de vie aux Pays-Bas à la fin des années cinquante et la complexité grandissante de l'économie canadienne eurent pour effet de décourager de plus en plus la migration des ouvriers non spécialisés et des travailleurs sans formation. En 1955, le nombre d'immigrants hollandais tomba à 7 000, comparativement au sommet de 16 300 établi en 1954. Bien qu'il y ait eu une forte reprise de l'immigration en 1957, avec l'arrivée au pays de 12 000 Hollandais, à la suite d'une récession et de la crainte d'une agression communiste alimentée par la révolution de 1956 en Hongrie, l'immigration des Hollandais au Canada ne devait plus jamais atteindre les proportions enregistrées immédiatement après la Seconde Guerre mondiale[15]. En 1960, seulement 6 600 Hollandais émigrèrent au Canada.

Le succès du programme national de récupération des terres arables fit en sorte que les grandes familles rurales, qui auparavant auraient envisagé l'émigration, purent bénéficier de plus grandes superficies pour la culture et l'exploitation. L'écroulement des barrières sociales et provinciales amené par les moyens de communications modernes, de même que par l'expansion rapide du secteur industriel aux Pays-Bas, facilitèrent le déplacement des travailleurs du secteur rural au secteur urbain. Le contrôle des naissances étant plus acceptable avec la libéralisation accrue des Églises hollandaises, le nombre d'enfants par famille diminua, même dans les régions rurales. En fait, en 1959, le gouvernement des Pays-Bas fut contraint de restreindre le mouvenent d'émigration, en raison d'une pénurie de main-d'œuvre. Finalement, vers 1960, les Hollandais eurent de moins en moins de raisons de quitter la prospérité nouvellement retrouvée des Pays-Bas.

Le déclin du mouvement d'immigration eut à la fois des effets positifs et négatifs sur la communauté hollando-canadienne. Les sociétés d'aide aux immigrants, qui avaient été si actives, se voyaient graduellement dépouillées de leurs responsabilités. Par conséquent, le poste rémunéré d'agent sur place fut éliminé et ses fonctions confiées à un travailleur bénévole. Les organismes locaux d'immigration disparurent et les maisons d'accueil pour immigrants furent vendues et les fonds dispersés. Le nombre décroissant d'immigrants favorisa l'anglicisation de la communauté, car il était désormais possible d'introduire l'anglais parmi ces immigrants qui étaient en train de se canadianiser. Les liens avec le pays d'origine, si forts pendant les premières années au Canada, devinrent de plus en plus ténus à mesure que les immigrants et leurs enfants s'adaptaient à la société canadienne. Les liens culturels avec les Pays-Bas, qui n'avaient jamais été très forts de toute manière, prirent de moins en moins d'importance. Les vieux immigrants continuèrent de se mêler encore davantage à la société canadienne et de s'y intégrer sans que de nouvelles vagues d'immigrants viennent gêner leur lente assimilation. À l'instar des Scandinaves venus s'établir au Canada, les Hollandais s'incorporèrent si bien à la nouvelle société qu'ils finirent par s'y fondre et perdre leur identité ethnique.

NOTES

1. Entrevue Nieboer. Dans les bulletins d'église de l'époque, on retrouvait souvent des commentaires sur les problèmes qui pouvaient surgir à l'église, tels la conversation, l'usage de la cigarette et la discipline des enfants pendant les services religieux. Consulter les archives de P.J. Hoekstra, qui sont en la possession de l'auteur.
2. Je suis redevable au Révérend Dr J. Hielema et au Révérend M.T. Hoffman d'avoir bien voulu me fournir observations et renseignements sur l'évolution de l'Église chrétienne réformée.
3. Entrevue avec J. Heersink, en octobre 1972, Burlington (Ontario); J. Heersink, «The Canadian Work of the Reformed Church of America», Archives de John Heersink.
4. Entrevue Ver Hagen; entrevue avec Ann Felix, en mars 1980, Toronto.
5. Entrevue Hielema. L'information sur les écoles chrétiennes au Canada a été fournie par «Christian Schools International» de Grand Rapids (Michigan).
6. Entrevues à St. Catharines, de 1972 à 1975.
7. Entrevue Ver Hagen.
8. Pour une étude de l'histoire de l'Église réformée d'Amérique, consulter *The Church Herald* du 8 juillet 1977, pp. 6-13.
9. Entrevues à Calgary (Alberta), de 1977 à 1980.
10. «Institute for Christian Studies», *1980/1982 Academic Bulletin* (1980), p. 5.
11. Entrevues avec le Révérend M.D. De Jong, Calgary, de 1979 à 1980.
12. Entrevue Hielema.
13. Les renseignements contenus dans cette section furent recueillis au cours d'entrevues officielles et informelles qui se déroulèrent entre 1972 et 1980 en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et aux Pays-Bas avec des immigrants hollandais et des intervenants intéressés. Leurs vues et leurs souvenirs personnels ont contribué à une compréhension juste et pénétrante de la communauté hollando-canadienne.
14. Van Kooten, T.C., *Living in a New Country*, 1959, p. 157.
15. Ces statistiques furent tirées du livre *To Find a Better Life*, Oosterman, p. 93.

CHAPITRE NEUF

La communauté de nos jours

L'histoire de l'immigration des Hollandais au Canada embrasse la période la plus active de l'évolution du Canada en tant que nation. Pourtant, les Hollandais, qui constituent le sixième groupe ethnique en importance au pays, ont conservé une attitude assez discrète au sein d'une nation qui s'enorgueillit de son multiculturalisme et pour qui chaque ethnie fait partie intégrante de sa mosaïque culturelle. Un tel effacement de la part de la colonie hollandaise serait-il consécutif à son assimilation, et par conséquent à sa disparition, ou plutôt à sa présence invisible, mais non moins réelle, au sein de la grande société canadienne? La réponse à cette question se trouve non pas dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, mais bien dans la combinaison des deux; on doit tenir compte aussi de l'influence qu'ont eue sur le comportement de ces gens le caractère de l'immigration et la nature des immigrants eux-mêmes.

Contrairement aux autres groupes ethniques, tels que les Ukrainiens, les Mennonites et les Vietnamiens, les Hollandais ne furent pas contraints de quitter leur terre natale en raison des persécutions politiques, religieuses et sociales. Issus en grande partie de la classe ouvrière et paysanne ou de la petite bourgeoisie, ils émigrèrent au Canada de leur plein gré, au moment qu'ils jugèrent favorable à leur avancement personnel. Cet avancement qu'ils recherchaient étaient le bien-être et l'indépendance financière et, parmi tous les pays prêts à les accueillir, le Canada semblait celui qui leur promettait le plus en termes de croissance et d'avantages.

En outre, les immigrants hollandais furent relativement bien accueillis au Canada. En effet, en les recrutant, les autorités canadiennes les avaient considérés plus aptes que d'autres groupes ethniques à s'adapter et à s'assimiler à la culture canadienne. Du point de vue physique et social, les immigrants hollandais répondaient bien aux normes de la société canadienne. En tant que travailleurs, ils représentaient une main-d'œuvre disponible et un atout pour un pays en croissance. De même, pour les immigrants, la société canadienne et les Canadiens, bien que différents, leur offraient beaucoup plus que le progrès économique. Ils se sentaient attirés par cette société apparemment exempte

de classes sociales, où les privilèges de la richesse l'emportaient sur ceux de la naissance; de plus, elle était fondée sur la culture européenne et sur une attitude moraliste envers le travail. Enfin, elle leur ouvrait de nouvelles perspectives de travail et même d'influence. Le Canada avait grand besoin des idées et des techniques qui faisaient partie de l'expérience des immigrants et la situation du pays semblait favoriser l'acceptation des Hollandais, une fois que serait terminée l'indispensable période d'apprentissage ou de travail subalterne. Les immigrants hollandais étaient prêts à accepter, tant qu'elle n'était pas démentie, la promesse d'excellentes perspectives d'avenir basée sur l'effort individuel que leur offrait le Canada.

Cette acceptation tempérée des deux parties, facilitée par le peu de préjugés qu'entretenaient les Canadiens à l'égard des Hollandais, du moins en comparaison des Européens de l'Est et des Asiatiques, favorisa l'intégration et l'assimilation de la colonie hollandaise tout en prévenant la naissance du sentiment nostalgique, protecteur ou antagoniste qui s'installe souvent chez les immigrants pour compenser leur non-acceptation par la société dominante.

Autre facteur qui contribua à limiter l'influence de la communauté hollandaise : sa taille réduite par rapport à celle des autres groupes ethniques. Selon le recensement de 1981, la majorité des 408 235 Hollando-canadiens habitaient l'Ontario (191 125), l'Alberta (65 060), et la Colombie-Britannique (72 280), et les deux tiers étaient concentrés dans les centres urbains de ces provinces. Ces concentrations traduisent clairement les modes d'établissement des immigrants durant la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale et indiquent les régions qui furent désignées par les autorités de l'immigration comme celles qui possédaient le plus grand potentiel économique. Il s'ensuivit la dispersion de la communauté hollandaise dans tout le Canada et la perte de la cohésion du groupe.

Malgré la forte concentration d'immigrants dans les centres urbains, il est difficile de repérer les secteurs et quartiers à forte densité hollandaise à l'intérieur des villes. On reconnaît plus facilement les groupements de Hollandais dans les régions rurales aux abords de Truro (Nouvelle-Écosse), de London (Ontario), de Lethbridge (Alberta) et d'Abbotsford (Colombie-Britannique) où les immigrants agricoles, en forte demande au moment de leur arrivée au pays, purent se procurer des terres sans trop de difficultés. Alors que les villes et les centres urbains renferment des groupements de Hollando-canadiens plus denses, les colonies rurales affichent un caractère ethnique plus prononcé.

Pour ce qui est de l'orientation religieuse, le recensement rapportait que 88 445 Hollando-canadiens étaient catholiques; 67 070, chrétiens réformés; 61 350, membres de l'Église unie du Canada; 44 240 n'appartenaient à aucune religion, et les autres adhéraient à d'autres religions. Étant donné que les catholiques et les membres de l'Église unie (dont la majorité est sans doute issue des Églises réformées non calvinistes des Pays-Bas) peuvent être considérés comme appartenant à des Églises non ethniques, ils n'ont eu que peu d'influence ethnique sur le caractère religieux de la communauté hollandaise.

En conséquence, même si les membres de l'Église chrétienne réformée représentent moins du cinquième du groupe de Hollando-canadiens, ils ont eu, toutes proportions gardées, une influence marquée sur l'ensemble du groupe, qui est attribuable à leur solidarité et à leur appartenance à une Église «hollandaise».

On peut se permettre de s'interroger sur l'ampleur exacte de la colonie hollandaise au Canada, car les statistiques démographiques contenues dans le rapport ne sont pas très révélatrices de la situation réelle. En effet, nombreux sont ceux qui, en se disant d'origine hollandaise, basent leur hypothèse sur des rapports ténus avec des ancêtres hollandais remontant à plusieurs générations. Les Mennonites constituent sans doute l'exemple le plus frappant de ces Canadiens hollandais «génétiques». Pourtant, ces gens n'entretiennent pas de rapports véritables avec la communauté hollando-canadienne et ne s'y intéressent que très peu. Par ailleurs, on évalue à environ 200 000 le nombre d'immigrants hollandais qui arrivèrent au Canada en provenance des Pays-Bas et des États-Unis entre 1900 et 1970. Malgré le taux de natalité élevé chez les Hollandais avant 1950, l'immigration à elle seule n'aurait pu produire l'actuelle population hollando-canadienne que ce groupe évalue lui-même à 408 235 personnes. Selon une estimation plus réaliste, il y aurait entre 300 000 et 330 000 Hollando-canadiens au Canada[1]. Ce nombre plus petit expliquerait en partie l'attitude effacée qu'ont conservée les Hollandais parmi la population canadienne en général.

LA DISPARITION DU NÉERLANDAIS

Dès l'instant où, aux yeux de l'immigrant, la terre natale cesse d'être «chez-nous» pour ne devenir que «la mère patrie», survient chez lui un retournement d'attitude qui influence son avenir. Le processus d'intégration qui se met en branle au moment où l'immigrant pose le pied sur la terre d'accueil exige de nouvelles façons de penser et d'agir. En arrivant au Canada, les Hollandais avaient la ferme intention de s'y établir en permanence et d'y faire fortune. La plupart savaient que les liens avec le pays natal allaient inévitablement se desserrer. Toutefois, il est à peu près certain que très peu étaient conscients du fait que leur immigration les couperait de leur passé. Beaucoup d'entre eux étaient loin de se douter que leurs valeurs et attitudes les plus chères seraient mises à l'épreuve dans la nouvelle société et en sortiraient transformées.

En général, cette transformation n'était pas le fruit d'un changement ou d'une réorientation consciemment choisis par l'immigrant, mais plutôt le résultat des circonstances et de l'expérience, d'une adaptation subtile et imperceptible, qui ne devenait évidente qu'au contact de nouveaux immigrants ou lors d'une visite au pays natal. Peu d'immigrants renoncèrent volontairement à leur passé ou acceptèrent sans réserve les coutumes canadiennes; pourtant, le simple fait de vivre au Canada allait les changer. Même si la première génération ne se «canadianisa» jamais totalement, elle ne devait jamais non plus demeurer

complètement hollandaise et, en conséquence, prit un caractère transitoire. Ainsi, les enfants et les petits-enfants issus de cette génération sont des Canadiens, et il reste peu de choses de leur origine qui permette de les distinguer de leurs compatriotes canadiens. S'il est vrai que la première génération d'immigrants s'est intégrée à la société canadienne et s'y est adaptée, alors, on peut dire que les générations suivantes se sont assimilées et sont devenues d'authentiques Canadiens.

L'un des principaux moyens qui ont permis aux divers groupes d'immigrants au Canada de conserver leur identité culturelle a été l'usage de leur langue maternelle. C'est en effet la langue qui a aidé les Allemands, les Ukrainiens, les Polonais et les autres groupes ethniques à solidifier et à maintenir les liens ethniques, la solidarité communautaire et la démarcation par rapport aux autres communautés. Depuis toujours, le maintien de la langue revêt une importance capitale pour ces groupes ethniques. Cependant, tel n'est pas le cas chez les Hollandais. L'étude sur *Les langues non officielles*, parue en 1975, indique que, parmi les dix groupes ethniques étudiés, ce sont les personnes d'origine hollandaise qui manifestent le moins le désir de conserver leur langue maternelle[2]. Bien que la raison de ce phénomène soit difficile à cerner, on peut supposer qu'elle est directement reliée à un jugement de valeur de la part des immigrants quant à l'utilité du néerlandais dans leur nouveau pays.

Aux Pays-Bas, la langue s'est avérée à la fois un facteur d'unification et de division lors de la création d'un état national. Le néerlandais, langue officielle, est enseigné dans toutes les écoles et a été normalisé avec soin, de manière à garantir un enseignement uniforme et complet. Toutefois, une langue seconde est encore largement utilisée dans la province de la Frise, malgré l'usage courant du néerlandais. Le maintien de cette deuxième langue est partiellement attribuable à l'existence d'une abondante littérature frisonne et à l'effort concerté de la part des nationalistes frisons pour maintenir la distinction culturelle entre eux-mêmes et les autres citoyens des Pays-Bas. En outre, l'isolement physique et économique de la Frise par rapport aux autres provinces dans le passé a certainement contribué à maintenir l'usage de cette langue.

En arrivant au Canada, les immigrants hollandais apportaient les deux langues dans leurs bagages. Durant les premières années de leur établissement au pays, les distinctions s'estompèrent graduellement à mesure que le néerlandais normalisé devenait pour eux un moyen de franchir la barrière linguistique. Ils n'utilisèrent plus le frison que pour communiquer avec les membres de leurs familles et avec les immigrants natifs de la même région. De plus, on décourageait et on minimisait l'usage du dialecte, car on croyait qu'il était le résultat d'un manque d'éducation et de politesse. Ce point de vue avait d'ailleurs été répandu aux Pays-Bas et c'est ainsi que l'on en était venu à stigmatiser l'usage de toute langue autre que le néerlandais normalisé[3].

Avant de quitter les Pays-Bas, les immigrants avaient été encouragés à prendre des leçons de conversation anglaise. Les sociétés d'émigration et le gouvernement des Pays-Bas avaient insisté sur la nécessité de parler l'anglais couramment et sur l'importance de l'intégration comme condition souhaitable

tant sur le plan économique que social. Malheureusement, peu d'émigrants saisirent l'occasion d'apprendre l'anglais et encore moins nombreux furent ceux qui établirent un rapport entre la langue britannique enseignée dans les cours d'anglais et la langue parlée au Canada. C'est ainsi que, dès leur arrivée, la plupart des immigrants hollandais furent confrontés à une langue qui leur était non seulement nouvelle mais souvent incompréhensible[4].

Il s'ensuivit que les immigrants de la première génération créèrent une nouvelle langue, le «néeranglais», c'est-à-dire un mélange d'anglais et de néerlandais. Même si la plupart des immigrants âgés de moins de quarante ans réussirent à incorporer quelques mots anglais à leur conversation néerlandaise et vice versa, la plupart n'apprirent jamais à parler anglais avec aisance. Toutefois, les immigrants qui avaient bénéficié d'une certaine formation en anglais aux Pays-Bas se débrouillèrent mieux : plus le niveau de scolarité de l'immigrant était élevé, plus il était facile d'apprendre à parler l'anglais couramment.

Un sondage national mené en 1975 a permis d'établir que 68 % des immigrants de la première génération parlaient encore couramment le néerlandais. L'écart de 32 % est sans doute attribuable à l'inclusion dans l'échantillonnage d'enfants qui accompagnaient leurs parents. Étant donné qu'aucune institution dans la communauté hollandaise, à part la famille et parfois l'Église, ne favorisait la préservation de la langue, les immigrants perdirent rapidement leur connaissance du néerlandais une fois confrontés à la nécessité et au système scolaire canadien. De plus, les enfants de la première génération d'immigrants perdirent leur facilité de converser en néerlandais en raison de l'usage du «néeranglais» par leurs parents. Quelques années seulement après leur établissement au Canada, il devint clair que le maintien du néerlandais n'était pas une priorité.

Parmi les enfants d'immigrants nés au Canada, le taux de préservation du néerlandais accusait une baisse substantielle et atteignait seulement 9,8 %. Pourtant, parmi tous les groupes ethniques autres que francophones et anglophones, les Hollandais constituent le deuxième groupe en importance pour la connaissance de la langue maternelle. L'importance de ce fait tient à la nécessité pour ces gens de communiquer avec les personnes de la première génération et les parents vivant aux Pays-Bas. De plus, les liens familiaux serrés et les moyens de transport accessibles ont certainement favorisé le maintien de rapports étroits. Certains immigrants de la première génération ont même tenté un effort concerté pour enseigner le néerlandais aux enfants, de manière à maintenir vivante la communication avec *Opa* et *Oma*, *Tante* et *Oom*. Bien que les valeurs sociales et culturelles aient été en grande partie abandonnées, les liens familiaux, eux, ont été maintenus, facilitant ainsi la survie du néerlandais.

L'étude sur *Les langues non officielles* indique que le taux d'utilisation du néerlandais par la troisième génération est inférieur à celui de la deuxième génération, et que les personnes sachant parler couramment le néerlandais forment un pourcentage négligeable, c'est-à-dire 0,8 %. Cette troisième génération possède toutefois une certaine connaissance du néerlandais, ne serait-ce que par la nécessité de maintenir des rapports avec les parents aux Pays-Bas.

Au fur et à mesure que ces rapports diminueront, on peut supposer que le maintien de la langue déclinera aussi. Étant donné que les Hollando-canadiens de la quatrième génération n'entretiendront que peu de rapports avec le pays de leurs ancêtres, ils auront encore moins l'occasion de se distinguer des autres Canadiens.

Il n'est pas difficile de comprendre la raison du déclin rapide du néerlandais au Canada. À l'extérieur du foyer et du groupe d'amis, cette langue est très peu utilisée. Même à la maison, on ne parle le néerlandais qu'occasionnellement. Alors qu'elle peut être la langue de communication principale pour ceux qui la parlent couramment, elle n'est utilisée que la moitié du temps lorsque ces personnes se retrouvent entre amis. La tendance se poursuit ainsi avec l'arrivée de chaque nouvelle génération, ce qui indique clairement que l'usage du néerlandais va en diminuant à mesure que l'on s'éloigne de la première génération[5]. Comme la famille ne constitue qu'une fraction des rapports sociaux, le néerlandais ne convient qu'à une partie infime de la vie quotidienne. Faute d'utiliser le néerlandais, les gens deviennent gauches et timides et reviennent à la langue familière, l'anglais. En outre, le maintien du frison ou du dialecte parmi certaines personnes restreint encore les occasions de parler le néerlandais.

Alors que la plupart des immigrants de la première génération disent qu'il leur est plus facile de parler le néerlandais que toute autre langue, leurs enfants et petits-enfants sont plus à l'aise en anglais. Ainsi, la première génération comprend l'anglais, les enfants comprennent le néerlandais, et ainsi la communication s'établit. Pour ce qui est de la troisième génération, un peu de traduction et un minimum de compréhension lui suffisent. À mesure que disparaissent les immigrants de la première génération, le problème des langues s'apaise et cesse de soulever des problèmes sérieux.

Vu l'effort concerté de la part des Églises hollando-canadiennes, des caisses de crédit et des organismes sociaux pour s'adapter à l'anglais, ces institutions n'ont certes pas aidé au maintien du néerlandais. La «DUCA» de Toronto fait toutefois exception à la règle en continuant à offrir à ses membres et à leurs enfants des leçons en néerlandais. Les principaux journaux hollando-canadiens ont connu un plus grand succès dans leur usage continu de cette langue, bien que les années et le nombre décroissant d'immigrants de la première génération de même que l'adaptation des Hollando-canadiens à l'anglais aient réduit leur influence.

Il existe actuellement deux journaux hollandais qui sont publiés au Canada et dont le tirage combiné est d'environ 10 000 exemplaires. Il s'agit du *Nederlandse Courant* et du *Hollandse Krant*, tous deux publiés en Ontario; on y retrouve des nouvelles de la Hollande, des commentaires, des vues sur les événements canadiens, des éditoriaux, des annonces et des rubriques régulières. Leur tirage a toutefois régressé en raison de la baisse de l'immigration et du nombre d'abonnés sachant lire le néerlandais.[6]

Les deux journaux bilingues, *The Windmill Herald* (Colombie-Britannique) et le *Hollandia News* (Ontario) ont, quant à eux, un tirage bimensuel combiné d'environ 12 000 exemplaires à l'échelle nationale. Ils présentent des

informations d'actualité canadienne et hollandaise, des nouvelles touchant les Hollando-canadiens, des éditoriaux sur la communauté hollando-canadienne, des annonces et des rubriques. Consciente de la diminution des abonnés néerlandais, la direction de ces journaux s'efforce de s'angliciser davantage et de mieux servir les intérêts de la communauté croissante de Hollandais anglophones vivant au Canada.

L'hebdomadaire *Calvinist Contact*, tiré à 11 000 exemplaires, est sans doute la publication hollando-canadienne qui connaît le plus grand succès. Organe de l'Église chrétienne réformée plutôt que journal, le *Calvinist Contact* atteint un nombre considérable de Hollando-canadiens d'un bout à l'autre du pays. Il les informe régulièrement de l'actualité de l'Église en interprétant ces événements selon le point de vue «chrétien réformé».

En outre, les Hollando-canadiens ont accès à un certain nombre de revues religieuses. Le mensuel *The Pioneer* et le bimensuel *Church Herald* informent les membres de l'Église réformée d'Amérique. L'hebdomadaire *The Banner* et le bimensuel *De Wachter* sont expédiés aux membres de l'Église chrétienne réformée, tandis que le bimensuel *Clarion* est publié par l'Église réformée canadienne à l'intention de ses membres. Les Églises chrétiennes réformées à Toronto et à Edmonton publient également des bulletins qui traitent de l'actualité des différentes Églises dans ces communautés.

Outre les journaux et les revues religieuses, des livres et du matériel relatifs aux Églises et à la communauté hollando-canadienne sont publiés par des éditeurs canadiens tels Guardian, Knight, Paedeia Press et Premier Printing. Bien que ceux-ci œuvrent dans la publication de livres d'intérêt général destinés au grand marché canadien, certains ont récemment amorcé la publication de traductions d'œuvres hollandaises et de matériel se rapportant à l'histoire des Hollandais au Canada. D'autres publications s'adressent principalement au secteur laïque de la communauté, dont le mensuel *DUCA Post*, (5 000 exemplaires), qui est en tête des innombrables bulletins de clubs et de sociétés. Ces bulletins, dont les textes en général sont ronéotypés, rapportent des nouvelles des activités des clubs, de leurs projets et des événements mondains.

La majorité des publications destinées à la communauté hollando-canadienne sont imprimées en anglais, pour tenir compte du changement qui s'opère au sein de la communauté. D'ailleurs, il est peu probable que des journaux ou des revues imprimés exclusivement en néerlandais puissent survivre au Canada. Seule une augmentation radicale du nombre d'immigrants hollandais pourrait interrompre le processus de «canadianisation».

Certains efforts ont été déployés afin de promouvoir le maintien du néerlandais dans d'autres médias, mais en vain. Entre autres, on a procédé à l'achat de temps d'antenne dans le but de permettre la radiodiffusion d'émissions hollandaises, mais celles-ci n'ont pas été accueillies avec beaucoup d'enthousiasme par la grande communauté hollando-canadienne. La station de radio CHIN de Toronto diffuse une émission quotidienne d'une heure et demie qui comprend des nouvelles, des chansons et de la musique des Pays-Bas; toutefois,

l'auditoire semble se restreindre surtout aux immigrants de la première génération. Le gouvernement des Pays-Bas appuie la transmission sur ondes courtes des émissions en néerlandais de *Radio Nederland*, bien que cet auditoire soit lui aussi limité. Certains groupes de théâtre se produisent un peu partout au pays, mais là encore, leur attrait diminue constamment en raison de la rareté des auditoires. Selon les auteurs du livre IV du *Rapport sur le bilinguisme et le biculturalisme*, «la survie du néerlandais au Canada est très peu probable, sauf comme langue d'immigrants»[7]. À moins que le néerlandais ne suscite un vif intérêt chez les Hollando-canadiens de la troisième génération, ne serait-ce que pour la recherche des racines historiques, cette langue n'aura bientôt plus sa raison d'être au Canada.

Il ne fait aucun doute que, pour la majorité des Hollando-canadiens, le maintien du néerlandais ne constitue pas une priorité. Peu encouragés par les organismes gouvernementaux et les Églises, et poussés par leurs ambitions personnelles, les immigrants en sont venus à délaisser leur langue maternelle. Les établissements qu'ils ont fondés au Canada, tels que les Églises, les caisses de crédit et les organismes sociaux, ont été créés selon le modèle canadien, du moins sur le plan linguistique. Le pragmatisme qui recommandait l'adaptation à la diversité sociale et politique aux Pays-Bas s'est perpétué au Canada, et les résultats positifs semblent justifier ce choix. Alors que certains immigrants s'interrogent sur la sagesse de renoncer à la clé de leur culture d'origine et que d'autres personnes de la deuxième génération tentent d'apprendre une langue presque oubliée, la majorité affirme que, si le succès et l'avancement passent par l'abandon du néerlandais, elle est prête à se plier aux exigences de la réalité.

LA POLITIQUE ET LES CLUBS

On pourrait s'attendre à ce que les Hollandais, en tant que groupe ethnique important au Canada, aient un impact prononcé sur le processus politique canadien. Tel n'est pourtant pas le cas. Actuellement, seulement trois membres du Parlement fédéral, c'est-à-dire un sénateur et deux députés, sont d'origine hollandaise. Certains exercent des fonctions administratives et législatives au sein des gouvernements provinciaux tandis que d'autres œuvrent au niveau municipal. Aucun d'entre eux n'est considéré comme politicien «hollandais», et tous défendent indistinctement les intérêts des divers groupes de leurs circonscriptions respectives.

Le peu d'influence qu'exerce la communauté hollandaise sur la politique canadienne tient à une variété de raisons. La majorité des immigrants, étant arrivés au Canada pendant l'après-guerre, avaient peu de temps à consacrer à la politique, occupés qu'ils étaient à lutter pour leur indépendance économique. La sécurité financière constituait la principale préoccupation des immigrants de la première génération, ce qui les empêcha de prendre une part active aux affaires de la collectivité. De plus, les difficultés de la langue rendirent impossibles la communication et la participation pendant un certain nombre d'années.

Habitués à la représentation proportionnelle et aux luttes politiques fondées sur l'idéologie, les Hollando-canadiens eurent du mal à accepter le système électoral canadien, où tout le pouvoir va au vainqueur. Pour un bon nombre d'entre eux, les partis libéral et conservateur ne se distinguaient guère l'un de l'autre, motivés par leur désir d'accéder au pouvoir pour le seul plaisir d'en détenir les rênes. Les calvinistes orthodoxes, qui avaient appuyé avec ferveur les forces «anti-révolutionnaires» aux Pays-Bas, réprouvaient toute forme de libéralisme. Le CCF, avec sa philosophie socialiste, était pire encore et devait être évité car on le considérait comme humaniste et irréligieux. C'est pourquoi bon nombre d'entre eux choisirent d'appuyer le Crédit social aux niveaux fédéral et provincial, parce qu'il semblait reconnaître, du moins en principe, les croyances chrétiennes fondamentales[8].

La nature essentiellement conservatrice de nombreux fermiers et citadins hollando-canadiens poussa ces derniers à rejeter tout parti politique qui favorisait la centralisation ou l'étatisme. Ils n'avaient pas quitté la société fortement bureaucratisée des Pays-Bas pour retrouver au Canada un gouvernement dominé par la paperasse et les fonctionnaires, qui réprimerait l'initiative individuelle. Les immigrants, pour la plupart issus des classes ouvrières et paysannes ou de la petite bourgeoisie, semblaient déterminés à atteindre un niveau de vie bourgeois[9], ce qui supposait le moins de contacts possible avec le gouvernement et un minimum d'ingérence dans leur lutte pour la sécurité financière.

Vu la faible concentration géographique des Hollandais, aucune circonscription fédérale ou provinciale ne dispose d'une représentation assez significative pour influencer le résultat d'une élection. De plus, étant donné la division du groupe dans ses idéologies. il est peu probable qu'un candidat hollando-canadien puisse recevoir l'appui inconditionnel de tout le groupe ethnique.

Il convient de noter que les groupes ethniques qui ont réussi à s'introduire parmi l'élite politique sont peu nombreux. Dans une étude qu'il a menée sur l'élite corporative, Wallace Clement souligne en effet l'exclusion presque générale des immigrants de l'organisation du pouvoir. Selon Clement, ce n'est qu'en établissant des élites parallèles, comme l'on fait les Canadiens juifs, que les groupes ethniques pourront atteindre le rang et le pouvoir qui sont actuellement sous le contrôle presque exclusif des groupes canadiens de souches française et britannique. À ce jour, les Hollandais ne sont toutefois pas parvenus à établir une élite parallèle et, par conséquent, n'ont pas réussi à s'imposer comme présence majoritaire dans la superstructure de la société canadienne.

L'absence d'homogénéité ethnique a également empêché les Hollandais de s'exprimer à l'unanimité et ainsi de se faire entendre des autres Canadiens. Bien que presque chaque ville où vivent des immigrants hollandais compte un club hollando-canadien, il n'existe aucune organisation nationale pour unifier les divers clubs. À l'occasion, des comités provinciaux, fédéraux et locaux sont formés dans le but de célébrer ou de rappeler quelque événement significatif dans la vie des Hollando-canadiens, mais il ne s'agit là que de groupes temporaires qui sont dissous sitôt l'événement passé. En 1967, plusieurs comités

hollandais furent organisés afin de célébrer le centenaire du Canada et l'apport de la communauté hollandaise. Un certain nombre de villes reçurent des carillons hollandais en témoignage de gratitude de la part des immigrants pour les avantages dont ils bénéficiaient au Canada. En 1970, un comité se chargea de recueillir les fonds nécessaires à l'achat d'un orgue destiné au théâtre du Centre national des Arts à Ottawa, dans le cadre d'une célébration marquant le vingt-cinquième anniversaire de la libération des Pays-Bas. L'offrande de ces cadeaux, si elle exprimait un sentiment important de la part des Hollando-canadiens, n'entraîna pas pour autant un regain d'unité, d'expression ou d'identité ethnique[10].

Les clubs hollando-canadiens constituent des exemples parfaits de la division et de la confusion qui règnent au sein de la colonie hollandaise. Ayant été organisés pour la plupart par des Hollandais non-calvinistes, ils n'ont suscité que peu d'intérêt chez les groupes religieux orthodoxes. Les danses, les jeux de cartes, la consommation d'alcool et la présentation de pièces de théâtre dans les clubs ont rendu leur fréquentation inacceptable pour un bon nombre de Hollando-canadiens. Certains s'associèrent aux clubs afin de tirer parti des voyages en avion nolisé aux Pays-Bas et des festivités annuelles à l'occasion de la Saint-Nicolas, mais refusèrent de participer aux autres activités sociales et à l'administration des clubs. C'est pourquoi certaines de ces associations furent de courte durée, car toutes les responsabilités retombaient sur un petit nombre de personnes. Bien que les membres de la colonie aient participé nombreux à des projets précis, tels que la collecte de fonds destinés à l'achat de tulipes pour Ottawa ou de l'orgue du Centre national des Arts, les membres permanents de ces groupes sont relativement peu nombreux.

Au cours des dernières années, les clubs hollando-canadiens, incités par le programme multiculturel du gouvernement fédéral, ont pris une part active aux festivals ethniques dans les villes de Winnipeg, Toronto et Calgary; ces clubs ne représentent toutefois qu'une minorité de la communauté ethnique. Les clubs sociaux semblent réussir assez bien à organiser des événements et à appuyer des groupes tels que les chorales et les troupes de danseurs, mais n'ont que peu de pouvoir en tant que groupes de pression politique. Étant incapables d'obtenir l'appui de la majorité de la colonie hollandaise et, par conséquent, de la représenter en raison des divisions internes, les clubs sont impuissants à apporter des changements significatifs au sein de la société canadienne. En outre, on peut se demander si les Hollando-canadiens souhaitent vraiment de tels changements.

La solidarité serait par ailleurs un objectif difficile à atteindre dans ces clubs sociaux car les membres ne se recrutent pas exclusivement parmi les Hollando-canadiens. La proportion de Canadiens non hollandais a en effet augmenté constamment dans de nombreux clubs, soit en raison des mariages entre Hollando-canadiens et autres Canadiens, soit en raison de la vie sociale active des clubs qui attirent des membres de l'extérieur de la colonie. Car, même si l'orientation ethnique a déterminé les caractéristiques sociales des clubs, elle ne les a pas pour autant rendus exclusifs, d'autant plus que l'exclusivité

serait inutile puisque la colonie hollandaise ne se sent pas menacée par la société canadienne[11].

Si les Hollandais ont bien accepté la société canadienne, c'est parce qu'ils se sont, eux-mêmes, sentis acceptés des Canadiens en général. De plus, les préjugés non déguisés des Canadiens à l'égard des immigrants de l'Est et du Sud de l'Europe ne se sont pas manifestés envers les Hollandais. Au lieu de se replier sur eux-mêmes, les Hollandais ont ainsi été motivés à se tailler une place plus importante dans la société canadienne. Leur philosophie essentiellement pragmatique, dirigée par leur ambition de se joindre à la classe moyenne, a mis en valeur la poursuite du succès aux dépens des traditions culturelles. La seule exception à la règle, comme on a pu le voir, a été le maintien par les immigrants réformés de leurs traditions religieuses; toutefois, ils ont dû lutter pour rendre ces traditions pertinentes dans un nouveau milieu.

Le succès de la reconstruction économique de l'après-guerre en Hollande et la survie des Pays-Bas en tant que démocratie libre de l'oppression soviétique ont fait en sorte que les mouvements nationalistes, tels que ceux qu'appuient les Canadiens ukrainiens, hongrois et polonais, n'ont eu aucune raison de se développer dans la communauté hollandaise. Pour les Hollando-canadiens, la question de loyauté n'a jamais été soulevée. Ils se considèrent d'abord comme Canadiens et ils n'entretiennent que des rapports flous et imprécis avec un pays étranger qui leur est facilement accessible, mais peu familier.

LES VESTIGES CULTURELS ET LES SOUVENIRS

Face au processus d'intégration et d'assimilation, de nombreux immigrants renoncèrent à certains aspects de leur identité culturelle qui leur semblaient mal adaptés à la nouvelle société canadienne. Il y eut toutefois des traditions et des valeurs durables qui furent maintenues et protégées, telles que l'idéologie calviniste. En outre, ils conservèrent certaines caractéristiques, idées et distinctions qui, bien que de moindre importance, les différencient des autres groupes ethniques. Ces vestiges culturels et ces souvenirs constituent certains des éléments essentiels de l'identité hollando-canadienne.

Les noms de famille, par exemple, demeurent un important moyen d'identification. Parce que leurs noms étaient plus faciles à prononcer pour les Canadiens que ceux des autres groupes ethniques, les Hollandais choisirent pour la plupart de les conserver. Ainsi, les Canadiens anglophones eurent vite fait de reconnaître que les particules «van» (de), comme dans Vander Berg, et «de», comme dans De Groot ou De Vries, indiquent des noms hollandais. Plusieurs variations de «Boer» nous sont également bien connues : ce sont de Boer, Boers, Boerman (dérivé de fermier). D'autres noms, tels Postuma, Postman et Smit n'ont pas de consonance distinctement hollandaise, mais on sait que les Canadiens hésitent rarement à s'enquérir de l'origine ethnique des gens, surtout lorsqu'un accent particulier pique leur curiosité. Certains immigrants ont changé leur nom de famille lorsque celui-ci était difficile à prononcer ou comportait des connotations sexuelles ou dévalorisantes en anglais. Les prénoms tels

que Sjoerd et Wietzke étaient souvent «canadianisés», et les enfants d'immigrants adoptaient simplement les prénoms canadiens équivalents quand leurs noms d'origine ne convenaient pas. En général, les enfants d'immigrants nés au Canada recevaient des noms canadiens. Bien que l'on ait appliqué, au début, la règle générale selon laquelle les enfants recevaient les noms des grands-parents, cette coutume a commencé à disparaître. Depuis quelques années, le choix des prénoms suit la tendance générale au Canada, alors que, dans certains cercles religieux, les noms bibliques ont refait surface.

Dans les régions rurales, les immigrants hollandais donnent parfois à leur ferme le nom de leur district d'origine ou le nom d'une ferme aux Pays-Bas. Un peu partout au pays, les noms de famille sont affichés bien en vue sur les bâtiments de ferme ainsi que sur de nombreuses habitations urbaines. La mode actuelle, qui consiste pour les automobilistes à marquer leur voiture de leur pays d'origine, a aussi conduit à l'apparition sur les routes canadiennes de collants pour pare-choc affichant le symbole NL (Nederland ou Pays-Bas). On remarque aussi, à l'occasion, des collants sur lesquels on peut lire «Friesland» et qui témoignent de la fierté provinciale hollandaise. Les Hollandais ne semblent nullement réticents à afficher leurs origines de cette manière.

Pour les étrangers, les petits rideaux suspendus aux fenêtres avant d'une maison ne laissent planer aucun doute sur l'origine ethnique des occupants. Ces rideaux, très répandus aux Pays-Bas, se retrouvent dans un bon nombre de foyers hollando-canadiens. Confectionnés de dentelle à motifs, ils continuent d'orner les fenêtres des maisons de la première génération d'immigrants, où l'on trouve également une profusion de plantes d'intérieur. L'adoption de ces rideaux par les Allemands et leur abandon par les deuxième et troisième générations de Hollando-canadiens en échange de modèles «moins vieillots» et plus conformes à la mode canadienne rendent maintenant plus difficile l'identification des maisons hollandaises.

Pour ce qui est des entreprises hollandaises, certains indices nous permettent de les identifier : le nom du propriétaire («Voortman's Cookies»), l'inclusion de l'emblème du moulin à vent et l'usage du mot «Dutch» (hollandais) dans le nom même de l'entreprise. De nos jours, au Canada, le mot «Dutch» comporte l'idée de propreté, de travail acharné et de respectabilité, association dont les gens d'affaires hollando-canadiens ne manquent pas de tirer parti dans leurs relations avec le public. Sans la clientèle des Canadiens à l'extérieur du groupe ethnique, la plupart des entreprises «hollandaises» ne pourraient survivre. La seule exception à cette règle demeure toutefois les caisses de crédit dont les membres sont majoritairement hollandais.

Certains commerces continuent néanmoins de pourvoir aux besoins de la colonie hollandaise. Bien que le néerlandais soit parlé moins fréquemment qu'auparavant, les Hollandais parviennent en général à se faire servir dans leur langue maternelle dans les boulangeries-pâtisseries, charcuteries, boucheries, poissonneries et épiceries où les commerçants offrent aux immigrants et à leurs enfants les produits auxquels ils tiennent. Ainsi, les Hollandais peuvent se procurer des *bokkepotjes* (pieds de chèvre) dans les boulangeries, des

croquettes, de la viande et du fromage dans les charcuteries, des coupes de viande hollandaises et des *blinde vinken* (oiseaux de veau) dans les boucheries, de l'anguille et du maquereau fumés dans les poissonneries, ainsi que des tissus, des épices et un assortiment d'autres produits familiers au «magasin hollandais». La plupart de ces commerces servent également un nombre croissant de clients canadiens qui ont adopté une quantité de spécialités et de produits hollandais et qui les ont intégrés dans leur régime alimentaire quotidien.

Tandis que le grand public a accès aux aliments et aux produits de la Hollande et aux comptoirs de denrées «ethniques» et «hollandaises» dans les supermarchés, les enfants d'immigrants se sont adaptés à la cuisine variée nord-américaine. Ainsi, la consommation au foyer de hamburgers, de pizzas, de plats gratinés et d'autres mets «canadiens» est devenue plus fréquente que la consommation d'aliments typiquement ethniques. Toutefois, la saine et simple cuisine nord-américaine est la plus appréciée, et on l'agrémente d'aliments parfois importés de la Hollande, tels que la chicorée, les endives, le chou frisé et les fèves, ainsi que de pâtisseries et sucreries hollandaises. La cuisine hollandaise, qui se compose principalement de viande, de pommes de terre et de légumes, se distingue peu de la cuisine canadienne. Les seuls restaurateurs hollandais à avoir un impact sur le secteur de la restauration au Canada sont ceux qui se spécialisent dans la cuisine indonésienne ou française.

Les Hollandais ont l'habitude de limiter leur consommation d'alcool à quelques produits précis. La bière canadienne, bien que jugée inférieure à la bière hollandaise, a toujours été considérée comme satisfaisante et moins coûteuse que la bière importée. Le whisky canadien a vite fait de déloger le gin parfumé au genièvre, mais la plus grande disponibilité de ce produit à l'heure actuelle pourrait inciter les gens à y revenir, comme dans le temps. Vu la faible consommation de vin par les Hollandais au moment de leur émigration, ce secteur s'est laissé distancer par les autres boissons. Les boissons spéciales de fabrication hollandaise telles que l'«Advocaat» et le «Curaçao» sont plus répandues qu'auparavant, mais rien n'indique que les Hollando-canadiens en consomment en quantités supérieures. Dans la colonie hollandaise et particulièrement dans les milieux orthodoxes, la consommation modérée d'alcool semble être la règle générale. C'est en effet la modération qui constitue le facteur déterminant et non la prohibition; il n'est pas rare donc pour les Hollandais, au retour du service religieux dominical, de consommer une boisson alcoolisée. De plus, les problèmes reliés à l'alcool ne sont pas plus courants dans la communauté hollandaise que dans l'ensemble de la société canadienne.

Bien que les Canadiens hollandais s'adaptent de plus en plus aux habitudes commerciales et à la cuisine canadiennes, ils tiennent à la solidarité familiale, si importante aux Pays-Bas et pendant les premières années au Canada. Ainsi, les anniversaires de naissance, les baptêmes, les mariages, les funérailles et les rassemblements du dimanche constituent des moyens privilégiés pour maintenir les rapports sociaux. Les fêtes de Noël et de l'Action de grâces, ainsi que la fête des mères et la fête des pères, fournissent souvent l'occasion aux familles étendues vivant au loin de se réunir chez les parents âgés. On oublie

rarement les anniversaires de naissance, qui donnent souvent lieu à de joyeuses retrouvailles lors de la visite d'un parent venu des Pays-Bas ou d'un voyage au pays natal. Bien que la correspondance outre-mer et à l'intérieur du Canada ait quelque peu ralenti au cours des années, elle fait toujours partie des habitudes de vie des Hollando-canadiens. Grâce au téléphone, les membres des familles peuvent communiquer entre eux et ainsi préserver l'unité familiale malgré les distances qui les séparent. Nombreux sont ceux qui maintiennent vivante la tradition de suspendre un calendrier indiquant les anniversaires et les dates importantes dans un endroit bien en vue, comme l'arrière d'une porte de salle de bain.

Les liens familiaux étroits ont en quelque sorte aidé les immigrants à s'adapter aux conditions sociales instables consécutives à l'évolution de la société canadienne. Malgré l'adoucissement, au fil des ans, du caractère patriarcal et autoritaire de l'unité familiale, le respect envers les parents et les aînés est demeuré une valeur importante. C'est ainsi que les enfants des deuxième et troisième générations vont chercher de l'aide et des conseils auprès des parents et grands-parents et s'inspirent des relations personnelles de ces derniers pour façonner les leurs. Malgré le nombre croissant de mariages démocratiques conclus au sein de la colonie et qui remplacent les structures autoritaires, bon nombre de Hollando-canadiens croient encore au système traditionnel qui place l'homme à la tête de la famille. Cette façon de voir, conjuguée à l'orientation religieuse, explique sans doute le faible taux de divorces dans la communauté.

La fréquence des mariages entre membres de groupes ethniques différents s'est accrue depuis la disparition graduelle des différences entre les Canadiens hollandais et leurs compatriotes canadiens. En effet, les gens de la deuxième génération croient qu'il est tout à fait convenable et inévitable pour eux de choisir leur conjoint à l'extérieur du groupe ethnique et, le processus de «canadianisation» ayant fait son œuvre chez les parents, il devient alors plus facile pour ces derniers de se plier au choix de leurs enfants. Seuls certains groupes calvinistes orthodoxes se sont opposés à cette tendance pour des motifs religieux. Pour ce qui est des préjugés nationaux, ils ont en grande partie disparu. Ces mariages ont eu pour effet de dépouiller la deuxième génération de tout caractère hollandais distinctif; les enfants de la troisième génération, quant à eux, sont très peu sensibilisés à leurs origines ethniques. Ce n'est, encore une fois, que dans les milieux calvinistes, en raison de l'enseignement dans les écoles chrétiennes, qu'une certaine différenciation s'est maintenue.

L'esprit de famille qui est la règle chez les Hollandais a incité ces derniers à se dévouer à la collectivité. Après le départ des enfants du foyer paternel, les parents accueillent sous leur toit des enfants placés sous la protection d'organismes sociaux provinciaux. Grâce à la bienveillance de ces familles d'accueil, de nombreux enfants considérés comme difficiles à placer ont fini par trouver un foyer adoptif. C'est ainsi que des enfants de sang mêlé ou plus âgés, des enfants souffrant de troubles affectifs ou handicapés physiquement ont trouvé une place dans la société. Selon les organismes sociaux, les familles hollandaises procuraient aux enfants des foyers stables et chaleureux où était appliquée une discipline juste et équitable.

Considérant un tel engagement social comme un authentique service chrétien à la société canadienne, les Calvinistes orthodoxes ont vivement encouragé cette œuvre à tous les niveaux. Vu leur orientation religieuse, ils se sont employés à mettre sur pied des organismes de services sociaux qui traiteraient les problèmes d'un point de vue «chrétien». C'est ainsi que sont apparus des organisations et services d'orientation chrétienne qui portent secours aux personnes handicapées ou ayant une déficience intellectuelle. En outre, la communauté chrétienne réformée appuie un certain nombre de ces organismes aux États-Unis, dont l'institut de santé mentale Pine Rest situé à Grand Rapids (Michigan), qui œuvre activement dans le traitement des problèmes reliés à la dépression.

La communauté réformée a également accordé son soutien à des Églises canadiennes dans des projets d'aide locale et internationale. Ainsi, en 1979 et 1980, un certain nombre d'Églises réformées sont venues en aide aux réfugiés de la mer vietnamiens en parrainant leur immigration et leur établissement au Canada. Elles leur ont fourni logement, emploi et formation linguistique et les ont aidés à s'intégrer à la société canadienne. Certaines Églises offrent maintenant des services en vietnamien aussi bien qu'en anglais et en néerlandais.

Au cours des années soixante et soixante-dix, les immigrants hollandais commencèrent à tirer profit des excellentes perspectives d'avenir qui s'offraient à eux, particulièrement dans les centres urbains. C'est ainsi que l'on vit des Hollando-canadiens s'imposer dans les secteurs de l'enseignement, de l'ingénierie, de la médecine, du droit, de l'architecture, du commerce et même des beaux-arts. Rares étaient les professions qui ne les attiraient pas et dans lesquelles ils ne réussirent pas à exceller. À l'instar de leurs consœurs canadiennes, les femmes commencèrent à élargir leurs horizons et à rejeter les contraintes patriarcales rigides qui avaient freiné leur émancipation et celle de leurs mères aux Pays-Bas.

Le taux de succès des Canadiens d'origine hollandaise est comparable à celui des autres Canadiens; à part les noms, peu de choses les distinguent de l'ensemble de la population. Parmi les Hollando-canadiens bien connus aujourd'hui se retrouvent : le sénateur van Roggen, de la Colombie-Britannique; William Vander Zalm, premier ministre de la Colombie-Britannique; Debbie van Kiekebelt, sportive; Aretha van Herk, auteur; John de Visser, photographe; Petra Burka, patineuse, et enfin les Voortman, magnats de la biscuiterie, autrefois de Mount Brydges, en Ontario. Tous furent reconnus pour leurs réalisations personnelles et non pour leur origine ethnique.

Si le bilan des réalisations des Canadiens hollandais saute aux yeux de toute personne qui veut bien le reconnaître, on peut toutefois se demander où est l'empreinte de la culture hollandaise sur la société canadienne. En quoi les réalisations des première et deuxième générations d'immigrants hollandais ont-elles été distinctes? En quoi les efforts des Hollandais ont-ils été différents de ceux des autres groupes d'immigrants au Canada? À l'exception de quelques groupes de danseurs, troupes de théâtre et chorales, la culture hollandaise a eu peu d'impact sur la scène canadienne. La question qu'on se pose est la suivante : les Hollandais ont-ils retiré quelque chose de leur expérience qui

vaille la peine d'être préservé, mis en valeur et partagé avec leurs compatriotes canadiens? Peut-être cette question arrive-t-elle trop tôt. . .ou trop tard?

Bien que quelques œuvres littéraires aient été produites par des Hollando-canadiens sur le sujet de l'immigration, la plupart sont rédigées en néerlandais. Ce n'est que récemment que les auteurs ont commencé à utiliser l'anglais comme moyen d'expression. À ce jour, aucun écrivain n'a joui d'une renommée nationale, et aucun roman sérieux sur l'immigration n'a été rédigé. Jusqu'à maintenant, les sociologues et autres universitaires n'ont fait qu'effleurer la question hollando-canadienne, ce qui expliquerait les caractéristiques encore méconnues de ce groupe ethnique. C'est un fait que les Canadiens hollandais constituent dans une large mesure une ethnie invisible.

Comme on l'a vu, l'invisibilité de la communauté hollandaise au Canada a été le fruit du libre choix et non celui du hasard. L'adaptation, l'intégration et même l'assimilation ont été désirées par les immigrants et leurs enfants. Bien que certains éléments purement «hollandais» aient été retenus, en particulier par la première génération, ils ne se sont pas heurtés à la culture dominante. Le pragmatisme a su s'imposer lors du maintien ou du rejet des valeurs hollandaises. On a jugé que la loyauté et la solidarité familiales étaient des valeurs dignes d'être préservées, de même que les doctrines et les manifestations du calvinisme hollandais. En effet, on croyait que, même si celles-ci entraient parfois en conflit avec la société canadienne, elles finiraient par lui être bénéfiques. De nos jours, les défenseurs de ces idées ne forment plus toutefois qu'une minorité, et leur influence sur le groupe en général est moins importante. Le caractère distinct du groupe, déjà flou, s'estompe de jour en jour, à mesure que les Hollando-canadiens perdent leur identité ethnique.

Certains Hollando-canadiens et observateurs de l'extérieur ont exprimé le souhait que les immigrants instruits des années soixante et soixante-dix racontent et fassent apprécier l'expérience hollandaise au Canada. Cela ne s'est toujours pas réalisé. Tandis que la «Canadian Association for Netherlandic Studies» a déployé des efforts pour promouvoir l'étude du rôle de la Hollande au Canada et dans le reste du monde, l'ensemble de la colonie hollandaise s'est montré peu sensible à ces efforts.

En raison de la bureaucratie de plus en plus envahissante qui, actuellement, freine la croissance économique et limite les perspectives d'avenir des citoyens aux Pays-Bas, les Hollandais se tournent de nouveau vers l'émigration. Les nouveaux arrivants au Canada s'intègrent facilement à la société dominante et, au-delà des rapports sociaux, exercent peu d'influence sur la colonie hollando-canadienne. De plus, au fur et à mesure que la culture hollandaise s'américanise, la langue constitue le seul trait qui différencie les immigrants de leurs hôtes. Ainsi, l'histoire des immigrants ne sera plus demain qu'un souvenir nébuleux.

Toutefois, le passé n'est pas perdu; il n'est que silencieux. Les immigrants du début de l'après-guerre, de même que leurs souvenirs, sont toujours bien vivants. Les joies, les tristesses, les réalisations et les échecs qui ont marqué leur expérience d'immigrants font partie de leur vie. Or, la plupart d'entre

eux ne se sont pas assimilés; ils se retrouvent, en raison de leur intégration, dans une phase transitoire, n'étant ni complètement hollandais ni complètement canadiens. Ils n'ont jamais renoncé totalement à leur culture d'origine, ni totalement accepté celle de leur pays adoptif.

Les dures réalités de la vie ont eu raison de leurs espoirs et de leurs rêves de jeunesse. Le Canada devint alors leur terre d'espoir, le pays où allaient se réaliser leurs nouveaux rêves. Dans une certaine mesure, le destin leur a donné raison. Mais toute réussite a son prix, et leur expérience d'immigrants a exigé d'eux un lourd tribut d'isolement, de conflits et d'anxiété, si bien que le succès a aujourd'hui pour eux un goût doux-amer. La majorité des immigrants ont tenté de se tailler une place dans leur pays adoptif, intégrant l'inconnu et l'incertain au familier, et se rendant compte que la réalisation ne répondrait pas au rêve. Cependant, leur désillusion a été atténuée par le succès et par leur acceptation pragmatique des consolations que leur a offertes le Canada pour ce que la Hollande n'aurait pu leur donner.

NOTES

1. Cette évaluation démographique statistique fut préparée avec l'aide du docteur Helen Colbert.
2. O'Bryan K.E., Reitz J.G., Kuplowska O., *Les langues non officielles; Étude sur le multiculturalisme au Canada* (Ottawa : Secrétariat d'État du Canada, 1975), p. 389.
3. Entrevues, Calgary (Alberta), 1977-1980.
4. Entrevues, St. Catharines (Ontario), 1972-1975.
5. O'Bryan et al. *Les langues non officielles*, pp. 128-130.
6. Entrevue, Albert vander Heide, Burnaby (C.-B.), mai 1980. M. vander Heide a fourni les statistiques et les renseignements relatifs aux publications et aux journaux hollando-canadiens.
7. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre IV, *L'apport culturel des autres groupes ethniques* (Ottawa, 1969), p. 135.
8. Entrevues, Calgary (Alberta), 1977-1980.
9. Diening Joseph A., *Contributions of the Dutch to the Cultural Enrichment of Canada*, cité dans M. Boekelman, «Some Aspects of Dutch Post-World War II Immigration to Ontario», p. 5, manuscrit inédit en la possession de l'auteur.
10. Entrevue, A. vander Heide.
11. Le matériel relatif aux clubs hollandais a été recueilli lors d'entrevues qui se sont déroulées à Calgary, Toronto et St. Catharines. Des recherches sur la nature des clubs hollando-canadiens ont été effectuées par Mme Cathy Cosgrove et ont donné lieu à un manuscrit inédit intitulé «Profile on the Dutch-Canadian Club of North Bay, 1978», entrevue, Cathy Cosgrove, Toronto, février 1980.

Bibliographie

ABERSON-UGES, J. *Van de Canadeesche Velden* (Dans les champs canadiens), Groningen, Erven A. De Jager, 1934.

BRANDIS, Maxine. *Land for our Sons*, Londres, Hurst & Blackett, 1955.

BREUGELMANS, Rene. «Dutch and Flemings in Canada», *Canadian Ethnic Studies*, 2, 2 (1970), p. 83-115.

BROADFOOT, Barry. *The Immigrant Years, 1945-1967*, Vancouver, Douglas & McIntyre, 1986.

BUURMA, J.A. «Problèmes d'adaptation des immigrants agricoles des Pays-Bas au Canada», *Sociologisch Jaarboek* (La Haye, 1950).

CAVELAARS, A.A.C. «Integration of a Group of Dutch Settlers in British Columbia», *International Migration*, 5, 1 (1967), p. 38-45.

CNOSSEN, T. *Canada: Land van Vrijheit, Ruimte en Ontplooiing* (Canada, terre de liberté, d'espaces et de possibilités), Wageningen, N.V. Gebr. Zomer en Keunings Uitgeversmij, 1952.

COOK, Hugh. *Cracked Wheat*, Oakville, Mosaic Press, 1985.

ELLIOT, Una. «Comparative Roles of People of Italian and Netherlandish Origin in the Creation of a Homogeneous Population in the City of London», thèse de maîtrise, University of Western Ontario, 1964.

FRANCIS, Robert J. «The Significance of American and Dutch Agricultural Settlement in Central British Columbia», dissertation de doctorat, Université du Minnesota, 1966.

GANZEVOORT, Herman, éd. *A Dutch Homesteader on the Prairies* (Lettres de Willem de Gelder), Toronto, Presses de l'Université de Toronto, 1973.
«Dutch Immigration to Canada 1892-1940», dissertation de doctorat, Université de Toronto, 1975.

GANZEVOORT, Herman et Mark Boekelman, éditeurs, *Dutch Immigration to North America*, Toronto, Société historique multiculturelle de l'Ontario, 1983.

GINN, Edith M.«Rural Dutch Immigrants in the Lower Fraser Valley», thèse de maîtrise, Université de la Colombie-Britannique, 1967.

GROENENBERG, Adrian L.«The Social Geography of the Netherlands With Special Reference to the Role of the Church in the Integration of Immigrants», thèse de maîtrise, University of Western Ontario, 1966.

HARTLAND, J.A.A. *De Geschiedenis Van De Nederlandsche Emigratie Tot De Tweede Wereldoorlog* (Histoire de l'émigration hollandaise jusqu'à la Seconde Guerre mondiale), Den Hague, Ministerie van Sociale Zaken en Volksgezondheid, 1959.

HIBBERT, Joyce, éd. *The War Brides*, Toronto, Peter Martin Associates, 1978.

HOFMAN, Tymen. *The Strength of Their Years: The Story of a Pioneer Community*, St. Catharines, Knight Publishing, 1983.

HOFSTEDE, Barend Peter. *Thwarted Exodus: Post-War Overseas Migration from the Netherlands*, 'S-Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1964.

LUCAS, Henry S. *Netherlanders in America*, Ann Arbor, Presses de l'Université du Michigan, 1955.

LOWENSTEYN, J.H.«A Social History of the Dutch in Quebec», thèse de maîtrise, Université Concordia, 1986.

MAGEE, Joan. *A Dutch Heritage*, Toronto, Dundurn Press, 1983.

NOREL, K. *Hollanders in Canada*, Meppel, A. Roelofs van Goor, 1952.

OOSTERMAN, G. et al. *To Find a Better Life: Aspects of Dutch Immigration to Canada and the United States 1920-1970*, Grand Rapids, Union nationale des écoles chrétiennes, 1975.

PALMER, Howard. *Land of the Second Chance*, Lethbridge, Lethbridge Herald, 1972.

PALMER, H. et T.«The Religious Ethic and the Spirit of Immigration: The Dutch in Alberta», dans *Peoples of Alberta* (Saskatoon, Western Producer Prairie Books, 1985), p. 143-173.

PAUS-JENSSEN, Arne Louis. «Immigration to Canada from The Netherlands, 1946 to 1963: An Economic Analysis», thèse de maîtrise, Université Queen's, 1966.

PETERSEN, William. *Planned Migration: The Social Determinants of the Dutch-Canadian Movement*, Berkeley, Presses de l'Université de la Californie, 1955.

REES-POWELL, Allan Thomas. «Differentials in the Integration Process of Dutch and Italian Immigrants in Edmonton», thèse de maîtrise, Université de l'Alberta, 1964.

SAS, Anthony. «Dutch Migration to and Settlement in Canada, 1945-1955», dissertation de doctorat, Université Clark, 1957.

SWIERENGA, Robert P. «Dutch», dans *The Harvard Ethnic Encyclopedia*, Cambridge (Mass.), Presses de l'Université Harvard, 1980.

TUINMAN, A.S. *Eenige aspecten van de hedendaagse migratie van Nederlanders naar Canada* (Aspects de la migration actuelle des Hollandais vers le Canada), 'S-Gravenhage, Staatsdrukkerij, 1952.

VANDER MEY, Albert. *To All Our Children: The Story of Postwar Dutch Immigration to Canada*, Jordan Station (Ontario), Paideia Press, 1983.

VAN WEZEL, J. «Immigration from Holland and Land Settlement», dans *Immigration and Land Settlement*, (Ottawa, Conférence catholique canadienne, 1954), p. 137-148.

Index

Agents : 9, 12, 13-16, 43-46, 59-60
Agents de colonisation : 78, 86-88, 93, 98, 125
Annapolis, vallée d' : 30
Armée du salut : 11-12, 35
Assimilation et intégration : 26-28, 36, 46-48, 67, 89-91, 96-97, 104, 106-108, 113, 120-125, 127-134, 137-143
Attaché agricole : 75-78

Banner, The : 111, 133
Boer, George : 15, 30

Caisses de crédit : 117
Calvin, Collège : 120
Calvinisme du Canada, Le : 95, 111-112, 117-119, 135, 141
Calvinist Contact : 110, 133
Canada Company : 60-62
Centrale chrétienne d'émigration : 77
Church Herald : 133
Clarion : 133
Clubs hollandais : 24, 135-137
Colonisation : 13, 22-23, 32-34, 50
Colporteurs et entrepreneurs : 22, 99-101, 116
Comité d'immigration pour le Canada de l'Église chrétienne réformée : 77
Comité d'immigration pour le Canada de l'Église réformée d'Amérique : 78
Commission d'immigration de Harleem : 11
Compass : 110
Congrégation réformée des Pays-Bays : 112
Conseil d'immigration canado-hollandais : 79
Cox, Cornelius : 45

De Gelder, Willem : 16
De Jong, Klaas : 22
Déportations : 58
De Wachter : 110, 133
Dewdney, Edgar : 19
Dignan, Abbé R.H. : 44
Divisions par communautés : 23-24, 28, 84-85, 93, 105-106, 108, 109-113
DUCA Post : 133

Écoles chrétiennes : 106, 108-109
Éducation : 42-43, 48, 122-123, 141
Église catholique : 45, 47-48, 78, 92, 94, 107-108, 110, 128
Église chrétienne réformée : 23-24, 27-29, 33, 53-56, 61-62, 77-78, 92-95, 107-113, 128

Église chrétienne réformée libre : 112
Église réformée d'Amérique au Canada : 28, 78, 95, 107, 110-111
Église réformée du Canada : 112

Femme de ménage hollandaise : 113-115
Femmes et immigration : 41, 89, 113-115
«Fiches de péchés» : 94
Fièvre de l'immigration : 72, 83
Fondation centrale d'émigration des Pays-Bas : 45, 51, 54
Fondation d'émigration des Pays-Bas : 57-59, 74-77
Frijlink, adjudant : 11
Frisons : 10, 22, 130-131

Geld-Zucht (soif d'argent) : 121
Gritter, Rév. J. : 88

Hartland, J.A. : 73
Hoekstra, Rév. P.J. : 87
Holland Marsh (Marais Hollandais) : 59-62
Hollandia News : 132
Hollando-américains : 9-10, 24-25, 27, 54
Hollandse Krant : 132
Holtrighter, J. : 14
Hurgronje, J. Snouck : 74

Immigration, statistiques : 40-41, 50, 56, 75, 79, 103-104, 125, 128
Insinger, Robert : 10

Juliana, Princesse héritière : 68

Les langues non officielles : 129-132
Ligue d'émigration des Pays-Bas : 12-13, 29, 32, 58-59

Mariage : 119-120, 140
Mariées de guerre : 71, 75
Maurer, J. : 12, 29, 32
Motifs d'émigration : 5-9, 40-43, 68-73, 103-105

Navires de transport de troupes : 84-85
Nederlandse Courant : 132
«Neeranglais» : 131
Neerlandia : 30, 33-34, 104
Nobleford (Nieuw Nijverdal) : 25-28, 104
Nordique : 19, 46
Nouvelle-Écosse : 30-33, 50, 57

«Oiseaux migrateurs» : 42
Ontario : 13, 42-44, 51-53, 59-62, 96
Organisations calvinistes : 111-112, 117-118

Pioneer : 110, 133
Placement, sytème de : 16, 44-45, 51, 86-88, 104
Politique américaine d'immigration : 40, 45, 70
Politique canadienne d'immigration : 19-20, 39, 46, 56, 60, 74-75, 103
Politique hollandaise d'émigration : 9-10, 12-13, 16-17, 41, 45, 59-60, 62-63, 70, 73-74, 125
Politiques : 134-135
Prêtes de transport : 10-11, 45
Prins, Jacob : 63
Professions : 35-36, 41, 44-45, 50-51, 90, 95-96, 98-99
Programmes pour jeunes agriculteurs : 79

Recrutement : 13-17, 20, 23, 27, 43-46, 51, 54-55, 59-60
Rejet médical : 82
Relief Land Settlement Agreement : 60-61
Religion et migration : 15, 23-24, 27-29, 33, 44-45, 47-48, 53, 63, 72-73, 76-79, 92-95
Restrictions relatives aux devises : 82, 86, 104

Schuurman, J.A. : 58, 61
Service d'action sociale de la Société catholique d'aide à l'immigration : 78
Sifton, Clifford : 20
Snor, John : 59-62
Société calviniste d'émigration : 52, 55
Société chrétienne d'émigration : 10-11
Société d'aide aux immigrants réformés de Hollande : 52, 54
Société de chemins de fer Canadien National : 45, 57, 63
Société de chemins de fer Canadien Pacifique : 14-16, 20, 29-30, 44, 45, 52, 57, 64
Société d'émigration catholique : 45
Strathmore : 15, 30
Subventions : 82, 105
Syndicats : 111-112, 117-118

Travail du dimanche : 118-119
Tuinman, A.S. : 75

Van Aaken, abbé : 15, 30
Van Ark, Willem : 34
Van Wezél, abbé J. : 78
Ver Hagen, abbé F. : 78

Washington, État de : 54
Windmill Herald : 132
Winnipeg : 22-24, 28-29, 35, 53-54, 104

Yorkton : 10, 22

Zuilen : 76, 110

Au cours des dernières années du dix-neuvième siècle et de la première moitié du vingtième siècle, l'émigration des Hollandais vers le Canada a été encouragée de toutes parts : par les autorités des Pays-Bas et du Canada, par les sociétés d'émigration établies aux Pays-Bas, ainsi que par de nombreuses sociétés de transport maritime et terrestre. Conscients de la faible étendue de la Hollande et de la forte densité de sa population, un grand nombre de ses citoyens se sont convaincus qu'ils ne pourraient prospérer, ni à la campagne ni à la ville, s'ils demeuraient dans leur pays. Les deux guerres mondiales n'ont fait qu'augmenter le nombre de candidats à l'émigration.

De nos jours, les Hollandais forment un des groupes ethniques les plus importants du Canada, mais un de ceux qui sont le moins visibles. *Le pays doux-amer* présente l'histoire des Hollandais au Canada : les raisons de leur venue, l'histoire de leur arrivée, leurs nombreuses réalisations et leur apport important à la société canadienne. Bien qu'ils aient constitué un groupe «privilégié» d'immigrants et qu'ils n'aient à peu près pas souffert de discrimination, leur expérience d'immigrants comporte une bonne part de peines, de privations, d'échecs occasionnels et, dans certains cas, d'exploitation, au début, de la part des agents d'émigration et des employeurs.

Cet ouvrage comprend 16 pages de photographies.

M. Herman Ganzevoort enseigne au département d'histoire de l'Université de Calgary.

HISTOIRE DES PEUPLES DU CANADA

Cette série d'ouvrages qui fait autorité a pour but de faire connaître, de façon objective et intéressante, l'histoire des nombreux groupes ethniques qui contribuent au patrimoine culturel du Canada. Chaque volume, bien qu'il s'adresse au grand public, satisfera également les gens cultivés, car il constitue une étude originale et est l'œuvre d'un spécialiste ou d'une équipe de spécialistes. Ces livres sont publiés en collaboration avec le Ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Responsables du projet : les professeurs Jean Burnet, directrice administrative de la Société historique multiculturelle de l'Ontario, et Howard Palmer, du département d'histoire de l'Université de Calgary.

Photographie offerte par Mme H. Van Wyk, Calgary.

ISBN 0-7710-3272-2

9 780771 032721